

Le journal professionnel de l'Armée de terre du Canada

L'INSTRUCTION PROFESSIONNELLE À L'ÉPREUVE :

Le Collège militaire royal du Canada et le leadership de l'Armée de terre pendant la guerre des Boers 1899-1902

Le Major A.B. Godefroy, CD

TECHNOLOGIE DES PILES À COMBUSTIBLE :

Ou comment demeurer pertinent dans le futur espace de bataille

Le Major A.P. Balasevicius, CD

HISTOIRE MILITAIRE : UN EMPLOI UTILE OU ABUSIF?

Le professeur Sir Michael Howard

UNE CAPACITÉ D'OPÉRATIONS SPÉCIALES POUR LE CANADA

Le Major J.H.G. Lizotte, CD

ÉTUDE DE LA GUERRE ASYMÉTRIQUE :

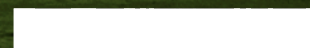
Un concept qui remonte aux origines de la guerre

Le Major R.H.J. Ruiters, CD

CHANGEMENT DE PARADIGMES :

Il faut choisir soigneusement ce que l'on considère comme intouchable (Réflexions sur la structure de la force de l'avenir de l'Armée de terre)

Le Major L.R. Mader, CD





Le Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre

Le journal professionnel de l'Armée de terre du Canada

Ce bulletin est une publication officielle du Commandement de la Force terrestre et paraît sur une base trimestrielle. Le Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre vise à diffuser de l'information à tous les membres de l'Armée de terre ainsi qu'aux civils intéressés et à susciter des échanges sur les idées et concepts de doctrine et d'instruction et sur d'autres questions militaires. Nous acceptons également des articles sur des sujets comme le leadership, l'éthique, la technologie et l'histoire militaire. Les débats mûrement réfléchis et raisonnés sont essentiels à la santé intellectuelle de l'Armée de terre et à la production d'une doctrine et de politiques d'instruction valables. Les articles qui favorisent la réflexion et la discussion sont donc les bienvenus. Les militaires de tous grades et le personnel d'autres éléments sont invités à contribuer au Bulletin. Les opinions exprimées dans les articles n'engagent que leurs auteurs et ne représentent nullement une ligne de conduite du ministère ou des Forces canadiennes. La doctrine, l'instruction et leurs versions actualisées ne confèrent à personne l'autorité d'agir dans quelque domaine que ce soit. Tous les documents publiés demeurent la propriété du ministère de la Défense nationale et peuvent être reproduits sur autorisation écrite du rédacteur en chef.

PRÉSENTATION DES ARTICLES

Les articles de toute longueur, idéalement entre 3 000 à 6 000 mots, seront considérés pour publication. Ils peuvent être présentés dans l'une ou l'autre des langues officielles. L'usage et l'orthographe doivent se conformer aux ouvrages suivants : *Le Guide du rédacteur, Bureau de la traduction* (TPSGC 1996) et *The Canadian Style : A Guide to Writing and Editing* (TPSGC 1997) — qui sont tous deux disponibles sur l'Internet et dans les bibliothèques et librairies — ainsi que *Le Petit Robert* ou *The Concise Oxford Dictionary*. Les tableaux, graphiques et images doivent être fournis à part, sans être intégrés au texte. Les articles doivent comprendre des notes de fin de texte. Les auteurs doivent inclure une courte notice biographique faisant état de leurs antécédents scolaires et des faits dignes de mention de leur expérience militaire et de toute autre expérience, sans oublier de mentionner les principaux cours suivis et le poste qu'ils occupent actuellement. Les articles peuvent être soumis par courriel ou par courrier ordinaire (avec copie électronique). Tous les articles soumis seront examinés par un comité de rédaction et les auteurs seront informés par le rédacteur en chef de l'étape où en est leur article. Le rédacteur en chef se réserve le droit d'apporter des modifications rédactionnelles mineures portant sur la grammaire ou le style. On communiquera avec les auteurs si un article a besoin de révision.

PRÉSENTATION D'ARTICLES POUR LA « TRIBUNE LIBRE » (COMMENTAIRES)

Les articles pour la tribune libre ne doivent pas dépasser 1 000 mots et peuvent être présentés n'importe quand. Nous ferons notre possible pour les publier dans l'édition la plus rapprochée. Les commentaires doivent être présentés le plus tôt possible après la publication de l'article auquel ils se rapportent.

CRITIQUES DE LIVRES

Les articles destinés à la section Critiques de livres doivent faire entre 1 000 et 2 500 mots. On peut obtenir les lignes directrices sur la préparation des critiques de livres auprès du rédacteur en chef. Dans la mesure du possible, il faut fournir une copie électronique de la jaquette du livre faisant l'objet d'une critique.

IMAGES ET GRAPHIQUES

Les images et les graphiques ne doivent pas exiger le soutien de la couleur ou des tons. Les graphiques doivent être clairs et simples. Des copies électroniques sont acceptables (300 ppp, format de fichiers JPEG).

DATES DE TOMBÉE

Prière de communiquer avec le rédacteur en chef pour confirmer les dates de tombée.

DIFFUSION ET COPIES ÉLECTRONIQUES

Le Bulletin est diffusé à toute l'Armée de terre ainsi qu'à certains éléments du QGDN, du Commandement maritime, du Commandement aérien et de l'OSID. Des exemplaires sont également acheminés à des organismes liés à la défense, à des armées alliées et à certains membres choisis du grand public et du milieu universitaire. Pour obtenir des renseignements en ce qui concerne la diffusion, prière de s'adresser au rédacteur en chef. On trouvera une version électronique du Bulletin à l'adresse www.army.dnd.ca/ael/.

CORRESPONDANCE

Tous les articles ou commentaires doivent être envoyés au rédacteur en chef, le Major Shane B. Schreiber :

Rédacteur en chef
Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre
Directeur général Développement des méthodes de combat de la Force terrestre
Fort Frontenac
C.P. 17 000, succ. Forces
Kingston ON K7K 7B4

Téléphone : (613) 541-5010, poste 2465

télec. : (631) 541-5903

Courriel Internet : schreiber.sb@forces.gc.ca

RÉVISION ET MISE EN PAGES

Le Bureau de l'édition de l'Armée de terre, Système de la doctrine et de l'instruction de la Force terrestre (Kingston, Ontario), est responsable de la révision de chaque article, sauf lorsqu'il faut donner le travail à contrat.

Table des matières

Un élément de notre patrimoine

Le Régiment de Carignan-Salières : Première unité régulière au Canada ii

Mot du rédacteur en chef du *Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre* 1

La voie à suivre pour l'ARC 2

L'instruction professionnelle à l'épreuve :

Le Collège militaire royal du Canada et le leadership de l'Armée de terre pendant la guerre des Boers 1899-1902 6

par le Major A.B. Godefroy, CD

Technologie des piles à combustible :

Ou comment demeurer pertinent dans le futur espace de bataille17

par le Major A.P. Balasevicius, CD

Histoire militaire : un emploi utile ou abusif?21

par le professeur Sir Michael Howard

Une capacité d'opérations spéciales pour le Canada 26

par le Major J.H.G. Lizotte, CD

Étude de la guerre asymétrique :

Un concept qui remonte aux origines de la guerre41

par le Major R.H.J. Ruiters, CD

Changement de paradigmes :

Il faut choisir soigneusement ce que l'on considère comme intouchable (Réflexions sur la structure de la force de l'avenir de l'Armée de terre)47

par le Major L.R. Mader, CD

Critiques de livres60

Lectures recommandées76

Tribune libre77

Un élément de notre patrimoine

Le Régiment de Carignan-Salières : Première unité régulière au Canada

En 1663, le Roi Louis XIV établit sa règle royale sur les possessions de la France outre-mer, enlevant du coup aux compagnies privées opérant en affrètement à demande la gestion des colonies françaises. Les attaques continues des Iroquois limitent l'expansion de la Nouvelle-France et une aide militaire considérable est nécessaire pour vaincre cette menace, d'où l'expédition de troupes régulières en garnison en Nouvelle-France. Constitué par la fusion de deux anciennes unités, le Régiment de Carignan-Salières, qui regroupe maintenant 20 compagnies, atteint son plein effectif. Arrivé au Canada en 1665, le Régiment s'attaque sur le champ à la construction d'une chaîne de forts le long de la rivière Richelieu. En janvier 1666, 300 membres de l'unité, accompagnés de 200 miliciens de Québec, envahissent le territoire iroquois où ils détruisent plusieurs villages ainsi que l'approvisionnement en grains; ils retournent à Québec après avoir perdu 100 hommes à cause des rigueurs du climat. Plus tard, au cours de ce même mois de septembre, 1 200 hommes du Régiment de Carignan-Salières et de la milice marchent contre l'ennemi et affrontent les Mohawks dans la région du lac Champlain, où ils détruisent quelques villages abandonnés avant de retourner à leur base. Même s'ils ne sont pas vaincus, les Iroquois sont impressionnés par la force et la détermination des opérations françaises et acceptent de négocier, avec les Français, une paix qui durera 20 ans. Leur mission accomplie, quatre compagnies du Régiment de Carignan-Salières retournent en France en 1667, tandis que les troupes restantes se laissent convaincre de s'établir dans la colonie. En 1668, quatre compagnies du Régiment sont encore stationnées le long de la Richelieu et les compagnies qui restent sont finalement dissoutes en 1671. Quelque 400 officiers et hommes du rang choisissent alors de demeurer au Canada.



L'illustration représente des officiers et des soldats du Régiment de Carignan-Salières entre 1665 et 1668. Non seulement ces hommes constituaient-ils la première unité régulière à servir au Canada, mais ils appartenaient aussi à l'un des régiments de première ligne de l'armée française à revêtir un uniforme. (Avec la permission de Parcs Canada)

Mot du rédacteur en chef du Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre

par le Major S.B. Schreiber, CD

C'est avec enthousiasme que j'ai accepté de devenir, à la suite du Major John Grodzinski, rédacteur en chef du Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre : Le journal professionnel de l'Armée de terre du Canada. Le défi que me laisse John est de taille puisque, sous ses bons soins, le Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre est devenu la publication florissante que nous connaissons aujourd'hui. Il mérite donc d'emblée la reconnaissance de l'ensemble de la profession. C'est pourquoi, au nom de tous les lecteurs et collaborateurs du Bulletin, je le remercie et lui souhaite beaucoup de succès dans ses entreprises futures. Je sais qu'il continuera de jeter un regard attentif au Bulletin et j'espère qu'il deviendra un fidèle collaborateur à la Tribune libre et à d'autres rubriques. Beau boulot, John, et merci!

J'ai l'intention de suivre les traces de John et de continuer à améliorer la qualité du discours intellectuel au sein de la profession des armes au Canada. Le Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre doit non seulement être un enrichissement sur le plan intellectuel, mais également répondre aux besoins professionnels de tous ses lecteurs. Le Bulletin devrait servir à la fois de moyen d'expression où émettre des opinions constructives et de tribune où débattre de sujets qui touchent tous ceux qui s'intéressent au passé, au présent et à l'avenir de notre Armée de terre et de ses soldats.

Comme un grand nombre d'entre vous le savez déjà, l'Armée de terre a franchi un tournant dans son existence, et les prochaines années seront déterminantes. J'ai l'intention d'accorder au Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre un rôle important dans les discussions sur l'évolution de l'Armée de terre canadienne et d'en faire un carrefour d'information et d'opinions sur la façon de combattre et de mener les opérations dans l'avenir. On débattrà, dans les pages du Bulletin, de nouveaux concepts, de nouvelles doctrines et de nouvelles pièces d'équipement bien avant qu'ils ne deviennent des réalités acceptées et reçues. Cependant, de tels débats nécessitent la participation active de toute la profession. Trop souvent, le silence est non seulement synonyme de consentement, mais une manifestation accablante d'arrogance ou d'indifférence. C'est pourquoi je demanderai aux responsables des projets clés et de la doctrine d'exprimer leurs idées dans le Bulletin pour informer un vaste public et obtenir sa rétroaction et d'intégrer l'ensemble de l'Armée de terre au processus de transformation.

C'est avec plaisir que j'ai constaté qu'outre des officiers et des universitaires, des soldats et des sous officiers font preuve d'un grand courage et expriment leurs pensées et leurs opinions dans les pages de notre journal. Leurs articles servent non seulement mon intérêt à titre de rédacteur en chef, mais aussi celui de l'Armée de terre, et m'incitent à continuer de solliciter la contribution des militaires de tous grades et de tous métiers. Si un article ne peut être publié dans notre journal, je tenterai de lui trouver une place convenable. Un discours à la fois rigoureux sur le plan intellectuel et ouvert aux questions d'intérêt professionnel est le signe d'une profession en santé. Pour l'Armée de terre canadienne, le Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre sera la principale tribune publique ouverte à ce type de discours.

En fin de compte, c'est notre journal. Il se veut non seulement une représentation de ce que nous sommes, mais également une façon de nous révéler à nous mêmes, à nos homologues de d'autres armées et à l'ensemble de la population de notre pays.



Le Major Shane B. Schreiber, CD
Le rédacteur en chef du
Bulletin de doctrine et d'instruction de
l'Armée de terre

Note de la rédaction : Au moment de mettre sous presse, nous avons appris avec tristesse le décès prématuré du Lieutenant-colonel M. Blanchette, cmdt du Centre de parachutisme du Canada. Sa mort est survenue dans un tragique accident. L'armée canadienne perd un remarquable militaire et officier. Nous offrons nos sympathies les plus sincères à sa famille et ses amis.

La voie à suivre pour l'ARC

Après neuf mois de consultation auprès de tous les éléments de l'Artillerie de la Force régulière et avec l'approbation du directeur de l'Artillerie et des artilleurs principaux en service, représentés par le Conseil de l'Artillerie, le document « La Voie à suivre » est présenté à tous les membres des Forces canadiennes à titre d'énoncé de vision du futur rôle de l'Artillerie royale canadienne. En publiant ce document, le Régiment royal de l'Artillerie canadienne veut exposer sa vision et susciter les commentaires de toutes les parties intéressées au sein des Forces canadiennes. Comme il s'agit d'un énoncé global, le présent document est suffisamment général pour englober tous les éléments du Régiment royal. Néanmoins, les contributions particulières des Réserves à cette vision restent à élaborer.

INTRODUCTION

Depuis la publication du document *Vision de l'Armée de terre en 2001*, les artilleurs ont soulevé bon nombre de questions pertinentes au sujet de l'avenir de l'Artillerie. Bien que ce document expose les perspectives de l'Armée de terre et contienne un certain nombre de généralités sur la distribution du matériel et les secteurs d'intervention privilégiés, on n'y aborde que superficiellement les sujets propres à l'Artillerie. Le processus de

principales caractéristiques des opérations futures de l'Armée de terre. Les pays apporteront leur contribution en fonction des ressources dont ils disposent, de la situation opérationnelle et de leur politique stratégique respective. Un des principes de la planification de la structure des forces du Canada prévoit que les forces déployées doivent posséder toutes les capacités requises pour permettre à la force de remplir sa mission et de survivre. Partant d'un tel principe, on peut déduire que les forces déployées doivent disposer de la puissance de feu nécessaire pour appuyer et protéger les forces de manœuvre et façonner l'espace de combat. Elles doivent aussi être autonomes pour se protéger de la menace asymétrique et évolutive que recèle la troisième dimension de l'espace de combat. Étant donné les ramifications des pertes que peut subir une société démocratique, on ne peut compter d'emblée sur le soutien des alliés, plus précisément sur leurs ressources au plan de la protection et de la puissance de feu.

Avec l'utilisation de plus en plus généralisée de systèmes numériques de commandement, de contrôle, de communications, d'informatique, de renseignement militaire, de surveillance et de reconnaissance (C4ISR), les succès à venir dépendront avant tout de l'interopérabilité entre les services et entre les pays. Qui plus est, les sources traditionnelles servant à ordonner le tir indirect ne seront plus les observateurs

...les forces déployées doivent disposer de la puissance de feu nécessaire pour appuyer et protéger les forces de manœuvre et façonner l'espace de combat.

modernisation étant désormais enclenché, les artilleurs doivent comprendre ce que l'avenir leur réserve et partager une vision commune de la voie à suivre. Même s'il est aujourd'hui impossible de décrire en détail les organisations et le matériel de demain, un certain nombre de principes et d'objectifs généraux peuvent en revanche être formulés précisément afin d'offrir aux artilleurs d'une vision commune de l'avenir.

Le présent document vise à exposer les principes et objectifs généraux sur lesquels reposera l'élaboration de la doctrine, des organisations, du matériel, des tactiques, des techniques et de l'instruction de l'Artillerie de demain.

GÉNÉRALITÉS

Les opérations coalisées sont devenues réalité au début du siècle dernier et resteront l'une des

de l'artillerie, à titre de source principale, mais bien une combinaison de sources d'acquisition d'objectif traditionnelles et non traditionnelles. À cet effet, les observateurs avancés de l'Artillerie, appelés désormais officiers de tir d'efficacité, doivent être « universels », et leur entraînement, l'équipement dont ils disposent et les pouvoirs qui leur sont conférés doivent leur permettre de diriger, de coordonner et d'intégrer tous les moyens de tir existants, y compris l'artillerie, l'appui aérien, l'aviation et la marine du Canada et de ses alliés. Le tir peut provenir d'une grande variété de sources pas nécessairement liées à l'élément demandeur. La technologie et les exigences en matière de guerre asymétrique feront en sorte que l'ancien paradigme « trouver, fixer et frapper » se réduira progressivement à « trouver et frapper ».

La nature expéditionnaire et imprévisible des opérations futures exigera des systèmes d'armes et des

organisations considérablement plus robustes et possédant une mobilité opérationnelle et stratégique accrue, une portée et un niveau de létalité nettement supérieurs, un fardeau logistique indirect allégé et une plus grande déployabilité au plan politique. La guerre asymétrique et les risques associés au recours à la mobilité opérationnelle intrinsèque d'une force composée de VBL III exigeront des systèmes d'armes capables de fournir rapidement une puissance de feu très précise, peu importe la posture ou l'alerte. Comme il s'agit d'une arme nécessitant depuis toujours une forte main-d'oeuvre, l'Artillerie tirera profit au besoin des avantages de la technologie pour accroître sa capacité tout en réduisant le nombre de tâches exigeant beaucoup de main-d'oeuvre. L'artilleur de l'avenir sera appelé à opérer de plus en plus dans tous les types de conflits et à y remplir des fonctions centrales et non centrales. Il devra faire face à des situations caractérisées par un degré élevé d'incertitude et, potentiellement, de risque. La présence de non-combattants et de personnes

étrangères au conflit constituera très certainement une caractéristique courante des théâtres d'opération du futur. Par conséquent, les méthodes d'opération hier encore acceptables ne seront pas toujours appropriées demain. Pour composer avec de telles situations, l'artilleur du futur devra développer de solides habiletés de soldat et s'avérer très compétent dans son domaine particulier de compétence. Sa bonne forme physique demeurera d'une importance capitale, puisqu'il devra répondre aux exigences que comportent les opérations continues sur 24 heures dans des situations complexes. De tels environnements exigeront également de l'artilleur un esprit très alerte et beaucoup de résistance. L'éducation et l'instruction sont des avenues que l'artilleur devra explorer pour maximiser notre capacité de fonctionner efficacement dans les contextes technologiques et politiques très complexes de l'avenir. Une formation exigeante et axée sur le leadership dynamique constituera également une caractéristique des cours de l'Armée

de terre et de l'Artillerie de tous les niveaux.

Comme nous l'avons dit, les exigences technologiques sont déjà bien réelles. Avec le temps, elles ne feront que se multiplier, et il sera impossible de conserver la structure du programme d'instruction individuelle dans sa forme actuelle. Du même souffle, l'érosion des compétences deviendra un problème épineux, alors que l'artilleur cherchera à maîtriser une technologie de plus en plus complexe. Pour aplanir ces difficultés, il devra se spécialiser selon un profil de carrière qu'il aura choisi parmi diverses possibilités et grâce auquel il pourra acquérir plus rapidement et plus efficacement les connaissances et les compétences requises. Une telle approche permettra à la fois de réduire le temps alloué à l'instruction individuelle et d'atténuer les problèmes associés à la complexité croissante des technologies et à l'érosion des compétences.

ARTILLERIE DE CAMPAGNE

L'Artillerie de campagne offrira un système de systèmes capables d'acquiescer les objectifs avec précision et de produire un éventail d'effets (de mortels à non mortels) contre des objectifs renforcés ou non, immobiles, en manœuvre et en mouvement. Il s'agira d'objectifs, ponctuels ou de zone, qui pourront être engagés sans égard aux conditions météorologiques, à toute heure de la journée et à des distances dépassant les capacités des forces de manœuvre. L'Armée de terre pourra ainsi engager l'adversaire avant qu'il ne puisse lui-même engager nos forces de manœuvre. L'application de la puissance de feu, ou la menace de son application, de concert avec les opérations d'information, sera le moyen-clé de briser la capacité et la volonté de combattre de l'ennemi.

Au sein d'une armée expéditionnaire moyenne, l'Artillerie de campagne de l'avenir jouera un rôle crucial, alors qu'elle sera appelée à planifier et à coordonner la puissance de feu



ARMÉE



Canada

indirect, à la fois rapprochée et en profondeur, et à fournir cette puissance de feu dans le cadre des opérations visant à contraindre, désorganiser, détruire, neutraliser, supprimer ou démoraliser nos adversaires afin de détruire leur cohésion et de miner leur volonté de combattre. Bien que l'environnement de l'avenir exigera une précision, une constance et, au besoin, une exactitude supérieures à ce qu'on a toujours considéré pratique jusqu'à présent, la technologie actuelle permet à l'Artillerie de campagne d'engager l'adversaire avec des tirs d'efficacité à priori hautement précis et mortels. Pour atteindre un tel niveau d'efficacité, elle doit exploiter toutes les technologies dont elle dispose actuellement. De plus, elle doit rehausser son degré de létalité et exploiter des capacités lui conférant une plus grande précision. À court terme, l'Artillerie de campagne mettra donc au point les tactiques, techniques et procédures nécessaires pour tirer le maximum des nouvelles technologies. Dans le contexte opérationnel et politique actuel, les risques de tirs fratricides ou de dommages collatéraux provoqués par des procédures inexactes sont inacceptables. Il faut donc que l'Artillerie de campagne se concentre sur la façon de fonctionner à l'intérieur d'un tel paradigme.

Dans l'avenir, l'Artillerie de campagne devra innover et accroître sa capacité d'intégrer les ressources interarmées de puissance de feu intégrale et extérieure afin d'être en mesure d'engager ses adversaires avec des tirs synchronisés grâce à une meilleure connaissance de la situation. Dans ce contexte, le Régiment royal doit étendre son influence au-delà de ses visées traditionnelles et promouvoir une application créatrice des nouvelles technologies. Le phénomène récent qui consiste à se concentrer sur l'appui-feu rapproché en négligeant le modelage de l'espace de combat et les tirs de contre-batterie ou de contre-mortier changera. Plutôt que d'acquérir du matériel évolutif qui n'améliorerait que progressivement

ses capacités actuelles, l'Artillerie de campagne cherchera à se doter d'un système de systèmes capable d'augmenter considérablement ses capacités par rapport au matériel qu'elle possède aujourd'hui et qui satisfera les besoins en matière de puissance de feu indirect de surface des Forces canadiennes. En plus de ces nouveaux systèmes, les munitions du futur seront plus mortelles, pourront franchir plus de 50 kilomètres et permettront des tirs de zone à la fois précis et justes. Conséquemment, les systèmes de tir indirect de l'avenir doivent présenter des capacités adéquates et être déployables sur les plans pratique et politique. Une fois en place dans le théâtre d'opérations, ces systèmes doivent être en mesure de remplir les rôles actuels, en plus d'offrir une précision et une justesse à grande distance du tir de zone, en termes de temps ou d'espace. Afin de remplir ses nombreux rôles, l'Artillerie de campagne doit jouir, dans la plus grande mesure du possible, d'un niveau de protection et de mobilité équivalant à celui des autres armes.

Pour pouvoir utiliser efficacement les unités et sous-unités d'artillerie de campagne déployées, des structures de commandement et de contrôle à la fois souples et solides doivent être en place et permettre une transition rapide d'une mission à une autre dans tout le spectre des conflits. De telles organisations seront commandées par des officiers possédant une solide formation professionnelle et du leadership, et seront contrôlées par des sous-officiers ayant une connaissance approfondie des outils technologiques utilisés dans leurs champs de compétence respectifs.

CHOIX DES OBJECTIFS

L'utilisation efficace de toutes les ressources de puissance de feu à distance de sécurité constituera la clé de voûte de la réussite des opérations de l'avenir. Pour atteindre un tel but, il faudra pouvoir compter sur la coordination, la cueillette et la diffusion rapides de l'information

sur les objectifs. Un tel processus ne produira les résultats escomptés que s'il repose sur un lien capteur-tireur sensible, qui permet d'actualiser le concept « trouver et frapper ». Le Régiment royal continuera d'améliorer sa notoriété bien établie quant à sa capacité de recueillir rapidement de l'information et de s'en servir pour frapper rapidement l'adversaire. De plus, le Régiment royal de l'Artillerie canadienne doit mobiliser ses efforts visant sa capacité de faire circuler l'information à l'intérieur d'une structure de réseau étendu afin que l'artillerie devienne un nœud essentiel dans l'image commune de la situation opérationnelle. Ce champ de compétence constituant depuis toujours l'une des grandes forces des artilleurs qui leur permettent de remporter des victoires, on peut en déduire que notre savoir-faire reconnu et manifeste se retrouvera de nouveau à l'avant-scène. L'intégration de notre processus de choix des objectifs à la doctrine émergente et aux nouvelles procédures de renseignement, de surveillance, d'acquisition d'objectifs et de reconnaissance (ISTAR) constitue un domaine critique où il faudra avoir gain de cause. L'Artillerie devra concentrer ses efforts dans cette voie, puisqu'on ne peut plus se contenter de connaître la position et les agissements de l'ennemi. Il faut plutôt pouvoir compter sur un système facilitant l'engagement rapide de celui-ci.

L'Artillerie devra s'intéresser de près à l'émergence de capacités d'acquisition d'objectifs améliorées. Le savoir-faire des Forces canadiennes dans ce secteur critique provient actuellement de la batterie de la tactique de l'École de l'Artillerie. Cette organisation a donc entrepris la planification des futures structures et méthodes organisationnelles pour faire en sorte d'optimiser la capacité de l'Artillerie d'exécuter le combat à

longue distance et de camper plus solidement sa primauté dans le domaine de l'acquisition d'objectifs.

DÉFENSE ANTIAÉRIENNE

Grâce à la mise en place de mesures actives et passives, l'Artillerie antiaérienne (AAA) assurera encore la protection en cherchant à détruire les diverses ressources aériennes de l'ennemi, y compris les véhicules aériens téléguidés, les missiles, les hélicoptères et les aéronefs à voilure fixe. Bien que le premier rôle que doit remplir l'Artillerie restera d'empêcher l'ennemi d'interférer dans les opérations terrestres depuis les airs, l'application de cette puissance de feu sera étendue afin d'améliorer l'efficacité multimirade des systèmes d'armes. À titre secondaire, la capacité de tir direct du système d'armes antiaérien et antichar (ADATS) sera mise à contribution dans une plus large mesure que ce qui avait d'abord été envisagé. De plus, une distribution plus large des données de détection AAA, de concert avec le nouveau réseau de capteurs perfectionnés de l'Armée de terre, améliorera considérablement la capacité globale du système ISTAR des unités et formations canadiennes. L'artillerie antiaérienne doit par conséquent devenir un fournisseur clé de données de connaissance de la situation pour alimenter l'image commune de la situation opérationnelle de l'Armée de terre. À cette fin, il faudra développer le matériel, les tactiques, les techniques, les procédures et l'entraînement nécessaires afin d'optimiser une telle capacité.

Le perfectionnement du système de commandement, de contrôle, de communications, d'informatique, de renseignement militaire, de surveillance et de reconnaissance (C4ISR) demeurera au centre des préoccupations de l'Artillerie antiaérienne. La coordination efficace de toutes les ressources antiaériennes repose avant tout sur une image fidèle et continuellement mise à jour de l'espace aérien. Cette image constitue également un outil à

la fois essentiel et efficace pour assurer la coordination de l'espace aérien et prévenir la destruction d'aéronefs amis. Qui plus est, la fonction de coordination de l'espace aérien gagnera en importance, puisque les véhicules aériens tactiques et les micro-véhicules aériens téléguidés deviendront une composante courante des opérations du futur. Pour être en mesure de détecter les objectifs, les unités de défense antiaérienne auront besoin d'un système d'alerte lointaine intégral, en raison de la taille sans cesse croissante du champ de bataille, de la réduction de la taille des sections efficace en radar et de la nécessité de fonctionner davantage de façon passive.

À court terme, l'Artillerie antiaérienne devra avant tout améliorer sa capacité opérationnelle en affectant le gros de ses effectifs à des systèmes de défense antiaérienne viables et pertinents au sein d'unités capables de générer des éléments cohérents et capables de remplir leur mission. Les problèmes de sécurité intérieure identifiés récemment doivent être résolus grâce à une capacité souple de défense de l'espace aérien intérieur. À long terme, l'Artillerie antiaérienne devra porter toute son attention sur les munitions à distance de sécurité, les véhicules aériens téléguidés et les munitions sol-sol.

CONCLUSION

Le document *Vision de l'Armée de terre* et les exigences des opérations futures indiquent clairement que des changements considérables s'annoncent pour l'Artillerie. Il faut saisir l'occasion et en exploiter les possibilités si l'on veut voir l'Artillerie aller de l'avant grâce à des capacités améliorées qui justifieront encore plus sa présence dans toutes les opérations. Il est essentiel que l'Artillerie soit un système de systèmes faisant fonction à la fois de fournisseur clé de données pour le réseau d'information et de fournisseur d'effets synchronisés dans l'ensemble de l'espace de combat.

Une telle réalisation fera de l'Artillerie une composante clé permettant à l'Armée de terre de générer et de soutenir une cadence rapide et d'appliquer rapidement sa puissance de combat. Au sein de l'Artillerie antiaérienne, l'amélioration du système de connaissance de la situation et la concentration des ressources améliorera la capacité opérationnelle. L'Artillerie de campagne doit cibler les objectifs communs suivants : pertinence, capacité de déploiement, exactitude accrue, précision, létalité et distances d'engagement supérieures. Bien qu'il incombe à l'Artillerie de campagne de continuer à fournir un appui-feu rapproché précis et opportun, elle doit rompre avec ses pratiques actuelles qui consistent à se concentrer sur ce combat rapproché à l'exclusion des autres besoins. L'Artillerie de campagne devra assumer le rôle essentiel de puissance de feu en profondeur en exploitant nos capacités d'acquisition d'objectifs améliorées afin de battre nos futurs adversaires en façonnant le champ de bataille et ce, en exécutant des engagements de contre-batterie et de contre-mortier avec des tirs longue distance, préventifs et de riposte. On n'insistera jamais assez sur l'importance d'intégrer les processus actuels de coordination des tirs et de choix des objectifs à la doctrine ISTAR. Il est essentiel de réussir cette intégration afin que l'Artillerie puisse sortir victorieuse des engagements à distance de sécurité, essentiels au succès des opérations de l'avenir. C'est la puissance de feu, combinée avec les opérations d'information, qui constituera le facteur décisif de l'issue de telles opérations.



L'instruction professionnelle à l'épreuve :

Le Collège militaire royal du Canada et le leadership de l'Armée de terre pendant la guerre des Boers 1899-1902

par le Major A.B. Godefroy, CD

L'analyse détaillée du leadership et du commandement au sein de l'Armée de terre canadienne continue de se bonifier, après des décennies de disette pendant lesquelles les études et les publications universitaires sérieuses s'étaient faites rares sur le sujet. Outre la parution récente de deux ouvrages bien connus, *Generalship and the Art of the Admiral* et *Warrior Chiefs*, une poignée d'articles ont fait surface dans des revues connexes comme *Canadian Military History*, la *Revue militaire canadienne* et le *Bulletin de la doctrine et de l'instruction de l'Armée de terre*.¹ Bien que leur contribution soit assurément utile, ces publications se distinguent également par les lacunes qu'elles font ressortir dans ce domaine d'étude particulier. Essentiellement, la majeure partie de l'analyse effectuée jusqu'à maintenant traite de la période allant de la Deuxième Guerre mondiale à aujourd'hui. Le leadership canadien au cours de la Première Guerre mondiale n'a reçu qu'une attention passagère des historiens militaires

permet de mettre au jour un certain nombre de problèmes importants concernant les tribulations politiques et militaires autour de l'instruction et de l'attribution des postes de direction et de commandement en temps de guerre, dont certains continuent de se manifester au sein de l'Armée de terre actuelle.

UN COLLÈGE MILITAIRE AU CANADA

En 1869, une commission du gouvernement canadien sur l'éducation militaire a commandé un rapport sur la faisabilité de la création d'un collège militaire au Canada qui formerait des officiers en leur donnant une éducation et une instruction professionnelles afin qu'ils servent dans l'Armée britannique ainsi que dans la Force permanente et la Milice du Canada. On a étudié les écoles militaires existantes aux États-Unis et en Grande-Bretagne afin de déterminer si elles pouvaient servir de modèles à une école d'officiers canadienne. Bien que la Commission Dufferin (d'après le nom du gouverneur

Peu de publications, sinon aucune, examinent le corps des officiers de l'Armée de terre en tant qu'institution au cours de ses premières années.

canadiens et la période antérieure, disons de 1855 à 1914, est encore plus négligée. En conséquence, nombre de questions concernant l'histoire ainsi que la nature du leadership et du commandement au sein de l'Armée de terre canadienne demeurent inexplorées.²

Une grande partie des études sur le leadership et le commandement au sein de l'armée de terre réalisées à ce jour se concentrent sur les aspects théoriques du sujet ou consistent en l'analyse biographique d'un officier supérieur de l'Armée de terre. Peu de publications, sinon aucune, examinent le corps des officiers de l'Armée de terre en tant qu'institution ou les organisations qui l'ont nourri au cours de ses premières années. Un plus petit nombre encore se penche sur le rôle que cette institution a joué en temps de guerre.³ Le but du présent article est d'étudier le rôle que le Royal Military College (RMC) [aujourd'hui le Collège militaire royal du Canada (CMR)] a joué en formant des officiers de l'Armée canadienne pour la guerre des Boers (1899-1902). L'examen de l'institution et des officiers de l'armée qu'elle a produits

général qui avait entrepris l'étude) ait favorisé les écoles britanniques, le Colonel Patrick Leonard MacDougall, adjudant général de la Milice canadienne, et le Lieutenant-colonel Thomas Bland Strange, qui était alors l'officier supérieur britannique commandant l'École d'artillerie à Québec, ont proposé que le collège se modèle sur l'Académie militaire de West Point des États-Unis.⁴ Ayant visité West Point de son propre chef, Strange avait soutenu que, en raison de son programme d'études axé sur les mathématiques et du fait qu'on y donnait une formation pour toutes les armes de l'armée (Sandhurst formait les officiers de cavalerie et d'infanterie, tandis que les aspirants officiers de l'artillerie et du génie fréquentaient Woolwich), West Point était le meilleur exemple à imiter. Compte tenu du budget limité de la Défense et du petit nombre d'aspirants officiers, le RMC devait être en mesure de former des officiers pour toutes les armes nécessaires à la force permanente naissante du Canada.

West Point estimait qu'il était plus important de former l'esprit que de simplement le remplir d'informations. Vers la fin du XIX^e siècle, West Point avait fait des mathématiques le cœur de tout son programme. Cela lui avait permis de former un grand nombre d'hommes compétents. Malheureusement, l'académie de West Point ne garantissait aucun emploi militaire après l'obtention du diplôme. En conséquence, l'école a vu beaucoup de ses meilleurs diplômés embrasser une profession civile plutôt que de devenir des soldats de carrière.⁵ Le gouvernement canadien cherchait un moyen d'éviter cet écueil. Une solution consistait à procurer aux officiers canadiens l'accès éventuel à des affectations dans l'Armée britannique et à ses cours avancés de formation militaire, qui étaient supérieurs à tout ce qui se faisait aux États-Unis, donnant ainsi plus d'attrait à la carrière militaire au Canada.⁶

dans l'une des villes garnisons du Canada.⁹

Essentiellement, le projet de loi proposait de combiner le modèle de West Point et des écoles militaires anglaises de niveau supérieur en un programme de quatre années. Ainsi, pensait Ross, on répondrait aux besoins du Canada, c'est-à-dire une école toutes armes qui pourrait former n'importe quel type d'officier demandé.

Après quelques débats sur l'endroit où le nouveau collège militaire devrait être installé, une décision a été prise. En partie à cause de sa riche tradition militaire et en partie parce qu'elle convenait mieux que l'autre site considéré, celui de la ville de Québec, Kingston a été choisie comme lieu de la nouvelle école d'armes.¹⁰ Point Frederick, sur la péninsule voisine de Fort Henry, offrait suffisamment d'espace et d'immeubles à convertir pour les

Susciter de l'intérêt à l'égard de la vie de soldat professionnel au Canada constituait un défi. En dépit de toutes les précautions prises par le Colonel Fletcher, officier des *Scots Fusilier Guards* affecté au Canada comme secrétaire personnel de Dufferin et responsable du recrutement de jeunes hommes au RMC, il était encore difficile d'attirer du personnel, car les perspectives d'une carrière militaire après l'obtention d'un diplôme étaient minces. En 1876, l'effectif de la petite force régulière canadienne était insuffisant pour garantir à tous les diplômés du RMC une carrière militaire au Canada. Le Colonel Edward Osborne Hewitt, premier commandant du RMC, a alors proposé de créer une force permanente de plus grande envergure qui offrirait un débouché à ses élèves-officiers, mais l'idée a été mise de côté pendant un certain temps. Lorsque la Force permanente a

Susciter de l'intérêt à l'égard de la vie de soldat professionnel au Canada constituait un défi.

La décision de créer une école professionnelle des armes au Canada a été prise par le premier ministre libéral nouvellement élu, l'honorable Alexander Mackenzie, qui est entré en fonction en novembre 1873.⁷ Après une période d'examen et de planification, son ministre de la Milice et de la Défense, l'honorable William Ross, a déposé un projet de loi au Parlement en mai 1874.⁸ Celui-ci contenait le passage suivant :

Il faut établir une institution aux fins de donner une éducation complète dans toutes les branches liées à la tactique, aux fortifications, au génie et au savoir scientifique général militaires ainsi que sur des sujets associés et nécessaires à une connaissance approfondie de la profession militaire, et aux fins de former des officiers ayant les compétences voulues pour occuper des postes de commandement et d'état-major. Cette institution portera le nom de Collège militaire et sera située

besoins du collège. On a également érigé une clôture à travers la péninsule afin de contrôler l'accès aux quartiers des officiers. Cette clôture a été par la suite remplacée par un mur de pierre plus solide. On a rénové la Frégate pour y loger les officiers et on a construit d'autres bâtiments suivant les besoins.

Les premiers élèves-officiers — une classe de 18 jeunes hommes — se sont présentés au collège le 1^{er} juin 1876. Chaque élève a reçu un numéro de collège et le titre temporaire de « *gentleman cadet* ». Après quatre années d'études, certains sont devenus officiers comme prévu, mais tous n'ont pas choisi une carrière militaire comme espéré. Contrairement à toute logique, le favoritisme a souvent eu le dessus sur le professionnalisme militaire, et les « 18 anciens » n'ont bénéficié d'aucun avantage pour obtenir une commission dans l'Armée canadienne à la fin de leurs études.

Enfin, pris de l'expansion en 1883, il semble que, par favoritisme, on ait attribué un grand nombre des postes d'officiers disponibles à des personnes sans qualification plutôt qu'aux diplômés du RMC, qui avaient pourtant reçu une instruction professionnelle. Bien que cela n'ait pas toujours été le cas, il se trouvait néanmoins beaucoup d'élèves du RMC qui, à la fin de leurs études, n'avaient aucun espoir de réaliser une carrière militaire au sein de l'Armée canadienne. Le Colonel Fletcher a donc proposé une autre solution, même si celle-ci était quelque peu contraire à l'intuition. Il a suggéré qu'on permette aux diplômés du RMC de faire une demande de commission dans les forces britanniques et impériales. Quoiqu'une telle mesure ait certainement pour effet d'attirer davantage de candidats au RMC, elle ne contribuait en rien à développer la structure des forces indigènes du Canada. Le Colonel Hewitt est parvenu à obtenir du ministère de la Guerre à Londres un certain nombre

de commissions pour les diplômés du RMC au sein de l'Armée britannique.¹¹ Lors de la première remise de diplômes du RMC en 1880, quatre commissions dans les forces impériales ont été offertes aux meilleurs élèves-officiers. Dans son rapport annuel de 1878, le ministre canadien de la Milice et de la Défense, Selby Smyth, a remarqué que cette ouverture constituait « un autre maillon de la chaîne qui nous lie ensemble ». On espérait que cette mesure soit une étape préalable à l'établissement d'unités de la Force permanente au Canada qui soient interchangeables avec les unités britanniques.¹² En réalité, elle n'a servi qu'à permettre à l'Armée britannique, plutôt qu'à la Force permanente du Canada, de recruter les meilleurs espoirs parmi les officiers canadiens.

Le faible nombre de diplômés du RMC accédant à la Force permanente canadienne a suscité des réactions défavorables parmi le public. Le Capitaine Ernest F. Wurtele, de la promotion de 1882, soulignait dix ans plus tard que, pour chaque officier diplômé devenu membre de la Force permanente ou de la fonction publique du Canada, on en comptait deux au sein des forces impériales et deux autres occupant un poste quelconque d'ingénieur dans le secteur privé. Cette situation remettait complètement en question le but du collège. Nombre de critiques considéraient le RMC simplement comme un autre instrument du gouvernement, un lieu de favoritisme et de nominations politiques, ressemblant beaucoup en cela à la Force permanente elle-même. Même certains militaires canadiens étaient opposés au collège. Les bataillons de la Milice, qui étaient au nombre de 89 au début des années 1890, dénonçaient avec vigueur le fait qu'on négligeait leurs besoins en grande partie pour maintenir le RMC et la minuscule Force permanente.¹³ Des députés ont également soulevé la question. En juin 1895, pendant un débat à la Chambre des communes, un membre du parti libéral de la circonscription ontarienne de North York, William

Mulock, a accusé le gouvernement d'avoir gaspillé de précieux fonds de l'État en les consacrant au perfectionnement professionnel des soldats. Il s'est plaint avec vigueur du fait que le collège était perçu seulement comme « un endroit où de jeunes garçons, se distinguant plus par leur fortune que par leur intelligence, jouaient au soldat pendant quatre ans aux dépens du contribuable canadien ». ¹⁴ Beaucoup d'autres politiciens et officiers à part lui croyaient que c'était à la Milice, et non à une force régulière, que revenait la tâche d'assurer la défense du Canada.

Tout au long des années 1880, par ailleurs, la Grande-Bretagne a attiré un nombre croissant de diplômés du RMC dans les rangs de son armée, dans le but de combler les lacunes de son propre ordre de bataille, laissant ainsi clairement entendre que le produit canadien répondait adéquatement à ses normes. Dans certains cas, les Britanniques dépendaient largement du collège canadien pour alimenter leur propre corps d'officiers. Une victoire de la Russie sur une force afghane à Penjdeh, en Transcaspia, en mars 1885, a soulevé de vives inquiétudes au ministère de la Guerre, à Londres, relativement à l'état de préparation de l'Armée britannique. On avait l'impression que, si la Grande-Bretagne entrait à nouveau en conflit avec la Russie, son armée souffrirait d'une grave pénurie d'officiers qualifiés. En réponse à cette menace, le ministère de la Guerre a offert au Canada, en avril 1885, 26 commissions supplémentaires dans l'Armée britannique, en plus des quatre commissions déjà disponibles chaque année. Il avait besoin de six officiers d'artillerie, de dix officiers du génie et de dix officiers d'infanterie ou de cavalerie.¹⁵ En outre, si le RMC et ses récents diplômés ne pouvaient remplir ces postes, Londres était prêt à offrir des commissions aux officiers de la Force permanente et de la Milice active du Canada. En fin de compte, la Grande-Bretagne a obtenu 28 officiers du RMC en 1885. En 1888, une autre offre a été soumise,

à laquelle le RMC a une fois de plus répondu. En plus des quatre commissions habituelles, le ministère anglais de la Guerre a ajouté six commissions au sein des *Royal Engineers* et deux à la *Royal Artillery*.

Ces offres montraient la confiance de la Grande-Bretagne en la capacité du RMC de former des officiers compétents sur le plan professionnel et aptes à servir au sein des forces coloniales ou britanniques. Elles prouvaient aussi que la décision du Canada de fonder l'éducation militaire des officiers sur les mathématiques portait fruit. La Grande Bretagne avait besoin d'officiers dotés d'une formation technique et le RMC était capable de les fournir. D'aucuns auraient pu soutenir que Londres n'avait tout simplement pas le choix, mais ce n'était pas le cas. On aurait pu choisir parmi la pléthore d'officiers de la Milice britannique, sans compter les diplômés en génie et en artillerie de l'Académie Woolwich. Toutefois, les élèves-officiers canadiens qui étaient entrés dans l'Armée britannique jusqu'à maintenant avaient offert un rendement admirable, et le ministère de la Guerre ne voyait aucune raison de ne pas continuer de recourir au RMC pour obtenir des officiers. En 1889, la Grande-Bretagne avait recruté 75 élèves officiers du RMC au sein de sa force armée, soit un peu plus du quart de tous les diplômés de Kingston jusqu'alors.¹⁶

LA PREMIÈRE GUERRE DU RMC — LES BOERS

Les tentatives répétées de divers partis au Canada pour amener le pays à participer aux guerres que la Grande-Bretagne menait à l'étranger avaient eu peu de succès initialement et les officiers et soldats professionnels n'avaient guère eu d'occasion de mettre leurs compétences à l'épreuve dans le cadre suprême : le combat. Pour le RMC, cette situation était à la fois frustrante et stimulante, car elle mettait en question la pertinence même de l'existence du collège, et elle a poussé le milieu politique à étudier ce problème très

sérieusement au cours des années 1880 et 1890. Le Canada avait peu de chances d'être l'objet d'une attaque directe et l'Armée britannique ainsi que la Milice canadienne avaient réglé adéquatement, sinon efficacement, les insurrections et les invasions survenues dans le passé. En outre, le traitement douteux des affaires du collège et la faiblesse du leadership au bureau du commandant durant cette période soulevaient de sérieux doutes quant à la viabilité du RMC. Tandis que le siècle tirait à sa fin, on semblait n'avoir aucun désir et encore moins le besoin de maintenir une institution pour former des officiers professionnels au Canada. Deux facteurs ont cependant joué un rôle crucial pour modifier ce point de vue et peut-être empêcher la fermeture du collège. Le premier a été la nomination du Colonel Gerald C. Kitson au poste de commandant et le deuxième, le début du plus grand conflit auquel le Canada devait participer depuis la guerre de 1812.

L'amélioration de la direction et les succès grandissants du Collège militaire royal sont attribuables en grande partie aux efforts du Colonel Gerald C. Kitson, qui a rempli les fonctions de commandant de 1896 à 1900. Officier des *King's Royal Rifles*, Kitson avait une expérience d'état-major considérable. Après avoir occupé initialement les postes d'aide-de-camp du Brigadier-général à Aldershot et d'officier général commandant du district de l'ouest en 1884-85, il avait été affecté à l'état-major en Inde. Il avait servi au Bengale comme officier d'état-major de district en 1890 et combattu pendant la campagne du Manipur en 1891, puis il avait rempli les fonctions d'assistant de l'adjutant général adjoint à Meerut jusqu'en 1892. Il avait ensuite été promu au poste d'adjutant général adjoint à Umballa, où il était resté jusqu'en 1894. Quand il est entré en fonction au RMC, on l'a promu au grade de lieutenant-colonel.

Kitson était bien conscient que la formation d'officiers plus compétents au RMC ne dépendait pas de la promesse d'une commission au sein



L'officier le plus apte à commander la Milice du Canada : Le Major-général Edward Hutton a servi comme officier général commandant de la Milice du Canada de 1898 à 1902 et a beaucoup fait pour améliorer la formation des officiers; il a en outre soutenu les efforts visant à rehausser la qualité du Collège militaire royal. (Avec la permission des Archives nationales du Canada)

de la Force permanente ou de l'Armée britannique. Ce pouvait être la fin, mais ce n'était pas le moyen. Même si l'on avait réservé tous les postes d'officier de la Force permanente aux diplômés du RMC, il n'y aurait pas eu suffisamment d'emplois adéquats pour tous. Kitson a plutôt cherché à hausser la réputation générale du collège, espérant inciter les autorités à élargir la Force permanente du Canada en fournissant des officiers compétents pour la commander. Un moyen direct d'atteindre ce but consistait en premier lieu à améliorer la qualité de l'éducation offerte au collège. Kitson a conservé cette combinaison d'instruction militaire et d'enseignement d'habiletés générales et techniques (civiles) qui distinguait le RMC. Il a libéré les instructeurs inefficaces du corps professoral et du personnel pour les remplacer par des professeurs plus compétents, dont un grand nombre était des officiers britanniques actifs ayant une expérience opérationnelle.¹⁷ Kitson n'était pas totalement à l'abri des jeux politiques entourant les affaires du collège, mais il est parvenu malgré

tout à remplir plusieurs de ses objectifs. C'est grâce à ses réformes que le RMC a été capable d'atteindre le niveau d'efficacité nécessaire pour répondre aux exigences de la guerre.

Les nouvelles règles et orientations adoptées par Kitson ont également contribué au redressement notable du nombre d'élèves-officiers au collège. Ses efforts pour rehausser l'image du collège en tant qu'institution viable au service de la défense du Canada ont été couronnés de succès et ont entraîné une augmentation des inscriptions de 1896 à 1900, qui sont passées de 45 élèves en moyenne par année à plus de 70. En 1900, le collège s'enorgueillissait d'un bataillon de 76 élèves-officiers, sans compter les 24 élèves qui avaient obtenu une commission cette année-là pour prendre part à la guerre sans avoir terminé leurs études.

Une part des succès de Kitson comme commandant est attribuable à sa bonne relation de travail avec l'officier général commandant (OGC) de la Milice du Canada, le Major-général Sir Edward Thomas Henry Hutton. Kitson était un confrère officier de Hutton dans le *60th Rifles* et s'adressait à lui par la formule « *my dear old Curly* ». Quand Hutton a été nommé au poste d'OGC, Kitson en a été ravi.¹⁸ Les deux ont dès lors collaboré sur de nombreux projets visant à améliorer la compétence générale des officiers canadiens, y compris la mise sur pied d'un programme de cours d'état-major modelé sur le cours suivi au *British Staff College* à Camberly, en Angleterre. Les officiers recevaient une formation sur le mouvement des troupes, l'histoire militaire et la structure des ordres. Le travail théorique était complété par des « séances pratiques d'état-major ». Le premier cours, qui a eu lieu à Kingston en février 1899, s'est avéré un grand succès et a été complété par 12 officiers.¹⁹ À titre anecdotique, mentionnons que, pour s'assurer qu'aucun des membres du cours d'état-major du RMC n'aurait un grade supérieur à Kitson, Hutton l'a promu colonel.²⁰ Cette promotion a été autorisée par le ministère de la

Guerre à Londres, car la loi canadienne sur la Milice ne contenait aucune disposition concernant les promotions à un grade au-delà de celui de lieutenant-colonel. Kitson, que Hutton considérait comme son commandant adjoint de facto au Canada, avait cependant mérité cette reconnaissance, compte tenu de son efficacité à former des officiers au RMC.

En plus d'améliorer l'instruction professionnelle des officiers commissionnés, Hutton a également apporté des changements importants à l'avancement professionnel des élèves-officiers. À la suite d'un rapport sur l'état de préparation de la défense du Canada rédigé par une commission conjointe des gouvernements britannique et canadien, le Major-général Hutton a mis en œuvre une série de recommandations visant à offrir des carrières militaires viables aux diplômés du RMC. En 1899, l'OGC a annoncé que, à compter de l'année courante, les nouveaux officiers de la

des Boers, certains privilégiant les aspects sociaux-économiques ou ethno-culturels, d'autres la considérant dans le contexte plus large de la rivalité européenne pour se partager le continent. Le débat quant à la cause véritable de la guerre sort du cadre du présent article. Toutefois, un bref survol des origines du conflit et de la relation du Canada avec ce dernier est pertinent aux fins de cette discussion.²¹

Les paysans hollandais se sont installés en Afrique du Sud après que la Compagnie des Indes orientales a établi un poste stratégique et une station d'approvisionnement au cap de Bonne Espérance. Les Britanniques sont arrivés peu de temps après et ont consolidé leur présence quand, en 1815, l'Angleterre a acheté la colonie. En 1820, le premier de quatre milliers d'immigrants britanniques est arrivé et presque immédiatement une relation acrimonieuse s'est établie entre les deux groupes. Pour les Boers, une pomme de discorde

La relation triangulaire troublée qui s'en est suivie entre les Britanniques, les Boers et la population bantoue s'est détériorée davantage après l'annexion du Natal par les Britanniques en 1843. Bien que les Boers aient cherché à demeurer indépendants en coupant les relations avec les Britanniques, la guerre contre les Zoulous en 1877 les a contraints à demander l'aide militaire et monétaire de la Grande-Bretagne. Cette coopération a cependant été de courte durée et les Boers, sous la direction de Paul Kruger et de Piet Joubert, se sont rebellés avec succès pour libérer leurs territoires et leurs activités économiques du contrôle britannique en 1880-81. Peu de temps après, le Transvaal a commencé à prospérer et à développer sa puissance économique grâce à l'exploitation de ses mines d'or et de diamants et au soutien de l'État allemand. La Grande-Bretagne considérait ce développement comme une véritable menace à sa propre puissance dans la région et a cherché

La lutte entre la politique et le professionnalisme militaire est clairement évidente...

Force permanente et du corps des instructeurs seraient dorénavant issus en grande partie du RMC. Tous les postes de l'Artillerie royale canadienne et la moitié des postes d'officiers de cavalerie et d'infanterie de la Force permanente seraient réservés à des diplômés du RMC. Deux commissions de l'*Army Service Corps* de l'Armée britannique seraient aussi réservées au RMC, ce qui portait de cinq à sept le nombre de postes disponibles annuellement. Ces améliorations à l'avancement professionnel des officiers ne pouvaient survenir à un meilleur moment, la guerre éclatant en Afrique du Sud la même année.

Le Canada ne s'est engagé qu'au moment critique dans ce conflit dont les racines remontaient à plus d'un demi-siècle. Les historiens sont souvent en désaccord sur l'interprétation à donner à la guerre

majeure était le caractère envahissant des colons et de la loi britanniques, qui transformait les relations économiques et sociales dans la colonie.

La loi britannique provoquait un malaise supplémentaire en raison de l'abolition de l'esclavage par le Parlement en 1833. Les Boers, dont la subsistance dépendait dans une certaine mesure de l'exploitation des esclaves, percevaient cette mesure comme une menace ouverte à leur existence matérielle dans la colonie. Affolés par les pressions britanniques, plus de cinq mille Boers et un nombre semblable d'esclaves, en grande partie du district de Graaf Reinet de la colonie du Cap, se sont déplacés vers l'intérieur du continent afin d'échapper au contrôle juridique et administratif des Britanniques. Après avoir traversé la rivière Orange, les Hollandais ont créé l'État libre d'Orange et le Transvaal.²²

un moyen de contester la suprématie boer sur la côte sud-africaine.²³

En 1899, la Grande-Bretagne a invoqué sa politique sur l'égalité des races blanches en Afrique, qui était surtout conçue pour protéger les colons britanniques au Transvaal et qui s'attaquait directement à la politique et à l'organisation des Boers. Après une tentative manquée pour résoudre diplomatiquement la question, la Grande-Bretagne a accru l'effectif de sa garnison sud-africaine et a élaboré des plans pour transférer d'autres troupes vers la péninsule. Se rendant compte de cette menace militaire évidente, Kruger a exigé le retrait immédiat des forces britanniques supplémentaires. Sa demande a été ignorée. Ne voyant d'autre solution pour assurer leur survie, les troupes boers ont pénétré en territoire britannique le 11 octobre 1899.

Tandis que la crise sud-africaine s'approfondissait, Ottawa subissait des pressions pour rendre publique sa position dans cette affaire. En tant que membre loyal de l'Empire britannique, le premier ministre canadien Sir Wilfrid Laurier a ouvertement exprimé sa sympathie à l'égard de la Grande-Bretagne relativement à ses efforts pour maintenir l'égalité des droits des sujets britanniques dans le Transvaal. Toutefois, il était confronté à la difficile tâche de démontrer un appui concret qui satisferait la majorité de la population anglophone, favorable à la guerre, tout en n'isolant pas la minorité francophone non négligeable, qui s'y opposait. Au fur et à mesure que l'éventualité de la guerre se rapprochait, l'appui en faveur d'une participation directe grandissait au Canada anglais. Le gouvernement constatait alors qu'il n'avait guère le choix. À cette époque, le Canada n'était pas certain de pouvoir survivre sans la protection de la Grande-Bretagne, ce qui impliquait l'obligation de contribuer d'une façon ou d'une autre au système de défense réciproque des membres de l'Empire. Le 13 octobre 1899, deux jours après l'éclatement de la guerre, Sir Wilfrid Laurier a annoncé que le Canada enverrait une force d'au plus mille hommes en appui aux opérations britanniques en Afrique du Sud. Le jour suivant, des ordres ont été donnés pour enrôler des volontaires.

Une fois la décision prise d'engager des troupes en Afrique du Sud, le problème suivant à se présenter était la sélection des officiers à qui l'on devrait confier le commandement de la force et de ses éléments. Comme le nombre de personnes cherchant à obtenir une commission au sein du contingent canadien en Afrique du Sud dépassait de loin le nombre de postes initialement disponibles, le choix exact de ceux qui partiraient a entraîné beaucoup de tiraillements. Naturellement, nombre de familles en vue ont immédiatement cherché à faire jouer leurs relations politiques afin d'obtenir une commission pour leurs fils. Ces démarches n'ont cependant pas toujours été

couronnées de succès. En fin de compte, le corps des officiers des contingents canadiens déployés en Afrique du Sud a recruté ses membres dans différents milieux.

Le commandement du premier contingent était fondé sur un plan élaboré par le Colonel Hubert Foster, chef d'état-major du Major-général Sir Edward Thomas Henry Hutton, officier général commandant de la Milice du Canada. On a décidé que le Lieutenant-colonel Charles W. Drury commanderait le détachement d'artillerie, le Lieutenant-colonel Lawrence Buchan, l'infanterie, et le Lieutenant-colonel François-Louis Lessard, le détachement de cavalerie. Le commandement général de la force a été confié au Lieutenant-colonel William Dillon Otter. On a également désigné un certain nombre d'autres officiers comme surnuméraires ou officiers « en service spécial » au sein du contingent. En outre, le contingent lui-même a été structuré en un régiment de deux bataillons, ce qui créait le besoin d'une structure administrative régimentaire, et donc de beaucoup d'autres officiers canadiens.²⁴

La guerre des Boers a immédiatement fait ressentir son impact au RMC. Quand la guerre a éclaté, Kitson s'est soudain retrouvé avec la tâche additionnelle d'acheter des chevaux et d'autre matériel pour les nouveaux contingents canadiens déployés en Afrique du Sud. Les autres membres du personnel, également, ont vite hérité de fonctions supplémentaires liées à l'organisation des forces en vue de la guerre.²⁵ On avait l'impression que Hutton avait placé sa confiance uniquement en Kitson et en son personnel pour que tout soit prêt à temps. La situation s'est cependant détériorée lorsque presque tous les officiers britanniques travaillant au collège ont reçu l'ordre de regagner leurs unités en Angleterre et qu'un grand nombre d'entre eux ont pris la direction de l'Afrique du Sud ou accepté d'autres affectations. On a dû annuler le deuxième cours d'état-major déjà amorcé au collège, après que Kitson ait perdu ses instructeurs

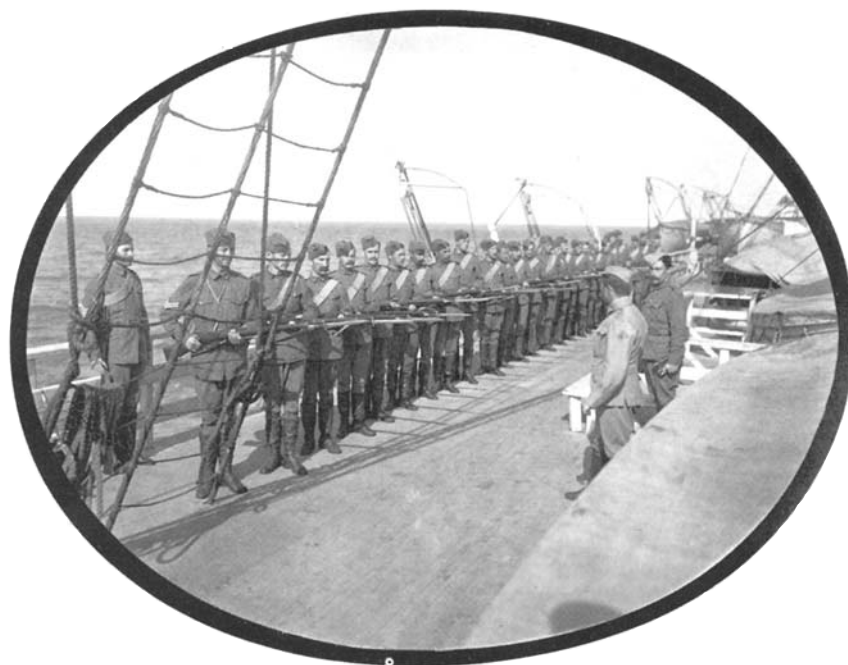
britanniques et que beaucoup d'officiers qui suivaient le cours ont été rapatriés par leurs unités pour servir en Afrique du Sud ou ailleurs. Toutefois, 8 des 12 officiers qui avaient réussi le premier cours ont été sélectionnés pour servir en Afrique du Sud, ce qui confirmait la valeur du cours d'état-major du RMC et garantissait son maintien futur, une fois que les circonstances le permettraient. De plus, six officiers du Régiment royal du Canada qui suivaient le cours long de la Milice au RMC ont également reçu l'ordre de retourner à leur dépôt respectif en octobre. Pour l'instant, le plan de Kitson de réformer le corps des officiers canadiens devait attendre.

La guerre a également eu des répercussions considérables sur le corps des élèves-officiers. En juin 1899, le RMC a décerné un diplôme à 14 élèves-officiers. Kitson a décrit ceux-ci comme « un groupe d'hommes particulièrement remarquable » et a recommandé neuf d'entre eux pour une commission dans l'Armée britannique.²⁶ En septembre, en incluant les nouvelles recrues, le collège comptait un effectif de 87 élèves-officiers, mais ce nombre a changé quand la guerre s'est déclarée un mois plus tard.

Le Colonel Hubert Foster avait reçu la mission d'organiser le premier contingent canadien en Afrique du Sud en octobre 1899, l'OGC s'étant absenté pour aller en Colombie-Britannique. Foster s'est acquitté de cette tâche, puis s'est rendu en Angleterre pour y rencontrer le commandant en chef, Lord Wolsley, afin de déterminer quel autre effort le Canada pourrait faire en ce qui concernait son appui militaire. Wolsley a demandé si Kitson s'il pouvait fournir un certain nombre de jeunes hommes dignes de confiance pour remplir des commissions au sein de l'Armée britannique. Une fois de plus, l'Angleterre ressentait la pression que la guerre exerçait sur son corps d'officiers et avait besoin de combler de nombreuses lacunes au sein de sa propre armée. Wolsley a admis à Foster que le ministère de la

Guerre n'avait plus aucun officier disponible et qu'il accordait maintenant des commissions de service actif à des officiers non formés de la Milice britannique. Wolsley a aussi indiqué qu'il recherchait vingt ou trente élèves-officiers du RMC pour une commission dans la force régulière britannique. Foster lui a répondu « bien sûr »²⁷ et a promis de transmettre la demande au Gouverneur général du Canada, Lord Minto.²⁸

La demande n'a eu pour effet que d'accentuer la difficulté de faire servir les diplômés du RMC dans l'Armée canadienne. Malgré tous les efforts pour faire du RMC la principale source d'aspirants officiers pour les unités canadiennes, le premier contingent déployé en Afrique du Sud a acquis ses officiers d'autres sources. Par exemple, des 49 officiers assignés au 2^e Bataillon (service spécial) du Régiment d'infanterie royal du Canada, seulement neuf étaient issus du RMC. Les autres provenaient de la Milice canadienne. En réalité, le gouvernement canadien n'avait pas demandé à l'origine au RMC de fournir des officiers pourvus d'une formation professionnelle à sa force de campagne, car il prévoyait remplir les postes d'officier en recourant à des membres choisis de la Force permanente du Canada et en effectuant diverses nominations politiques. C'était plutôt le RMC qui demandait au gouvernement qu'on tienne compte de lui lors de la planification et de la nomination des officiers du contingent. Le 21 décembre 1899, le Capitaine Ernest F. Wurtele, secrétaire-trésorier du RMC Club of Canada [aujourd'hui le Club des collèges royaux du Canada], a transmis une liste de diplômés qui avaient communiqué avec lui pour offrir leurs services en Afrique du Sud au ministre de la Milice et de la Défense ainsi qu'à l'officier général commandant de la Milice. La réponse a été la suivante :



Entraînement de soldats du Strathcona's Horse en route pour l'Afrique du Sud. Les réserves quant aux compétences des officiers d'unité en matière de leadership se sont révélées infondées. Le quart des 18 premiers officiers du Régiment étaient des diplômés du CMR et dix autres étaient des officiers expérimentés de la PCNO. (Avec la permission du Lord Strathcona's Horse [Royal Canadian])

Monsieur,

Le Major-général Hutton m'a demandé d'accuser réception de votre télégramme du 21 courant, dans lequel vous déclarez que les diplômés du Collège militaire royal offrent leurs services pour l'Afrique du Sud et dites être prêt à envoyer leurs noms sur demande. Le major-général commandant a été très heureux de constater les nombreuses offres loyales et patriotiques des diplômés du Collège militaire royal qui lui sont parvenues. Bien qu'il reçoive avec plaisir la liste de diplômés que vous mentionnez, il ne peut vous promettre pour l'instant que des candidats seront retenus parmi ceux-ci, car la liste des officiers est presque complète.

J'ai l'honneur d'être, Monsieur, votre dévoué serviteur,

*Le Lieutenant-colonel B. H. Vidal
Chef d'état-major²⁹*

La lutte entre la politique et le professionnalisme militaire est clairement évidente dans ce dossier.

Alors que la guerre des Boers donnait au gouvernement canadien toute possibilité d'avoir recours aux officiers disponibles, celui-ci a laissé passer l'occasion. Foster, qui avait été responsable de la planification du commandement et de l'ordre de bataille du premier contingent canadien, s'est abstenu de faire appels aux officiers issus du RMC pour remplir cette tâche. D'autre part, il tentait de plaire à Wolsley et au ministre de la Guerre à Londres en leur envoyant régulièrement du Canada des officiers dotés d'une formation technique. Les motifs de ces actes sont obscurs. Le rapport de l'OGC de 1899 – 1900 indique que celui-ci était heureux du fait qu'un si grand nombre des élèves-officiers avait reçu des commissions au sein des armées britannique et impériale, ce qui prouvait « l'excellence de l'éducation transmise par le programme du collège ».³⁰ Toutefois, il était aussi atterré de ce qu'un si petit nombre de diplômés du RMC avait poursuivi une carrière dans l'Armée canadienne. Il suggérait que : « compte tenu du coût de l'éducation donnée à ces jeunes hommes, le pays ferait une économie en leur offrant un encouragement

concret pour s'assurer de leurs services dans la Milice active et le Corps permanent. »³¹ Foster a peut-être simplement pris une mauvaise décision ou a senti qu'il répondait au désir le plus cher de Kitson en garantissant au collègue un plus grand nombre de commissions dans les forces impériales. Pour compliquer les choses, Hutton a semblé contredire son propre rapport quand, avant de quitter le Canada en février 1900, il a persuadé le comte de Minto d'informer Wolsley que le RMC fournirait en fait les officiers requis.³² Quel que soit le cas, on savait ainsi en définitive la capacité même de l'Armée canadienne d'améliorer ses forces de campagne.

Cette question a soulevé l'ire de Kitson. Après avoir reçu un télégramme du ministre de la Milice et de la Défense lui demandant des renseignements détaillés sur les élèves-officiers ayant effectué deux ans d'études ou plus, Kitson et son capitaine-adjutant d'état-major, le Major McGill, se sont rendus compte qu'on les avait tenus à l'écart d'une décision concernant l'offre de commissions aux élèves-officiers. Kitson a exigé à plusieurs reprises que ses officiers et lui-même aient la mainmise sur cette question, sinon la discipline au RMC s'en ressentirait, quand de lucratives commissions impériales seraient offertes même à ceux qui étaient derniers de classe parmi les élèves-officiers. En l'absence d'un esprit de compétition, les élèves-officiers auraient peu de motivation à exceller.

Quand des instructions sont finalement parvenues au RMC pour qu'il sélectionne des candidats aux commissions impériales supplémentaires offertes, Kitson a éprouvé quelque difficulté à trouver des « élèves-officiers décents » pour les accepter.³³ Comme il l'a souligné par la suite, « malheureusement, notre classe supérieure actuelle est formée d'élèves très médiocres, et, apparemment, les parents craignent que leurs garçons se fassent descendre en Afrique du Sud. »³⁴ Toutefois, les classes inférieures comprenaient un certain nombre de candidats convenables, si le ministère

de la Guerre était disposé à accepter des élèves-officiers ayant une année et demi d'études. Kitson a envoyé sa réponse et ses recommandations à Londres et a attendu qu'on lui réponde. La réponse et la confirmation d'offres de commissions explicites sont venues après un délai considérable; pendant que Kitson attendait, des parents désireux d'assurer l'avenir de leur fils n'ont pas cessé de le harceler.

L'objectif d'obtenir pour les diplômés du RMC des postes d'officier dans les contingents canadiens expédiés outre-mer était maintenant complètement occulté par les questions entourant l'attribution des commissions impériales. Kitson a commencé à soupçonner que le favoritisme risquait de réduire la part des commissions impériales accordée au collègue, même si le RMC devait être la source principale pour combler ces postes. Les recommandations que Kitson avait envoyées au chef d'état-major lui ont été retournées et on l'a informé que le Canada n'avait pas encore accepté officiellement l'offre de fournir des candidats à ces commissions. Kitson a commencé à suspecter que le ministre de la Milice et de la Défense pourrait utiliser les commissions à ses propres fins politiques. Afin d'éviter ce problème, une entente a été conclue, mais seulement après que Kitson a exprimé clairement ses réserves à haute voix. Finalement, on a demandé aux officiers impériaux au Canada de recommander au ministre de la Milice et de la Défense des candidats à toute commission impériale, le ministre se réservant le droit de rejeter les recommandations qui lui apparaissaient impropres. Le ministre ne pouvait cependant pas faire lui-même des nominations, ce qui évitait « l'apparence » de corruption politique dans ce dossier.³⁵

La controverse politique entourant les commissions au RMC a eu des résultats inégaux sur les élèves-officiers. En mars 1900, quatre élèves-officiers de deuxième année ont obtenu une commission dans chacune des branches de l'*Army*

Service Corps et de la *Royal Artillery*. En mai, quatre autres élèves de la même année ont également été admis dans la *Royal Artillery*. Des trois autres commissions offertes au sein des *Royal Engineers* en juin, deux seulement ont été attribuées à des élèves-officiers finissants. La troisième est revenue à un élève de deuxième année. Un finissant a obtenu une commission au sein du deuxième contingent canadien déployé en Afrique du Sud.³⁶ Les huit élèves-officiers commissionnés plus tard au cours de l'année provenaient tous des classes subalternes. Le reste des finissants de 1900, plus de la moitié de la classe en fait, ont choisi de poursuivre une carrière civile.³⁷ Kitson s'est découragé, ayant l'impression que son travail pour améliorer le collègue avait été vain. Il a quitté son poste de commandant plus tard dans l'année, l'amertume au cœur, remarquant qu'il en avait « marre de cette école » et qu'il avait fait tout en son possible pour en faire une meilleure institution.³⁸ En définitive, il n'aurait pas dû se sentir si dépité, car 15 des 31 recrues admises au RMC en 1897 (la première année sous sa direction) ont servi en Afrique du Sud dans les rangs de l'Armée britannique ou canadienne. Pour cette période, c'était un résultat au-dessus de la moyenne.

STRATHCONA'S HORSE

Lorsque le distingué Canadien Donald A. Smith, mieux connu sous le nom de Lord Strathcona, a mis de l'avant sa proposition de vêtir et d'équiper une unité de fusiliers à cheval destinée à servir en Afrique du Sud, il s'est réservé le droit d'approuver la nomination de tous les officiers. Naturellement, le jugement final était laissé au ministère de la Guerre à Londres, qui, tout au long du processus de sélection des membres du Strathcona's Horse, n'a refusé qu'un seul officier recommandé. Le nom de ce dernier était E. C. Parker, qui avait levé une troupe à Fort Steele, en Colombie-Britannique, dans l'intention de la commander. Parker avait auparavant été forcé de démissionner de l'Armée britannique

pour avoir eu un comportement indigne d'un officier et on lui a donc refusé sa commission de lieutenant. Parker est finalement retourné au grade de sergent afin de pouvoir servir malgré tout dans l'armée. Rien n'aurait pu l'empêcher d'aller en Afrique du Sud.

Le raisonnement de Lord Strathcona en appui à des règles strictes de sélection des officiers était que « la sélection devait être complètement apolitique, le seul critère étant que les officiers et les hommes choisis répondent parfaitement aux exigences du service. »³⁹ Voulant se mettre à l'abri d'éventuelles accusations de favoritisme, Lord Strathcona a même laissé aux autorités militaires canadiennes le soin de choisir le commandant du régiment.⁴⁰ Après un examen minutieux, on a retenu les services du surintendant Samuel Benfield Steele de la North West Mounted Police [Police à cheval du Nord-Ouest] pour commander l'unité. Steele a choisi à son tour le constable sergent Robert Belcher comme adjoint. Belcher et Steele avaient travaillé ensemble pendant des années et se connaissaient bien.⁴¹

Steele a sélectionné ses officiers en accordant aux besoins de l'unité autant de soin et de considération qu'à la mission. Les membres du personnel subalterne du Strathcona's Horse étaient triés sur le volet en fonction de leur robustesse et de leur compétence comme rangers, pionniers ou cow-boys. Les hommes savaient tous monter à cheval et aimaient travailler en plein air. Les militaires du rang provenaient presque entièrement des provinces de l'Ouest ou des villes minières du Nord-Ouest. Par conséquent, leurs officiers devaient répondre aux mêmes exigences.

Les dirigeants militaires de l'Est avaient cependant nombre de réserves quant aux aptitudes et à la qualité des officiers qu'on avait sélectionnés pour commander ce qu'on considérait, selon les normes militaires de l'époque, comme une

force assez peu conventionnelle. Ainsi qu'on pouvait le lire dans un article du 20 février 1900 du *Canadian Militia Gazette* :

Excepté le Lieutenant-colonel Steele et trois ou quatre autres, la sélection des officiers du Strathcona Horse a été nettement décevante et des problèmes risquent encore de surgir. Dans un cas comme celui-là, lorsqu'on demande à des hommes de prendre la charge de troupes irrégulières, on peut avoir certains égards pour la manière dont ils souhaitent choisir leur personnel. La composition de l'escadron est ce que le Canada peut offrir de mieux, ce sont de magnifiques combattants, et ce serait dommage de les entraver ou de les contrarier en plaçant au-dessus d'eux des hommes qu'ils sont peu désireux de suivre. Ces hommes de l'Ouest ne sont pas de doux agneaux et il est dangereux de leur imposer de jeunes officiers inexpérimentés. Ils ne sont pas habitués à recevoir des ordres de quiconque et, s'ils le font, les ordres doivent venir d'un homme qui leur a prouvé ses qualités de meneur...

⁴²

Cette critique n'était pas justifiée. Dix des vingt-huit officiers originaux étaient d'anciens membres de la Police à cheval du Nord-Ouest. Tous les officiers avaient servi dans la police ou la Milice et un grand nombre avait combattu durant la rébellion du Nord-Ouest de 1885. Plusieurs d'entre eux avaient également servi auparavant dans l'armée régulière britannique. D'autres encore étaient diplômés du RMC. En fait, le véritable nœud de l'affaire était que beaucoup d'hommes tentaient désespérément d'obtenir une commission pour eux-mêmes ou leurs fils, alors que la majorité, sinon la totalité, n'avait aucune formation ou expérience militaire quelle qu'elle soit. Lord Strathcona avait effectivement réussi

à couper l'herbe sous le pied aux tentatives de favoritisme au sein de cette unité.

Malgré l'intention manifeste de Lord Strathcona d'empêcher le favoritisme d'influer sur le processus de prise de décision, de nombreux dirigeants militaires étaient agacés par son organisation, notamment Kitson. Celui-ci s'inquiétait de ce que les commissions impériales disponibles, en particulier pour un service actif en Afrique du Sud, n'aillent pas au RMC, mais plutôt à quiconque serait capable de passer en premier. Kitson avait averti Minto que tous les meilleurs jeunes officiers de la Milice du Canada se trouvaient déjà en Afrique du Sud et que beaucoup d'entre eux donneraient n'importe quoi pour obtenir une commission impériale permanente. Il croyait que, à moins que la sélection des candidats aux commissions décernées par le ministère de la Guerre soit confiée aux officiers impériaux au Canada, « l'Armée britannique recevrait une injection de tous les voyous, les laissés-pour-compte, les éclopés et les éborgnés qu'on accueillait sans discernement dans le Strathcona's Horse. »⁴³

Il n'aurait pas dû s'inquiéter. Le Collège militaire royal était bien représenté dans ce contingent en route pour l'Afrique du Sud. Des 28 officiers initiaux du Strathcona's Horse, 7 avaient un diplôme du RMC. Quatre autres diplômés du RMC servaient dans les rangs subalternes. Le plus haut gradé parmi le groupe issu du RMC était le n° 20, le Major R. C. Laurie, qui était de la deuxième promotion du RMC en 1881 et qui faisait partie de la Police à cheval du Nord-Ouest à Foothills City, lorsque Steele était allé le recruter. Laurie lui-même avait immédiatement été envoyé en Colombie-Britannique dans le but de commencer à recruter des hommes pour l'escadron « C » du régiment. Parmi les autres diplômés du RMC, il y avait le n° 251, R. M. Courtney, le n° 290, J. E. Leckie, le n° 332, G.H. Kirkpatrick, et le n° 375, H. S.

Tobin. Ironiquement, le confrère de classe de Leckie, le n° 291 P. W. Bell, et le confrère de classe de Kirkpatrick, le n° 339 A. W. Wilby, ont tous deux servi comme militaires du rang du Strathcona's Horse, le nombre de postes d'officier étant trop restreint pour que tous soient commissionnés. En fait, on peut affirmer que les officiers originaux du Strathcona's Horse étaient le groupe le plus expérimenté qu'on ait réunis pour le contingent d'Afrique du Sud.

CONCLUSION

À fin de répondre aux exigences d'Ottawa et du ministère de la Guerre à Londres, de 1899 à 1902, le RMC a commissionné 43 élèves-officiers directement dans des unités britanniques et canadiennes déployées en Afrique du Sud, en plus des 39 diplômés du RMC qui servaient déjà dans diverses unités du Dominion participant à la guerre. De même, 43 diplômés du RMC faisaient directement partie des contingents canadiens. De ceux qui étaient membres d'unités canadiennes, 15 ont servi outre-mer avec le 2^e Bataillon (de service spécial) du Régiment d'infanterie royal du Canada, 7 avec le 1^{er} Bataillon canadien de fusiliers à cheval, 5 avec l'Artillerie de campagne royale du Canada, 11 avec le Strathcona's Horse et 5 avec le 2^e Bataillon canadien de fusiliers à cheval.

Ces officiers « RMC » ont prouvé maintes fois leur valeur en campagne. Beaucoup d'entre eux se sont distingués par leurs efforts et d'autres ont été blessés ou tués en cours de route. Comme leurs camarades et les soldats qu'ils dirigeaient, ces jeunes hommes ont affronté les maux, les maladies et les épreuves caractéristiques des combats dans le veld. Ceux qui sont revenus au Canada avaient accumulé une vaste expérience et ont fait en sorte de transmettre les leçons apprises à la guerre pour améliorer l'armée au pays. Comme toutes les leçons retenues de la guerre, cependant,

celles-ci n'étaient pas sans contrepartie et ont été acquises au prix de multiples jeunes vies.

Politique à part, la guerre en Afrique du Sud a été le premier vrai test de la capacité du RMC de former des soldats professionnels. Bien que plusieurs ex-élèves-officiers aient fait leurs preuves au sein de l'Armée britannique, c'était la première fois que le Collège puisait directement dans les rangs de ses diplômés et des élèves-officiers qui n'avaient pas encore terminé leurs études. On peut se demander si le Collège était en mesure de fournir un nombre suffisant d'officiers au Corps expéditionnaire canadien en Afrique du Sud. À première vue, on pourrait facilement répondre par l'affirmative. En fait, le nombre d'élèves-officiers et de diplômés du RMC était plus que suffisant pour remplir les postes d'officier canadiens, ce qui causait une compétition aiguë pour les places qui échappaient aux diverses nominations dues au favoritisme. Tous les diplômés du RMC qui désiraient servir comme officiers dans les contingents canadiens n'ont pas tous réussi à le faire. Dans certains cas, d'ex-élèves-officiers ont même renoncé à leur commission au sein de la Milice ou de la Force permanente pour se joindre à l'un des contingents comme simple soldat.⁴⁴ Comme on peut le constater, néanmoins, une éducation et une instruction militaires ne garantissaient nullement une carrière militaire ou un service opérationnel, même en temps de guerre.

La guerre des Boers a également suscité une attention accrue à l'endroit du Collège et de sa valeur comme institution d'éducation. Il devenait de plus en plus évident qu'un jeune Canadien ayant en mains un diplôme du RMC pouvait réussir autant dans l'armée que dans la vie civile. Le collège offrait également une éducation de qualité élevée à un coût relativement modeste, ce qui le rendait abordable et attrayant aux yeux de beaucoup de monde. Dans

son rapport présenté à la Chambre des communes le 17 avril 1900, l'honorable F. W. Borden, ministre de la Milice et de la Défense (et plus tard premier ministre du Canada), déclarait :

*À notre grande satisfaction, l'excellence de l'éducation générale et technique offerte par le Royal Military College et de l'instruction qui y est donnée est, d'année en année, de plus en plus reconnue et appréciée. La preuve en est que, l'année dernière, le nombre de personnes ayant fait une demande d'admission était supérieur aux logements disponibles.*⁴⁵

Le revers de cette situation était qu'un grand nombre de diplômés du RMC ne poursuivaient pas une carrière militaire à la fin de leurs études. La guerre avait peut-être attiré beaucoup de jeunes élèves-officiers au Collège et dans le service actif, mais passé ce point culminant, peu de membres du RMC étaient intéressés par la guerre d'embuscades et les fonctions de maintien de l'ordre qui ont succédé aux grandes batailles. Le Canada représentait encore une affectation militaire peu mouvementée et, bien que nombre d'élèves-officiers souhaitent servir sa Majesté, ils voulaient le faire n'importe où ailleurs qu'au Canada. Au pays, l'officier qui cherchait l'aventure ou des possibilités d'avancement professionnel ou qui voulait participer à des opérations restait sur sa faim.

Néanmoins, la guerre en Afrique du Sud a eu des répercussions non seulement sur le RMC, mais sur le corps des officiers canadiens en général. Dans le sillage d'une guerre qui a ouvert les yeux des Britanniques sur la capacité militaire du Canada, les Canadiens ont de même tourné leur regard sur les besoins et les mérites d'une armée dirigée de manière professionnelle. Une nouvelle approche de la guerre était en ébullition au XX^e siècle et, quoique la technologie, la doctrine et les tactiques britanniques soient

AU SUJET DE L'AUTEUR ...

Le Major Andrew B. Godefroy s'est joint aux Forces canadiennes en 1991 comme officier du Génie. Depuis 1997, il consacre sa carrière à l'exploitation tactique de l'espace en appui aux opérations militaires et est couramment commandant de l'Équipe de soutien spatial interarmées des Forces canadiennes du Groupe des opérations interarmées des Forces canadiennes (GOIFC), à Kingston. Le Maj Godefroy détient un B.A. de l'université Concordia et une maîtrise en études sur la guerre du CMR. Il effectue présentement un doctorat (après ses heures de service) dans le même domaine, se spécialisant en science et en relations internationales. Trois fois boursier du Forum sur la sécurité et la défense du MDN, le Maj Godefroy a rédigé de nombreux articles sur l'histoire militaire canadienne et les études stratégiques, et il fait actuellement partie du comité de rédaction de la Revue militaire canadienne. Il s'intéresse depuis longtemps à l'histoire des débuts de la formation de l'Armée canadienne et est l'auteur de *For Freedom and Honour? Canadians Executed in the Great War* (1998) ainsi que d'un ouvrage à paraître, *Making Deadly Gentlemen : RMC and the Graduate Officer in the First World War* (2004).

appropriées pour faire la guerre contre des adversaires moins talentueux, tout combat contre un ennemi d'égale force nécessitait une plus grande mobilité et puissance de feu, et avant tout des chefs et des commandants compétents et dotés d'une formation professionnelle.



NOTES

- Voir Harris, S. et Horn, Lcol B., éd., *Generalship and the Art of the Admiral* (St. Catharines : Vanwell Publishing, 2001) et *Warrior Chiefs* (Toronto : Dundurn Press, 2001).
- Une analyse universitaire détaillée du leadership et du commandement du Corps expéditionnaire canadien lors de la Première Guerre mondiale reste à faire et les études sur la période précédente sont également rares. Voir Miller, Carmen, *Painting the Map Red : Canada and the South African War, 1899-1902*. (Montréal, McGill-Queens U Press, 1993). Même si elle date, l'étude la plus détaillée des origines et de l'expansion de l'Armée canadienne demeure Harris, S. *Canadian Brass : The Making of a Professional Army, 1860-1939* (Toronto : University of Toronto Press, 1988).
- Au contraire, les États-Unis ont étudié en profondeur les institutions de leadership de leur armée en temps de guerre et en temps de paix. À titre d'exemple, voir Atkinson, R., *The Long Gray Line : The American Journey of West Point's Class of 1866* (New York : Henry Holt and Company, 1989); Waugh, John C., *The Class of 1846 : From West Point to Appomattox—Stonewall Jackson, George McLellan, and Their Brothers* (New York : Ballentine Books, 1994); et Yenne, B., « Black '41 » : The West Point Class of 1941 and the American Triumph in WWII (New York : John Wiley and Sons, 1991).
- Le 1^{er} Marquis de Dufferin, Frederick Temple Hamilton-Temple Blackwood, a été gouverneur général du Canada de 1872 à 1878. Il était déterminé à renforcer les liens entre le Canada et la Grande-Bretagne et estimait que la meilleure façon d'y parvenir consistait à renforcer la petite armée du pays.
- Gouvernement du Canada, documents parlementaires, 1870, XXV, 635-637, Colonel P. MacDougall, Account of the System of Education at the United States Military Academy at West Point. *Precis in Militia Report 1873*, appendice n° 9, pp. 221-223.
- Preston, Richard A. *Canada's RMC* (Toronto : University of Toronto Press, 1969), p. 17.
- L'honorable Alexander Mackenzie (1822-1892) a été premier ministre du Canada du 7 novembre 1873 au 8 octobre 1878.
- William Ross (1825-1912), député de Victoria, en Nouvelle-Écosse, ministre de la Milice et de la Défense (de novembre 1873 à septembre 1874) et lieutenant-colonel de la Milice du Canada.
- Canada, *Acts of Parliament of the Dominion of Canada*, 27 Vict. C.36 (Ottawa, 1876).
- L'endroit et les immeubles proposés à Québec étaient déjà utilisés par l'École d'artillerie.
- Preston, *Canada's RMC*, pp. 66-68.
- ibid., p. 66.
- Penlington, Norman, *Canada and Imperialism, 1896-1899* (Toronto, 1965), pp. 14-15. Voir aussi *Debates of the House of Commons*, June 6th, 1895, p. 2199-2200, William Mulock (libéral, North York, Ontario).
- Penlington, *Canada and Imperialism*, p. 14.
- Colonial Office papers, CO 42/783, pp. 69-75. Voir aussi Preston, *Canada and «Imperial Defence»*, pp. 162-163.
- En 1889, 302 élèves-officiers au total avaient reçu un numéro au collège et 292 d'entre eux y avaient fait des études.
- Preston, *Canada's RMC*, pp. 149-160.
- Canada, *Hutton Papers*, 17 mai 1898, p. 341.
- Canada, *Hutton Papers*, 1^{er} février 1899, pp. 735-739.
- Canada, *Hutton Papers*, 1^{er} septembre 1899, p. 66, et Canada SP, GOC's Report, 1899, p. 27.
- Voir Miller, Carmen, *Painting the Map Red*. L'ouvrage de Miller est à ce jour l'étude la plus complète sur le rôle du Canada dans la guerre.
- Miller, *Painting the Map Red*, p. 11.
- ibid., p. 12.
- ibid., pp. 50-51.
- Preston, *Canada's RMC*, p. 172.
- ibid., p. 171.
- Canada, *Hutton Papers*, 27 décembre 1899, pp. 615-616. Voir aussi Preston, *Canada's RMC*, p. 173.
- John Elliot Gilbert, comte de Minto, GCMG, KG (1845-1914), membre des Scots Guards, a servi en Afghanistan (1879) et en Égypte (1882). Il a été secrétaire militaire du marquis de Lorne (1883-86), chef d'état-major de Lord Middleton pendant la campagne contre la rébellion du Nord-Ouest canadien (1885), gouverneur général du Canada (1898-1904) et vice-roi des Indes (1905-1910).
- RMC, *Proceedings of the Royal Military College Club of Canada, 1899*, n° 16 (Montréal, Chronicle Printing Co. 1900), pp. 122-125.
- Canada, SP n°35, *Report of the General Officer Commanding*, January 1901 (Ottawa, King's Printer 1901), p. 31.
- ibid., p. 31.
- Canada, *Minto Papers*, vol 17, 7 janvier 1900, p. 26.
- Preston, *Canada's RMC*, pp. 173-174.
- ibid., p. 174.
- ibid., pp. 174-175.
- Archives du CMR, dossier de l'élève-officier n° 515 Loudon, W. J. Voir aussi *RMC Review*, (novembre 1921) et *As You Were!*, p. 182. L'élève-officier n° 515 W. J. Loudon est entré au CMR en août 1899 et a obtenu son brevet d'aptitude militaire en décembre 1901. Il a immédiatement été nommé à un poste subalterne dans le 2^e Bataillon canadien de fusiliers à cheval et est parti pour l'Afrique du Sud avec son nouveau régiment en janvier 1902. Loudon a pris part à la bataille de Harts River, où il a été blessé. De retour au Canada à la fin de la guerre, il a travaillé pour le Canadien Pacifique à Montréal comme ingénieur civil.
- As You Were!*, p. 175.
- ibid., p. 176.
- Fraser, W. B., *Always a Strathcona* (Calgary, Comprint Publishing Co., 1976), pp. 24-25.
- Ce n'est pas un secret que Lord Strathcona aurait aimé voir son vieil ami le Colonel Sam Hughes commander l'unité, mais, pour être juste et éviter les attaques personnelles de favoritisme, il a résisté à la tentation de participer directement au cycle de prise de décision.
- Fraser, *Always a Strathcona*, p. 26.
- ibid., p. 28.
- Canada, *Minto Papers*, Vol.17, War Office. Câble de Grove, secrétaire militaire, à Kitson, 20 mars 1900, pp. 119-123.
- Par exemple, l'élève-officier n° 491 K. Magee s'est rendu en Afrique du Sud en tant que caporal du 2 RCRI, tandis que le n° 341 F. E. Leach a fait de même en tant que soldat du 1 CMR. Au total, 15 ex élèves-officiers sont partis pour l'Afrique du Sud comme militaires du rang. Certains de ces hommes ont obtenu par la suite des commissions en campagne ou dans l'Armée britannique.
- Canada, *Sessional Papers n°19, Report of the Deputy Minister, Department of Militia and Defence, April 1900*, (Ottawa, Queen's Printer, 1900), p. 64.

Technologie des piles à combustible

ou comment demeurer pertinent dans le futur espace de bataille

par le Major A.P Balasevicius, CD

La vision de l'Armée canadienne pour les 10 prochaines années est de devenir une force terrestre agile, pouvant être déployée à l'échelle mondiale, interopérable avec ses alliés et ses partenaires de la coalition. Le commandant de l'Armée a affirmé sa volonté d'aligner « une structure de forces viable à la mesure de nos moyens, qui sera instruite et équipée de façon à posséder des aptitudes supérieures au combat axées sur la doctrine et les technologies de pointe appropriées à l'espace de bataille du XXI^e siècle »¹. Bien qu'une telle structure de force puisse être facilement articulée, sa mise en place est plus complexe. Néanmoins, le haut commandement de l'Armée reconnaît pleinement, surtout dans le climat actuel de contraintes financières, qu'elle doit créer une « structure viable, réalisable et à la mesure de nos moyens »².

La tâche de construire une force de campagne abordable peut paraître colossale, notamment si on veut créer des structures viables en utilisant les technologies perfectionnées appropriées. Cependant, il ne doit pas être nécessairement en être ainsi. Malgré les importantes contraintes financières

électriques [piles à combustible] révolutionneront peut-être les systèmes de véhicules au sol d'ici 2020 ». Et on y ajoute : « parmi les avantages notables, mentionnons l'amélioration de la répartition du poids, l'absence de transmission et d'entraînement, une signature thermique réduite ainsi qu'une consommation de carburant moindre »³. Ces caractéristiques représentent une amélioration exponentielle par rapport à la technologie actuelle et un avantage tactique spectaculaire sur le champ de bataille. Il est manifeste que l'utilisation de la technologie des piles à combustible pourrait accroître grandement les capacités du parc de véhicules de la Force terrestre et doter l'Armée d'une force qui serait, d'un point de vue logistique, plus déployable et beaucoup plus facile à maintenir sur le théâtre des opérations.

Mais, chose curieuse, la technologie des piles à combustible n'est pas nouvelle. En effet, cette technique de production d'énergie a d'abord vu le jour en 1839, quand elle a fait l'objet d'une première démonstration réussie par l'avocat anglais William Grove⁴. Mélangeant de l'hydrogène et de l'oxygène gazeux dans de l'acide sulfurique, Grove a démontré, devant la Royal Society à Londres, qu'il pouvait produire de

...investir dans des technologies encore mal éprouvées s'accompagne toujours d'un certain risque.

auxquelles l'Armée canadienne a fait face au cours des 10 dernières années, elle est, en fait, parvenue à assumer un leadership dans certains domaines importants comme le développement d'un Système tactique de commandement, de contrôle et de communications (STCCC), d'un système de surveillance et d'acquisition des objectifs (Coyote) et d'un véhicule blindé léger perfectionné (VBL III). Il est manifeste que l'Armée est bien placée pour devenir une force viable, déployable à l'échelle mondiale et soutenable, malgré sa petite taille. Mais si l'Armée veut demeurer pertinente dans le futur espace de bataille, elle doit continuer d'analyser les technologies nouvelles et prendre des décisions prudentes pour ce qui est d'investir ses ressources limitées.

Toutefois, investir dans des technologies encore mal éprouvées s'accompagne toujours d'un certain risque. La prospective est une tâche délicate pour les personnes qui tentent de trouver, pour assurer la sécurité nationale, le juste équilibre entre des systèmes et des technologies d'armes connus et éprouvés et des systèmes nouveaux et prometteurs, mais non encore testés. Cependant, un domaine technologique dans lequel la Force terrestre devrait poursuivre activement les travaux de développement est celui des piles à combustible. Selon la publication *L'environnement de sécurité de l'avenir*, de l'Armée canadienne, « Les moteurs

l'énergie⁵. Ce processus produit des électrons et de l'eau, tout en dégageant d'importantes quantités d'énergie. Toutefois, il fallait être prudent, car l'hydrogène est extrêmement dangereux à l'air libre, comme l'a démontré de manière spectaculaire et catastrophique le désastre du dirigeable Hindenburg en 1937⁶.

Ce problème, associé à la faible puissance obtenue avec cette réaction, a relégué les piles à combustible au rang des phénomènes intéressants mais peu pratiques jusqu'aux années 1960, quand la NASA (*National Aeronautics and Space Administration*) s'est mise à employer cette technologie dans son programme spatial⁷. Construites avec différents matériaux, les piles à combustible mises au point par la NASA ont alimenté les engins spatiaux des programmes Gemini et Apollo, et ont été choisies au lieu du nucléaire, énergie plus risquée, et du solaire, énergie plus coûteuse. En fait, les piles à combustible continuent d'alimenter en électricité et en eau les navettes spatiales en vol⁸. Plus récemment, afin de se conformer à la réglementation environnementale sans cesse plus stricte, bon nombre de grands fabricants mondiaux d'automobiles ont entrepris de commercialiser les piles à combustible comme source principale d'énergie pour les véhicules de série. Les piles à combustible propulsent déjà divers véhicules : autobus, embarcations, trains, aéronefs. La

société Ballard Power Systems Inc, de Burnaby (C.-B.), un leader mondial dans le développement des piles à combustible, a déjà construit le premier moteur sans émission au monde. Ce moteur à pile à combustible développe 275 HP et équipe des autobus lourds dans plusieurs systèmes de transport en commun d'Amérique du Nord⁹. Ballard Power Systems a également construit une pile à combustible stationnaire au gaz naturel, d'une capacité de 250 kW, destinée à l'alimentation électrique des petits immeubles¹⁰.

La décision d'utiliser la technologie des piles à combustible est sensée quand on en comprend le fonctionnement. On peut décrire une pile à combustible comme étant un dispositif électrochimique qui convertit l'énergie chimique en énergie électrique, un peu comme les piles électriques ordinaires. Toutefois, à la différence d'une pile électrique, une pile à combustible ne doit pas être rechargée et elle continuera de produire de l'énergie tant qu'elle sera alimentée en combustible. La conception d'une pile à combustible est basée sur le principe que le combustible et un oxydant se combinent pour produire de l'énergie. Le processus chimique qui se produit dans la pile à combustible débute quand l'hydrogène ou un combustible riche en hydrogène pénètre d'un côté de la cellule, et l'oxygène de l'autre côté. Une membrane qui permet uniquement le passage des ions positivement chargés sépare ces deux parties. L'hydrogène (le combustible) est habituellement injecté du côté de l'anode, tandis que l'oxygène l'est sur la cathode. Quand un ion d'hydrogène traverse l'anode, il laisse derrière lui un électron, qui crée une charge négative. L'accumulation de ces charges produit de l'énergie, et cette énergie peut alimenter un dispositif électrique¹¹.

L'énergie produite par ce processus est extrêmement efficace, car il s'agit d'un processus chimique, plutôt que mécanique. Dans un moteur à combustion interne, qui a recours à un processus mécanique, une conversion chimique produit de l'énergie thermique qui est ensuite convertie en travail mécanique¹². Dans le processus chimique à l'œuvre dans une pile à combustible, l'énergie chimique est directement convertie en énergie

électrique (et donc en travail mécanique). Ce processus élimine l'étape intermédiaire de production de chaleur, et accroît donc le rendement global du système¹³.

Parmi les autres avantages des piles à combustible par rapport aux moteurs à combustion interne, mentionnons une meilleure répartition du poids, un nombre très restreint de pièces mobiles et des températures de fonctionnement plus basses¹⁴. Point plus important encore, les piles à combustible favorisent la diversité énergétique et offrent une transition vers l'utilisation de sources d'énergie renouvelable. L'élément le plus abondant sur la terre, l'hydrogène, peut être utilisé directement dans ces piles¹⁵. Malheureusement, l'hydrogène est surtout présent sous forme d'eau, et non à l'état gazeux, et il faut donc produire l'hydrogène gazeux à partir d'autres sources, selon divers procédés de traitement. On peut produire de l'hydrogène à partir de divers combustibles : le méthanol, l'éthanol, le gaz naturel, l'essence ou le diesel. Il est même possible de faire fonctionner les piles en utilisant plusieurs combustibles nouveaux, comme le méthane gazeux produit par les sites d'enfouissement et les usines de traitement des eaux usées¹⁶.

Malgré leur rendement et leur souplesse, les piles à combustible ne sont pas exemptes de problèmes. C'est une technologie neuve encore, et il reste à surmonter de nombreux défis techniques avant que l'utilisation des piles ne devienne chose courante. Mentionnons notamment la réduction de leur taille, de leur poids et de leur coût, le défi principal étant celui du coût. Les piles à combustible sont encore trop coûteuses pour être utilisées commercialement. Pour fournir la puissance requise pour une automobile de taille moyenne, une pile à combustible devrait produire de 60 à 90 kW¹⁷. Quand la NASA a commencé à utiliser les piles à combustible, le kW coûtait 500 000 \$. Aujourd'hui, ce coût a fléchi à 500 \$ le kW. Il en coûterait donc environ 25 000 \$ pour disposer d'un moteur capable de propulser une automobile de taille moyenne, soit sept fois le prix d'un moteur classique à combustion interne. Les experts estiment que l'amélioration des procédés de fabrication permettrait

d'accroître le rendement des piles, et d'en réduire le coût jusqu'à 50-60 \$ le kW¹⁸. Dans cette plage de coût, les piles à combustible deviendront une source d'énergie intéressante par rapport aux sources classiques.

C'est exactement pour cette raison que l'Armée doit poursuivre activement un programme de développement en technologie des piles à combustible. L'application militaire la plus importante sera l'alimentation en énergie des installations et des véhicules militaires tactiques et non tactiques, fixes comme mobiles. Les chercheurs estiment que l'utilisation des piles à combustible dans les principaux véhicules de combat pourrait se traduire par un gain d'efficacité atteignant 2,6 fois par rapport aux moteurs à combustion interne¹⁹. « Selon une étude de l'*Army Research Laboratory*, si les chars d'assaut Abrams avaient été 50 % plus efficaces en termes d'utilisation du carburant (et la technologie existe actuellement pour y parvenir), le temps de préparation pour la guerre du Golfe aurait été réduit d'un mois complet »²⁰.

Les conséquences sont claires. En passant des moteurs à combustion interne actuellement utilisés aux moteurs à piles à combustible, plus efficaces, les forces militaires pourraient doubler leur portée actuelle de combat, au niveau tactique. Cette capacité accrue pourrait être appliquée à tous les éléments de la Force terrestre et avoir comme résultat direct une amélioration de la souplesse et des actions offensives de l'Armée. Cette capacité d'aller plus loin, plus longtemps, sans pauses opérationnelles, accroîtrait grandement la cadence des opérations menées par la Force terrestre, tout en réduisant son fardeau logistique.

Les exigences logistiques moindres associées aux piles à combustible représentent un multiplicateur de combat exponentiel pour l'Armée. La logistique est une composante indissociable des activités de combat, et la capacité de l'Armée de réduire son fardeau logistique accroît sa capacité de se déployer plus rapidement et de mieux pourvoir à ses besoins. Aujourd'hui, de nombreuses nations cherchent à avoir des forces militaires qui « sont plus légères, ont une puissance de feu accrue et peuvent répondre à des situations

d'urgence à court préavis ». Les analystes militaires ont correctement conclu que, pour y parvenir, « il faudra réduire le soutien logistique »²¹.

La capacité de déployer des forces sur un théâtre d'opérations et, une fois qu'elles y sont, de les soutenir pendant des périodes prolongées présente de nombreux problèmes pour les planificateurs militaires. Un des défis les plus grands est la logistique. Une grande partie de l'effort logistique consiste à planifier les ressources requises pour transporter, stocker, manutentionner et distribuer le carburant et les pièces de rechange. Il est généralement admis que plus les forces militaires participant à une opération donnée sont importantes, plus les problèmes de logistique seront difficiles. Selon Clayton R. Newell, « À mesure que la perspective d'une guerre passe du niveau tactique aux niveaux opérationnel et stratégique, les effectifs de soutien de service au combat, tant chez les civils que chez les militaires des forces armées d'une nation, deviennent

expédié pendant les six mois de déploiement ayant précédé la guerre dans le Golfe persique consistait en carburant²⁴.

La réduction des besoins en carburant offrirait également d'autres avantages directs, outre les économies en termes d'approvisionnement et de distribution. En effet, le coût des missions et des forces de combat serait moindre. Une des plus grandes préoccupations des forces blindées américaines pendant la guerre du Golfe était la crainte constante de manquer de carburant. Pour empêcher que cela ne se produise, on a détaché des ingénieurs de l'armée américaine, affectés à des tâches d'appui aux opérations tactiques, afin qu'ils construisent des réseaux de routes et des dépôts de stockage pour que les camions-citernes soient le plus près possible des échelons de combat sur le front²⁵. Si on avait utilisé des véhicules à piles à combustible, les besoins en carburant auraient été réduits de 50 %. Cela aurait eu l'avantage additionnel de

véhicules et des principaux systèmes d'armes sur le champ de bataille. La technologie des piles à combustible contribuerait ainsi à accroître la souplesse et la mobilité des forces sur le terrain. De plus, elle permettrait d'importantes économies de coûts, ce qui est manifestement avantageux pour des forces armées confrontées à des restrictions budgétaires.

Il est manifeste que la capacité d'utiliser un système commun de production d'énergie qui n'exige pas le transport et la distribution de quantités énormes de carburant en vrac aura un impact énorme sur les forces de demain. Les véhicules à piles à combustible, avec un rendement énergétique de 2,1 à 2,6 supérieur à celui des moteurs à combustion interne, permettraient de réaliser des économies importantes en terme de besoins en carburant, et donc d'accroître la portée et l'autonomie des systèmes actuels. Dans un monde où les coalitions recherchent des partenaires qui pourront à l'avenir déployer

Si on avait utilisé des véhicules à piles à combustible, les besoins en carburant auraient été réduits de 50 %.

beaucoup plus nombreux que les combattants sur le terrain²² ». Il est manifeste que pour permettre aux forces militaires d'être logistiquement le plus efficace possible, il faut explorer les domaines qui offrent des possibilités importantes d'économies.

La technologie des piles à combustible représente justement une de ces économies potentielles. Un problème logistique important est d'alimenter en carburant les forces sur le théâtre des opérations, puis de distribuer ce carburant aux unités qui y sont déployées. Le Lieutenant-général Paul J. Kern, de l'Armée américaine, a donné une certaine idée de l'ampleur du problème : « Environ 80 % de ce que vous amenez sur un théâtre d'opérations est autre chose que des systèmes de combat ». Et il ajoute : « Une part importante de ce matériel consiste en carburant et en équipement requis pour le transporter »²³. Un rapport du Département américain de la défense concluait que « Les systèmes d'armes gourmands en énergie diminuent en fait l'efficacité militaire ». Et on ajoutait que 70 % du tonnage total d'équipement

réduire le nombre de soldats et de véhicules requis pour transporter le carburant jusqu'à la ligne de front. En outre, avec une demande moindre, la nécessité d'améliorer grandement l'infrastructure aurait diminué, ce qui aurait libéré une partie des effectifs techniques d'appui au combat qui avaient été affectés à d'autres tâches, et permis de les réaffecter à des opérations directement associées au combat.

Pour demeurer pertinent et, plus important encore, pour demeurer à la fine pointe dans le futur espace de bataille, il faut accepter de prendre des risques et adopter un état d'esprit proactif. Cela signifie également qu'il faut poursuivre les travaux de développement dans les technologies pouvant permettre une augmentation exponentielle de l'efficacité des combats. La technologie des piles à combustible est rendue au point où l'Armée pourrait envisager de manière agressive son utilisation comme future source d'énergie de remplacement. Cela offrirait des avantages en termes de rendement énergétique, ce qui permettrait d'accroître l'autonomie des

rapidement et maintenir des forces en opération pendant de longues périodes, la technologie des piles à combustible constitue une solution possible. À ce titre, les forces militaires doivent demeurer à la fine pointe des progrès en matière de technologies et de concepts militaires et être prêtes à intégrer rapidement ces nouvelles possibilités dans leurs structures de force. La réduction des besoins logistiques, grâce à la technologie des piles à combustible, jouera un rôle majeur en permettant aux forces terrestres d'aller plus loin, plus rapidement, et d'y demeurer plus longtemps. « Si vous pouvez réduire la quantité de carburant consommé sur le champ de bataille, vous aurez besoin de moins de camions-citernes, moins de chauffeurs et d'équipes, et vous n'aurez pas besoin de toute cette formation », a souligné le vice-amiral Richard H. Truly, directeur du *National Renewable Energy Laboratory*. « Même de faibles gains au niveau de la consommation de carburant permettent d'obtenir des réductions importantes en termes d'infrastructure et de soutien logistique », ajoute-t-il²⁶. Pour atteindre l'efficacité financière et réduire les

coûts, tout en demeurant pertinente pour le futur espace de bataille, l'Armée canadienne doit poursuivre avec vigueur la technologie des piles à combustible dans le but de remplacer les moteurs à combustion interne.



AU SUJET DE L'AUTEUR ...

Le Major Tony Balasevicius est officier d'infanterie et membre du Royal Canadian Regiment (RCR). Il a débuté sa carrière comme commandant de peloton au 2 RCR à Gagetown, puis a été affecté au Régiment aéroporté du Canada. Après avoir terminé des cours au Collège de commandement et d'état-major de la Force terrestre canadienne, il a travaillé comme officier opérationnel G1, puis plus tard G3, au Quartier général de la Force d'opérations spéciales. Après quoi, il a de nouveau été affecté au 2 RCR, où il a travaillé trois ans à titre de commandant de compagnie. En 1995, il a pris la direction du programme provisoire de parachutisme de l'Armée, qu'il a fait évoluer en une compagnie de parachutisme du bataillon léger. Diplômé du Programme d'état-major technique de la Force terrestre et du Collège des Forces canadiennes, le Major Balasevicius est actuellement commandant adjoint du 1 RCR.

BIBLIOGRAPHIE

- Ashley, Steve. « Fuel Cells Look Real » *Automotive Engineering International* March 2003. Consulté le 15 mars 2003 à <http://www.sae.org/automag/features/fuelcells/index.htm>.
- Ballard Power Systems Inc. *Powering the Future—Annual Review* 1996.
- Beason, Douglas. *DOD Science and Technology-Strategy for the Post-Cold War Era*. Washington: National Defense University Press, 1997.
- Bokow, Jacquelyn. « Hydrogen Exonerated in Hindenburg Disaster » *Hydrogen Newsletter*, printemps 1997. <http://www.ttcrop.com/nha/advocate/ad22zepp>.
- Canada. *L'environnement de sécurité de l'avenir*. Kingston : Direction des concepts stratégiques (Opérations terrestres) (DCSOT), ministère de la Défense nationale, août 1999.
- Canada. *Façonner l'avenir de la défense canadienne : Une stratégie pour 2020*. Ottawa: Ministère de la Défense nationale, 1999.
- Coopey, Richard, U. Matthew and S. Graham. *Defence Science & Technology: Adjusting to Change*. Switzerland: Harwood Academic Publishers, 1993.
- Dunningan, James F. *Digital Soldiers—The Evolution of High-Tech Weaponry and Tomorrow's Brave New Battlefield*. New York: Thomas Dunne Books, 1996.
- Erwin, Sandra. « Twenty-Ton Combat Vehicle Slated for 2012 » *National Defence Magazine*, septembre 2000.
- Fuel Cells 2000. « What in the World is Going On? » Consulté le 20 janvier 2002 à <http://www.fuelcells.org>.
- Fuel Cells 2000. « What is a fuel Cell? » Consulté le 20 janvier 2002 à <http://www.fuelcells.org>.
- Fuel Cell Commercialization Group. « What is a Fuel Cell? » Consulté le 20 janvier 2002 à http://www.ttcrop/fccg/fc_what1.
- Garden, Timothy. *The Technology Trap—Science and the Military*. London: Brassey's Defence Publishers, 1989.
- Gilmore, Gerry J. « Hybrid Vehicle Saves Fuel, Pollutes Less.» Consulté le 20 janvier 2002 à <http://www.dtic.mil/armylink/news/may1999>.
- Ginsburg, Janet. « The Most Fuel Efficient that the Military Can Be.» *BusinessWeek Online*, septembre 2001.
- Janelle, Denis, R. Hardwick and J. Hersey. « Fuel Cells as Power Sources for the Land Forces » Rapport réalisé pour le cours du Programme d'état-major technique de la Force terrestre, mai 1997.
- Kamely Daphne, K. Bannister and R. Sasmor. *Army Science: The New Frontiers—Military and Civilian Applications*. United States: Library of Congress, 1993.
- Newell, Clayton R. *The Framework of Operational Warfare*. London: Routledge, 1991.
- Pokrovsky. *Science and Technology in Contemporary War*. New York: Praeger Publishing Inc, 1959.
- Swisher, Becky. « Surpassing Gas Fuel Cells are Fuel of the Future » *Kansas Engineer Magazine*, January 1996.

NOTES

1. Canada, *Façonner l'avenir de la défense canadienne : Une stratégie pour 2020* (Ottawa: Ministère de la Défense nationale, 1999), p. 9
2. Ibid., p. 9.
3. Canada, *L'environnement de sécurité de l'avenir* (Kingston : Direction des concepts stratégiques (Opérations terrestres) (DCSOT), Ministère de la Défense nationale, août 1999), p. 31.
4. Fuel Cell Commercialization Group, « What is a Fuel Cell », Consulté le 15 janvier 2002 à www.ttcrop/fccg/fc_what1...
5. Ibid.
6. Jacquelyn Bokow, « Hydrogen Exonerated in Hindenburg Disaster », *Hydrogen Newsletter*, Spring 1997, consulté le 16 janvier 2002 à www.ttcrop.com/nha/advocate/ad22zepp.
7. Fuel Cell Commercialization Group, p. 1.
8. Ibid., pp. 1-2.
9. Ballard, *Powering the Future* (Annual Review, 1996), p. 4.
10. Ibid., p. 14.
11. Bernadette Geyer, « Developments in Fuel Cell Technology », *Sustainable Development International*, avril 1999, consulté le 14 mars 2003 à <http://www.sustdev.org/journals/edition.01/download/01.103.pdf>.
12. Fuel Cell Commercialization Group, p. 1.
13. Ibid., p. 9.
14. Ibid., p. 1.
15. Denis Janelle, R. Hardwick and J. Hersey, « Fuel Cells as Power Sources for the Land Forces », Rapport réalisé pour le cours du Programme d'état-major technique de la Force terrestre, mai 1997, pp. 26-27.
16. Ibid., p. 27.
17. Steve Ashley, « Fuel Cells Look Real », *Automotive Engineering International*, March 2003, consulté le 15 mars 2003 à <http://www.sae.org/automag/features/fuelcells/index.htm>.
18. Ibid.
19. Janelle, Hardwick and Hersey, p. 2.
20. Janet Ginsburg, « The Most Fuel Efficient that the Military Can Be », *BusinessWeek Online*, septembre 2001, p. 3.
21. bid.
22. Clayton R. Newell, *The Framework of Operational Warfare* (London: Routledge, 1991), pp. 98-105.
23. Ginsburg, p. 1.
24. Ibid., p. 1.
25. Ibid., p. 1.
26. Ibid., p. 2.

Histoire militaire : un emploi utile ou abusif?

par le professeur Sir Michael Howard

Cet article est tiré d'une conférence donnée par le professeur Sir Michael Howard au Royal United Services Institute, le 18 octobre 1961; cette conférence a été publiée dans le journal de l'Institut, édition no 107 (p. 4-8), datée de février 1962. L'article a également été reproduit dans Parameters, Journal of the US Army War College, Vol XI, No 1, p. 9-14. La présente reproduction est autorisée par le Royal United Services Institute.

Pour l'historien militaire qui a des antécédents de soldat professionnel, l'idée que l'histoire militaire pourrait avoir une « utilité » est parfaitement naturelle. Il n'aurait sûrement pas entrepris d'études historiques s'il n'avait soutenu cette idée. Mais l'historien de type classique qui passe à l'histoire militaire aura peut-être à

la loyauté. Dans les régimes totalitaires, il est difficile et parfois impossible d'écrire toute autre sorte d'histoire. Même dans les démocraties bien établies, le « mythe », cette vision sélective et héroïque du passé, associée, il est vrai, à des réserves très prudentes, a son utilité. L'historien régimentaire doit, par exemple, consciemment ou non, soutenir l'opinion que son régiment a généralement été parfaitement brave et efficace, surtout au cours de son passé récent. Sans se sentir le moins malhonnête, il mettra l'accent sur les épisodes glorieux de l'histoire de son régiment et ne fera qu'effleurer ses moments plus obscurs, sachant pertinemment que son travail consiste, à toutes fins pratiques, à soutenir le moral des soldats dans le futur.

Le puriste n'admettra jamais qu'un objectif aussi utile ou noble soit-il puisse justifier la suppression ou la sélection d'événements dans les histoires régimentaires ou dans les histoires militaires populaires. Il est vrai que cette façon de

...l'histoire militaire a-t-elle une valeur pratique?

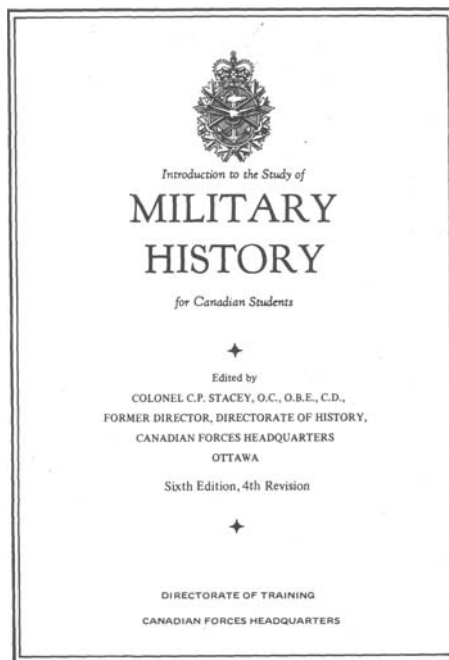
surmonter un certain scepticisme quant à l'utilité de ses études militaires. Cette situation s'explique en partie par des raisons que j'aborderai plus loin, qui sont liées à la nature générale de l'histoire de type classique telle qu'elle a évolué au cours du dernier siècle. Cette situation est également attribuable à une certaine peur dans les cercles universitaires où l'histoire militaire tend à être perçue comme la servante du militarisme, d'où la croyance que son utilité première est la propagande et la « création de mythes ». Voyons tout de suite à quoi rime cette peur, qui n'est pas entièrement dépourvue de fondement.

Lorsque j'utilise le terme « création de mythes », je l'entends dans le sens de création d'une image du passé par la sélection et l'interprétation pesée d'informations, dans le but de créer ou d'entretenir certaines émotions ou croyances. Or, on s'est toujours attendu à ce que les historiens agissent ainsi depuis l'époque très lointaine où les événements du passé ont commencé à faire l'objet de comptes rendus, afin d'encourager les sentiments patriotiques ou religieux ou de promouvoir le soutien populaire d'une dynastie ou d'un régime politique. Les historiens se sont ordinairement prêtés à ces interprétations de l'histoire sans se sentir coupables de malhonnêteté professionnelle et tout en produisant un travail absolument splendide. Par exemple, les chroniqueurs des Tudor, qui ont décrit le Moyen Âge, l'ont souvent fait pour faire ressortir les splendeurs de leur propre époque. Les historiens nationalistes de l'Allemagne du XIX^e siècle comme Sybel et Treitschke, et les historiens maritimes et nationalistes de l'Angleterre victorienne comme J.R. Seeley, ont écrit dans le but avoué de renseigner, donc de susciter le patriotisme et

faire présente à court terme des dangers souvent ignorés, sans compter qu'elle fait courir les risques moraux inhérents à toute forme de manipulation de la vérité. En effet, le jeune soldat qui participe à une action pour la première fois peut être incapable de faire le lien entre la guerre qu'on lui a dépeinte et la guerre réelle — entre la manière dont lui, ses pairs, ses officiers et ses subordonnés devraient se comporter et les comportements réels. Un manque de préparation face à la lâcheté, à la confusion et à l'horreur lorsqu'il les rencontrera ou tout simplement devant l'usure cumulative qu'engendrent la saleté et la fatigue, augmentera les dangers auxquels le jeune soldat sera exposé. Néanmoins, le « mythe » peut soutenir et, de fait, soutient souvent le soldat, même lorsque celui-ci sait, avec la moitié de son cerveau, que ce qu'on lui a appris n'est pas la vérité. En conséquence, comme Platon, je crois que le mythe a une fonction sociale utile. Je ne le considère pas du tout comme une contrefaçon de l'histoire militaire, mais comme quelque chose d'autre qu'il faudrait juger à l'aune de critères particuliers. C'est de l'histoire de niveau maternelle ou très élémentaire et c'est sans malice que je le précise. Éduquer les enfants aux choses de la vie exige énormément de doigté comme la plupart d'entre vous le savent déjà, et les réalités de la guerre sont parmi les choses les plus désagréables qu'un être humain aura jamais à affronter.

C'est en fait la fonction du « vrai historien » que de découvrir et d'enregistrer ce que sont ces choses de la vie compliquées et désagréables. L'historien doit découvrir « ce qui s'est vraiment passé », comme l'a dit Leopold von Ranke, le père de l'historiographie moderne. Et sa recherche de la vérité

impliquera inévitablement un examen critique du « mythe » qui sera ainsi amputé de sa base patriotique ainsi qu'une exploration approfondie de ce qui se cache derrière. Si les investigations de l'historien révèlent que nos forces n'ont finalement été ni plus braves que celles de l'ennemi ni plus compétentes que celles de nos alliés, que le succès des frappes d'un général apparemment brillant n'a été en fait que le fruit d'une chance exceptionnelle, ou que les réputations de commandants de guerre ont quelquefois été grossièrement exagérées, il ne faut surtout pas s'étonner, bien que le désenchantement soit nécessairement un processus désagréable et souvent extrêmement douloureux. En effet, pour beaucoup d'entre nous, le « mythe » fait tellement partie de leur monde que d'en être soudainement privés les plonge dans l'angoisse. Je me souviens de ma propre amère désillusion quand j'ai appris que la grande victoire anglaise sur l'Armada, en 1588, avait été suivie non pas d'une paix glorieuse, mais (16 ans plus tard) du règlement à l'amiable le plus déshonorant auquel l'Angleterre est jamais arrivée, et d'une période de 20 ans pendant laquelle nous avons été à peine plus qu'un satellite du grand empire espagnol. Par la suite, j'ai été



Quel usage faisons-nous de l'histoire militaire et dans quel but?

la maturité de notre société que notre gouvernement ait décidé de faire de ses documents officiels sur l'histoire de la Deuxième Guerre mondiale des « histoires vraies », et non des contributions à un mythe national. Inévitablement, l'historien honnête

devant les analogies faciles que font les profanes entre Napoléon et Hitler, entre Hitler et Khrushchev, ou encore entre Pitt le Jeune et Churchill. Il s'intéresse aux événements qui surviennent dans une société donnée et aux gens qui vivent dans cette société, et sa tâche consiste à expliquer les événements et les gens dans le contexte de cette société. Les analogies avec des événements ou des personnalités d'autres époques peuvent être éclairantes, mais elles peuvent également être trompeuses, car seuls certains traits liés à des situations d'autres époques se ressemblent, et ce qui est valide dans une situation donnée peut, en raison de circonstances entièrement différentes, être tout à fait impensable dans une autre situation. L'historien doit toujours prendre garde de ne pas dégager du passé des idées ou des motivations anachroniques; et c'est ici que l'historien militaire sans formation classique risque le plus de se fourvoyer. Hans Delbruck, peut-être le plus grand des historiens militaires modernes, a deviné juste en dénonçant les faiblesses aussi bien chez le militaire qui devient historien que chez l'historien de type classique qui passe à l'histoire militaire. Ce dernier, de souligner Delbruck, « court le risque de souscrire à une tradition erronée parce

Les analogies avec des événements ou des personnalités d'autres époques peuvent être éclairantes, mais elles peuvent également être trompeuses.

moins choqué, en étudiant les guerres napoléoniennes à partir de sources continentales, d'apprendre comment le rôle joué par l'Angleterre avait été marginal dans les campagnes qui ont culminé en 1812, 1813 et 1814 et qui ont finalement écrasé l'hégémonie de Napoléon en Europe; incontestablement majeure, cependant, a été notre contribution indirecte au renversement de l'empire napoléonien. Cette sorte de désillusion est nécessairement inhérente au fait de grandir dans une société adulte et d'y appartenir; une définition juste de la différence entre une société libérale occidentale et une autre de type totalitaire — qu'elle soit communiste, fasciste ou catholique de tendance autoritaire — serait, à mon avis, que dans la première le gouvernement traite ses citoyens comme des adultes responsables et que dans la dernière il ne peut s'y résoudre. C'est un signe de

découvrira des faits incompatibles avec le mythe national et il devra les exposer; et nous devons lui permettre de révéler ces faits, non seulement pour nous conformer aux valeurs pour lesquelles nous avons combattu dans cette guerre, mais pour préserver l'efficacité militaire dans le futur.

Ce qui me ramène à la question suivante : l'histoire militaire a-t-elle une valeur *pratique*? À cet égard aussi, l'historien de type classique doit entretenir des doutes et ceux-ci sont de deux ordres.

D'abord, l'historien doit être conscient de l'unicité de tout événement historique. « L'histoire ne se répète pas », dit l'adage, mais « les historiens se répètent ». L'historien professionnel se concentre davantage sur l'établissement de différences que sur le discernement de similitudes et il frémit d'ordinaire

qu'il n'est pas en mesure de discerner son impossibilité technique ». Quant au premier, « il risque de transférer au passé les phénomènes de la pratique contemporaine sans tenir suffisamment compte des différentes circonstances qui caractérisent des situations qui lui semblent pourtant analogues ».

Je citerai, comme exemple de tradition erronée à laquelle ont souscrit des universitaires, la croyance pratiquement incontestée, jusqu'à ce que Delbruck prouve sa fausseté, que l'Armée avec laquelle Xerxès avait attaqué les Grecs, en 481 av. J.-C., comptait un effectif de 2,5 millions de soldats — ce qui est manifestement impossible sur le plan de la logistique. Quant aux anachronismes que des soldats devenus historiens ont commis, il serait désobligeant de citer par leurs noms les nombreuses études de soldats, par ailleurs très capables, qui

attribuent aux commandants des guerres médiévales ou du XVI^e siècle des processus cognitifs qu'ils n'auraient pu développer qu'après avoir longuement étudié Jomini ou Mahan, ou avoir suivi un cours intensif à Camberley ou à Greenwich, ou les deux. Entrer dans l'esprit d'autres générations, apprécier ce que le professeur Geyl a appelé « l'altérité générale des époques antérieures » est difficile et exige une longue formation et une vaste culture littéraire. J'ajouterai cependant que l'historien qui pense *avoir acquis* cette formation et cette culture par de très nombreuses lectures répugnera probablement à admettre que des époques différentes et les événements qui s'y rattachent ne pourront jamais être rassemblés ou comparés de manière profitable, ce qui, peut-être, est aussi une erreur.

faisant un tri parmi elles et en procédant à leur mise en ordre et à leur interprétation. Ce faisant, il ne peut faire autrement que d'introduire un élément de subjectivité... Derrière les faits, derrière la déesse Histoire, il y a l'historien ».

Ce besoin de sélection est particulièrement important pour l'historien militaire, en particulier lorsqu'il relate le déroulement d'opérations. La preuve est confuse et habituellement contradictoire. Les témoins oculaires ne sont pas dans un état psychologique propice aux comptes rendus fiables des expériences vécues. La loyauté et la discrétion peuvent également déboucher sur la suppression de preuves peu honorables, surtout lorsque, en l'occurrence, tout finit bien. Les historiens militaires, plus que les autres, doivent créer de l'ordre

comme étant inutile. Malgré toutes les mises en garde des universitaires, la guerre reste néanmoins une forme distincte et répétitive de comportement humain. Contrairement aux activités politiques, administratives ou économiques qui sont des processus en constante évolution, la guerre est un phénomène intermittent, clairement défini, qui a ses propres critères de succès ou d'échec. Nous ne pouvons affirmer catégoriquement que la Grande-Bretagne est mieux gouvernée de nos jours ou que son économie est plus florissante qu'elle ne l'était en 1761. Nous pouvons différer d'opinion sur le fait que certains événements historiques — la Réforme ou la Glorieuse Révolution ou la Loi sur la Grande Réforme — ont été des triomphes ou des désastres. L'historien de la paix peut seulement faire la chronique et l'analyse des *changements*.

... l'étude de l'histoire militaire doit contribuer directement à améliorer la compétence professionnelle de l'officier.

Le deuxième motif qui incite l'historien de type classique à douter de l'utilité de l'histoire militaire est le fait qu'il est conscient d'étudier non pas ce qui est arrivé dans le passé, mais ce qui serait arrivé *d'après* des historiens. Spencer Wilkinson a souligné dans sa conférence inaugurale à Oxford que « [la première tâche de l'historien militaire était] le passage au crible des preuves visant à établir les faits. La deuxième... consiste à organiser les faits dans leur relation de cause à effet ». Mais c'est ne pas ainsi que les choses fonctionnent. Le nombre de « faits » pouvant être pertinents est infini. (N'entendons-nous pas constamment parler de nouvelles preuves sur l'état de santé de Napoléon, qui expliqueraient son comportement à Waterloo?) Qui plus est, le cerveau de l'historien n'est pas une feuille vierge, en dépit des efforts de ce dernier pour se libérer de tout biais ou de toute opinion préconçue. Il commencera nécessairement son travail avec certaines idées préconçues et il peut ne pas être conscient de toutes celles qu'il entretient malgré lui. Il s'intéressera seulement à certaines questions. Il imposera son propre cadre aux données qui lui sont présentées. Pour citer Geyl une fois de plus, l'historien « doit utiliser les données dont il dispose en

à partir du chaos; et les comptes rendus bien soignés qu'ils font des batailles sont un travestissement presque blasphématoire de la vérité toujours chaotique — avec des généraux qui réussissent à imposer leur volonté sur le champ de bataille, de petits blocs bien nets et de petites flèches bien propres ayant pour fonction d'illustrer méticuleusement la rationalité et le caractère méthodique de l'entreprise ainsi que la mise en oeuvre des principes de guerre. Bien sûr, il faut tenter, jusqu'à un certain point, de mettre de l'ordre dans le chaos de la réalité; c'est la raison d'être des historiens. Mais nous ferions bien, affirme l'universitaire sceptique, de ne pas prendre ce compte rendu soigné pour la vérité, même pas pour une approximation de ce qui s'est vraiment passé, encore moins comme base de nos conclusions pour l'avenir.

Voilà d'excellents motifs de mise en garde contre l'« utilisation » de l'histoire militaire. Ce sont de bonnes raisons pour considérer les généralisations dogmatiques soignées de certaines « grosses têtes » comme un emploi monstrueusement *abusif* de l'histoire militaire qui dure depuis trop longtemps. Cependant, je ne pense pas qu'il faille considérer l'histoire militaire

Mais l'historien militaire sait ce qui constitue une victoire et une défaite, ce qu'est le succès ou l'échec. Ainsi, lorsque des activités se répètent continuellement et que leur succès peut être évalué à l'aune d'un critère simple, il ne semble pas trop optimiste de croire que nous pouvons porter des jugements à leur sujet et tirer des conclusions à valeur permanente.

Par ailleurs, l'historien de type classique n'est qu'un critique parmi d'autres de l'opinion voulant que l'histoire militaire ait son utilité. Beaucoup plus redoutable est l'attaque du vrai soldat — l'homme qui est au courant des complexités techniques de la profession et qui, on peut le comprendre, ne supporte pas l'idée que l'expérience de Napoléon ou de Stonewall Jackson puisse avoir quelque pertinence à l'ère des chars, des missiles et des mitrailleuses. Je suis beaucoup moins bien paré pour contrer les arguments de ce dernier mais, là-dessus aussi, il y a des commentaires utiles à faire.

Il existe deux grandes difficultés avec lesquelles le soldat, le marin ou l'aviateur professionnel est aux prises lorsqu'il se prépare à devenir commandant. Premièrement, sa

profession est presque unique dans le sens où il peut avoir à l'exercer seulement une fois dans sa vie, et encore. C'est comme si un chirurgien devait s'exercer toute sa vie sur des mannequins en vue d'une seule vraie opération; ou si un avocat ne plaiderait qu'une ou deux fois devant un tribunal vers la fin de sa carrière; ou si un nageur professionnel devait passer sa vie à s'exercer sur la terre ferme pour un championnat olympique duquel dépendaient les grandes fortunes de son pays. Deuxièmement, le problème compliqué qui consiste, pour un commandant, à diriger une armée risque d'occuper si intégralement son esprit et ses compétences qu'il pourrait facilement oublier le *but* même de ses fonctions. En effet, les difficultés liées à l'administration, à la discipline, à la maintenance et à l'approvisionnement d'une organisation de la taille d'une assez grande ville sont suffisantes pour occuper complètement l'esprit de l'officier supérieur, à l'exclusion de toute réflexion sur son but ultime, à savoir la conduite de la guerre. Il ne faut donc pas s'étonner qu'il y ait toujours eu une proportion élevée d'échecs parmi les officiers supérieurs au début d'une guerre. Soit que ces malheureux hommes aient pris trop de temps à s'adapter à la réalité en raison d'un manque de réflexion initiale intense sur ce que serait vraiment la guerre, soit que leur esprit ait été façonné jusqu'alors par toute une vie de travail purement administratif, au point qu'à toutes fins pratiques, ils auront cessé d'être des soldats. L'avantage dont bénéficient les marins à cet égard est très marqué, car quiconque commande un navire en pleine mer, qu'il s'agisse d'un navire de guerre ou d'un simple dinghy, n'est jamais totalement en paix.

S'il n'y a pas de guerre actuelle qui serve de terrain au professionnel qui veut apprendre son métier, ce dernier est quasiment obligé d'étudier les guerres du passé, car après avoir pris en compte les différences historiques, les guerres se ressemblent quand même davantage qu'elles ne ressemblent à toute autre activité humaine. Toutes les guerres, comme l'a souligné Clausewitz, ont lieu dans un contexte bien spécifique de danger, de crainte et de confusion. De vastes corps d'armée essaient de s'imposer mutuellement leurs volontés respectives par la violence; et dans



Infanterie canadienne montée sur des transports de troupes blindés Kangaroo, le 7 août 1944 avant l'opération Totalize. La performance canadienne en Normandie a été chaudement débattue dans les dernières années. Nos efforts pour connaître la vérité doivent être basés sur les faits et l'analyse et non sur le patriotisme, les suppositions partagées et les généralisations. Connaître cette vérité, même si elle est désagréable, est important. (Gracieuseté de Donald E. Graves)

toutes ces guerres, des événements surviennent qui sont inconcevables dans toute autre domaine de l'activité humaine. Bien sûr, les différences amenées, d'une guerre à l'autre, par les changements sociaux ou technologiques sont immenses, et une étude inintelligente de l'histoire militaire, qui ne tient pas suffisamment compte de ces changements, peut se révéler plus dangereuse qu'une absence d'étude. Comme l'homme d'État, le soldat doit « gouverner » en évitant les écueils du passé (répéter les erreurs commises parce qu'il ne sait pas qu'elles ont déjà été commises) et les écueils du présent (les théories déduites de l'histoire, qui sont devenues obsolètes parce qu'elles ne tiennent pas compte des changements de circonstances). D'un côté, on constate des analogies étroites au point d'être déprimantes entre les erreurs des commandants britanniques, dans le désert occidental, au cours de leurs opérations contre Rommel, en 1941 et en 1942, et celles des commandants autrichiens contre Bonaparte, en Italie, en 1796 et en 1797 : des généraux pourtant expérimentés et fiables qui commandaient des troupes courageuses et bien équipées, mais qui étaient lents à réagir, obsédés qu'ils étaient par la sécurité, et qui dispersaient leurs unités

par crainte de courir des risques. De l'autre côté, on voit l'état-major général français, en 1914 comme en 1939, étudier assidûment les leçons de « la dernière fois » pour commettre des gaffes stratégiques et tactiques atroces; en 1914, il mène des opérations avec une férocité offensive qui aurait pu déboucher sur une victoire en 1870, mais qui entraîne maintenant un terrible massacre; en 1939, il se prépare pour une lente et profonde offensive qui sera lancée kilomètre par kilomètre sur le modèle de celle qui avait été si efficace à la fin de la Première Guerre mondiale, mais qui représente maintenant une tactique totalement désuète. Les leçons de l'histoire ne sont jamais claires. Clio est comme l'oracle de Delphes : ce n'est qu'après coup et habituellement trop tard que l'on peut comprendre ce qu'elle essayait de dire.

Par conséquent, l'officier qui étudie l'histoire militaire et désire en éviter les pièges doit suivre trois grandes règles pour se guider dans sa profession.

Premièrement, il doit étudier *globalement*. Il doit observer l'évolution de la guerre sur une longue période historique. Ce n'est qu'en voyant ce qui change qu'on peut déduire ce qui ne change pas; et l'on

peut en apprendre autant des grandes « discontinuités » de l'histoire militaire comme des similitudes apparentes des techniques utilisées par les grands capitaines à travers les âges. Voyez comment, en 1806, une armée prussienne imprégnée des traditions du plus remarquable capitaine du XVIII^e siècle, Frédéric le Grand, a été néanmoins détruite; et comment la même chose est arrivée en 1870 à une armée française façonnée dans le moule napoléonien. Demandez-vous si, dans les circonstances de la guerre de 1914-1918, l'étude attentive des méthodes de Napoléon ou de Moltke, ainsi que les tentatives visant à les appliquer des deux côtés, n'ont pas été désespérément inopportunes; et si les leçons que Mahan a tirées de ses études de la guerre navale du XVIII^e siècle n'ont pas conduit notre propre amirauté à s'accrocher à la doctrine des grands bâtiments de surface pendant si longtemps qu'à l'ère des sous-marins et des porte-aéronefs, notre pays s'est trouvé deux fois au bord de la défaite. La connaissance des principes de la guerre doit aller de pair avec un certain sens du changement et doit être appliquée avec la souplesse d'esprit que seule une vaste culture littéraire peut donner.

Deuxièmement, l'officier qui étudie l'histoire militaire doit l'étudier en *profondeur*. Il devrait prendre une seule campagne et l'explorer à fond, non seulement à partir des documents historiques officiels, mais à partir des mémoires, lettres, journaux, voire de la littérature de fiction, jusqu'à ce que les grandes lignes de l'histoire, qui lui apparaissaient jusqu'ici avec tant de

précision, finissent par se brouiller et qu'il entrevoie la confusion et l'horreur de la véritable expérience. Il doit s'interposer entre l'historien lui-même, et tenter de recréer par une étude détaillée l'omniprésence du chaos, révélant la part jouée non seulement par la compétence, la planification et le courage, mais également par le plus heureux des hasards. Ce n'est qu'ainsi que l'officier qui étudie l'histoire militaire peut commencer à découvrir ce qu'est réellement la guerre, — « ce qui est vraiment arrivé » — s'il a eu la chance de ne pas en faire lui-même l'expérience directe.

Et finalement, il doit étudier l'histoire militaire dans *son contexte*. Les campagnes et les batailles ne sont pas des jeux d'échec ou des matchs de football, menés rondement dans un détachement total par rapport au milieu environnant, selon des règles rigoureusement définies. Les guerres ne sont pas de simples extrapolations des exercices tactiques. Elles sont, comme le soulignent pertinemment les analystes militaires marxistes, des conflits de *sociétés*, et elles ne peuvent être totalement intelligibles que pour ceux qui comprennent la nature de la société aux prises avec ces guerres. Les racines de la victoire et de la défaite doivent être recherchées loin des champs de bataille, dans les facteurs politiques, sociaux et économiques qui expliquent pourquoi les armées sont constituées telles qu'elles le sont et pourquoi leurs leaders les dirigent comme il le font. Derrière l'effondrement de la Prusse, en 1806, et

celui de la France, en 1870, nous devons explorer en profondeur l'histoire politique, sociale et militaire de ces pays. Et ce n'est pas tout. Nous ne comprendrons pas totalement l'aboutissement de la Première Guerre mondiale sans examiner les facteurs sociaux et politiques à l'origine du peu d'endurance des pouvoirs centraux comparativement aux alliés occidentaux, quand on pense que l'Allemagne s'est effondrée dans les quelques mois qui ont suivi ses victoires les plus radicales. Sans une certaine connaissance du contexte général dans lequel ont pris place les opérations militaires du temps, on pourrait arriver à une foule de conclusions erronées sur la nature de ces opérations et sur les raisons de leur échec ou de leur succès. Dans les grandes luttes de pouvoir du monde contemporain, quand l'élément militaire est inhibé par la peur des différents camps à l'égard de leurs armes respectives, les facteurs politiques et économiques prennent une importance qu'ils n'avaient jamais eue auparavant; mais n'allons pas croire pour autant que ces facteurs étaient entièrement absents des conflits apparemment très formels et limités du passé.

Poursuivie de cette manière, globalement, en profondeur et en contexte, l'étude de l'histoire militaire ne devrait pas seulement permettre au civil de comprendre la nature de la guerre et le rôle qu'elle joue dans le développement d'une société, mais contribuer directement à améliorer la compétence professionnelle de l'officier. N'oublions pas, toutefois, que l'utilisation véritable de l'histoire, qu'elle soit militaire ou civile, consiste, selon les paroles de Jacob Burckhardt, non pas à rendre les hommes plus intelligents pour une prochaine fois, mais à les rendre plus intelligents pour l'avenir.

AU SUJET DE L'AUTEUR ...

Le professeur Sir Michael Howard a acquis ses connaissances sur la conduite de la guerre par l'expérience et l'étude. Après avoir quitté Oxford pour se joindre aux Coldstream Guards, en 1943, il sert dans l'équipe de sécurité personnelle de Churchill, puis obtient la Croix militaire à Salerno. Il sera blessé deux fois avant la fin de la guerre.

Après avoir obtenu son diplôme d'Oxford, Sir Michael Howard se joint au Département d'Histoire du King's College de Londres et prend une part déterminante dans la création du Département des Études sur la guerre et du Centre des archives militaires du College. En 1964, il devient le premier professeur d'Études sur la guerre, au College et au pays. En 1970, désormais établi à Oxford, il obtient la chaire Chichele d'Histoire des études sur la guerre et, plus tard, la chaire Regius d'Histoire moderne. Il termine sa carrière universitaire à Yale en 1993, comme premier titulaire de la chaire Robert A. Lovett d'Histoire militaire et navale.



Une capacité d'opérations spéciales pour le Canada

par le Major Guy Lizotte, CD

Puissiez-vous vivre à une époque vraiment intéressante! — Un proverbe chinois mythique ou une malédiction?

INTRODUCTION

Nous vivons à n'en pas douter à une époque vraiment intéressante, mais seul le temps nous dira s'il s'agit d'un proverbe ou d'une malédiction. Dans la foulée de la guerre que le monde entier mène actuellement au terrorisme, l'Armée de terre canadienne est aux prises avec ses propres défis : sa structure, sa doctrine, son personnel, ses finances et ses opérations. La plupart de ces défis existaient déjà avant le 11 septembre 2001, mais l'un d'entre eux a pris le pas en raison des différentes exigences liées à la guerre au terrorisme.

Avant les attaques terroristes perpétrées contre New York et Washington, l'Armée de terre canadienne s'appêtait à dissoudre ses trois bataillons d'infanterie légère pour plutôt compter sur six bataillons d'infanterie mécanisée, qui formeraient l'infanterie au sein de ses forces polyvalentes aptes au combat moyennes. Le déploiement du 3^e Bataillon, Princess Patricia's Canadian Light Infantry (3 PPCLI) en Afghanistan en février 2002 a bien vite démontré que la décision de dissoudre les bataillons légers pouvait bien être prématurée. L'intention du chef d'état-major de l'Armée de terre (CEMAT) de réduire l'ampleur de la capacité de l'Armée de terre au profit de

que nous avons besoin d'une capacité d'opérations spéciales, mais la structure des bataillons d'infanterie légère ainsi que leurs rôles précis ne sont pas encore établis de façon définitive. Nous allons examiner aujourd'hui différents modèles susceptibles de permettre au Canada de se doter d'une capacité d'opérations spéciales.

La méthodologie employée tentera essentiellement de répondre aux questions suivantes :

- 1) Le Canada a-t-il eu recours à des forces d'opérations spéciales auparavant?
- 2) Sommes-nous actuellement en mesure de mener des opérations spéciales?
- 3) Répondons-nous aux conditions qui, selon Colin Gray, assurent le succès d'une capacité d'opérations spéciales?
- 4) Quel serait le rôle d'une capacité d'opérations spéciales canadienne?
- 5) Quels modèles le Canada pourrait-il utiliser pour satisfaire aux exigences liées à une capacité d'opérations spéciales?

Le déploiement du 3^e Bataillon, Princess Patricia's Canadian Light Infantry (3 PPCLI) en Afghanistan en février 2002 a bien vite démontré que la décision de dissoudre les bataillons légers pouvait bien être prématurée.

la profondeur était louable face à la crise financière dans laquelle l'Armée de terre était plongée et dans laquelle elle se trouve encore aujourd'hui; cette intention a toutefois été rapidement supprimée par la guerre au terrorisme.

Dans la Stratégie de l'Armée de terre publiée récemment, le CEMAT a indiqué que les bataillons d'infanterie légère demeureraient et que l'Armée de terre tentait actuellement de déterminer « la structure que devraient avoir ces bataillons légers, le moyen d'optimiser leur capacité à mener des opérations en terrain complexe et le niveau selon lequel leurs compétences devraient être combinées à celles qu'on exige des forces d'opérations spéciales. Ce dernier élément permettra à l'Armée de terre d'élargir sa capacité d'opérations spéciales. »¹ Nous nous trouvons à une croisée des chemins et nous savons

- 6) Dans le contexte actuel, quel modèle répond le mieux aux exigences du Canada au regard d'une capacité d'opérations spéciales?

Nous allons répondre à la première question en examinant l'histoire du Canada et sa participation à des forces spéciales (FS) et à des unités d'élite afin de confirmer que la culture militaire permet de créer et de maintenir une telle capacité. Quant à la deuxième question, nous y répondrons en analysant la politique étrangère et la politique de défense actuellement en vigueur afin de nous assurer que rien à ce chapitre ne viendrait faire obstacle à la mise en place d'une capacité d'opérations spéciales. Pour la troisième question, nous appliquerons les conditions gagnantes établies par Colin Gray, conditions énoncées dans son article publié en 1999 dans *Parameters*, et nous confirmerons que le Canada y satisfait. Nous répondrons à la quatrième question en étudiant les conclusions produites par un groupe de travail

canadien chargé de mener une étude sur la capacité d'opérations spéciales, notamment sur les rôles que doit jouer cette capacité. Pour la cinquième question, nous établirons trois modèles dont l'application permettrait de répondre aux besoins du Canada alors que pour la dernière question, nous évaluerons chacun de ces modèles en fonction d'un cadre constitué de facteurs particuliers au Canada, l'abordabilité, la pertinence pour les tâches et la soutenabilité par exemple. Nous pourrions ainsi déterminer le modèle qui répond le mieux aux exigences au regard de la capacité d'opérations spéciales du Canada.

DÉFINITIONS

Les recherches qui ont mené à la rédaction du présent article ont tout fait de nous éclairer sur les différentes interprétations qui existent des forces spéciales (FS) et des unités d'élite de l'infanterie. À des fins d'uniformisation, nous utiliserons la définition suivante tout au long du présent document. Selon la Publication interarmées 3-05 des États-Unis, les FS se définissent ainsi :

Des forces de l'Armée américaine spécialement organisées, entraînées et équipées pour mener des opérations spéciales. Les forces spéciales reçoivent cinq missions principales : la guerre non conventionnelle, la défense intérieure de pays étrangers, les actions directes, la

opérationnelle interarmées (FOI) 2 du Canada.

Nous parlerons aussi des unités d'élite de l'infanterie qui ne sont généralement pas considérées comme des FS. Ce terme générique ne figure dans aucun des glossaires militaires qui existent actuellement. Aux fins du présent document toutefois, une unité d'élite de l'infanterie constitue une force, comme les Rangers de l'Armée des États-Unis, certaines unités aéroportées et les Marines (É.-U. et R.-U.), organisée et entraînée pour mener des missions spéciales. Cette force peut participer à des opérations spéciales mais n'est pas une force « spécialisée » comme on l'entend d'une FS.

C'est ainsi que l'Armée de terre canadienne doit parvenir à réunir, dans une proportion adéquate, des unités spécialisées, des unités non spécialisées et des unités d'infanterie classiques afin de résoudre ce dilemme.

HISTOIRE DU CANADA AU CHAPITRE DES FS ET DES UNITÉS D'ÉLITE

Vous pourrez être surpris d'apprendre que le Canada possède fort peu d'expérience au niveau des « véritables » unités de FS. L'unité antiterroriste canadienne, la FOI 2, est en fait la première incursion dans le domaine des FS. L'unité a été créée en 1993, en remplacement de l'unité



Un saut collectif du 1er Bataillon canadien de parachutistes, Angleterre, 7 février 1944. (Avec la permission des Archives nationales du Canada)

aéroportée britannique. Il a participé activement à la campagne de Normandie. Plus tard, le « 1^{er} Bataillon canadien de parachutistes a mérité la distinction d'avoir été la seule unité de combat canadienne à voir l'action dans les Ardennes. »⁵ L'unité a terminé la guerre en Europe du Nord-Ouest, parachutée sur la rive éloignée du Rhin pour aider le général Montgomery à ouvrir une brèche dans la dernière ligne défensive allemande. Lorsque la guerre a pris fin, le 8 mai 1945, le Bataillon était à Wismar, sur la mer Baltique. De

... le Canada possède fort peu d'expérience au niveau des « véritables » unités de FS.

reconnaissance spéciale et le contre-terrorisme. Le contre-terrorisme constitue une mission spéciale confiée à des unités des forces spéciales organisées, entraînées et équipées de façon bien particulière et identifiées dans des plans de contingence dans le théâtre.²

Dans cet article, l'expression FS désignera des unités spécialisées comme les Bérets verts de l'Armée américaine, ou encore des unités antiterroristes comme la Force

antiterroriste de la Gendarmerie royale du Canada. Elle a depuis participé à des déploiements outre-mer, mais son rôle principal consiste à contrer les menaces qui pèsent contre le respect de l'ordre au pays.³

Le Canada possède une bien plus vaste expérience avec les unités d'élite de l'infanterie légère. Le 1^{er} Bataillon canadien de parachutistes, créé le 1^{er} juillet 1942, constitue la première de ces unités.⁴ Le Bataillon s'est déployé en Grande-Bretagne en juillet 1943, auprès de la 6^e Division

toutes les unités canadiennes qui ont participé à la Seconde Guerre mondiale, c'est le 1^{er} Bataillon canadien de parachutistes qui s'est rendu le plus à l'est dans le Reich allemand.⁶

En juillet 1942, un deuxième bataillon de parachutistes — le 2^e Bataillon canadien de parachutistes — a vu le jour. « Son nom prêtait cependant à confusion puisqu'il ne s'agissait pas d'un bataillon de parachutistes, mais bien d'un commando. On l'a nommé ainsi

purement pour des raisons de sécurité, afin de camoufler son véritable mandat opérationnel. »⁷ Le 2^e Bataillon canadien de parachutistes constituait le contingent canadien de la Première force d'opérations spéciales (1^{re} FOS), une unité canado-américaine chargée de s'infiltrer dans les fjords montagneux de la Norvège afin de détruire la capacité hydroélectrique du pays. Après l'annulation de ce projet au début de 1943, la 1^{re} FOS s'est entraînée pour mener des opérations amphibies et s'est déployée pour la première fois dans le cadre de l'opération visant à reprendre l'île de Kiska, dans les Aléoutiennes, le 15 août 1943.⁸ La 1^{re} FOS a par la suite été envoyée dans le théâtre de la Méditerranée où elle a combattu à « Monte La Difensa, bloquant l'avance de la 5^e Armée des États-Unis, là où d'autres unités alliées avaient échoué. À la fin de décembre 1943 et au début de janvier 1944, la Force s'est emparée de Monte Sammucre et de Monte Mojo et est parvenue, contre toute attente, à occuper ces deux emplacements. »⁹ La 1^{re} FOS s'est ensuite rendue à la tête de pont d'Anzio où elle s'est distinguée et où elle a reçu des Allemands le surnom

de « Brigade du diable ». Après avoir pénétré dans Rome et servi dans le sud de la France au cours de l'opération ANVIL DRAGOON, l'unité a été dissoute au début de décembre 1944.¹⁰ La 1^{re} FOS a subi de lourdes pertes tout au long de la campagne italienne, peut-être parce qu'elle était utilisée comme troupes de choc et elle ne disposait que de peu, voire d'aucune armes d'appui.

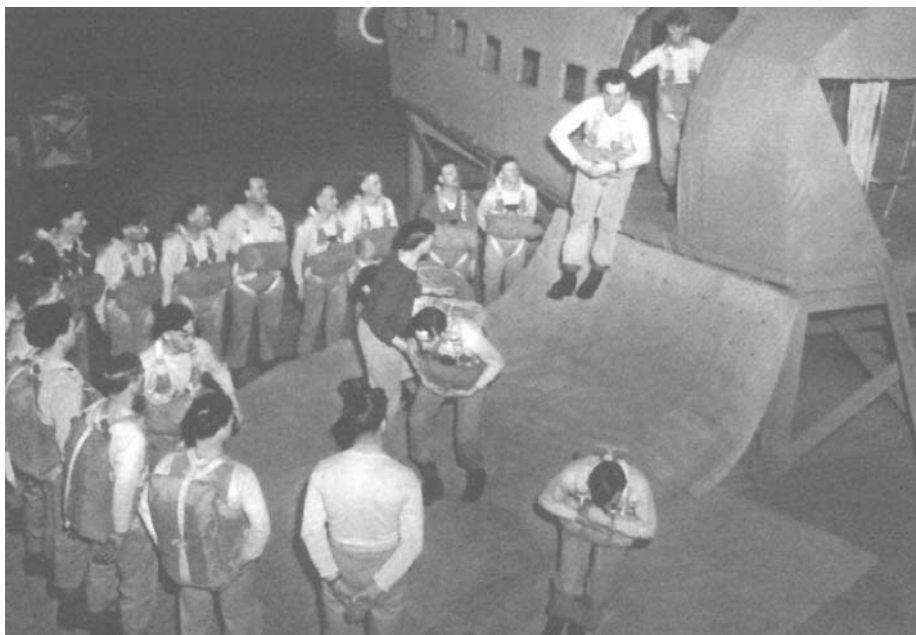
La fin de la Seconde Guerre mondiale a marqué le retrait apparent du Canada des unités d'élite. « La longue lutte menée à l'échelle mondiale avait fait des ravages, et un gouvernement endetté et épuisé ne désirait rien de plus qu'une armée de l'après-guerre des moins extravagante. »¹¹ Divers stratagèmes ont cependant permis à l'établissement responsable de l'entraînement des parachutistes de poursuivre son travail, que ce soit pour mener des activités de recherche sur les sauts effectués par temps froid, procéder à la mise au point d'équipement et dispenser un certain niveau d'entraînement.¹² Ces efforts ont mené à la création, en 1947, de la Compagnie canadienne d'opérations spéciales aéroportées (SAS) qui, « aux niveaux de l'Armée de terre, des différents services et de l'état, était

chargée d'assumer certaines fonctions, notamment la recherche et le développement tactique pour l'Armée terre ou l'Aviation, les démonstrations à l'appui de l'instruction offerte dans l'Armée de terre ou l'Aviation, les opérations aéroportées de lutte contre les incendies, de recherche et de sauvetage ainsi que d'aide au pouvoir civil. »¹³ Un autre rôle lui a aussi été confié ultérieurement, soit celui de « préserver et de faire progresser les techniques utilisées pour les opérations spéciales aéroportées [commando] mises de l'avant au cours de la Seconde Guerre mondiale, de 1939 à 1945. »¹⁴

La création de la compagnie SAS a fourni l'élan nécessaire pour amorcer une autre phase de la création d'une capacité aéroportée canadienne. « Le retour d'une capacité aéroportée nationale viable était inextricablement liée à la préoccupation des États-Unis à l'égard des régions du Nord du Canada et à l'approche qu'elles représentaient selon eux. »¹⁵ La compagnie SAS est ainsi devenue le noyau d'un groupe-brigade de parachutistes — une formation de la taille d'une brigade qui regroupait des ressources de l'artillerie divisionnaire, du génie et de la logistique — connu sous le nom de Force de frappe mobile (FFM). C'est en 1948 que la création la FFM a été autorisée dans un effort pour apaiser les préoccupations qu'avaient les États-Unis au sujet de la frontière de l'Arctique à la suite de la détérioration de leurs relations avec l'Union soviétique.

La FFM était une brigade aéroportée formée de bataillons provenant de différentes unités à travers le Canada. Établie à différents endroits par tout le Canada, la brigade a continué à offrir une instruction continue en parachutisme et à mener la guerre dans l'Arctique jusqu'en 1958, année où son effectif a été réduit.¹⁶

Tel le phénix qui renaît de ses cendres, le parachutisme a refait surface dans les années 1960. À l'époque, le concept d'une force de



Des soldats de la Special Air Services Company qui s'exercent à sortir d'un aéronef. Unité créée dans la foulée d'une politique gouvernementale et militaire confuse quant au rôle qui lui était attribué. Cette unité devait néanmoins se forger une personnalité unique grâce à l'officier qui en avait le commandement, le Capitaine Guy D'Artois, qui l'a énergiquement entraînée pour devenir une unité commando spécialisée. (Avec la permission des Archives nationales du Canada)



En avril 1974, le 1^{er} Commando du Régiment aéroporté du Canada a été déployé à Chypre en mission de maintien de la paix pour se retrouver au beau milieu d'un coup d'état, puis d'une guerre. Le reste du Régiment et d'autres troupes ont été mandés d'urgence. Dans la brève période du combat, 30 soldats canadiens ont été blessés et deux furent tués. (Combat Camera — Documents d'archives aimablement prêtés)

réaction rapide de l'armée de terre gagnait en popularité au sein des milieux militaires. Ce concept a finalement donné lieu à la création, en 1968, du Régiment aéroporté du Canada (RAC). Le Régiment se

*missions comme les opérations spéciales aéroportées, de mener des opérations coup de main dans un contexte de guerre générale et d'assumer des responsabilités touchant la formation des parachutistes dans les Forces canadiennes.*¹⁸

À partir de ce moment, le Régiment aéroporté du Canada est devenu l'unité d'infanterie d'élite de l'Armée de terre canadienne. Les meilleurs soldats, militaires du rang et officiers y venaient. Le Régiment a servi avec bravoure au cours des missions des Nations unies à Chypre en 1974, en 1981 puis en 1986. Il s'est aussi déployé en Somalie en décembre 1992 dans le cadre de l'UNITAF, là où il était responsable du secteur de Belet Huen. Malgré son bon travail en général, des problèmes de discipline — des prisonniers tués et torturés à l'intérieur du camp canadien — ainsi que le rapport faisant état des rites d'initiation qui avaient cours au Canada, ont amené le gouvernement canadien à dissoudre le Régiment le 5 mars 1995. Depuis lors, des compagnies de chacun des trois bataillons légers des régiments d'infanterie — le Royal Canadian Regiment, le Princess

Sierra Leone. « L'opération SCULPTURE représente la contribution du Canada à cette initiative internationale de consultation militaire et d'instruction (IICMI) dirigée par le Royaume-Uni. Les onze membres du contingent canadien ont fourni des services de consultation en matière d'instruction, de logistique et d'administration, en plus de donner des cours de tactique allant de l'instruction élémentaire des recrues à des exercices au niveau de brigade. »¹⁹ C'est ainsi que des officiers et des militaires du rang venant de différentes unités des Forces canadiennes ont participé à la défense intérieure de pays étrangers. On présume que n'importe quelle unité militaire est en mesure de prendre part à de telles missions mais qu'en raison de certaines compétences qui leur sont propres, qu'il s'agisse d'aptitudes linguistiques et d'habileté sur le plan culturel, les unités des FOS sont plus aptes à jouer ce rôle.

Comme vous l'avez sans doute remarqué, l'histoire du Canada au chapitre de ses unités des FS et de ses unités d'élite a été marquée par des

...le parachutisme a refait surface dans les années 1960.

composait d'un Quartier général et escadron des transmissions aéroporté, de deux compagnies d'infanterie — connues sous le nom de commandos —, d'une batterie de campagne aéroportée et d'un escadron de campagne aéroporté.¹⁷

Le Régiment avait un mandat impressionnant. Le Lieutenant-général W.A.B. Anderson, commandant du FMC [Commandement de la Force mobile], avait prescrit que le RAC devait être en mesure de remplir de nombreuses tâches, qu'il s'agisse d'assurer la défense du Canada, de servir de force d'attente auprès des Nations unies, de participer à des opérations de maintien de la paix ainsi qu'à des missions menées en cas de catastrophe nationale, de prendre part à des

Patricia's Canadian Light Infantry et le Royal 22^e Régiment — s'occupent de toutes les questions touchant le parachutisme.

Le Canada a aussi entrepris de remplir certains rôles, au niveau individuel plutôt qu'au niveau des unités formées, qui s'apparentent à ceux confiés aux soldats des FS ou des unités d'élite de l'infanterie d'autres pays. Ces rôles, définis plus tôt comme étant particuliers aux FS, sont les suivants : guerre non conventionnelle, défense intérieure de pays étrangers, action directe, reconnaissance spéciale et lutte contre le terrorisme. La seule source non classifiée traitant de cette question est l'opération SCULPTURE qui se déroule encore actuellement au

cycles. Cette histoire a aussi été hésitante et aléatoire, comme nous le verrons dans le texte qui suit.

POLITIQUE CANADIENNE DE DÉFENSE ET ENVIRONNEMENT DE SÉCURITÉ

La politique canadienne de défense actuellement en vigueur est exposée dans le *Livre blanc sur la défense de 1994*. Le document présente le monde d'un point de vue passablement axé sur la *realpolitik* :

Tout au long de son histoire, le Canada a largement contribué à la défense de la liberté et de la démocratie dans le cadre de ses alliances. Il reste de son intérêt de faire sa part pour assurer la sécurité mondiale, d'autant plus

que son avenir économique repose sur sa capacité de commercer librement avec d'autres pays.²⁰

Le Livre blanc pose en principe un environnement de sécurité dans lequel l'effondrement du bloc soviétique a servi de catalyseur au désordre mondial qui prévaut actuellement. On estime que les questions touchant les pressions démographiques mondiales, les réfugiés, les « états-faillite », la recrudescence de haines anciennes et la prolifération des armes de destruction massive (ADM) sont autant d'éléments qui contribuent à réduire la stabilité de l'environnement de sécurité.²² La structure de la force, telle que décrite dans le *Livre blanc sur la défense de 1994*, propose donc des forces polyvalentes et aptes au combat, « capables de combattre aux côtés des meilleurs et contre les meilleurs. »²³ Le Livre blanc affirme catégoriquement que le Canada ne souhaite pas se doter de toutes les capacités que possèdent de nombreuses autres forces armées et donne à titre d'exemples les capacités auxquelles il a renoncé par le passé, notamment les porte-avions, les croiseurs et les hélicoptères moyens.²⁴

En matière de politique étrangère, le plus récent document produit par le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI) a été publié en 1995 et s'intitule *Le Canada dans le monde*. Bien que le Canada n'ait pas de stratégie de sécurité nationale comme c'est le cas aux États-Unis, les documents sur la politique étrangère du Canada et ceux sur la politique de défense semblent assez bien coordonnés. Il va sans dire que ces documents sont orientés vers leur propre champ de compétence traditionnel, la politique étrangère étant plus « Wilsonienne » et la politique de défense plus *realpolitik*. Les deux s'entendent cependant sur l'avenir désordonné qui peut être le lot de la planète au début du 21^e siècle. Selon la documentation sur la politique étrangère, le Canada devrait avant tout se tourner vers la diplomatie et le « programme de la sécurité

humaine » pour régler les conflits qui surviennent au sein de la communauté internationale. « Lorsque la stabilité est rompue et qu'un conflit armé est imminent, la communauté internationale doit prendre toutes les mesures à sa disposition pour empêcher la guerre, y compris un ensemble gradué d'initiatives diplomatiques et militaires conçues avec la souplesse voulue et mises en œuvre de façon concertée. »²⁵

Un dernier document mérite notre attention — le cadre stratégique du MDN pour la planification de la défense et la prise de décisions. Intitulé *Façonner l'avenir de la défense canadienne : une stratégie pour l'an 2020*, ce document étoffe le *Livre blanc sur la défense* et se penche sur les capacités que les Forces canadiennes (FC) devront posséder en 2020. L'ouvrage établit l'orientation stratégique au regard de la structure de la force : « S'orienter vers une structure de forces adaptables, multifonctionnelles et aptes au combat qui adoptera la meilleure combinaison des immobilisations pour produire les capacités souhaitées aux niveaux tactique et opérationnel. »²⁶ L'élément le plus pertinent de ce document est sans doute l'un des objectifs quinquennaux qui s'inscrit dans le troisième objectif, à savoir la modernisation. Cet objectif vise à « mettre au point de nouvelles capacités adaptées aux tâches de la lutte contre les menaces asymétriques et les armes de destruction massive. »²⁷

L'examen de la politique canadienne en vigueur, qu'il s'agisse de la politique de défense ou de la politique

étrangère, permet de conclure que rien n'empêche l'Armée de terre de se doter d'une capacité d'opérations spéciales qui respecterait les objectifs de ces deux politiques. Cette capacité serait certainement conforme à l'orientation stratégique exposée dans *Façonner l'avenir de la défense canadienne : une stratégie pour l'an 2020* selon laquelle une capacité d'opérations spéciales équivaldrait à une capacité adaptée aux tâches de la lutte contre les menaces asymétriques liées à la guerre au terrorisme et contre la prolifération des armes de destruction massive.

L'UTILITÉ STRATÉGIQUE D'UNE CAPACITÉ D'OPÉRATIONS SPÉCIALES

Comme l'a souligné Colin Gray dans un article paru en 1999 dans *Parameters*, « Il y a plus de chances que les opérations spéciales soient utiles au niveau stratégique lorsque la mission qu'elles appuient sont légitimes sur le plan politique. »²⁸ Comme nous l'avons vu plus tôt, rien dans les politiques canadiennes en vigueur n'empêche la création d'une capacité d'opérations spéciales. Avant de ce faire, il importe cependant de démontrer clairement l'utilité stratégique d'une telle capacité non seulement à l'Armée de terre, déjà « vendue » au concept, mais aussi à nos dirigeants politiques, ceux qui seront appelés à approuver le déploiement d'une telle capacité dans un théâtre d'opérations.

Colin Gray affirme que le succès des opérations spéciales repose sur certaines conditions. Il établit onze catégories de conditions qui sont présentées à la Figure 1.

OPÉRATIONS SPÉCIALES : CATÉGORIES DE CONDITIONS ESSENTIELLES AU SUCCÈS	
Besoins en matière de politique	Faiblesses de l'ennemi
Politique	Aide technologique
Objectifs réalisables	Compétence tactique
Stratégie	Réputation
Souplesse d'esprit	Histoire
Absence de solutions de rechange	

Figure 1 : Conditions essentielles au succès des opérations spéciales²⁹

Si on compare chacune de ces conditions aux situations dans lesquelles se trouve présentement le Canada, je crois que celui-ci y satisfait et que la création d'une telle capacité serait stratégiquement utile dans le contexte canadien actuel. Autrement dit, l'utilité d'une capacité d'opérations spéciales canadiennes sera établie.

Besoins en matière de politique

Selon Gray, « [les forces d'opérations spéciales (FOS)] doivent répondre aux demandes politiques propres à chaque époque. »³⁰ On peut s'attendre à ce que la guerre mondiale au terrorisme que nous menons actuellement dure encore quelques années. En déployant des militaires de la FOI 2 et un bataillon d'infanterie légère en Afghanistan dans le cadre de l'opération ENDURING FREEDOM, le Canada a changé considérablement son mode d'intervention face à des crises internationales. Il y a quelques années à peine, il aurait affecté des troupes auprès de la Force internationale d'assistance à la sécurité (ISAF), indépendante du contrôle opérationnel des forces américaines en Afghanistan, afin de combattre les Talibans et le régime d'Al-Qaïda sur le terrain.

Ce changement fondamental dans le contexte international est le meilleur indice que le Canada a besoin de FOS pour assumer ses responsabilités internationales et jouer son nouveau rôle de façon compétente.

Politique

« Les FOS doivent compter sur des conditions nationales permissives, une structure politique et stratégique tolérante. »³¹ Pour les mêmes raisons que des exigences politiques obligent aujourd'hui le Canada à se doter d'une capacité d'opérations spéciales pour participer à la guerre mondiale au terrorisme, le milieu politique canadien se montre maintenant beaucoup plus réceptif. De même, les décideurs politiques et militaires sont davantage portés à se tourner vers des troupes de combat, comme le montre la participation du Canada à l'opération ENDURING



À la recherche d'un rôle dans Le meilleur des mondes : Des membres du groupement tactique du Régiment aéroporté du Canada, à l'aéroport de Mogadishu, en 1993, se préparent à un déploiement dans leur secteur d'opérations. (Combat Camera - Documents d'archives aimablement prêtés)

FREEDOM. Les Canadiens sont également plus ouverts aux déploiements militaires autres que les opérations de maintien de la paix, et ils appuient toujours fermement la guerre au terrorisme.

*Alors que les grands titres ne parlaient que de la médaille d'or olympique au hockey, des meurtres sordides commis en Colombie-Britannique et de la démission du premier ministre qui se fait attendre, le déploiement des troupes canadiennes en Afghanistan-et le décès de quatre de ses soldats en avril dernier-a été retenu comme le fait marquant au Canada en 2002 lors du sondage réalisé auprès des rédacteurs en chef et des diffuseurs par la Presse canadienne et Broadcast News.*³²

Objectifs réalisables

« Les FOS doivent avoir des objectifs qu'elles peuvent réaliser sans l'aide d'unités de la Force régulière. »³³ Le Canada s'est entre autres défait de ses bataillons d'infanterie légère simplement parce qu'ils étaient trop « légers » pour combattre dans une guerre de haute intensité. La

Stratégie de l'Armée de terre entend remédier à cet état de choses. « Il est prévu d'augmenter la protection, la mobilité et la puissance de feu des bataillons d'infanterie légère et de les rendre plus interchangeables avec les bataillons de VBL [véhicule blindé léger] dans le spectre des opérations tout en préservant leurs capacités spéciales. »³⁴ Il sera donc primordial lors des affectations de respecter les capacités des FS ou des unités d'élite créées pour rencontrer notre besoin d'une capacité d'opérations spéciales. L'histoire abonde de situations où des unités d'élite ou des FS mal utilisées ont subi de lourdes pertes ou connu l'échec.

Stratégie

« Les FOS doivent compter sur un haut commandement qui pense stratégie. »³⁵ Plusieurs initiatives mises de l'avant au cours des vingt dernières années ont contribué à améliorer la perspective stratégique des Forces armées canadiennes. La création d'un état-major interarmées national au Quartier général de la Défense nationale (QGDN) et l'élaboration d'une orientation stratégique comme *Stratégie 2020* en

COMPÉTENCES TACTIQUES ESSENTIELLES AU SUCCÈS DES FOS
⇒ Chaîne de commandement opérationnel simple
⇒ Opérations planifiées et exécutées en faisant preuve d'agilité, de souplesse et de polyvalence
⇒ Militaires qui possèdent d'excellentes qualités au chapitre du leadership, de l'esprit d'initiative et de l'ingéniosité
⇒ Renseignement opportun et précis sur les objectifs établis pour la mission
⇒ Discrétion afin de préserver la surprise tactique qu'on exige des opérations généralement menées en autonomie
⇒ Personnel très compétent doté de l'équipement approprié
⇒ Plans simples, tolérants aux erreurs
⇒ Planification réalisée par les chefs des missions, eux-mêmes
⇒ Coordination attentive avec les armes d'appui, en tenant compte du besoin de sécurité

Figure 2 : Compétences tactiques essentielles au succès des FOS ⁴⁴

sont deux exemples. « En 1999, l'équipe du CGD [Comité de gestion de la Défense] a rendu public un document intitulé *Stratégie 2020* qui définit la vision et les objectifs stratégiques établis pour les FC jusqu'en 2020. C'était une première pour le MDN et la preuve de l'engagement de ses hauts dirigeants à en accentuer l'orientation stratégique. »³⁶

en soldats amateurs, fassent preuve de retenue. »³⁸

Absence de solutions de rechange

« Les FOS réussissent lorsque, pour des raisons politiques, on ne peut mener des opérations classiques ou que celles-ci sont jugées trop dispendieuses ou encore contre-indiquées. »³⁹ Les déploiements

les faiblesses. »⁴⁰ Pour assurer l'efficacité des FOS et des unités d'élite au cours d'un conflit, il importe d'identifier correctement le centre de gravité de l'ennemi et de trouver ses principales faiblesses, que les FOS et les unités d'élite peuvent exploiter. Comme le soulignait Clausewitz, « On doit garder à l'esprit les principales caractéristiques des belligérants et, à partir de là, dégager un centre de gravité bien précis, le pivot de toute puissance et de tout mouvement, qui contrôle tout. C'est sur ce centre que toute notre énergie doit être concentrée. »⁴¹

Aide technologique

« Les FOS doivent profiter de tous les avantages qu'offre la technologie. »⁴² Le Canada est en voie de transformer et de moderniser ses forces armées. En nous inspirant des expériences de nos alliés au chapitre des FOS, nous pourrions créer une capacité d'opérations spéciales à la fine pointe de la technologie actuelle et, avec le savoir-faire du militaire canadien, aller même jusqu'à constituer notre propre base technologique d'équipement relié aux FOS.

Compétence tactique

« Seules des FOS qualifiées devraient participer à des opérations

... rien n'empêche l'Armée de terre de se doter d'une capacité d'opérations spéciales ...

Souplesse d'esprit

« Les FOS doivent pouvoir à la fois appuyer les opérations militaires régulières et fonctionner en autonomie. »³⁷ Cette condition s'explique par la friction qui s'installe parfois entre les FS et les unités d'élite et leurs confrères des forces conventionnelles de l'Armée de terre. Cette situation s'envenime souvent du fait que les dirigeants militaires et politiques connaissent bien peu le potentiel des FS et des unités d'élite. « Pour établir de bonnes relations entre civils et militaires au regard des unités d'élite, il faut peut-être avant tout que les politiciens, portés à agir

connus de la FOI 2 en Bosnie, au Zaïre et en Afghanistan — sans parler des déploiements qui, selon les médias, ont eu lieu ailleurs dans le monde mais n'ont jamais été confirmés par le MDN ou le gouvernement — montrent bien que les dirigeants politiques et militaires sont suffisamment avisés pour déployer notre seule capacité de FS lorsqu'il serait difficile ou peu souhaitable sur le plan politique, de faire appel à une unité régulière.

Faiblesses de l'ennemi

« Les FOS doivent faire face à un ennemi dont elles peuvent exploiter

spéciales. »⁴³ Colin Gray décrit les compétences tactiques que doivent posséder les FOS et les unités d'élite, compétences qui sont résumées à la Figure 2. La création de la FOI 2 en 1993 a grandement contribué à fournir à nos bataillons d'infanterie légère une capacité d'opérations spéciales. La présence d'opérateurs spécialisés dans le contre-terrorisme et d'autres types de FS permettrait de former une nouvelle capacité. Le Canada a aussi inscrit des officiers subalternes et des militaires du rang à plusieurs cours offerts aux É.-U., notamment à l'École des Rangers, ainsi qu'au cours de qualification des

Forces spéciales. En regroupant ces ressources, nous serions en mesure de former un cadre d'entraîneurs et de mettre sur pied notre propre capacité d'opérations spéciales.

Réputation

« Il est souhaitable que les FOS suscitent la crainte. »⁴⁵ Il s'agit sans doute de notre talon d'Achille. Le Canada n'est pas réputé pour faire intervenir des FS ou des unités d'élite dans des conflits où les intérêts nationaux ne sont pas menacés. Il a plutôt tendance à s'engager sur le plan diplomatique et, lorsque les militaires sont appelés à intervenir, à leur confier des fonctions d'artisans de la paix ou de casques bleus. Nos soldats n'en perdent pas pour autant leur réputation de professionnels; c'est plutôt que le Canada n'est pas

reconnu pour son attitude belligérante. La guerre au terrorisme n'a pas renversé cette tendance, et la position d'hésitation que le gouvernement canadien a sans conteste adoptée quant à l'éventualité d'une guerre avec l'Iraq laisse aussi présager un changement quant à l'emploi de la force militaire à l'appui de ses intérêts nationaux.^{46 47}

Histoire

En résumant les conditions qui selon lui mènent au succès, Colin Gray affirme qu'il « convient de considérer les opérations spéciales comme faisant partie de l'histoire stratégique des conflits et des guerres. »⁴⁸ Les unités de FS et les unités d'élite sont des ressources stratégiques nationales. Nul doute que l'impact qu'une petite force très bien entraînée peut avoir sur un

conflit représente une application asymétrique de la force par rapport au recours à des forces classiques plus importantes. C'est cette asymétrie que les armées de l'Ouest souhaitent mettre à profit contre des ennemis possibles. Les unités de FS et les unités d'élite devront aussi compter sur des chefs qui « sortent des sentiers battus » afin de les prémunir contre de graves dangers.

MISSIONS D'UNE CAPACITÉ D'OPÉRATIONS SPÉCIALES CANADIENNE

Comme on sait maintenant que la politique ne fait en aucun cas obstacle à la création d'une telle capacité qui serait, en réalité, utile sur le plan stratégique, il importe de se pencher sur les missions particulières qui seraient confiées à une capacité d'opérations spéciales canadienne afin de définir le cadre qui servira à évaluer les trois modèles qui nous seront

SPECTRE DES OPÉRATIONS SPÉCIALES		
Rôle	Tâches connexes	Portée des opérations
Contre-terrorisme	<ul style="list-style-type: none"> ⇒ Sauvetage en cas de prise d'otages ⇒ Sécurité des VIP ⇒ Protection des VIP 	<p>Niveau élevé : objectif de grande importance, risques élevés de dommages collatéraux</p> <p>Niveau moyen : objectif de grande importance, un certain niveau de risques de dommages collatéraux</p> <p>Niveau faible : menace faible ou environnement permissif</p>
Surveillance et reconnaissance spéciales	<ul style="list-style-type: none"> ⇒ Contrôler ⇒ Cibler 	<p>Niveau élevé : clandestines</p> <p>Niveau moyen : secrètes</p> <p>Niveau faible : ouvertes</p>
Action directe	<ul style="list-style-type: none"> ⇒ Raids ⇒ Opérations d'évacuation des non-combattants (OENC) ⇒ Recherche et sauvetage de combat (RESCO) ⇒ Élimination des armes de destruction massive ⇒ Antiterrorisme 	<p>Niveau élevé : objectif de grande importance, risques élevés de dommages collatéraux</p> <p>Niveau moyen : objectif de grande importance, un certain niveau de risques de dommages collatéraux</p> <p>Niveau faible : menace faible ou environnement permissif</p>
Aide aux militaires étrangers	<ul style="list-style-type: none"> ⇒ Programme d'aide à l'instruction militaire (PAIM) ⇒ Aide à l'instruction à l'étranger ⇒ Aide militaire à l'étranger 	<p>Niveau élevé : soutien aux opérations</p> <p>Niveau moyen : soutien à l'entraînement</p> <p>Niveau faible : soutien à l'instruction individuelle</p>

Figure 3 : Spectre des opérations spéciales⁴⁹

présentés. La Direction — Concepts stratégiques (Opérations terrestres) (DCSOT) a réalisé en 2001–2002 des travaux préliminaires portant sur le spectre des missions qui seraient attribuées à une capacité d'opérations spéciales canadienne. Le groupe de travail chargé d'identifier les exigences a aussi noté des lacunes dans les capacités canadiennes actuelles. Les rôles, les tâches connexes et la portée des opérations qui pourraient être confiés à des forces d'opérations spéciales canadiennes sont donnés à la Figure 3.

En comparant le rôle des opérations

qui pourraient leur être attribués, nous allons étudier trois modèles susceptibles de permettre au Canada de se doter de la capacité qu'il recherche. Le premier de ces modèles est celui des Forces d'opérations spéciales de l'Armée américaine (ARSOF); le deuxième est celui des Unités expéditionnaires des Marines (aptes à exécuter des opérations spéciales) (MEU SOC), alors que le dernier est celui de la 3^e Brigade de commandos du Royaume-Uni. Nous évaluerons chacun de ces modèles en fonction de l'utilité qu'il présente pour le Canada.

*guérilla amies; de dispenser l'instruction élémentaire sur la tactique et les armes aux armées amies; de mener des opérations de sabotage bien précises, des missions de sauvetage et de récupération ainsi que des raids d'intervention; et finalement de mener des opérations de reconnaissance stratégique concomitantes à des interdictions et à des conflits généraux.*⁵²

Le rôle principal des FS s'est développé depuis leur création, au début des années 1950. À l'origine,

... il importe de se pencher sur les missions particulières qui seraient confiées à une capacité d'opérations spéciales canadienne ...

spéciales à la structure de force actuellement en place, le groupe de travail a pu produire une matrice des capacités et, de là, des lacunes. La matrice précisait les rôles de la FOI 2 ainsi que les éléments qui permettraient à des forces classiques de s'en acquitter. Je ne préciserai pas ici les lacunes qui ont été identifiées afin que ce document reste un document non classifié. Je dirai toutefois qu'elles se situent au niveau du soutien fourni aux FOS, notamment au chapitre des opérations psychologiques (OPSPSY), du renseignement humain (HUMINT) et des affaires civiles (AC). Même si ces lacunes débordent du cadre du présent document, nous ne les ignorons pas pour autant. Elles pourraient en effet devenir des tâches qui seraient confiées à la Réserve.⁵⁰ Disons pour l'instant que les lacunes notées dans la capacité d'opérations spéciales au Canada se situent aux niveaux des tâches intermédiaires des FOS. Nous pouvons déjà établir que le Canada n'a pas besoin d'une unité de FS spécialisée puisque la FOI 2 assumerait ces rôles. Nous pouvons donc limiter notre étude à l'unité d'élite non spécialisée qui serait responsable des tâches de niveau intermédiaire.

TROIS MODÈLES POUR UNE CAPACITÉ D'OPÉRATIONS SPÉCIALES PROPRE AU CANADA

Maintenant que nous avons démontré l'utilité des unités des FS et des unités d'élite et établi les rôles

Forces d'opérations spéciales de l'Armée américaine (ARSOF)

Les Forces d'opérations spéciales de l'Armée représentent la contribution de l'Armée américaine au Commandement des opérations spéciales des É.-U. (USSOCOM). Cette formation, de loin l'élément le plus important du USSOCOM, est constituée des unités suivantes : « Les forces spéciales (FS) de l'Armée américaine, le 75th Ranger Regiment, le 160th Special Operations Aviation Regiment (Airborne) (SOAR) ainsi que les unités responsables des opérations psychologiques (OPSPSY) et des affaires civiles (AC). »⁵¹ Comme nous l'avons dit plus tôt, les deux dernières fonctions débordent du cadre du présent document, tout comme le 160th SOAR, et n'entreront donc pas dans notre examen.

Forces spéciales (FS) de l'Armée américaine. Descendantes de la 1^{re} Force d'opérations spéciales (1^{re} FOS), mieux connue sous le nom de Bécots verts, les FS constituent l'élément spécialisé des ARSOF. Elles sont appelées à jouer des rôles bien précis pour lesquels elles sont entraînées et organisées.

Les Forces spéciales sont chargées de former et d'aider les forces amies de résistance; de former et d'aider les forces de

les FS se livraient à la guérilla derrière les lignes soviétiques, formant une force indigène chargée d'empêcher les Soviétiques d'attaquer l'Europe de l'Ouest. Ce rôle a changé au début des années 1960, au cours de la guerre du Vietnam. De forces de guérilla qu'elles étaient, les FS sont devenues des spécialistes de la contre-guérilla. Le président John F. Kennedy était un fervent promoteur des FS et on le considère comme leur protecteur. « Il faut créer, insistait l'administration [Kennedy], une capacité anti-insurrectionnelle beaucoup plus importante en s'appuyant sur la proposition selon laquelle l'unique façon de combattre les guérilleros est d'appliquer leurs tactiques sur leur terrain. »⁵³

Dans la période post-vietnamienne, les FS ont encore connu un déclin. Ce déclin n'a pris fin qu'après que plusieurs incidents opérationnels soient survenus au cours d'une opération menée en 1980 dans le but de porter secours aux otages américains détenus en Iran ainsi qu'au cours de l'Opération URGENT FURY qui a eu lieu à Grenade, en 1982. À la suite de ces événements, la Loi Goldwater-Nichols de 1986 a fait l'objet d'un modificatif connu sous le nom de modificatif Nunn-Cohen qui a effectivement mené à la création du USSOCOM et prescrit que l'Armée de terre, la Marine et la Force aérienne

fourniraient au USSOCOM leurs propres FOS.⁵⁴ Depuis ce temps, le travail des FS a été couronné de succès au Panama, lors des Opérations BOUCLIER DU DÉSERT/TEMPÊTE DU DÉSERT, en Somalie, en Haïti et plus récemment, en Afghanistan.

US Army Rangers. Alors que les Bérêts verts sont les spécialistes des ARSOF, le régiment des Rangers peut être considéré comme l'élément d'élite non spécialisé de la force. Autrement dit, les Rangers sont des touche-à-tout par rapport aux FS spécialisées. « Ils fournissent un important pouvoir de frappe et ajoutent à la capacité de sauvetage, comme ils l'ont démontré à Grenade. Les Rangers sont organisés et entraînés comme des bataillons d'infanterie légère d'élite, selon une structure organisationnelle modifiée avec laquelle la plupart des soldats sont familiers. »⁵⁵

Le régiment des Rangers est un descendant en ligne directe des fameux bataillons des Rangers de l'époque de la Seconde Guerre mondiale. Ces unités se sont distinguées partout en Europe et dans le Pacifique chaque fois qu'elles ont été appelées à mener des missions dangereuses, audacieuses et souvent suicidaires. Les Rangers regroupent aujourd'hui des parachutistes qualifiés, capables d'effectuer des raids sur des ports et des aérodromes, ce qu'ils ont d'ailleurs fait à trois reprises au cours des vingt dernières années, soit à Grenade, au Panama et en Afghanistan.

Un modèle canadien basé sur les ARSOF. Afin de tenter de reproduire le modèle des ARSOF, le Canada devrait doubler l'effectif de la FOI 2 afin de garantir qu'elle est en mesure de mener les opérations de niveaux élevés.⁵⁶ En réalité, la FOI 2 assumerait plus pleinement les rôles confiés aux FS au sein des ARSOF, ce qui nous permettrait de convertir nos bataillons d'infanterie légère en des unités de frappe multifonctionnelles aptes à jouer des rôles semblables à ceux confiés au 75th Ranger Regiment. Dotés d'une organisation similaire, les trois bataillons posséderaient l'équipement et le personnel qui leur permettraient de

procéder à un déploiement à court préavis. Dans le reste du document, nous parlerons de ce modèle comme du modèle des ARSOF.

Unités expéditionnaires des Marines (aptés à exécuter des opérations spéciales) (MEU SOC)

Le Corps des Marines des États-Unis (USMC) est habituellement considéré comme une unité d'élite en soi. Il

correspond à la première et à la dernière parties de la définition qu'Eliot Cohen a donnée des unités d'élite :

Premièrement, une unité devient une unité d'élite lorsqu'elle reçoit constamment des missions spéciales ou inhabituelles, notamment des missions qui sont ou semblent extrêmement dangereuses ... Deuxièmement, des unités d'élite participent à

MISSIONS ET CAPACITÉS DES MEU SOC	
1)	Raid amphibie (embarcation, hélicoptère et raid mécanisé).
2)	Opération d'évacuation des non-combattants (OENC) (emplacement unique et emplacements multiples).
3)	Opérations de sécurité (sécurité de la zone et sécurité physique aux ambassades ou aux consulats).
4)	Récupération tactique d'aéronefs et de personnel.
5)	Mission d'action directe (opérations de destruction ou de récupération).
6)	Aide humanitaire/secours aux sinistrés.
7)	Processus de planification des interventions rapides.
8)	Renseignement, surveillance et reconnaissance (RSR).
	a) Reconnaissance et surveillance
	b) Contre-ingérence
	c) Renseignement sur les transmissions
9)	Raid à longue portée (exige des opérations à un point avancé de réarmement et de ravitaillement [PARR]).
10)	Pertes massives (évaluation des capacités médicales de PHIBRON [escadron amphibie]/des MEU).
11)	Opérations de prise d'aérodromes/de ports.
12)	Opérations maritimes spéciales (soit dans le cadre d'une mission de la Force maritime spéciale menée en autonomie, soit avec le détachement de guerre navale spéciale du PHIBRON).
	a) Plate-forme d'exploitation gazière et pétrolifère (GOPLAT).
	b) Visite, arraisonnement, perquisition et saisie.
13)	D'autres missions et capacités, à la demande du commandant de la Force expéditionnaire des Marines (MEF) ou du commandant opérationnel dont relèveront les MEU SOC

Figure 4: Missions et capacités des MEU SOC⁶⁰

des missions qui n'exigent la présence que de quelques hommes qui doivent répondre à des normes d'entraînement élevées, particulièrement au niveau de l'endurance physique. Troisièmement, une unité d'élite ne le devient vraiment que lorsqu'elle acquiert une réputation, justifiée ou non, pour sa bravoure et ses succès.⁵⁷

Même si l'idée de transformer l'Armée de terre canadienne en une sorte de mini-prétendant au USMC est terriblement tentante, nous ne le ferons pas ici. Pour tout dire, le modèle qui permettrait au Canada de créer une capacité d'opérations

moyens d'accroître la participation du Corps aux opérations spéciales. En 1987, le concept des MEU SOC a été mis de l'avant.⁵⁹ Depuis ce temps, deux à trois des MEU SOC sont déployées auprès de groupes d'intervention amphibie à travers le monde. Leur dernier déploiement a eu lieu au cours de la première phase de l'Opération ENDURING FREEDOM, alors que deux MEU SOC ont été réunies pour constituer la Force opérationnelle 58 chargée de se déployer en Afghanistan et d'amorcer la destruction du réseau des Talibans et d'Al-Qaïda installé dans ce pays.

Avant de se déployer, chaque MEU SOC doit participer à un

disponibilité opérationnelle, prête à se déployer partout dans le monde, et constitue un élément central de la Force de réaction rapide interarmées du Royaume-Uni.⁶¹ Elle comprend trois unités de la taille d'un bataillon d'infanterie légère (commandos) auxquelles viennent s'ajouter plusieurs unités d'appui au combat comme le 29 *Commando Regiment Royal Artillery*, le 59 *Independent Commando Squadron Royal Engineers* ainsi que des hélicoptères de la Commando Helicopter Force. La 3^e Brigade de commandos est une formation de combat en soi, ce qui la distingue des ARSOF ou des MEU SOC, qui opèrent généralement en tant

Cette force, constituée de trois bataillons d'infanterie légère, peut fournir à l'Armée de terre canadienne une capacité crédible.

spéciales s'appuierait sur l'élément le plus petit du USMC, soit une unité expéditionnaire des Marines (apte à exécuter des opérations spéciales). Il s'agit d'une force opérationnelle air-sol des Marines (FOAM) de la taille d'un bataillon qui se déploie auprès de groupes d'intervention amphibie (ARG). Les ARG peuvent se rendre dans n'importe quel point chaud du globe.

Une unité expéditionnaire des Marines (apte à exécuter des opérations spéciales), ou MEU SOC, constitue une FOAM adaptée aux tâches qu'elle reçoit et déployée à l'avant. Il ne s'agit pas d'une force d'opérations spéciales comme telle, pas plus que le Corps des Marines ne fournit des forces dont le rôle principal est de mener des opérations spéciales. Les MEU SOC sont plutôt une FOAM qui, en participant à un entraînement amélioré et en disposant d'équipement additionnel, parvient à mener certaines opérations spéciales en mer.⁵⁸

Le USMC déploie depuis longtemps des unités de la taille d'un bataillon sur des navires amphibies. Le modificatif Nunn-Cohen apporté à la Loi Goldwater-Nichols a cependant amené les Marines à chercher d'autres

entraînements rigoureux qui la prépare à remplir n'importe quelle mission, y compris les tâches mentionnées à la Figure 4. Certaines de ces tâches sont en caractère gras afin de bien faire ressortir leur caractère particulier d'opérations spéciales.

Un modèle canadien basé sur les MEU SOC. Comme pour le modèle des ARSOF, les opérations de niveaux élevés seraient confiées à une FOI 2 élargie. Les trois bataillons d'infanterie légère participeraient à un régime d'entraînement cyclique dans lequel une unité se préparerait en vue d'un déploiement, une autre serait placée en attente ou se déploierait dans un théâtre d'opérations et une troisième se « reconstituerait. » Le Canada serait ainsi doté d'une capacité d'opérations spéciales qui viendrait s'ajouter à ce que seule la FOI 2 offre actuellement. Dans le reste du document, nous parlerons de ce modèle comme du modèle du USMC.

3^e Brigade de commandos des Royal Marines

« La 3^e Brigade de commandos des Royal Marines est l'infanterie amphibie de la Royal Navy. Elle est placée en état permanent de

qu'unité ayant au plus la taille d'un bataillon.

La Brigade expéditionnaire des Marines du USMC serait dotée de capacités semblables à celles de la 3^e Brigade de commandos. Dans l'Armée américaine, la 82nd Airborne Division, la 101st Air Assault Division ou certaines autres divisions d'infanterie légère possèdent une formation de combat déployable qui s'apparente à celle de la 3^e Brigade de commandos (une équipe de combat de brigade par exemple).

Un modèle canadien basé sur la 3^e Brigade de commandos des Royal Marines. Avec ce modèle, on dispose en plus d'éléments d'appui au combat et de commandement au niveau de la brigade. Il s'agit d'éléments d'artillerie, d'appui du génie et peut-être de reconnaissance, un escadron de véhicules de surveillance Coyote (VBL) par exemple. Ce modèle suppose aussi que les trois bataillons d'infanterie légère appartiendraient à une brigade et qu'il s'agirait d'une formation de combat et non pas seulement d'un élément d'administration et de commandement. Le modèle des ARSOF ou du USMC pourrait être appliqué aux trois bataillons d'infanterie légère de la brigade afin



En 1991, le monde a encore changé et des appels sont lancés pour la mise en place de forces spéciales comme en 1946, 1947, 1964, 1966 et 1968. Alors, quelle est exactement la mission que l'on souhaite donner à ces soldats et comment devraient-ils être organisés pour mener à bien cette mission? (Avec la permission du Cplc Brian Walsh — Combat Camera, FC)

de garantir que dans la force, l'infanterie est apte à se déployer. Dans le reste du document, nous parlerons de ce modèle comme du modèle de la 3^e Brigade de commandos.

CADRE D'ÉVALUATION DE L'UTILITÉ

Nous avons recours à un cadre d'évaluation pour établir l'utilité de chacun des modèles sur le plan militaire.

Le cadre est constitué des facteurs suivants :

- ◆ Pertinence pour les tâches — comparer les tâches susceptibles d'être attribuées au modèle proposé.
- ◆ Efficacité — le niveau de capacité que procure le modèle par rapport aux tâches.
- ◆ Souplesse — la disponibilité de la capacité selon le modèle.
- ◆ Abordabilité — les coûts liés au personnel, à l'achat d'équipement et à l'entraînement.

- ◆ Soutenabilité — la possibilité de maintenir la capacité au regard de l'effectif, du financement et du matériel.

- ◆ Risques — la probabilité d'employer la capacité selon le modèle. On évaluera aussi le risque sur le plan politique.

ÉVALUATION DES TROIS MODÈLES EN FONCTION DU CADRE

Modèle des ARSOF

Pertinence pour les tâches. La création de trois bataillons d'infanterie légère dotés en personnel, organisés et équipés comme un bataillon des Rangers, conviendrait très bien aux tâches susceptibles d'être attribuées. La présence de trois bataillons donnerait aussi la possibilité de confier à chacun des zones d'opération particulières dans le monde, un au Moyen-Orient et en Afrique, un autre en Europe et en Asie et un dernier en Amérique par exemple. Une autre option verrait chacun des bataillons avoir des fonctions différentes, qu'il s'agisse de la guerre

en montagne, de la guerre dans le désert, d'opérations aéroportées, d'opérations amphibies ou d'opérations en zone urbaine.

Efficacité. Le modèle des ARSOF permet de très bonne façon de garantir que le Canada disposerait d'une capacité d'opérations spéciales crédible. La présence de trois unités vient aussi ajouter de la profondeur à la capacité.

Souplesse. Le modèle des ARSOF assure une souplesse maximale puisqu'il comporte trois unités dotées d'un effectif, d'un équipement et d'une structure semblables. La possibilité d'attribuer aux unités des fonctions ou un rôle différents permettrait de disposer d'une capacité d'opérations spéciales qu'il serait facile d'adapter aux tâches, selon la mission.

Abordabilité. Le modèle des ARSOF coûte cher. Il exige des investissements initiaux importants pour procéder à l'achat d'équipement spécialisé et se doter d'une structure plus importante, ce qui laisse supposer que les unités classiques auraient à fournir un soutien accru au niveau du personnel. Les trois unités entreprendraient l'instruction presque au même moment afin d'atteindre leur capacité opérationnelle initiale, ce qui vient ajouter aux dépenses initiales. Il y a finalement lieu de prendre en compte le manque relatif d'appui des hélicoptères que les FC peuvent actuellement fournir pour assurer le maintien en puissance de ces trois bataillons.

Soutenabilité. À long terme, le modèle des ARSOF constituerait une solution dispendieuse. Il faudrait compter sur un budget d'opérations et de maintenance assez important pour que les trois bataillons puissent suivre l'entraînement qui leur permettrait de maintenir une efficacité quasi maximale et d'être prêts à intervenir au moment voulu. La dotation en personnel des trois bataillons exigerait aussi beaucoup des six autres bataillons d'infanterie mécanisée qui devraient fournir les officiers et les militaires du rang dont l'infanterie légère aurait besoin pour disposer en tout temps d'un effectif

complet. Quant au matériel, les sommes nécessaires pour maintenir l'équipement des unités viendraient grever encore plus des fonds déjà peu abondants, du Programme d'approvisionnement national.

Risques. Le modèle des ARSOF comporte deux types de risques, le premier se situant au niveau opérationnel. À l'heure actuelle, l'Armée de terre doit fournir au gouvernement deux groupements tactiques déployables de la taille d'un bataillon, dont un groupement tactique mécanisé et un groupement tactique d'infanterie légère.⁶² La force de contingence principale (FCP), destinée à être affectée à des conflits d'importance — une tâche de la taille d'une brigade avec trois groupements tactiques — requiert des forces plus lourdes que celles des unités d'infanterie légère. En raison du système opérationnel actuellement en place, il est peu probable que deux unités d'infanterie légère soient déployées.

Le deuxième risque se situe sur le plan politique et concerne l'acceptabilité d'un nombre aussi élevé d'unités d'élite. Le gouvernement, mal à l'aise, a été forcé de dissoudre le Régiment aéroporté à la suite de la débâcle en Somalie, et pourrait s'opposer à la création de trois nouveaux bataillons de troupes d'élite.

Modèle du USMC

Pertinence pour les tâches. Le modèle du USMC prévoit la création d'un seul bataillon, à partir des trois bataillons d'infanterie légère qui existent déjà, qui fonctionnerait selon un système de rotation. Cette formule conviendrait aux tâches que l'Armée de terre canadienne est appelée à assumer. Avec le système de rotation, un bataillon serait prêt en tout temps à se déployer alors que les autres en seraient respectivement aux préparatifs et à la reconstitution. Le bataillon en attente de déploiement serait doté d'un effectif et d'un équipement complets; celui qui procéderait aux préparatifs disposerait lui aussi d'un effectif complet, mais n'aurait que l'équipement requis pour

l'entraînement alors que le troisième, qui serait dans la phase de reconstitution, aurait un effectif réduit et tout juste l'équipement nécessaire pour procéder à l'instruction individuelle et à l'entraînement au maintien des compétences.

Efficacité. Le modèle du USMC fournirait une capacité qui permettrait de satisfaire aux exigences liées aux opérations spéciales. Il n'y aurait cependant aucune redondance, et chacun des trois bataillons serait l'équivalent d'un bataillon polyvalent des Rangers.

Souplesse. Pour la raison donnée au paragraphe précédent, le modèle du USMC offrirait une souplesse réduite. Le bataillon « prêt » répondrait aux besoins en matière des opérations spéciales.

Abordabilité. Le modèle du USMC coûte moins cher. Les investissements initiaux pour l'équipement sont moins élevés que pour le modèle des ARSOF. Il faudrait peut-être deux ensembles d'équipement pour que les trois bataillons puissent fonctionner en rotation. Ce modèle rendrait plus facile la gestion du personnel puisque les trois bataillons n'auraient pas en tout temps un effectif complet, ce qui viendrait aplanir les conflits avec la dotation des unités classiques.

Soutenabilité. Le modèle du USMC constitue une solution plus abordable que le modèle des ARSOF. Le système de rotation répond aux exigences du Cadre de l'Armée de terre (CIOAT) qui prévoit un système de gestion de la préparation opérationnelle qui s'appuie également sur une rotation des unités.⁶³ Le budget d'opérations et de maintenance requis pour conserver la capacité serait plus raisonnable dans la situation actuelle, et les questions touchant l'approvisionnement national plus faciles à régler.

Risques. Le modèle du USMC comporte moins de risques que celui des ARSOF. Il fournit une capacité qui tient compte des tâches

susceptibles d'être confiées à un groupement tactique d'infanterie légère doté d'une capacité d'opérations spéciales additionnelles. Cette capacité conviendrait mieux et serait plus facile à mettre en place dans le climat politique qui existe actuellement au Canada. En outre, elle permettrait de compenser le ressentiment toujours présent à la suite de la dissolution du Régiment aéroporté.

Modèle de la 3^e Brigade de commandos

Pertinence pour les tâches. Le modèle de la 3^e Brigade de commandos est celui qui convient le moins aux tâches que pourrait recevoir une capacité d'opérations spéciales. La formation, une unité déployable de l'importance d'une brigade dotée d'unités d'infanterie légère aptes à mener des opérations spéciales, n'existe nulle part dans l'Armée de terre.⁶⁴

Efficacité. Le modèle de la 3^e Brigade de commandos n'accroît pas l'efficacité de la capacité d'opérations spéciales en tant que telle. Elle permet à la brigade de devenir une meilleure unité de combat, ce qui n'est toutefois pas le but visé.

Souplesse. Le modèle de la 3^e Brigade de commandos est, de tous les modèles, celui qui offre la plus grande souplesse. En créant une formation basée sur un groupement déployable de bataillons aptes à mener des opérations spéciales, cette brigade constituerait une puissante force que le Canada pourrait déployer si la situation dans le monde continuait à se détériorer.

Abordabilité. L'abordabilité dépend du modèle choisi pour les trois bataillons d'infanterie légère de la brigade. Les enveloppes budgétaires actuelles de l'Armée de terre prévoient la plupart des dépenses liées à l'équipement, au personnel et au financement de la brigade et de ses autres éléments de soutien au combat. Une brigade du modèle de la 3^e Brigade de commandos et dont les bataillons d'infanterie légère suivraient le modèle du USMC offrirait une capacité très crédible,

capable de déployer une formation de combat tout en réduisant au minimum les pressions financières.

Soutenabilité. Comme pour l'abordabilité, la soutenabilité dépend du modèle utilisé pour l'infanterie légère. Il serait cependant plus difficile d'assurer le maintien en puissance de la formation déployée qui occuperait un espace beaucoup plus grand en raison de la présence de l'artillerie, du génie et de certaines ressources de reconnaissance. Cela mis à part, les fonds affectés aux opérations et à la maintenance, à l'entraînement et aux fonds non publics seraient sensiblement les mêmes que ceux actuellement prévus pour les éléments de la brigade.

Risques. Les risques associés au modèle de la 3^e Brigade de commandos dépendent aussi du modèle utilisé pour les bataillons subordonnés à la brigade. Sur le plan financier, il ne fait aucun doute que les risques sont beaucoup plus élevés puisqu'il n'existe actuellement dans l'Armée de terre aucune tâche pour une telle brigade légère déployable. Au niveau politique, les risques sont là aussi plus grands pour la même raison que pour le modèle des ARSOF. Les préoccupations que soulèvent la reconstitution d'une unité de la taille d'une brigade, semblable à l'ancienne Force d'opérations spéciales — l'ancienne brigade d'appartenance de l'ancien Régiment aéroporté — dépasseraient largement les capacités que la brigade permettrait d'obtenir.

CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

À la lumière des arguments exposés dans le présent document, nous pouvons conclure que l'Armée de terre du Canada est pleinement

justifiée de chercher à se doter d'une capacité d'opérations spéciales. Pour mener la guerre au 21^e siècle, on doit compter sur des forces plus agiles, plus déployables et plus létales. Au cours des prochaines années, les forces d'opérations spéciales feront intrinsèquement partie des conflits, particulièrement en vue de la guerre permanente au terrorisme que mène la planète entière. Étant donné les innombrables capacités qu'elles possèdent dans tout le spectre des opérations, on ne peut mettre en doute l'utilité des unités de la FOS dans l'espace de combat asymétrique qui existera dans les prochaines années. Des conditions politiques favorables combinées à une meilleure vision stratégique au sein de l'establishment militaire montrent clairement que la création d'une capacité d'opérations spéciales constituerait un ajout substantiel aux capacités militaires canadiennes.

Nous avons démontré plus tôt qu'en raison des niveaux actuels et futurs de FS spécialisées que fournit la FOI 2, l'Armée de terre canadienne doit se doter d'une capacité intermédiaire qui s'inscrit entre ses forces classiques et la FOI 2, une force hautement spécialisée. La meilleure façon d'y parvenir est d'adopter le modèle des MEU SOC. Ce modèle s'appuie sur l'expérience du Corps des Marines avec les MEU SOC pour créer une force d'infanterie légère dotée d'une capacité d'opérations spéciales fonctionnant selon un système de rotation. Cette force, constituée de trois bataillons d'infanterie légère, peut fournir à l'Armée de terre canadienne une capacité crédible.

Les bataillons existent déjà; il ne reste qu'à produire une doctrine d'emploi et à prévoir un ensemble plus modeste d'équipement spécialisé ainsi qu'un programme d'entraînement. Le modèle du USMC respecte aussi les exigences du CIOAT qu'on s'apprête à mettre en œuvre et serait, de tous les modèles, celui qui s'intégrerait le plus facilement à ce cadre. Quant aux modèles des ARSOF et de la 3^e Brigade de commandos, nous ne préconisons pas leur application puisqu'ils coûtent trop cher, qu'ils sont difficiles à maintenir en puissance dans la situation actuelle touchant le personnel et les finances et qu'ils fournissent un niveau de capacité trop élevé pour les tâches actuellement prévues pour l'Armée de terre dans tous les documents de planification stratégique. S'il arrivait que ces tâches changent, il serait toujours possible de revenir au modèle des ARSOF ou de la 3^e Brigade de commandos et de procéder à sa mise en œuvre.

Le modèle du USMC représente le bon choix pour l'Armée de terre canadienne puisqu'il cadre bien avec le système de gestion de l'état de préparation établi pour le reste de la force. Les bataillons du modèle du USMC étant interchangeable, il soutient aussi la vision du chef d'état-major de l'Armée de terre en ce qui concerne la profondeur par opposition à l'ampleur de capacités. La présence de trois bataillons polyvalents représenterait donc une solution plus abordable et plus facile à maintenir en puissance que celle de trois bataillons possédant des capacités différentes. Nous recommandons donc que le modèle du USMC soit mis en œuvre dans l'Armée de terre canadienne afin de lui permettre de se doter d'une capacité d'opérations spéciales pour le 21^e siècle.

AU SUJET DE L'AUTEUR ...

Le Major Guy Lizotte est un officier d'infanterie du Royal 22^e Régiment. Il a effectué plusieurs périodes de service outre-mer avec les 1^{er} et 2^e Bataillons et a également servi à la BFC Montréal, au quartier général du District n° 3 du Secteur de l'Est en plus d'occuper les fonctions de capitaine-adjutant régimentaire au sein du Royal 22^e Régiment et d'œuvrer auprès de la Direction — Besoins en ressources terrestres à Ottawa. Le Major Lizotte a récemment obtenu une maîtrise en études militaires au *US Marine Corps Command and Staff College*. Il étudie actuellement à la *US Marine Corps' School of Advanced Warfighting* à Quantico, Virginie.



NOTES

1. Gouvernement du Canada, *Engagés, vers l'avant : La stratégie* (Ottawa : Ministère de la Défense nationale, 2002). URL: <http://www.army.forces.ca/strategy/English/interimspecific.asp>. 10 novembre 2002.
2. Ministère de la Défense, Publication interarmées 3-05, *Doctrine for Joint Special Operations* (Washington D.C. : État-major interarmées, 17 avril 1998), GL-10.
3. Martin O'Malley, «In the Terrorism Crunch, Canada has JTF 2,» *CBC News Online*, Mise à jour : 6 décembre 2001, http://www.cbc.ca/news/indepth/background/wtc_jtf2.html. 6 janvier 2003.
4. Bernd Horn et Michel Wyczynski, *In Search of Pegasus: The Canadian Airborne Experience 1942-1999* (St. Catharines: Vanwell Publishing Limited, 2001), p. 20.
5. Horn et Wyczynski, p. 30.
6. Todd Strickland, « Le 1er Bataillon de parachutistes canadien : Une histoire brève », *Le Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre*, Volume 3, numéro 1 (printemps 2000), p. 37.
7. Horn et Wyczynski, p. 23.
8. "First Special Service Force," *The Army Historical Foundation*. URL: http://www.armyhistoryfnd.org/armyhist/research/detail2.cfm?webpage_id=392&page_type_id=3. 6 janvier 2003.
9. Ibid.
10. Anciens combattants, Canada, *La Campagne d'Italie : La Première Force d'opérations spéciales*, 1999. URL: <http://www.vacc.gc.ca/general/sub.cfm?source=feature/italy99/backgrounders/special>. 10 septembre 2002.
11. Horn et Wyczynski, p. 69.
12. Ibid., p. 71.
13. Ibid.
14. Ibid., p. 72.
15. Ibid., p. 74.
16. « Histoire », Association du Régiment aéroporté du Canada. URL: <http://www.airborneassociation.com/history.htm>. 7 janvier 2003.
17. Horn et Wyczynski, pp. 103-107.
18. Ibid, p. 107.
19. Gouvernement du Canada, Opérations du MDN/des FC, Opération SCULPTURE. URL : http://www.forces.gc.ca/site/operations/sculpture/index_e.asp. 26 mars 2003.
20. Gouvernement du Canada, *1994 Livre blanc sur la défense* (Ottawa : Groupe Communication Canada, 1994). URL: <http://www.forces.gc.ca/site/minister/eng/94wpaper/one.html>. 10 janvier 2003.
21. Ibid., chapitre 6.
22. Ibid., chapitre 1.
23. Ibid., chapitre 3.
24. Ibid.
25. Gouvernement du Canada, *Le Canada dans le monde* (Ottawa : ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, 1995). URL: http://dfait-maeci.gc.ca/foreign_policy/cnd-world/chap4-en.asp. 10 janvier 2003.
26. Gouvernement du Canada, *Façonner l'avenir des Forces canadiennes : une stratégie pour l'an 2020* (Ottawa : ministère de la Défense nationale, 1999), p. 6.
27. Ibid., p. 9.
28. Colin S. Gray, « Handfuls of Heroes on Desperate Ventures: When do Special Operations Succeed? » *Parameters*, printemps 1999, p. 6.
29. Ibid., p. 3.
30. Ibid., p. 3.
31. Ibid., p. 4.
32. Scott White, "Canadian soldiers in Afghanistan voted top story," publié dans *CNEWS*, 1^{er} janvier 2003. URL : <http://cnews.canoe.ca/CNEWS/WarOnTerrorism/2003/01/01/8828-cp.html>. 10 janvier 2003.
33. Gray, p. 6.
34. Gouvernement du Canada, *Engagés, vers l'avant : La stratégie*. (Ottawa : Ministère de la Défense nationale, 2002). URL: <http://www.army.forces.ca/strategy/English/interimspecific.asp>. 10 jan 2003.
35. Gray, p. 8.
36. K.R. Pennie, « Le rôle de la réflexion stratégique dans la défense », *Revue militaire canadienne* 2, 3 (Automne 2001), p. 22.
37. Gray, p. 9.
38. Eliot A. Cohen, "Commandos and Politicians: Elite Military Units in Modern Democracies," *Harvard Studies in International Affairs* Numéro 40 (1978), p. 100.
39. Gray, p. 10.
40. Ibid., p. 11.
41. Carl Von Clausewitz, *On War* (New York: Alfred A. Knopf, 1993), p. 720.
42. Gray, p. 12.
43. Ibid.
44. Colin S. Gray, "Handfuls of Heroes on Desperate Ventures: When do Special Operations Succeed?" *Parameters*, printemps 1999, p.12.
45. Ibid., p. 15.
46. Darren Yourk, "NDP Demands McCallum Clarify Iraq Comments," *Globe and Mail*, 10 janvier 2003. URL : http://www.globeandmail.com/servlet/ArticleNews/front/RTGAM/20030110/wmcal0110_2/Front/homeBN/breakingnews. 11 janvier 2003.
47. Jean Chrétien, "Where Canada Stands, March 17, 2003," *CBC News*, 17 mars 2003. URL : http://www.cbc.ca/news/iraq/documents/chretien_statement030317.html. 25 mars 2003.
48. Gray, p. 15.
49. Gouvernement du Canada, Direction — Concepts stratégiques (Opérations terrestres), présentation PowerPoint, Groupe de travail sur la capacité d'opérations spéciales, résultats de la Phase 1, février 2002.
50. Gouvernement du Canada, *Repenser la Force totale : Aligner l'Équipe de la Défense en prévision du XXI^e siècle*, Lignes directrices du VCEMD, février 2000. URL: http://www.vcds.dnd.ca/vcdsorg/interest/rethink/part3_e.asp. 11 janvier 2003.
51. Ministère de la Défense, US SOCOM Pub 1, *Special Operations in Peace and War*, 25 janvier 1996, p. iv.
52. Ross S. Kelly, *Special Operations and National Purpose* (Lexington: Lexington Books, 1989), p. 11.
53. John Lewis Gaddis, *Strategies of Containment: A Critical Appraisal of Postwar American National Security Policy* (Oxford: Oxford University Press, 1982), p. 217.
54. Publication 1 du USSOCOM, p. 2-19.
55. Kelly, p. 11.
56. Fiches documentaires : Défense, *Globe and Mail*, 11 janvier 2002. URL : <http://www.globeandmail.com/special/budget/canada/2001/fact-files/defence.html>. 11 janvier 2003.
57. Cohen, p. 17.
58. H.T. Hayden et D.R. Blankenship, "Marine Expeditionary Unit (Special Operations Capable) (MEU (SOC))," in *Shadow War: Special Operations and Low Intensity Conflict*, H.T. Hayden ed. (Vista: Pacific Aero Press, 1992), p. 31.
59. Ministère de la Défense, U.S. Marine Corps, MAGTF Warfighting Center Concept Publication 8-1, *Operational Concept for the Marine Expeditionary Unit (Special Operations Capable) (Quantico: Marine Corps Combat Development Command)*, p. 1-1, p. 1-2.
60. Ministère de la Défense, US Marine Corps, MARINE CORPS ORDER 3502.3A (Washington, D.C.: HQMC, 10 janvier 2001), p. 9-11.
61. Ministre de la Défense, Royal Navy Web site, "What is 3 Commando Brigade." URL: <http://www.royal-navy.mod.uk/static/pages/1905.html>. 11 janvier 2003.
62. Gouvernement du Canada, *Plan de défense 2001* (Ottawa : vice-chef d'état-major de la Défense, 19 avril 2001), pp. 3-9.
63. Gouvernement du Canada, *Engagés, vers l'avant : La stratégie*, pages 22-23.
64. Gouvernement du Canada, *Plan de défense 2001*, pp. 3-8.

Étude de la guerre asymétrique

Un concept qui remonte aux origines de la guerre

par le Major R.H.J. Ruiters, CD

La guerre n'est pas une partie de plaisir. Dans son ouvrage intitulé *Carnage and Culture*, Victor Davis Hansen explique que la guerre est l'arbitre ultime et définitif de la politique.¹ Il s'agit d'un concept tout à fait occidental, présenté par Aristote dans son livre intitulé *Politique*, qui a été élargi ou explicité par des penseurs aussi différents que Machiavel, Hobbes et Clausewitz. La guerre est une compétition darwinienne et la victoire est cruciale pour la survie du combattant, qu'il s'agisse d'un individu ou d'un État. La principale raison pour laquelle nous tentons de comprendre la guerre est d'essayer de surclasser nos adversaires éventuels. Si l'on est d'accord avec l'affirmation de von Clausewitz selon laquelle la guerre est la prolongation de la politique ou une forme de politique différente, il s'ensuit que la politique et la survie nationales dépendent d'une conduite de la guerre efficace.

La doctrine militaire est l'expression formelle de la connaissance et de la pensée militaires qu'une armée considère pertinentes à un point dans le temps; elle traite de la nature du conflit, de la préparation de l'armée en vue du conflit et de la manière de s'engager dans le conflit pour obtenir du succès.² Par

temps et ce, uniquement parce qu'ils méritaient de durer.»³

L'une des grandes questions que les stagiaires de l'étude de la guerre ont tenté de résoudre est l'existence d'une théorie unique et unificatrice sur la guerre. Pourrait-on supposer que même si les circonstances de la guerre peuvent varier, les principes sous-jacents sont immuables et invariables?⁴ Pourquoi est-il important de consulter ce qu'un philosophe, inconnu de bien des gens, a écrit il y a 200 ans? Son domaine d'étude était la guerre, un sujet dont l'intérêt a fluctué au fil du temps. Ce sujet suscite un mélange d'horreur et de fascination. Depuis les attaques terroristes contre les États-Unis le 11 septembre 2001, l'intérêt pour les « prémisses de la guerre » est très grand en Occident et chez nos alliés, particulièrement depuis le début de la « lutte contre le terrorisme » et à la veille d'une invasion de l'Irak. Presque tous les événements majeurs qui sont rapportés par les médias internationaux semblent reliés à une guerre imminente et, désormais, au terrorisme. Il semble que ce dernier, qui avait atteint un sommet dans les

La définition de la guerre asymétrique et de ses effets sur la doctrine militaire occidentale est l'objet d'un grand nombre de discussions.

conséquent, nous tentons d'explorer les premières réflexions sur la guerre, plus précisément en ce qui concerne son influence sur la doctrine moderne, afin de comprendre la guerre et d'obtenir ce succès.

Tout au long de l'histoire militaire, un certain nombre d'auteurs ont rédigé des opinions et des préceptes qui ont influencé la réflexion des soldats de leur génération et des générations subséquentes. Cependant, dans l'ensemble, la portée de ces opinions a été assez statique et limitée, particulièrement de nos jours. Certaines ont survécu à l'épreuve du temps parce qu'elles sont considérées comme universelles et qu'elles continuent de nous préparer au succès durant les conflits. Comme Bernard Brodie l'a déclaré de façon succincte, seulement quelques « théoriciens de la guerre » nous ont transmis des « ...concepts qui ont traversé le

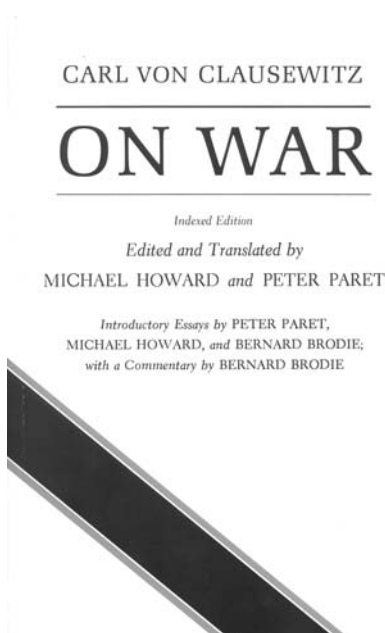
années 1980, ait réapparu sous une forme plus virulente. En ce début du troisième millénaire, il existerait un consensus global selon lequel la stabilité de l'Occident et de ses alliés parmi les démocraties nouvelles et vulnérables est menacée.

La dernière expression à la mode dans le jargon militaire moderne est « la guerre asymétrique » et elle suscite de nombreux débats. Cette expression a été utilisée souvent, parfois trop, particulièrement depuis le choc de l'attaque des États-Unis le 11 septembre 2001. Bien qu'il s'agisse d'une expression relativement nouvelle, le concept lui-même remonte aux origines de la guerre. La définition de la guerre asymétrique et de ses effets sur la doctrine militaire occidentale est l'objet d'un grand nombre de discussions. Il semble que la guerre asymétrique menace de déséquilibrer les préceptes de la société

occidentale ainsi que ceux de ses nouveaux alliés en Europe centrale et au Moyen Orient. Même si elle n'est pas nouvelle, la menace asymétrique a franchi un nouveau seuil en ce qui concerne les moyens utilisés tandis que la technologie moderne et les télécommunications permettent de menacer les gouvernements. Pourquoi alors étudier l'histoire — et des philosophes obscurs — au sujet de la guerre asymétrique? Simplement parce que nous recherchons des concepts qui peuvent s'appliquer au monde dangereux dans lequel nous vivons.

GUERRE ASYMÉTRIQUE

« J'ai toujours rêvé, dit-il, violemment, d'un groupe d'hommes absolument résolu à rejeter tout scrupule dans le choix des moyens, des hommes suffisamment forts pour s'attribuer le surnom de destructeurs, qui ne seraient pas touchés par la souillure du pessimisme résigné qui corrompt le monde. Ils n'auraient aucune pitié pour



Existe-t-il une théorie unique pouvant unifier les grands principes qui régissent la conduite de la guerre? Toutefois, l'Armée de terre s'intéresse-t-elle seulement à la théorie de la conduite de la guerre?

points faibles par des méthodes tout à fait différentes de son mode de fonctionnement habituel. L'adjectif asymétrique vient du terme *symétrie* qui signifie l'existence d'un équilibre et d'une congruence entre les différentes parties d'un tout. Il signifie

exploitant ses points faibles.»⁷ La guerre asymétrique est une forme de guerre (ou de combat) au cours de laquelle on utilise des moyens asymétriques. Les menaces ou les techniques asymétriques sont des armes et des tactiques que les adversaires pourraient utiliser et utilisent pour déjouer ou contourner la supériorité technologique des nations occidentales. Ces techniques peuvent comprendre l'utilisation de la surprise combinée à des armes ou à des tactiques de façon improvisée ou imprévue. Cependant, l'expression est devenu un mot vedette littéraire qui, même s'il a un sens pour l'intellect collectif, est trompeur et indirect. On la confond souvent avec la guerre de manœuvre et on la considère à tort comme un synonyme de l'expression « guerre non conventionnelle ».

La manœuvre est l'utilisation des forces sur le champ de bataille par la combinaison du mouvement et du tir ou du potentiel de tir afin d'obtenir une position favorable face à l'ennemi en vue d'accomplir

Sur une échelle mobile de la guerre asymétrique, le terrorisme religieux constitue quasiment la forme la plus pure de cette guerre en raison de la difficulté à le contrer.

quoi que ce soit sur la terre, y compris eux mêmes, et ils seraient voués à la mort au service de l'humanité... »

—Joseph Conrad⁵

La « guerre asymétrique » est un terme du jargon militaire moderne qui a été dernièrement utilisé à maintes reprises dans les discours militaires et politiques. Cette expression, ainsi que l'expression connexe « menace asymétrique », se définissent comme des tentatives de contourner ou de miner les points forts d'un adversaire tout en exploitant ses

également la similitude des côtés opposés d'un plan. Qui dit asymétrique, dit absence de symétrie entre des parties opposées.⁶ Dans le domaine de la guerre, l'asymétrie est la différence entre les tactiques, les techniques et les armes des parties adverses. La menace asymétrique exploite cette différence. Dans une perspective militaire, il s'agit « ... de la menace que représente pour une nation un élément d'opposition susceptible de l'attaquer en recourant à des techniques inattendues ou inhabituelles, évitant de s'en prendre à ses points forts et

la mission.⁸ La guerre de manœuvre est l'utilisation de la force par des adversaires symétriques contre leurs points faibles. La victoire est attribuable à une meilleure utilisation de la tactique, du terrain, du temps et de l'espace par l'un de ces adversaires symétriques. Comparativement, un adversaire ou une menace asymétrique ne peut être combattu(e) au moyen de la doctrine et de la tactique conventionnelles, du moins à un moment donné, parce que cette menace n'est pas comprise en termes conventionnels. Un écrivain américain a affirmé que la

menace asymétrique est un type de guerre durant laquelle « on ne joue pas franc jeu ».⁹ L'adversaire asymétrique ne s'engage pas dans une guerre de manœuvre parce qu'il n'est pas « présent » sur le champ de bataille — du moins, pas sous une forme reconnaissable par son adversaire.

EXEMPLES HISTORIQUES

Les Nizaris constituent l'un des premiers exemples historiques de la menace asymétrique; connus plus tard sous le nom des Assassins, ils avaient comme politique essentielle l'assassinat politique innovateur et l'utilisation sanglante de la guerre asymétrique contre leurs opposants beaucoup plus puissants, c'est à dire les Sunnites et les Shiites qui n'étaient pas des Ismailis et qu'ils considéraient comme de dangereux hérétiques.

« martyres au nom d'Allah » — étaient des actes terroristes religieux. Sur une échelle mobile de la guerre asymétrique, le terrorisme religieux constitue quasiment la forme la plus pure de cette guerre en raison de la difficulté à le contrer. Comparativement à des organisations terroristes séculaires telles que Abou Nidal, qui sont structurées et qui ont élaboré un gabarit de doctrine, les fantassins des groupes terroristes religieux n'ont guère besoin de directives. Leur opinion commune (habituellement apocalyptique), à savoir que leur ennemi vaguement défini mérite son sort, simplifie leur mission et leur mode de fonctionnement (par exemple, supprimer tous les blasphémateurs) au point qu'ils n'ont pas besoin ou presque d'une infrastructure de commandement et de contrôle.¹⁰

culturel, psychologique et moral de la Confédération qui avait été laissé sans défense, Sherman a répété l'exploit de Épaminondas qui avait marché jusqu'au cœur de ce qui était jusque-là le domaine incontesté de Sparte, à une lointaine époque dans l'histoire. Dans les deux cas, ces commandants brillants et innovateurs avaient compris, comme Clausewitz, que la victoire découle de la défaite psychologique de l'ennemi. Ils ont tous les deux compris l'importance de l'« impératif moral » dans la guerre — c'est à dire détruire le moral de l'ennemi et de ceux qu'il protégerait en combattant¹¹ —, leurs combats constituent des exemples spectaculaires de guerre de manœuvre plutôt que de guerre asymétrique. Ils ont en effet combiné l'audace et la surprise à la guerre linéaire afin d'utiliser la

... il est risqué de se concentrer sur la guerre asymétrique ...

Les Nizaris ont vécu au Moyen Orient de la fin du 11^e siècle jusqu'à leur extermination par les Mongols au 13^e siècle. Les chefs nizaris, tels que celui qui était surnommé le Vieil homme de la montagne, ont perfectionné l'utilisation de la terreur, et même s'ils étaient largement surpassés en nombre, la portée étendue de leurs attaques — même contre Saladin que l'on peut décrire comme le plus grand commandant de tout le Moyen Âge — inspirait une telle crainte que leur pouvoir excédait de beaucoup leur nombre. On peut prétendre que les terroristes religieux actuels ont hérité directement de leur vision et de leurs tactiques apocalyptiques.

Les attaques combinées du 11 septembre 2001 par les disciples de Ben Laden — les « shuhada », ce qui signifie les

L'histoire est remplie d'exemples étonnants de guerre asymétrique et d'utilisateurs efficaces de moyens asymétriques. De même, il existe de nombreux exemples historiques de guerres qui ont été confondues avec la guerre asymétrique. Nous allons donner quelques exemples de ce qui n'est pas, selon nous, une guerre asymétrique, afin de mieux cerner la nature de cette dernière.

Dans son ouvrage intitulé *The Soul of Battle*, Victor Hansen rapporte trois récits incroyables d'armées qui se sont enfoncées profondément dans le territoire de l'ennemi afin de capturer un grand nombre de leurs opposants démoralisés. Durant sa « marche jusqu'à la mer », au cours de laquelle il a évité un engagement décisif avec les forces de la Confédération tout en frappant derrière leurs lignes le centre

force contre les points faibles de leurs adversaires symétriques.

De même, la défaite de Varus par les forces de Hermann en l'an 9 après Jésus Christ était attribuable à une tactique supérieure, à une utilisation excellente du terrain et à un renseignement efficace — c'est à dire des principes de la guerre de manœuvre. Les forces adverses étaient symétriques sur le plan de la tactique et des armes. Hermann, le chef d'une tribu allemande, les Cerusci, avait été un militaire auxiliaire dans les forces romaines. Tout comme ses lieutenants, il comprenait la façon de combattre les Romains. Quant à ces derniers, ils avaient combattu diverses tribus allemandes (ou s'étaient alliés à elles) pendant les soixante années précédentes, depuis que Jules César avait franchi l'Elbe. Varus a perdu la bataille avant même



Les menaces et les armées sont en train de changer. S'il ressemble à un soldat régulier de l'armée américaine, l'individu représenté ici au Koweït est, en réalité, un contractuel d'une entreprise civile. (Avec la permission de Cornell University Press)

qu'elle ne commence en raison d'une combinaison désastreuse de stupidité, de corruption et d'arrogance. Hermann a utilisé un renseignement efficace et des opérations d'information pour capitaliser sur les traits de caractère fatals (pour les soldats de Varus) du commandant romain afin de le vaincre. Varus a effectué un mouvement administratif en terrain hostile en négligeant la discipline de marche

standard des Romains, c'est à dire de prévoir des têtes d'avant garde et des cavaliers, de séparer les combattants des non combattants et d'ériger des fortifications pour la nuit. Pour souligner l'importance de cette discipline, il faut savoir que Germanicus, que l'on peut décrire comme le meilleur général romain depuis Jules César, a réussi à effectuer la même marche dans les mêmes conditions dix ans plus tard en respectant la discipline de marche et l'entraînement standard des Romains.¹²

Par ailleurs, la guerre du Viêt Nam est un exemple de guerre asymétrique au cours de laquelle les États-Unis, même s'ils ont remporté la victoire sur le champ de bataille, ont perdu la bataille stratégique aux mains d'un ennemi qui a utilisé la guerre de guérilla au cours de deux guerres successives contre des forces françaises et américaines supérieures sur les plans de la technologie et des effectifs. Tout comme les guérilleros afghans contre les forces soviétiques, les Viêt congs ont évité un engagement décisif sur le champ de bataille et ont neutralisé toutes les occasions où leur ennemi aurait pu utiliser ses armes d'attaques technologiques supérieures. Il faut souligner cependant que les Viêt congs et les Afghans n'ont pas évité le combat et ont même combattu en territoire ennemi, mais en utilisant des tactiques asymétriques. Ils ont également utilisé des méthodes innovatrices fructueuses et ont tiré rapidement profit des éléments de la guerre décrits par Clausewitz — l'incertitude et la friction.

De même, les combattants tchétoches ont employé des techniques asymétriques durant deux guerres au cours d'un peu plus d'une décennie. Tout comme

les guérilleros afghans, ils ont évité tout engagement décisif avec les forces soviétiques/russes supérieures sur les plans des effectifs et de la technologie tout en ciblant des garnisons, des convois et des objectifs non renforcés au moyen de techniques « tir et esquive »; ils ont transformé leur capitale, Grozny, en un champ de bataille et ont attaqué des opéras russes au cœur même de Moscou. Il ne s'agit pas de techniques terroristes en soi puisqu'elles correspondent également à celles de la guerre de guérilla, mais les deux constituent une forme de guerre asymétrique.

LA MENACE ASYMÉTRIQUE

La menace asymétrique peut être perçue selon le style Janus. Par définition, le *combat* est l'action de deux ou de plusieurs adversaires armés, de deux armées qui se battent.¹³ La *guerre* est définie comme une lutte armée entre groupes sociaux et entre États.¹⁴ Bien qu'on utilise les termes *guerre* et *combat* de façon interchangeable, il existe un consensus général au sujet de la déclaration de Clausewitz selon laquelle la guerre est un duel (ou un combat) à une plus vaste échelle et est composée d'innombrables duels.¹⁵ Par conséquent, la guerre est un effort collectif. C'est une lutte entre des parties, qu'il s'agisse de pays, de tribus, etc. Il doit y avoir une certaine cohésion dans les techniques de combat de chaque partie. En d'autres termes, il doit y avoir une symétrie sur le plan des méthodes ou des techniques chez les composantes des parties. Chaque force combattante est symétrique, c'est à dire qu'elle est organisée, structurée et possède une doctrine, même si elle est rudimentaire ou simple. Un adversaire ou une menace est asymétrique quand les méthodes utilisées sont inhabituelles et

imprévues, même s'il existe une symétrie parmi ses composantes. Une menace est asymétrique dans la mesure où elle est perçue comme telle. L'asymétrie peut se manifester dans les résultats à atteindre ou dans les moyens de les atteindre.

Les attaques asymétriques peuvent avoir un effet stratégique, particulièrement sur le plan psychologique; elles peuvent comprendre l'exploitation des craintes et des croyances de la population civile pour affaiblir l'appui au gouvernement ainsi que les forces de sécurité nationale, ou, dans le cas d'alliances et de coalitions, pour compromettre la cohésion des partenaires. Les utilisateurs de la menace asymétrique comprennent et utilisent la surprise, la guerre psychologique, l'incertitude et la friction en temps de guerre. De nos jours, la menace asymétrique peut prendre de nombreuses formes, y compris le terrorisme, la guerre de guérilla, les opérations psychologiques, les enlèvements, les assassinats, les cyberattaques et l'emploi d'armes de destruction massive; elle a pour but de tenter d'infliger des pertes humaines et économiques massives disproportionnées par rapport au nombre des combattants asymétriques. Les usagers de la menace asymétrique peuvent combiner et ont combiné ces méthodes pour combattre une force ou une nation supérieure sur le plan du nombre ou de la technologie.

Il est toutefois difficile de définir une menace asymétrique parce qu'il est fortement sous-entendu que l'ensemble des menaces est nettement divisé en menaces symétriques et asymétriques. Dans son article intitulé « Thinking Asymmetrically in Times of Terror », Colin Gray a

énuméré huit caractéristiques et corollaires de menaces jugées asymétriques.¹⁶ Même si cela simplifie la discussion sur la guerre asymétrique, cela ne permet pas de clarifier cette dernière. Il existe une échelle mobile de degrés d'asymétrie, comme c'est le cas pour toutes les formes de guerre. Il n'y a pas de division nette entre la guerre symétrique et asymétrique ni entre les formes de menaces asymétriques. C'est une question de perception. Ce qui constitue une menace asymétrique pour une culture représente une forme de guerre normale dans une autre culture.

À l'heure actuelle, les milieux militaires et civils considèrent que la guerre asymétrique équivaut au terrorisme. Les terroristes utilisent des techniques asymétriques et mènent une guerre asymétrique. Le terme terrorisme est mal utilisé; il ne s'agit pas d'une organisation ou d'un cartel international, mais simplement d'une forme de guerre au cours de laquelle on utilise des moyens asymétriques. Selon Gwyn Dyer, « ... déclarer la guerre au terrorisme équivaut à déclarer la guerre à la menuiserie. »¹⁷ Ceux qui utilisent des tactiques terroristes combattent de façon asymétrique, c'est à dire que les terroristes constituent une menace asymétrique. Ben Laden a sûrement compris que le terrorisme est, par définition, une guerre asymétrique.

La révolution dans la technologie des communications, la facilité de voyager, l'érosion des frontières et la prolifération des armes ainsi que des systèmes de lancement ont un effet considérable sur la conduite de la guerre à tous les niveaux, du conflit global au terrorisme. Dans son livre intitulé

Hubris and Nemesis: Kosovo and the Pattern of Western Ascendancy and Defeat, Anatol Lieven prétend qu'il faut éviter de considérer la guerre au Kosovo (ou la guerre du Golfe) comme le paradigme de la guerre durant le prochain demi-siècle. Selon lui, le succès de l'Opération ALLIED FORCE, c'est à dire l'attaque aérienne de l'OTAN en Serbie, persuadera les adversaires futurs de l'Ouest de l'affronter indirectement de manière à annuler son avantage technologique. D'après Lieven, qui a couvert les guerres en Tchétchénie et en Afghanistan, la « victoire grâce à la technologie » est une illusion; les ennemis rusés combattront de façon asymétrique.¹⁸

Cependant, il est risqué de se concentrer sur la guerre asymétrique puisque, comme la guerre du Golfe nous l'a rappelé, d'autres menaces symétriques exigent que nous soyons capables de lancer un moyen de dissuasion classique. Donc, bien que le terrorisme et d'autres formes de guerre asymétrique aient impressionné fortement la conscience collective, nous obligeant à modéliser une nouvelle doctrine et une nouvelle menace de l'utilisation de la force pour les contrer, nous ne devons pas perdre le sens des proportions. Il serait nettement dangereux que nous nous concentrions de nouveau sur un type de guerre aux dépens des autres. Cela consisterait à répéter d'anciennes erreurs. La modélisation révisée des nouvelles menaces éventuelles et la restructuration subséquente de forces plus légères pour contrer la menace asymétrique actuelle et future peuvent en fait affaiblir notre capacité de combattre sur les champs de bataille traditionnels. Il est difficile de hausser rapidement le niveau de

forces conçues pour des combats appartenant au niveau inférieur du spectre d'intensité des conflits afin qu'elles participent à des guerres d'une envergure plus considérable — et habituellement, les enjeux de ces dernières sont plus grands.



AU SUJET DE L'AUTEUR ...

Officier du renseignement, le Maj Ruiters a d'abord servi pendant douze ans comme officier d'infanterie, avec le PPCLI. Il occupe actuellement de façon intérimaire le poste de DDAT 5. Il a la responsabilité du développement de la doctrine du renseignement et des opérations d'information de l'état-major de l'Armée de terre. Il termine cette année (à temps partiel), au CMR, une maîtrise en études sur la conduite de la guerre. Son article constitue un extrait d'un écrit, intitulé *Clausewitz and Asymmetric Warfare*, qu'il a préparé et remis dans le cadre de ses études. Le Maj Ruiters est rentré au pays l'été dernier après une affectation de quatre ans en Turquie, où il a eu l'occasion d'étudier « de près » les menaces asymétriques. Il prépare actuellement sa thèse. Intitulée *Between Pasha and Ummah*, elle portera sur les forces armées et le potentiel géopolitique de la Turquie. Il témoigne de la poursuite du Grand Jeu à la frontière russo-turque.

NOTES

1. Victor Davis Hansen, *War and Carnage* (New York: Doubleday, 2001), p. 213.
2. B-GL 300-001/FP-001, *Doctrine opérationnelle de l'Armée de terre canadienne*.
3. Bernard Brodie, *Strategy in the Missile Age* (Princeton: The Rand Corporation, 1971), p. 20.
4. Shelford Bidwell, *Modern Warfare* (London: Allen Lane, 1973), p. 193.
5. Joseph Conrad, « The Secret Agent », cité dans *Holy War, Inc.* de Peter L. Bergan (New York, The Free Press, 2001), p. 24.
6. Définition du Joint Staff du Department of Defense des États Unis adoptée par le Conseil des Forces armées (canadien) le 18 avril 2000.
7. Définition élaborée par le Comité de terminologie de l'Armée de terre le 22 janvier 2002.
8. B-GL-300-002/FP-001, *Doctrine tactique de la Force terrestre*.
9. Vincent J. Goulding, Jr., « Back to the Future with Asymmetric Warfare » *Parameters* (hiver 2000 2001), p. 21-30.
10. Bergan, *Holy War, Inc.*, p. 116-117.
11. Selon Hansen, tout comme les femmes de Sparte, les « filles de la Confédération » étaient les matriarches et les gardiennes de l'honneur national et de celui de la famille élargie. Le message était semblable — si leurs maris étaient vaincus, ils ne devaient pas revenir vivants.
12. Jules César avait aussi utilisé la guerre de manœuvre et la guerre psychologique contre des forces gauloises et allemandes supérieures en nombre. L'une des techniques de guerre psychologique utilisées par César fut de brûler des forêts de chênes avant une bataille parce qu'il savait que les Allemands superstitieux s'identifiaient à l'esprit du chêne.
13. *Le Nouveau Petit Robert 1993*, DICOROBERT Inc., Montréal, Canada.
14. Ibid.
15. Carl von Clausewitz, *De la guerre*, Éditions de minuit, Collection Arguments, Paris, p. 51.
16. Colin Gray, « Thinking Asymmetrically in Times of Terror », *Parameters* 32, 1 (printemps 2002), p. 5-6.
17. Gwyn Dyer, exposé à l'Université Queen's le 29 octobre 2002.
18. Anatol Lieven, « Hubris and Nemesis: Kosovo and the Pattern of Western Ascendancy and Defeat », *War Over Kosovo: Politics and Strategy in a Global Age*, Andrew J. Bacevich and Eliot A. Cohen, eds., (Columbia: Columbia University Press, 2001).

Changement de paradigmes

Il faut choisir soigneusement ce que l'on considère comme intouchable

(Réflexions sur la structure de la force de l'avenir de l'Armée de terre)

par le Major L.R. Mader, CD

CONTEXTE

La conduite des opérations militaires est remplie d'incertitudes. « À la guerre, tout est très simple, mais même les choses les plus simples sont difficiles. Ces difficultés s'accumulent et produisent une friction inimaginable pour quelqu'un qui n'a jamais été au combat. »¹ L'histoire regorge d'exemples où les choses ont mal tourné en temps de guerre. Des unités se perdent, des ordres sont mal compris, et en plein cœur de la bataille, un commandant peut prendre des décisions qui ont des répercussions négatives sur les actions d'une autre force amie.

Le retrait des forces allemandes ordonné par un lieutenant-colonel durant la première bataille de la Marne en 1914,² l'échec du sauvetage des otages américains à Téhéran,³ l'incapacité de certains officiers navals supérieurs britanniques à faire preuve de l'initiative voulue durant la bataille navale du Jutland,⁴ la décision des Français de se lancer dans une bataille décisive à Dien Bien Phu en 1953-1954,⁵ et l'arrêt de l'imposante 91^e Brigade blindée syrienne le 7 octobre 1973, à seulement trois milles d'un pont

depuis la chute de l'Union soviétique et la fin incontestable de la guerre froide de l'après-Deuxième Guerre mondiale, l'Armée de terre canadienne doit relever de nombreux défis et faire de nombreux choix. C'est pourquoi elle est obligée de modifier son fonctionnement; pour reprendre une expression déjà utilisée — son paradigme a changé et elle doit trouver la voie à suivre.

Les décisions prises pour relever les défis auxquels l'Armée de terre canadienne fait face à l'heure actuelle auront des répercussions durables. Si les décisions appropriées sont prises, l'Armée de terre sera raisonnablement bien placée au 21^e siècle pour entreprendre les missions éventuelles qui lui seront confiées. Si l'on ne prend pas les bonnes décisions, les soldats canadiens pourraient connaître la défaite et la mort inutilement à cause de choix qui ont été faits peut-être avant même leur naissance.

Depuis ses origines, l'Armée de terre canadienne est fondée sur l'infanterie. La structure de son intervention dans chaque crise internationale à laquelle elle a dû participer depuis la Première Guerre mondiale montre qu'elle est axée sur l'infanterie. Divers auteurs ont proposé de nouveaux

La conduite des opérations militaires est remplie d'incertitudes.

israélien clé sur le Jourdain⁶, laissé quasiment sans défense, sont tous des exemples de résultats désastreux en temps de guerre. Ces erreurs, comme bien d'autres, sont attribuables à des problèmes systémiques, à des événements circonstanciels et tout simplement à la malchance.

L'omission par les Iraniens d'améliorer leurs forces armées durant la guerre avec l'Iraq et leur choix de mettre plutôt l'accent sur des attaques massives de fantassins ainsi que sur la ferveur religieuse,⁷ constitue un exemple d'un type d'erreur plus grave en temps de guerre. Il s'agit d'une erreur commise aux échelons les plus élevés de commandement au sujet des buts de la guerre ou des moyens de la faire. L'établissement en temps de paix d'une doctrine ou de structures de la force erronées peut facilement entraîner le même résultat durant une crise ou un conflit. Lorsque de telles erreurs sont commises en temps de paix, même la force la plus chanceuse et la mieux armée peut être vouée à l'échec en temps de guerre, de conflit ou de crise.

Le Canada doit s'assurer de ne pas commettre une telle erreur dans l'élaboration de la doctrine et de la structuration de son armée de terre. En ce début de la deuxième décennie

paradigmes pour l'Armée de terre canadienne afin qu'elle puisse s'adapter à sa nouvelle situation internationale.

Ainsi, le but du présent article est de discuter de certaines des questions qui doivent être considérées durant les débats en cours sur la structure de la force, la doctrine et l'équipement, et de proposer une recommandation.

PARADIGME D'ORIGINE DE L'ARMÉE DE TERRE CANADIENNE

Pendant la majeure partie de l'histoire canadienne depuis la Confédération, l'Armée de terre a envoyé des forces expéditionnaires à l'extérieur de l'Amérique du Nord afin qu'elles participent à des guerres à l'étranger, sauf durant la Rébellion du Nord-Ouest. Au début des années 1950, le changement de ce paradigme s'est traduit par la présence permanente d'une brigade en Europe. Cependant, un élément du paradigme d'origine persistait puisque cette brigade permanente en Europe serait renforcée en temps de crise par des forces additionnelles déployées à partir du Canada.⁸



Notre orientation en faveur de l'infanterie aurait-elle limité le développement de capacités critiques? (Avec la permission des Archives nationales du Canada)

Toutes ces forces déployées ou expéditionnaires avaient un point commun : il s'agissait de formations composées principalement de l'infanterie. Au cours des trois guerres auxquelles le Canada a participé au 20^e siècle, la proportion de bataillons d'infanterie par rapport aux régiments de cavalerie/blindés et d'artillerie de campagne a varié entre 2/1/1 et environ 10/1/4.⁹ Durant les quarante-deux années de sa participation à la défense de l'Europe de l'Ouest dans le

planification de la mission expéditionnaire de l'Armée de terre.¹¹ Cet accent sur l'infanterie s'était même déplacé dans le domaine de la politique établie par le Gouvernement. En effet, dans son Livre blanc sur la défense de 1994, le Gouvernement canadien a expressément exigé que l'Armée de terre soit capable de déployer une Force de contingence principale (FCP) d'un groupe-brigade composé de trois bataillons d'infanterie, d'un régiment blindé et d'un régiment d'artillerie de campagne.¹²

d'être entraînés dans une situation semblable puisqu'on propose que l'Armée de terre canadienne intervienne en temps de crise au moyen d'un groupe-brigade d'infanterie mécanisée.

À LA RECHERCHE D'UN NOUVEAU PARADIGME

Face aux problèmes que constituent des forces traditionnelles, principalement composées d'unités d'infanterie, une Révolution apparente

Depuis ses origines, l'Armée de terre canadienne est fondée sur l'infanterie.

cadre de l'OTAN, la contribution de l'Armée canadienne a évolué. Cependant, elle a toujours été principalement axée sur l'infanterie puisqu'elle était fondée sur un groupe-brigade d'infanterie, et plus tard, d'infanterie mécanisée. La proportion de l'infanterie/des blindés/de l'artillerie de campagne dans ce groupe-brigade a varié de 15/1,5/3 à 2/1/1.¹⁰

À la fin de la guerre froide, le retrait complet des unités de l'Armée de terre qui ne participaient pas au maintien de la paix outre-mer a entraîné le retour au paradigme d'origine des forces expéditionnaires. Bien qu'aucune formation considérable de l'Armée de terre n'ait été déployée outre-mer depuis les années 1980, la planification de tels déploiements a continué d'être axée sur des formations principalement composées d'unités d'infanterie, p. ex., en prévision de la contribution de l'Armée de terre aux efforts de la coalition durant la première guerre du Golfe (1990-1991), qui ne s'est jamais réalisée, ainsi que dans les documents de

Souvent, un tel accent sur l'infanterie a été approprié ou inévitable, par exemple dans le cas de la guerre de Corée et au début de la Première Guerre mondiale. Cependant, on peut aussi affirmer que cela ne s'est pas toujours avéré la meilleure solution. On peut se demander quel aurait été le rôle du 4^e Groupe-brigade mécanisé du Canada (4 GBMC) durant la première guerre du Golfe s'il avait été déployé en Arabie saoudite. Compte tenu de son grand nombre d'unités d'infanterie et de son manque de puissance de feu antiblindé offensive à longue portée, il aurait probablement eu un rôle défensif, accompli une mission de sécurité dans la zone arrière ou une mission de nettoyage ou d'attaque en terrain couvert (s'il en existe dans le désert koweïtien/saoudien). Ces missions auraient pu être très sanglantes ou déshonorantes (et n'auraient peut-être pas permis d'atteindre les buts politiques qui auraient été à l'origine du déploiement du 4 GBMC). L'opération SABRE et du groupe-brigade de la FCP risque

dans les affaires militaires (RAM), une révolution très évidente de la situation stratégique, un rythme opérationnel accéléré et un manque de fonds et de personnel, l'Armée de terre a tenté d'être « stratégiquement pertinente et d'obtenir des résultats décisifs sur le plan tactique. »¹³ De toute évidence, l'Armée de terre ne peut maintenir le statu quo en cette époque incertaine, marquée par des changements rapides, qui suit la fin de la guerre froide. Elle doit toutefois éviter de mettre l'accent au mauvais endroit pendant qu'elle s'adapte à la situation mondiale en évolution.¹⁴ Et pourtant, les dirigeants de l'Armée de terre ne manquent pas de suggestions sur la façon d'effectuer les changements nécessaires.

Le Chef d'état-major de l'Armée de terre (CEMAT) a lui-même déterminé qu'il fallait utiliser « des technologies de pointe » pour préparer l'Armée de terre à l'avenir.¹⁵ Cette orientation vers des solutions hautement technologiques et le niveau de performance que l'on attend de la technologie sont illustrés par la description, selon le CEMAT, de ce que sera probablement l'équivalent

d'un char de combat principal moderne de 70 tonnes dans quelques 20 années. Durant son témoignage devant le CPDNC, le CEMAT a affirmé qu'il prévoyait que de tels véhicules :¹⁶

- ◆ seraient probablement montés sur des roues plutôt que sur des chenilles;
- ◆ auraient environ le même poids que le transport de troupes blindé VBL III actuel;
- ◆ seraient furtifs en raison de leur technique de construction, et peut-être même invisibles;
- ◆ comporteraient des dispositifs de contre-mesures et des détecteurs qui intercepteraient tous les tirs ennemis;
- ◆ auraient une puissance de feu équivalente à celle d'un canon de char actuel de 120 mm;
- ◆ fourniraient l'effet de choc d'un char moderne tel que le M1A1.

disposition des ressources ennemies clés près des écoles, des hôpitaux et des sites culturels et religieux. Selon lui, personne ne pourrait blâmer le Canada, en vertu du Droit des conflits armés, d'attaquer ces sites afin de détruire des objectifs militaires légitimes.¹⁹ Cette opinion ne tient pas compte de la possibilité que la légitimité d'une opération militaire puisse être sapée au Canada, même lorsque l'opération se déroule conformément aux paramètres juridiques.

Paradigme de la structuration de la force en prévision d'un assaut urbain

L'autre paradigme axé sur la haute technologie est orienté exactement dans la direction opposée. On prévoit en effet que l'ennemi se dissimulera dans un terrain complexe (principalement urbain) afin d'échapper à la puissance de feu écrasante et à la force conventionnelle de nos alliés les plus proches. Par conséquent, les missions les plus probables de l'Armée de terre

leur applicabilité est limitée. Elles constituent de très bonnes solutions à certains problèmes militaires. Cependant, si l'on bâtissait la totalité de l'Armée de terre canadienne en fonction de ces options, on risquerait de faire maintenant un choix fondamental qui ne correspondrait pas aux besoins de la situation réelle durant l'évolution d'une situation stratégique ou d'un conflit futur. En fait, d'une certaine manière, ces options ne sont pas aussi multifonctionnelles que l'approche d'origine axée sur l'infanterie. À tout le moins, le paradigme d'origine mettait l'accent sur une composante — l'infanterie — dont l'utilité est très grande en temps de guerre et de conflit. Selon moi, il n'est pas nécessaire que les structures de la force au niveau national reposent sur un concept à un seul élément. La structure de la force de l'Armée de terre devrait pouvoir être composée d'un certain nombre d'approches, sans excéder les ressources disponibles. Bien qu'il puisse être plus difficile de mettre sur pied une structure de la

... les missions les plus probables de l'Armée de terre consisteraient à pénétrer dans un terrain complexe (urbain) afin d'affronter cet ennemi.

Même cette préférence des dirigeants pour la haute technologie n'a pas permis d'établir une seule voie à suivre pour l'Armée de terre. En effet, on a proposé au moins deux solutions différentes, fondées sur la haute technologie, pour l'Armée de terre de l'avenir.

Le paradigme de la structuration de la force en prévision d'une guerre antiseptique

Selon la première de ces propositions, on prévoit que des forces de précision mèneront des actions de choc en profondeur, ce qui éliminera la nécessité de mener des combats intenses pour remporter un conflit.¹⁷ Poussée à son extrême, cette théorie suppose que des forces de combat rapproché ne seraient vraiment nécessaires que pour les opérations de nettoyage et pour accepter les redditions.¹⁸

L'un des grands partisans de ce point de vue ne se préoccupe pas de la réaction probable à de telles frappes de longue portée — c'est-à-dire la

consisteraient à pénétrer dans un terrain complexe (urbain) afin d'affronter cet ennemi. La structure de la force proposée selon cette vision se résume essentiellement à une formation d'équipes d'armes spéciales et tactiques (SWAT) hautement technologiques. Ces équipes seraient appuyées par une quantité innombrable de détecteurs technologiques complexes afin d'éviter les pertes qui ont caractérisé traditionnellement jusqu'ici la guerre urbaine. Comparativement au paradigme précédent, celui-ci tente de répondre aux besoins pour la gamme complète des missions de l'Armée de terre en proposant que les « équipes SWAT » soient appuyées par environ 40 véhicules blindés de combat (VBC) et des missiles de précision à longue portée.²⁰

DISCUSSION

Dans la mesure où elles ont été décrites, ces deux options pour la structure de la force ont le même défaut que le paradigme d'origine :

force équilibrée que de « prendre maintenant des décisions difficiles », cette méthode a l'avantage d'offrir une plus grande souplesse en cas de crise et au moment où les forces sont effectivement nécessaires.

Nous allons maintenant étudier les besoins de la structure de la force de l'avenir dans trois grands domaines :

- ◆ les exigences en matière de doctrine que l'Armée de terre s'est donnée;
- ◆ les leçons retenues de la récente recherche opérationnelle canadienne;
- ◆ les leçons que nous pouvons apprendre de nos alliés.

Par la suite, nous discuterons des types d'unités que l'Armée de terre canadienne doit posséder afin d'être utile dans tout le spectre d'intensité des conflits. Enfin, on soulignera un avantage supplémentaire, en temps de paix, du type d'armée qui est proposé.

Type de terrain	% de destruction par le VBC — l'équipe de combat en défense	% de destruction par le VBC attaque par le groupe-compagnie
Mixte	42,1%	42,9%
Prairies	52,5%	34,7%
Montagneux (avec végétation) (complexe)	40,2%	16,4%

Tableau I : Performance du VBC selon le type de terrain³³

Exigence en matière de doctrine

Dans le manuel-clé de doctrine de l'Armée de terre,²¹ on reconnaît que le monde a changé depuis la fin de la guerre froide et que l'Armée de terre doit modifier radicalement son mode traditionnel de fonctionnement. On y indique que l'Armée de terre doit être capable « ...d'établir et de conserver la supériorité dans le domaine de l'information durant toutes les phases d'un conflit... ».²² Elle doit également utiliser avec prudence et précaution les technologies numériques (ordinateurs) afin d'appuyer les structures de commandement et les styles de leadership²³ qui exploitent le changement fondamental apporté au tir et mouvement par la capacité de voir l'ennemi et de le détruire à longue portée.²⁴ On cherche ainsi à vaincre l'adversaire « en attaquant sa cohésion et en sapant sa volonté de combattre ou de résister. »²⁵ L'Armée de terre doit être en mesure d'agir ainsi dans le cadre de structures interarmées ou combinées durant des missions relevant strictement des Forces canadiennes²⁶ et des opérations multinationales.²⁷

Pendant ces opérations interarmées ou interalliées, « les Forces canadiennes devront tout particulièrement [être capables] de mener des opérations indépendantes, en autonomie, à défaut de quoi les unités canadiennes participant à des opérations multilatérales risquent d'être fractionnées au hasard entre les autres forces ... ce qui va à l'encontre du principe reconnu selon lequel les

troupes canadiennes devraient toujours opérer à l'intérieur d'une structure de force nationale identifiable. »²⁸

Dans son énoncé de la vision qui fait partie de *La stratégie de l'Armée de terre*, le CEMAT indique que « l'Armée de terre créera, emploiera et soutiendra des forces moyennes pertinentes sur le plan stratégique et décisives sur le plan tactique. »²⁹ Cette stratégie repose sur les directives des Forces canadiennes au sujet du développement de la force pour les 20 prochaines années.³⁰

Ainsi, notre doctrine et notre orientation au plus haut niveau visent des forces moyennes pertinentes sur le plan stratégique et efficaces sur le plan tactique, capables d'effectuer des missions discrètes au sein d'une coalition ou d'une alliance. Ces forces doivent aussi être en mesure d'agir seulement avec des ressources interarmées des Forces canadiennes au cours d'opérations d'intérêt uniquement canadien.

Éléments tirés de la récente recherche opérationnelle

La recherche opérationnelle canadienne montre dans quelle mesure une structure de la force fondée sur une infanterie mécanisée n'est peut-être pas toujours le moyen le plus approprié d'accomplir les missions éventuelles en temps de crise. Plusieurs études récentes effectuées par la Division de la recherche opérationnelle (DRO) à Ottawa indiquent que durant un combat mécanisé, le véhicule de tir d'appui

direct (VTAD) du groupe-brigade, qu'il s'agisse du char Leopard C2, d'un char plus moderne ou d'un VBC doté d'une arme de 105 mm, constitue un système d'armes intégrant très important. Au cours de ces études, on a constaté que le Leopard C2/VBC avait infligé entre 37,5 % et plus de 80 % des pertes de la FORGEN de l'ennemi durant des scénarios d'attaque et de défense mécanisées.³¹ Il semble que cette importance dépende peu de la nature du terrain sur lequel le combat mécanisé se déroule. Dans le tableau I, on indique le niveau de destruction atteint par le VBC durant des opérations offensives et défensives menées par des sous-unités sur trois différents terrains au cours de l'étude IRON NOBLE sur l'utilisation du VBC durant des opérations autres que la guerre (OAG).³²

Étant donné de tels résultats, certains pourraient se demander pourquoi le Canada ne met-il pas en service seulement des unités blindées. C'est parce qu'il risquerait ainsi de créer des conditions opérationnelles semblables à celles de la terrible expérience vécue par les Israéliens durant la guerre du Yom Kippour, lorsque des unités composées uniquement de chars ont été envoyées au combat contre une infanterie débarquée dotée d'armes antichar efficaces.³⁴

Cette leçon est documentée par la contribution considérablement réduite du VBC (seulement 16,4 %) durant l'attaque menée par le groupe-compagnie en terrain montagneux (tableau I). L'examen de l'information pertinente fournie dans le rapport de l'étude IRON NOBLE indique que le pourcentage de la contribution du VBC en terrain complexe a diminué parce que 94 % des pertes de l'infanterie débarquée ennemie étaient attribuables à d'autres systèmes d'armes amis.³⁵ Cette destruction de l'infanterie est importante puisqu'elle représentait 77,3 % des pertes de l'ennemi en terrain complexe.³⁶ Au cours de ce combat, on a perdu 43,3 % plus de VBC comparativement à la moyenne des pertes subies durant une mission semblable en terrain découvert et en terrain mixte.³⁷ Ces résultats viennent souligner l'importance d'une équipe

interarmes équilibrée au sein de laquelle on met en relief les points forts de chaque arme et on protège ou minimise ses points faibles.

Au cours d'une étude plus récente de la DRO (le projet BRONZE ZIZKA)³⁸, on a examiné les points forts et les points faibles de la version du groupe-brigade de la FCP proposée pour l'an 2005. Cette étude a montré ce qui pourrait se produire si une formation canadienne ne répartit pas ses capacités de façon équilibrée entre ses fonctions de combat. Au cours de cette étude, le groupe-brigade de la FCP devait attaquer un bataillon d'infanterie mécanisée renforcé qui effectuait une défense de manœuvre de la FORGEN en terrain mixte et se défendre contre une division de fusiliers motorisés affaiblie, encore une fois en terrain mixte.

possède pas l'équipement dont elle a besoin pour appliquer sa doctrine manoeuvrière.

En résumé, la recherche opérationnelle canadienne effectuée au cours des huit dernières années a fait ressortir que la structure de la force et l'inventaire d'équipements actuels de l'Armée de terre ne correspondent pas aux besoins de la guerre moderne et de son approche manoeuvrière des opérations. L'Armée de terre aurait besoin d'un appui très important de nos alliés ou de nos partenaires dans une coalition si elle devait affronter un ennemi relativement moderne en temps de crise. Puisqu'il a été déterminé que les points faibles de l'Armée de terre sont les composantes de base les plus fondamentales de l'équipe interarmes, on pourrait faire valoir qu'il faut agir et ne pas se

demeurées stationnées de façon fort opportune dans le désert pendant environ six semaines.⁴⁶ Nombreux sont ceux qui estiment que les futurs adversaires des États-Unis tenteront d'éviter un sort aussi pénible en se « tenant à proximité » d'une population civile.

L'expérience vécue par nos alliés durant les récents combats réels nous éclaire moins sur la voie à suivre. Certains peuvent prétendre que la guerre de 1999 au Kosovo et la libération de l'Afghanistan en 2001 montrent que des frappes aériennes de précision peuvent à elles seules permettre de remporter une guerre. En réfléchissant davantage, on s'aperçoit que l'armée yougoslave au Kosovo et les Talibans ont été considérablement désavantagés parce qu'ils ont dû affronter simultanément

... toutes les forces déployées doivent être appuyées par un soutien logistique et des services de santé solides.

Aux fins de l'étude, le groupe-brigade ne bénéficiait que d'un soutien allié restreint.³⁹ Dans le cas des deux missions, la brigade de la FCP a subi les conséquences négatives d'un manque de puissance de feu performante à longue portée. En raison de cette faiblesse, elle a dû abandonner l'approche manoeuvrière de son plan offensif et utiliser son nombre relativement élevé d'unités d'infanterie pour engager l'ennemi dans un combat d'attrition.⁴⁰

Grâce à ses nombreuses armes antiblindé tirées de l'épaule, l'infanterie canadienne a pu infliger de très lourdes pertes à l'ennemi durant ces batailles. Cependant, ce fut au prix de pertes canadiennes écrasantes qui auraient empêché le groupe-brigade d'entreprendre une mission subséquente à moins d'une reconstitution massive.⁴¹ Il est très révélateur de constater qu'entre 51 % à 68 % des pertes de systèmes clés canadiens ont été causées par des systèmes contre lesquels on ne pouvait lutter, soit parce qu'ils étaient hors de portée, soit en raison d'un manque de la puissance de feu nécessaire.⁴² L'étude sur la FCP a confirmé les leçons de cinq recherches opérationnelles antérieures⁴³ — à savoir que l'Armée canadienne ne

contenter simplement d'attendre un tel appui. De plus, cette recherche a souligné que le rendement des systèmes clés peut être gravement entravé par le terrain sur lequel les opérations se déroulent.

Leçons retenues de l'expérience des alliés

Sur le plan théorique, les écrits de nos alliés les plus proches indiquent que l'Armée de terre poursuivrait une voie couramment empruntée si elle adoptait l'un ou l'autre des paradigmes hautement technologiques décrits ci-dessus. En général, les armées de l'OTAN tentent d'être plus mobiles sur le plan stratégique et de tirer profit des technologies qui sont soi-disant à l'origine de la RAM.⁴⁴ Notre allié le plus proche, les États-Unis, estime qu'il faut être en mesure d'aller combattre l'ennemi en terrain complexe (urbain), là où l'on prévoit qu'il tentera d'échapper à la supériorité conventionnelle massive américaine.⁴⁵ Cette opinion est fondée sur le déroulement de la première guerre du Golfe (1990-1991). Même avec le nombre limité d'armes de précision dont elle disposait en 1991, la coalition dirigée par les États-Unis a pu infliger des pertes physiques et morales graves aux forces iraqiennes qui sont

des frappes aériennes puissantes auxquelles ils ne pouvaient réagir et un groupe d'opposition indigène très motivé et relativement fort. En raison de la menace au sol, les forces « gouvernementales » n'ont pu se disperser et se dissimuler pour laisser passer les frappes aériennes. Obligées de masser leurs forces pour faire face à des menaces terrestres semi-conventionnelles, les Yougoslaves et les Talibans ont offert aux pilotes des bombardiers des cibles rêvées.⁴⁷

La deuxième guerre du Golfe (Opération IRAQI FREEDOM) est trop récente pour qu'on puisse en tirer des leçons claires et immuables. Il semble que la progression vers Bagdad ait renforcé l'opinion selon laquelle des frappes de précision élimineront grandement la nécessité d'effectuer des combats terrestres. Cependant, même si les pertes au combat des forces de la coalition ont été très faibles par rapport à ce qu'elles ont accompli, il est loin d'être certain que les troupes de la 3^e Division d'infanterie et de la 1^{re} Force expéditionnaire des Marines des États-Unis se sont simplement contentées de faire du nettoyage. De plus, compte tenu de l'effondrement apparent d'un grand nombre de formations iraqiennes, dont la Garde républicaine est la plus importante, il

faut se demander quel facteur a été déterminant — les armes de précision qui ont attaqué les forces irakiennes ou les feuillets de propagande et les douze années de sanctions qui avaient apparemment miné leur moral? Est-ce que les frappes de précision qui ont appuyé la progression vers Bagdad auraient été aussi efficaces contre un ennemi beaucoup plus motivé à résister?

En résumé, les discussions théoriques de nos alliés les plus proches indiquent que nous « suivons le mouvement » pour ce qui est de la théorie sur le combat de l'avenir. Cependant, leur récente expérience de combat semble confirmer une vérité essentielle de la guerre — à savoir qu'elle ne peut se résumer en une formule simpliste et se réduire à des modèles standard toujours adéquats. En d'autres termes, presque tous les facteurs (plans, concepts et doctrine, politiques relatives au personnel, structure de la force, inventaire d'équipement, etc.) peuvent être appropriés en certaines occasions, mais aucun d'entre eux ne le sera dans toutes les circonstances possibles. Ainsi, devons-nous éviter de devenir prisonniers d'une structure de la force qui n'est utile que dans des circonstances très particulières.

RÉFLEXIONS SUR LA STRUCTURE DE LA FORCE DE L'AVENIR

À la lumière de ce qui précède, on peut conclure que les discussions théoriques sur la doctrine, la recherche opérationnelle et l'expérience concrète récente indiquent que la structure de la force doit être robuste et souple. Cela devrait donner à réfléchir à ceux qui veulent obliger l'Armée de terre à emprunter une quelconque voie de développement étroite. Seulement des individus fantaisistes ou les théoriciens les plus confiants prétendent que leur vision étroite est la seule véritable.

Si les Forces canadiennes étaient une entité indépendante, elles pourraient peut-être se permettre le luxe de suivre à la lettre les recommandations du théoricien qui semble le plus sage. Cependant, dans une société démocratique, les militaires ne sont pas et ne doivent pas être indépendants. Les gouvernements démocratiques peuvent et doivent modifier la

politique selon les circonstances et les résultats électoraux. Ainsi, les Forces canadiennes doivent être en mesure d'appuyer la politique gouvernementale sans devoir subir une restructuration et un rééquipement massifs (et coûteux) chaque fois que notre politique de défense (formulée ou de fait) évolue.⁴⁸ Ce fait constitue un argument plus solide en faveur d'une structure de force souple pour l'Armée de terre que les éléments résumés dans le paragraphe précédent.

C'est dans cette perspective que je désire formuler certaines réflexions générales sur les types de forces que l'Armée de terre devrait développer ou maintenir. Ces réflexions ne portent pas sur la force aérienne et la force maritime puisque dans le présent cas, leur structure n'est pas du ressort du *Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre*. De plus, étant donné l'effectif de notre marine et de notre force aérienne et celui des mêmes composantes de nos alliés les plus proches, on suppose qu'une formation terrestre canadienne déployée sera appuyée par des composantes navales et aériennes suffisamment solides, appropriées et très performantes.

Je ne vais pas discuter en détail des types d'équipement, des structures de grade, des technologies à utiliser ou des effectifs d'un groupe-brigade. Je préfère souligner la quantité de types d'unités que l'Armée de terre doit posséder pour pouvoir déployer des forces de réaction en temps de crise. On ne peut déterminer le nombre de chaque type d'unité nécessaire dans un contingent de réaction en temps de crise si l'on ne comprend pas bien la nature de la crise. Cependant, il est évident que la mission confiée par le Gouvernement au groupe-brigade de la FCP exige des quantités d'unités minimales. Ces quantités doivent être doublées ou triplées dans le cas de la plupart des types d'unité afin que l'on puisse maintenir en puissance le groupe-brigade, assurer l'entraînement interarmes en temps de paix et répondre à divers autres impératifs nationaux. Après avoir discuté des différents types d'unités nécessaires, je formulerai une recommandation quant au nombre minimum de chaque type d'unité dont, selon moi, l'Armée de terre a besoin.

Enfin, j'utiliserai les noms traditionnels des types de force nécessaires. Cela pourrait amener certains à penser que mes réflexions sont trop traditionnelles. À cela, je réplique que l'invention de noms dans le seul but d'être différent ne fait que créer une confusion inutile.

Véhicule de tir d'appui direct

La recherche, les discussions professionnelles informées et la deuxième guerre du Golfe indiquent que le char/VTAD est un facteur majeur du succès des opérations mécanisées. Les versions performantes de ces véhicules offrent une combinaison de puissance de feu très adaptée, de protection, de mobilité et d'effet de choc qu'aucun autre système de combat terrestre ne peut offrir à lui seul. Ils jouent un rôle essentiel dans la capacité de combat offensif qui est une exigence primordiale en matière de doctrine puisque « la façon la plus efficace de s'attaquer à la cohésion [le noyau de l'approche manoeuvrière] de l'ennemi est de recourir à l'action offensive... »⁴⁹ La capacité offensive contribue également à la robustesse de la capacité défensive. Cependant, même le meilleur de ces véhicules a des points faibles qui ne seront que partiellement réglés si nous sommes en mesure de mettre en service le VTAD léger, de haute technologie, auquel le CEMAT a fait référence dans son témoignage devant le Comité parlementaire.

Que le VTAD qui sera mis en service soit un M1A1 de 70 tonnes ou le VBL hautement technologique envisagé par le CEMAT n'est pas ce qui importe le plus. Ce qui est essentiel, c'est que le VTAD que nous achèterons puisse accomplir ses missions efficacement en temps opportun et apporter une contribution considérable à la capacité de combat de l'Armée de terre canadienne. La recherche opérationnelle sur la FCP a fait ressortir à quel point nos forces peuvent être desservies par un char/VTAD désuet face à un ennemi relativement moderne qui n'a pas été vaincu par une puissance aérienne massive et d'autres systèmes à longue portée avant d'entrer en action contre des troupes terrestres canadiennes.⁵⁰

En plus d'être un système clé pour des opérations semblables à celles de la FCP, le VTAD peut aussi être très utile durant les missions OAG. Cela a été confirmé par le déploiement du Cougar en Bosnie et en Somalie et du Leopard au Kosovo.⁵¹ En fait, de telles missions nécessitent des véhicules performants puisqu'il est probable que des groupes relativement restreints de nos forces seront isolés si les choses tournent mal. Dans de telles circonstances, ils auront besoin de toute l'aide qu'on pourra leur fournir rapidement. L'étude IRON NOBLE sur l'utilisation d'un VBC pour les missions OAG a fait ressortir la nécessité de ces véhicules de combat blindés (VBC) dont la « présence » constitue un élément de dissuasion durant de telles missions et qui offrent une capacité de combat solide lorsque les moyens de dissuasion échouent.⁵²

Malgré tous les points forts des chars et des VTAD, l'histoire et la recherche opérationnelle ont établi clairement qu'ils ne peuvent combattre seuls sur tous les terrains et contre tous les types d'ennemis. Ils doivent faire partie d'une équipe interarmes. Ce fait inébranlable nous oriente clairement vers la voie à suivre pour développer la structure de la force — nous devons mettre sur pied des équipes interarmes qui peuvent être utilisées sur le plus grand nombre de terrains possibles et contre les types les plus diversifiés d'adversaires afin d'accomplir les missions établies par le Gouvernement canadien.

Tir indirect

Une partie inhérente de n'importe quelle capacité offensive efficace consiste à pouvoir tirer sur l'ennemi. La capacité de puissance de feu doit comprendre des tirs directs et indirects afin de pouvoir s'adapter à l'évolution du combat et d'offrir la portée et la souplesse nécessaires pendant les différents types possibles de missions. Le bon sens et les leçons retenues de plusieurs recherches opérationnelles indiquent que la puissance de feu doit être aussi précise et efficace que possible. De tels tirs peuvent infliger des pertes écrasantes à l'ennemi dans les circonstances appropriées.⁵³ Certains pourraient affirmer que les futurs VTAD pourraient accomplir à la fois les missions de tir direct et

indirect. Cela se pourrait. Mais sommes-nous certains que nous ne désirerons pas des unités spécialisées dans le tir indirect en appui aux VTAD spécialisés dans le tir direct/la manœuvre et à d'autres forces? Par conséquent, l'Armée de terre devrait s'assurer que sa capacité de tir direct est complétée par des systèmes de tir indirect capables de fournir un tir de précision à longue portée.

Renseignement, surveillance, acquisition d'objectifs et reconnaissance et commandement et contrôle

Cette puissance de feu et la manœuvre connexe doivent être appuyées par des systèmes ISTAR et C² complexes. La composante ISTAR doit être fondée sur une gamme de capacités offertes par un large éventail de capteurs actifs et passifs qui ne peuvent être tous neutralisés par une seule action de l'ennemi, la météo, ou des changements rapides durant la bataille.⁵⁴ Le système ISTAR doit comprendre également suffisamment de systèmes de capteurs de manière à ce que sa capacité ne soit pas gravement amoindrie par la perte d'un ou de deux systèmes très performants.⁵⁵ Le système C² doit être robuste et suffisamment souple pour résister aux actions de l'ennemi et répondre aux exigences des opérations. Il doit posséder une largeur de bande et une vitesse de traitement suffisantes pour composer avec la croissance des communications numériques ainsi que la quantité et le type d'information que le système ISTAR fournira.

Infanterie

Le paradigme du combat urbain nous indique clairement l'autre élément que notre équipe interarmes doit posséder. Seule l'infanterie n'est guère affectée par le terrain sur lequel les opérations se déroulent. Si des opérations mécanisées réussissent effectivement à canaliser un adversaire dans un terrain complexe, nous aurons besoin de l'infanterie débarquée pour déloger ces unités ennemies dont la destruction ou la reddition est essentielle à l'accomplissement des buts de notre mission. De plus, des unités d'infanterie performantes offrent une gamme élargie de capacités qui ne se

limitent pas au combat dans des zones urbaines et en terrain couvert. Je ne discuterai pas de la composition précise de ces unités d'infanterie, mais il est évident qu'une combinaison de bataillons d'infanterie légère et mécanisée offrirait une plus grande souplesse pour la structuration des forces en vue des missions.

Le génie

Compte tenu du besoin fondamental de se déplacer sur un théâtre d'opérations et de contourner les mesures possibles évidentes d'un adversaire, les forces déployées doivent être appuyées par une vaste capacité de génie. On ne peut jamais savoir quand et où nos forces auront besoin d'entraver la mobilité de l'ennemi ou d'améliorer nos propres itinéraires, dans les zones urbaines et en terrain découvert. L'orientation offensive de l'approche manœuvrière des opérations signifie que nous ne devons pas permettre à l'ennemi de nous retarder au moyen d'obstacles. Les unités du génie font tellement partie intégrante de l'équipe interarmes de base que nous ne pouvons pas vraiment nous permettre de « soustraire » cette capacité à des partenaires dans une coalition ou à des alliés encore inconnus.

Le besoin de l'appui du génie suscite des doutes quant à notre capacité d'obtenir tous les avantages hypothétiques du déploiement de forces moyennes. En effet, le terrassement, la destruction des obstacles et l'ouverture rapide des champs de mines exigent des capacités de base en matière de puissance, de traction et de cadence de travail. C'est pourquoi il est peu probable qu'un véhicule léger sur roues répondra à tous les besoins de l'Armée de terre en matière de génie tactique. La recherche opérationnelle effectuée en 2001 a montré que le véhicule plus léger qu'on envisageait alors pour remplacer les engins blindés du génie (de type Leopard) ne pourrait probablement pas répondre à ces besoins, sauf dans les environnements les plus anodins.⁵⁶ Il faudra probablement prendre des décisions difficiles quant au type de véhicule du génie qui appuiera nos forces de campagne.

Type d'unité	Nbre d'unités	Remarques
QG et unité de transmissions au niveau de la brigade	3	Ces unités appuient trois groupes-brigades et assurent le maintien en puissance de la FCP déployée. Elles sont capables de maintenir en puissance une rotation de QG de brigade pour des missions autres que celles de la FCP, p. ex., les missions en Bosnie (IFOR) et en Afghanistan (ISAF). Elles appuient la structure de base de l'instruction interarmes.
Unité VTAD	2+	La mise sur pied de deux unités VTAD permettrait de déployer une FCP lourde dans des pays tels que le Koweït qui met l'accent sur la guerre blindée. L'une de ces unités pourrait constituer l'ennemi permanent au Centre canadien d'entraînement aux manœuvres (CCEM) en temps de paix. Ces unités pourraient également fournir des sous-unités VTAD pour des missions comme celles du Kosovo, de la Bosnie et de la Somalie. Ainsi, elles contribueraient à la capacité des unités des armes de combat nécessaire pour appuyer les rotations pendant des missions de longue durée, année après année. Il faut prévoir au moins une sous-unité VTAD pour chaque groupe-brigade qui ne possède pas une unité complète afin d'appuyer l'instruction en temps de paix et d'assurer une certaine capacité pour la structure de la force. Une autre sous-unité est nécessaire pour le Centre d'instruction au combat (CIC) afin que l'on puisse donner l'instruction aux officiers et l'instruction avancée aux s/off sans devoir immédiatement emprunter des ressources aux groupes-brigades.
Unité de reco	2+	Deux unités de reco appuieraient le déploiement fréquent des escadrons de Coyote outre-mer. Elles permettraient également le déploiement de plusieurs unités ISTAR spécialisées. Afin d'appuyer l'instruction en temps de paix, il faudrait affecter au moins une sous-unité de reco au groupe-brigade possédant une unité VTAD.
Unité ISTAR	1+	L'unité ISTAR doit comprendre des VAT, une capacité de guerre électronique et de systèmes d'acquisition d'objectifs de contre-batterie. L'unité devrait être suffisamment performante pour entreprendre une mission de la FCP ou appuyer des missions plus restreintes (et peut-être simultanées) à l'aide d'une partie ou de la totalité des technologies ci-dessus. Il faudra prévoir plus de personnel et d'équipement pour appuyer l'instruction et assurer un certain degré de maintien en puissance et de rotations durant une crise prolongée.
Unité d'infanterie légère	3	Ces unités permettent le déploiement d'un groupe-brigade léger de la FCP ainsi que le déploiement et le maintien en puissance d'un contingent léger durant des missions semblables à celle de l'Afghanistan. Elles contribuent à la capacité des unités des armes de combat nécessaire pour assurer les rotations année après année. Le groupement de trois unités en un groupe-brigade en temps de paix offre certains avantages, mais comporte aussi des limites. L'une ou l'autre des approches devrait être réalisable.
Unité d'infanterie mécanisée	4+	Quatre unités assurent le déploiement d'un groupe-brigade moyen de la FCP et du bataillon de la Force de réaction immédiate (Terre) ou FRI Terre. Elles permettent de déployer et de maintenir en puissance un contingent plus lourd, de la taille d'un bataillon, pour des missions semblables à celle de la Bosnie (SFOR) et de la FORPRONU. Elles contribuent à la capacité des unités des armes de combat nécessaires pour effectuer des rotations année après année. Une des unités pourrait agir comme bataillon d'appui au CIC afin que l'on puisse y donner l'instruction des officiers et l'instruction avancée des s/off sans devoir immédiatement emprunter des ressources aux groupes-brigades. Il faut prévoir au moins une autre sous-unité supplémentaire pour l'unité VTAD de la force ennemie basée au CCEM.
Indirect fire unit	3+	Ces unités doivent posséder une combinaison de lanceurs capables d'appuyer un groupe-brigade léger et un groupe-brigade plus lourd de la FCP. Elles doivent comprendre suffisamment de groupes d'observateurs pour appuyer toutes les unités de manœuvre au sein de leur groupe-brigade. Il faut prévoir au moins deux sous-unités de tir par unité pour l'instruction sur le tir indirect au niveau de la brigade. Leur répartition parmi les trois groupes-brigades appuierait l'instruction en temps de paix ainsi que l'établissement et le maintien d'affiliations d'appui direct. Il faut prévoir un autre élément pour appuyer l'instruction au CIC. Le groupement des mortiers de l'infanterie et de cette unité n'est pas essentiel, mais il pourrait se faire.
Unité de défense antiaérienne	1+	Le rôle principal de cette unité est d'appuyer la mission de la FCP. À la limite, le même équipement pourrait appuyer la FCP légère et la FCP dotée d'équipement plus lourd puisque les éléments clés à protéger dans une FCP légère exigent le même type de transport que le lanceur de défense antiaérienne. L'unité doit être dotée d'un système de défense antiaérienne capable d'affronter les VAT, les missiles de croisière et les missiles surface-surface. L'unité doit pouvoir déployer des groupes de liaison dans les trois brigades afin d'appuyer l'instruction en temps de paix. Le CIC aura besoin de personnel et d'équipement pour appuyer l'instruction ainsi qu'un certain degré de maintien en puissance et de rotations durant une crise prolongée.
Unité du génie	3+	Ces unités doivent être en mesure d'appuyer les opérations mécanisées et urbaines. La présence d'une unité dans chaque groupe-brigade permet d'appuyer l'instruction en temps de paix et d'établir et de maintenir des affiliations. Il faut prévoir un élément supplémentaire pour appuyer le CIC.
Unités de logistique, de PM et unité médicale	3	Il faut une unité de chaque type dans chaque groupe-brigade afin d'appuyer l'instruction et les opérations. Ce nombre d'unités permet aussi d'appuyer les rotations durant des missions de longue durée telles que celles en Bosnie, sur le plateau du Golan et à Chypre.
Unité d'aviation	3+	Chaque groupe-brigade a besoin d'une unité d'aviation pour appuyer l'instruction interarmes. Un groupement d'hélicoptères pourrait appuyer une mission confiée à une FCP légère ou dotée d'équipement plus lourd. Les unités doivent comprendre des systèmes ISTAR performants ainsi que des aéronefs armés et des aéronefs de transport. S'il est impossible de se procurer les trois types d'appareils, les unités doivent au moins posséder une capacité de transport et une capacité ISTAR et pouvoir faire la liaison, au nom du groupe-brigade, avec les hélicoptères d'attaque des alliés ou de la coalition.
Unités de soutien et de logistique au niveau supérieur	1	Il faut prévoir au moins une unité de chaque type pour le déploiement d'unités de soutien au niveau national durant une crise sans avoir à emprunter des unités de soutien des groupes-brigades. La présence de ces unités appuie la rotation en général pendant des missions plus limitées, mais de longue durée. Comme ces unités sont au moins en partie un besoin interarmées, leur coût ne devrait pas être imputé uniquement aux ressources de l'Armée de terre.
Opérations psychologiques	Cadre	Ce cadre d'officiers d'état-major, d'adjudants et de s/off appuierait l'instruction en temps de paix au CIC, au CCEM et dans les trois groupes-brigades. Il faut prévoir un autre élément pour l'instruction. Comme cette capacité est une exigence interarmées, elle devrait être fournie par les Forces canadiennes.
Affaires civiles	Cadre	Ce cadre d'officiers d'état-major, d'adjudants et de s/off appuierait l'instruction en temps de paix au CIC, au CCEM et dans les trois groupes-brigades. Il faut prévoir un autre élément pour l'instruction. Comme cette capacité est une exigence interarmées, elle devrait être fournie par les Forces canadiennes.
Unité de défense NBC	2+	Ces unités permettraient aux Forces canadiennes d'intervenir en cas de situation nationale tout en effectuant simultanément un déploiement considérable à l'étranger. Il faut aussi prévoir un établissement d'instruction distinct. Comme ces unités constituent au moins en partie un besoin interarmées, leur coût ne devrait pas être imputé uniquement aux ressources de l'Armée de terre.
Forces spéciales	1+	On a besoin d'une unité qui peut accomplir la mission permanente de lutte contre le terrorisme tout en étant capable de maintenir en puissance un élément d'au moins la taille d'une compagnie pendant plusieurs rotations au cours d'une mission spéciale telle que celle en Afghanistan. Il serait intéressant de posséder davantage d'unités ou une unité plus considérable, mais il faut éviter d'avoir besoin de forces spéciales trop nombreuses, sans quoi la structure de l'Armée de terre en général perdrait de son efficacité. Comme cette capacité est un besoin à l'échelon national, elle devrait être financée par les Forces canadiennes.
Higher formation HQ and signals unit	1	Il faut prévoir au moins une unité pour le déploiement d'un élément de commandement au niveau national durant une crise afin d'éviter d'emprunter des unités aux groupes-brigades. La présence de cette unité appuierait la rotation en général durant des missions de moindre importance, mais de longue durée. Comme cette unité constitue au moins en partie un besoin interarmées, son coût ne devrait pas être imputé uniquement aux ressources de l'Armée de terre.

Tableau II : Structure de la force minimale proposée pour l'Armée de terre de l'avenir

Défense antiaérienne

À la lumière de la libération de l'Afghanistan en 2001, de la guerre du Kosovo en 1999 et de la première et de la deuxième guerre du Golfe, on peut se demander si les Forces canadiennes ont besoin d'une capacité de défense antiaérienne. Les sceptiques auront peine à croire que nous ne serions pas appuyés durant une mission par une puissance aérienne écrasante de nos alliés ou d'une coalition. Cependant, même la présence d'un tel appui aérien ne garantit pas qu'un adversaire serait incapable d'utiliser des véhicules aériens télépilotes (VAT), des missiles de croisière et des missiles surface-surface contre nous. Nous devons pouvoir affronter ces menaces. L'étude sur le groupe-brigade de la FCP fait ressortir les dommages qui peuvent être causés par seulement quelques VAT patrouillant au-dessus de nos troupes et guidant le tir sur des

la situation en matière de défense antiaérienne est relativement anodine. Si le Canada n'est pas en mesure d'acquérir des hélicoptères de transport et d'attaque performants, il doit à tout le moins maintenir une capacité d'aviation pouvant assurer l'interface avec les unités d'hélicoptères de transport et d'attaque de ses alliés ou de la coalition.

Opérations psychologiques et affaires civiles

L'expérience vécue durant la deuxième guerre du Golfe semble souligner l'utilité des opérations psychologiques (OPSPSY) et des affaires civiles (AC) pour miner le moral et la cohésion de l'ennemi. S'attendre à ce que des unités de combat ou de soutien se chargent des OPSPSY ou règlent des questions d'AC, c'est supposer que de telles

opérations sont faciles ou sans importance ou que les fonctions premières du personnel de ces unités n'exigent pas toute leur attention. Certains peuvent prétendre que les OPSPSY/AC ne relèvent pas des responsabilités d'un groupe-brigade. Cependant, l'absence de tels experts au Quartier général de la brigade canadienne déployée signifierait qu'aucun Canadien ne serait désigné pour assurer la liaison avec les états-majors des OPSPSY/AC de la formation supérieure et ne serait en mesure de le faire. Ainsi, il faudrait que quelqu'un d'autre assume cette fonction, peut-être au dernier moment, aux dépens de ses fonctions principales. Si les ressources limitées ne permettent pas la formation d'unités spécialisées en la matière, nous devons au moins former des officiers d'état-major qui pourront accomplir ces tâches.

Défense nucléaire, biologique et chimique

La crainte actuelle de l'utilisation par des terroristes d'armes NBC de destruction massive a entraîné la formation d'une compagnie de défense NBC dans les Forces canadiennes. Comme dans le cas de la FOI 2, cette compagnie ne fait pas partie de l'Armée de terre, mais elle peut appuyer les opérations de cette dernière. Ainsi, les Forces canadiennes possèdent déjà une certaine capacité de défense NBC qui permet d'intervenir en cas de menace NBC conventionnelle ou terroriste. Cette capacité assure un certain degré de dissuasion et de protection. Cependant, si elle est déployée outre-mer, elle ne peut intervenir en cas de menace nationale.

PRESTATION DE RESSOURCES

Bon nombre de lecteurs se demandent peut-être où trouverons-nous les ressources financières pour établir la liste d'unités ci-dessus. Compte tenu de la quantité de types d'unités, du nombre d'unités et du besoin d'équipement très performant, le coût de cette liste pourrait être exorbitant. Je n'en suis pas certain, et ce, pour plusieurs raisons.

Malgré l'importance du maintien de la souplesse, l'Armée de terre canadienne a mis sur pied, tout au long de son histoire, une structure de force axée principalement sur l'infanterie.

ressources et des unités canadiennes clés.⁵⁷ La menace serait encore plus grande au cours d'une crise où la puissance aérienne alliée ou celle de la coalition ne pourrait couvrir la totalité de l'espace de combat et répondre aux besoins immédiats de toutes les forces amies.

Aviation

Contrairement aux aéronefs à voilure fixe, les hélicoptères constituent une partie intégrante importante d'une formation interarmes moderne. Trois grands types d'hélicoptères ont un intérêt direct pour une formation de l'armée : les hélicoptères de reconnaissance/surveillance, de transport et d'attaque. Comme je considère que l'hélicoptère de reconnaissance/surveillance fait partie de la capacité ISTAR, je ne m'y attarderai pas. L'importance des hélicoptères de transport est inversement proportionnelle à la « lourdeur » de la formation appuyée. Les brigades mécanisées utilisent des VBC pour la majeure partie de leur transport. Par ailleurs, les brigades légères ont besoin de beaucoup plus d'hélicoptères de transport pour compenser leur manque de véhicules. Les hélicoptères d'attaque peuvent offrir une capacité de combat considérable, particulièrement quand

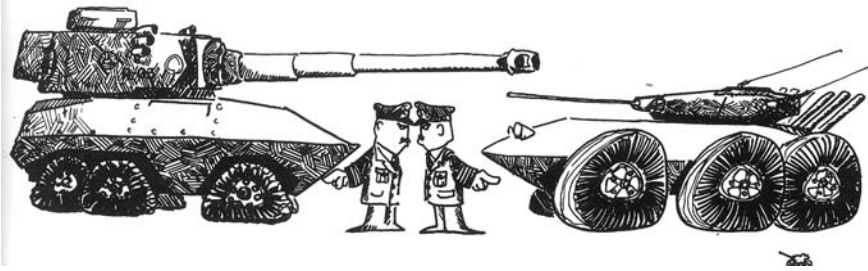
opérations sont faciles ou sans importance ou que les fonctions premières du personnel de ces unités n'exigent pas toute leur attention. Certains peuvent prétendre que les OPSPSY/AC ne relèvent pas des responsabilités d'un groupe-brigade. Cependant, l'absence de tels experts au Quartier général de la brigade canadienne déployée signifierait qu'aucun Canadien ne serait désigné pour assurer la liaison avec les états-majors des OPSPSY/AC de la formation supérieure et ne serait en mesure de le faire. Ainsi, il faudrait que quelqu'un d'autre assume cette fonction, peut-être au dernier moment, aux dépens de ses fonctions principales. Si les ressources limitées ne permettent pas la formation d'unités spécialisées en la matière, nous devons au moins former des officiers d'état-major qui pourront accomplir ces tâches.

Service de soutien

Comme on a pu le constater au cours de chacune des missions outre-mer, toutes les forces déployées doivent être appuyées par un soutien logistique et des services de santé solides. Cette capacité doit être en mesure d'appuyer des opérations mobiles dans des théâtres d'opérations rudimentaires.

Forces spéciales

La libération de l'Afghanistan et la deuxième guerre du Golfe nous ont



Au moment où l'Armée de terre se cherche un nouveau paradigme, nous devons soigneusement déterminer ce qu'il faut mettre au premier plan. (Dessin humoristique du Lcol (ret) Roman Jarymowycz, Ph.D)

Premièrement, le Canada finance déjà une Armée de terre de quelque 18 000 soldats appuyés par plus de 1 400 VBC et quatre escadrons de Griffon. Il ne semble pas impossible de réorganiser ces ressources pour fournir un nombre suffisant des unités ci-dessus afin de déployer un groupe-brigade de la FCP compétent, tout en accomplissant des missions plus restreintes en temps de paix, en assurant le maintien en puissance, l'instruction et l'attribution des missions ainsi que des opérations non conventionnelles.

Deuxièmement, on n'a pas besoin de la même ampleur de capacité dans tous les domaines. Dans ceux qui ne se rapportent pas aux composantes de base de l'équipe interarmes, nous pourrions utiliser des unités cadres ou des modules d'experts sur les sujets en question.

Troisièmement, au moins un ministre de la Défense a présenté des arguments en faveur de la continuité de la RAM. La recherche de solutions hautement technologiques comporte un coût inhérent. L'Armée de terre doit faire valoir, comme elle continue de le faire, qu'elle ne peut mettre en service des forces plus performantes sans recevoir les fonds nécessaires pour de telles forces. Il pourrait s'agir d'une nouvelle enveloppe budgétaire ou d'une réaffectation de ressources des Forces canadiennes. Une telle réaffectation est particulièrement logique dans le cas des besoins de l'Armée de terre qui sont, en fait ou partiellement, des besoins interarmées (des Forces canadiennes).

Enfin, on doit se demander si nous pouvons nous permettre de ne pas développer des forces compétentes et souples. Même si l'on peut économiser à court terme en rognant sur les coûts, cela revient habituellement nous hanter en cas de crise. Malheureusement, un tel effet de rebond occasionne des blessures et la mort d'innocents durant les conflits et les guerres.

Un aperçu d'une liste d'unités pour une Armée de terre canadienne, souple, de l'avenir figure au tableau II. Le nombre d'unités indiqué représente le nombre *minimum* de chaque type d'unité que, selon moi, le Canada doit maintenir dans la Force régulière de campagne de l'Armée de terre et dans la structure de la force interarmées des Forces canadiennes. Comme point de départ, j'accepte la logique des trois groupes-brigades sur lesquels la structure de la force de l'Armée de terre repose depuis 1992.

AVANTAGE INTANGIBLE D'UNE STRUCTURE DE LA FORCE SOUPLE

Au cours des dix dernières années, j'ai souvent entendu des officiers expérimentés affirmer que nous devrions regarder les choses en face et reconnaître que le gouvernement ne nous confiera jamais certaines missions. Ces officiers estimaient que nous devrions nous concentrer uniquement sur les types d'opérations que nous avons effectués au cours de la dernière décennie. Selon cette logique, on n'aurait probablement jamais demandé aux Forces canadiennes de déployer des unités d'infanterie et des navires au cours d'une guerre en

Afghanistan ou des chasseurs pour bombarder la Yougoslavie et l'Iraq.

Cette impression de connaître parfaitement l'avenir excède la capacité de prévoir les besoins stratégiques futurs et touche l'essence même de la nature d'un soldat. Des officiers expérimentés des armes de combat m'ont déclaré qu'à l'avenir, nous nous limiterons à escorter des convois. Selon ces officiers, de telles missions OAG constitueront le point culminant de la vie des soldats canadiens au 21^e siècle. Pour certains d'entre eux, seule une influence perverse nous incite à souhaiter conserver la capacité d'effectuer des opérations de combat aux niveaux de l'équipe de combat et du groupement tactique. Cette attitude fait ressortir l'avantage supplémentaire, intangible, du maintien en puissance d'une armée telle que celle qui est illustrée au tableau II — à savoir l'entretien de perspectives professionnelles élargies.

Une structure de la force robuste, nous permettant d'accomplir toute une gamme de missions éventuelles, contribuera à maintenir notre capacité de donner une instruction au combat réaliste — c'est-à-dire la meilleure préparation *de base* des soldats pour tous les types de missions. Une telle structure de la force aiderait également l'Armée de terre à résister à un insidieux engrenage de pauvreté des attentes qui limiterait l'instruction aux types de missions que nous avons accomplies dernièrement.

Les officiers, les adjudants et les s/off supérieurs formés au sein d'une armée équilibrée et compétente auront une perception solide et positive des rôles et des missions de toutes les unités. Ils seront alors capables de se concentrer sur la maîtrise de leurs fonctions professionnelles, pour le mieux-être de leurs unités et de leurs subordonnés. Ces officiers et MR devraient également être raisonnablement bien préparés à s'intégrer pleinement et facilement à une coalition ou à une force alliée de plus grande envergure. Si la connaissance professionnelle des chefs n'est pas restreinte par une instruction et des attentes limitées, nous pourrions éviter d'envoyer des soldats à la légère dans un endroit pour lequel ils n'ont pas reçu le niveau

d'instruction, d'équipement et de préparation mentale nécessaires.

CONCLUSION

L'histoire montre, encore et encore, que la guerre regorge d'erreurs, comme toutes les autres activités humaines. Cependant, les conséquences des erreurs commises à la guerre peuvent être beaucoup plus graves. Les soldats risquent de perdre la vie et de subir de terribles blessures au cours des combats. Si leurs chefs ne se montrent pas à la hauteur ou sont tout simplement malchanceux, ils risquent également de connaître la défaite non seulement sur le plan personnel, mais aussi pour toute la nation. C'est pourquoi les armées et leurs nations d'appartenance doivent essayer de minimiser les probabilités de telles erreurs et leurs conséquences. Un des moyens d'y parvenir consiste à mettre sur pied une force militaire aussi souple que possible. Ce besoin est clairement établi dans *La stratégie de l'Armée de terre*, où l'on indique le « besoin de souplesse pour gérer un vaste éventail de missions potentielles. »⁵⁸

Malgré l'importance du maintien de la souplesse, l'Armée de terre canadienne a mis sur pied, tout au long de son histoire, une structure de force axée principalement sur l'infanterie. De la Première Guerre mondiale à la FCP qui est en train d'être planifiée, la contribution (planifiée ou réelle) de l'Armée de terre à une intervention canadienne en temps de crise a été centrée sur une formation d'infanterie. Cette orientation n'a pas toujours permis de fournir la contribution militaire optimale. En raison de la faiblesse des chars Leopard C1 et des transports de troupes blindés M113, quasiment non armés, principalement utilisés pour l'infanterie, on doit se compter chanceux que le 4 GBMC n'ait pas été appelé à jouer un rôle majeur dans le désert du Koweït.

Afin de compenser les points faibles de ce paradigme traditionnel, l'Armée de terre a adopté depuis plusieurs années une approche hautement technologique afin de donner une plus grande puissance de combat à ses forces déployées. On s'attend à ce que

la technologie améliore de façon massive (certains diront que c'est irréalisable) les capacités actuelles afin que le déploiement des forces expéditionnaires canadiennes soit plus facile et beaucoup plus efficace que maintenant.

Il existe plusieurs courants d'opinions différents qui incitent l'Armée de terre à consacrer ses fonds limités à la vision hautement technologique de l'Armée de terre de l'avenir. Les options tout à fait opposées favorisent l'achat d'un équipement optimal pour les opérations urbaines ou bien pour les opérations traditionnelles (en terrain découvert).

Selon ces paradigmes extrêmes, l'Armée de terre aurait une gamme de capacités étroite. En temps de crise, le gouvernement canadien pourrait constater bien vite que l'Armée de terre n'est pas adéquatement structurée ou orientée pour apporter un ensemble élargi et utile de contributions à la gestion des crises. En raison de cette faiblesse, les Canadiens pourraient fort bien être mal employés durant une opération de coalition et incapables de mener des opérations unilatérales.

Des structures de force aussi limitées retarderaient sérieusement les possibilités d'apprentissage et réduiraient grandement les perspectives d'avenir des soldats et des chefs d'une telle armée. Cette approche restreinte pourrait facilement mener à un engrenage de pauvreté dans lequel, en raison d'un manque d'instruction et de vision, l'Armée de terre limiterait de plus en plus ce qui est considéré « comme normal et probable » et consacrerait de moins en moins d'efforts à ce qui « n'est plus crédible ou réalisable. » Cet engrenage entraînerait presque certainement l'Armée de terre vers une

défaite, à moins que des mesures correctrices énergiques ne soient prises.

Dans le présent article, je prétends au contraire que le Canada devrait maintenir une large gamme d'unités opérationnelles et d'unités de soutien. Ces unités pourraient alors être regroupées pour former des forces de réaction en temps de crise adaptées au déroulement des événements. Selon cette approche, l'Armée de terre constituerait pour le Canada un moyen d'action beaucoup plus utile en appui à ses politiques.

Bien que le coût de telles forces ne soit pas bon marché, il n'est pas exorbitant, ni probablement supérieur à celui des autres visions proposées. Comme ces forces existent déjà, les coûts seront certainement moins élevés que ceux de forces qui devront être improvisées selon les besoins. L'adoption d'une approche plus restreinte serait, selon moi, le triomphe d'une théorie bornée et à courte vue sur le bon sens et une compréhension éclairée de l'histoire militaire. Une Armée de terre moins grande, mais équilibrée, est plus utile pour le Canada qu'une armée plus considérable, mais dont la capacité est limitée.

RECOMMANDATION

Je recommande que l'Armée de terre tente sérieusement de maintenir la souplesse opérationnelle en évitant d'établir sa structure avec trop de circonspection suivant un ou l'autre des paradigmes étroits.



AU SUJET DE L'AUTEUR ...

Le Major Les Mader est diplômé du Collège militaire royal de Saint-Jean et du RMCS de Shrivenham. Il a servi dans des unités d'artillerie de campagne et de défense antiaérienne en Allemagne, à Chypre, à Valcartier et à Gagetown. À l'heure actuelle, il fait partie de la Division de la recherche opérationnelle au Quartier général de la Défense nationale, et il collabore régulièrement au présent bulletin. Il remercie chaleureusement M. Ken Mader, le Lcol John Summerfield et Mme Diane Mader pour leurs conseils en matière de rédaction.

NOTES

1. Anatol Rapoport, ed., *Clausewitz On War*, Harmondsworth England: Penguin Books Ltd, 1968, p. 164. Voir aussi la B-GL-300-000/FP-000, *L'Armée de terre du Canada : Nous protégeons nos foyers et nos droits*, Kingston : ministère de la Défense nationale, 1998, p. 77.
2. Martin van Creveld, *Command in War*, Cambridge: Harvard University Press, 1985, p. 154 et p. 155.
3. Richard A. Gabriel, *Military Incompetence—Why the American Military Doesn't Win*, New York: Hill and Wang, 1985, p. 85-116.
4. Voir Ronald H. Spector, *At War At Sea—Sailors and Naval Combat in the Twentieth Century*, New York: Penguin Group, 2001, p. 86 et p. 90.
5. Bernard B. Fall, *Hell in a Very Small Place—The Siege of Dien Bien Phu*, Philadelphia: J.B. Lippincott Company, 1967, p. 1-124.
6. Kenneth M. Pollack, *Arabs at War—Military Effectiveness, 1948-1991*, Lincoln and London: University of Nebraska Press, 2002, p. 488-489.
7. Anthony H. Cordesman and Abraham R. Wagner, *The Lessons of Modern War Volume II: The Iran-Irak War*, Boulder and San Francisco: Westview Press, 1990, p. 60, 66, 67, 130, 143, 147, 150-152, 168-170, 176, 177, 181, 182, 184, 198, 231, 233, 245, 251, 253, 357 et 374.
8. Voir l'ouvrage de Sean M. Maloney, *Au cœur d'une guerre sans combat : la brigade canadienne de l'OTAN en Allemagne, 1951-1993*, Toronto: McGraw-Hill Ryerson Limited, 1996, p. 18-19, 73-74, 244-245 et 451-453. Les renforcements prévus à l'origine consistaient en deux brigades d'infanterie supplémentaires pour le front de l'Europe centrale. Lors de la parution du *Livre blanc de la défense de 1970*, on a supprimé ces brigades qui ont été remplacées par une brigade pour le nord de la Norvège. Dans l'édition de 1987 du *Livre blanc sur la défense*, on a mis fin à la mission du 5 GBMC dans le nord de la Norvège qui est devenu une brigade de renforcement de la nouvelle 1^e Division du Canada.
9. Au cours de la Première Guerre mondiale, le Canada (à l'exception de Terre-Neuve) a envoyé au combat 48 bataillons d'infanterie, 4 bataillons de mitrailleuses, 2 bataillons de mitrailleuses motorisées, 1 brigade de cavalerie comprenant 3 régiments et l'équivalent de 19 régiments d'artillerie (soit un ratio de 52 unités d'infanterie/5 unités de cavalerie-mitrailleuses motorisées/19 unités d'artillerie). Mike Chappell, *The Canadian Army at War*, London: Osprey Publishing Ltd, 1985, p. 17-19 et Col G.W.L. Nicholson, *The Gunners of Canada Volume 1*, Beauceville: Imprimerie L'Éclairer, 1967, Appendice B.

Au cours de la Deuxième Guerre mondiale, l'Armée de terre présentait une structure plus équilibrée. Les forces déployées outre-mer comprenaient 12 régiments blindés (chars), 7 régiments de reco/véhicules blindés de corps/division, 35 bataillons d'infanterie/d'infanterie motorisée, 1 bataillon de parachutistes, 3 bataillons de mitrailleuses d'infanterie, 2 compagnies indépendantes de mitrailleuses d'infanterie, 23 régiments d'artillerie de campagne/moyenne/d'arpentage et 1 batterie de roquettes (soit un ratio de 19 unités blindées/39,5 unités d'infanterie/23,25 unités d'artillerie). Colonel C.P. Stacey, *La campagne de la victoire; les opérations dans le Nord-Ouest de l'Europe, 1944-1945*, Ottawa : Imprimeur de la reine, 1960, Appendice F.

Durant la guerre de Corée, le Canada a fourni un groupe-brigade comprenant 3 bataillons d'infanterie, 1 escadron antichar (plus tard 1 escadron de chars) du Lord Strathcona's et 3 batteries d'artillerie de campagne (soit un ratio de 15 unités d'infanterie/1 unité blindée/3 unités d'artillerie). David J. Bercuson, *Blood on the Hills—The Canadian Army in the Korean War*, Toronto: University of Toronto Press, 1999, p. 40 et 113 et *Gunners of Canada Volume 2*, p. 565.
10. Au départ, la brigade comprenait 3 bataillons, 1 escadron de chars (et 1 troupe de reco) et 3 batteries d'artillerie. On lui a ajouté ensuite le reste d'un régiment blindé de façon à ce qu'elle comprenne 3 bataillons, 1 régiment blindé (et 1 escadron de reco), 3 batteries d'artillerie de campagne et 1 batterie de missiles surface-surface. Elle a ensuite été réduite à 2 bataillons, à 1 régiment blindé (y compris 1 escadron de reco), et à 3 ou 4 batteries d'obusiers. Voir *Au cœur d'une guerre sans combat : la brigade canadienne de l'OTAN en Allemagne, 1951-1993*, Appendice A.

Durant la première guerre du Golfe, le Canada a fourni un groupe-brigade mécanisé comprenant 3 bataillons d'infanterie, 1 régiment blindé et 1 régiment d'artillerie. Voir l'ouvrage du Major Jean H. Morin et du Capitaine de corvette Richard H. Gimblett, *Opération friction : Golfe Persique 1990-1991 : le rôle joué par les Forces canadiennes*, Toronto: Dundurn Press, 1997, p. 148-149. Une structure semblable a été prévue dans le document de planification pour les interventions en cas de crise, l'Opération SABRE du milieu des années 1990. Voir l'Annexe A du PDF 520-Opération SABRE, du 29 avril 1994.
12. Gouvernement canadien, *Le Livre blanc sur la défense de 1994*, Ottawa : Publications du gouvernement du Canada, 1994, p. 41-42.
13. Voir l'avant-propos du Chef d'état-major de la Force terrestre dans le document stratégique de l'Armée de terre canadienne intitulé *Engagés, vers l'avant — Stratégie de l'Armée de terre* (désigné ci-après sous le nom de La stratégie de l'Armée de terre), qui se trouvait sur Internet au début de mai 2002.
14. Un exemple frappant des conséquences d'une telle erreur nous a été fourni par les Iraniens durant la guerre avec l'Iraq.
15. Voir la *Stratégie de l'Armée de terre*, p. 10.
16. Voir la transcription du témoignage récent du Chef d'état-major de l'Armée de terre devant le comité parlementaire CPDNAC, qui figurait sur Internet le 12 avril 2002.
17. Commentaire d'un officier d'état-major durant une conférence qui a eu lieu à Fort Frontenac, en Ontario, le 27 janvier 2000.
18. Bien qu'il ne préconise pas une opinion aussi extrême dans son article intitulé « Quelques réflexions sur l'Armée de terre du XXI^e siècle », *Le Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre*, vol. 2, no 1, février 1999, p. 31-35, le Lcol Cessford présente des arguments que certains pourraient pousser à cet extrême.
19. Ce commentaire a été formulé à l'occasion d'une tribune privilégiée et doit donc demeurer anonyme.
20. Proposition préliminaire qui circulait dans le milieu du Comité de l'étude et du développement des méthodes de combat de l'Armée de terre au début de 2002.
21. *L'Armée de terre du Canada, Nous protégeons nos foyers et nos droits*.
22. Ibid., p. 116.
23. D'après ibid., p. 118.
24. Paraphrase à partir de ibid., p. 119.
25. D'après ibid., p. 105.
26. Ceux qui ont peine à croire que les Forces canadiennes pourraient être appelées à entreprendre des opérations unilatérales devraient réfléchir à ce qui aurait pu se produire à Oka en 1990 et lire l'article de Sean Maloney intitulé « Il ne faut jamais jurer de rien : opérations menées par le Canada en dehors du cadre de l'Alliance », *Le Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre* vol. 2, no 2, mai 1999, p. 33-39.

27. Paraphrase de *L'Armée de terre du Canada : Nous protégeons nos foyers et nos droits*, p. 117.
28. Paraphrase à partir de *ibid.*, p. 116.
29. Voir *La stratégie de l'Armée de terre*, p. 13.
30. *Façonner l'avenir de la défense canadienne : une stratégie pour l'an 2020*, Ottawa : Publications du gouvernement du Canada, 1999.
31. Pour de plus amples détails, voir l'article de l'auteur intitulé « Un projectile de 105 mm amélioré pour les chars : une nécessité », *Le Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre* vol. 4, no 4, hiver 2001-2002, p. 66-69.
32. Maj D.C. Wilkinson et M. M.K. Ormrod, Rapport de projet ORD PR 9607 *IRON NOBLE: Armoured Combat Vehicle Study*, Ottawa : Publications du gouvernement du Canada, 1996.
33. *Ibid.*, tableaux VI et XVIII.
34. Pour une description de l'expérience des Israéliens sur le front du Sinaï le 8 octobre 1973, voir le livre de Allen Peter, *The Yom Kippur War*, New York: Charles Scribner's Sons, 1982, p. 120.
35. Rapport *IRON NOBLE*, tableau XVIII.
36. *Ibid.*
37. *Ibid.*, tableau XIX.
38. Lcol J.A. Summerfield et M. M.K. Ormrod, Rapport ORD R 2003/01 *Main Contingency Force Brigade Group Combat Capabilities Study (BRONZE ZIZKA)*, Ottawa : Publications du gouvernement du Canada, 2003.
39. Un bataillon d'artillerie, principalement pour les tirs de contre-batterie, une batterie de lance-roquettes multiples afin de poser des mines dispersables, 4-8 avions d'attaque A-10 et des rapports de renseignement fournis par les échelons supérieurs alliés sur les forces ennemies fraîches qui se trouvaient entre 18 et 25 kilomètres de la ligne avant des forces amies du groupe-brigade de la FCP.
40. Voir le rapport *BRONZE ZIZKA*, p. 27.
41. *Ibid.*, tableaux V et XIV et p. 47 et 79.
42. *Ibid.*, p. 96 et 97.
43. Voir l'article de l'auteur intitulé « Approche manœuvrière aux opérations : réflexions sur la validité de notre perception », *Le Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre* vol. 3, no 4/vol. 4, no 1, hiver 2000/printemps 2001, p. 52-56.
44. Pour une discussion de la façon dont les différents pays de l'OTAN poursuivent la RAM, voir l'ouvrage de Elinor C. Sloan, *The Revolution in Military Affairs-Implications for Canada and NATO*, Montréal et Kingston : McGill-Queen's University Press, 2002.
45. Briefing sur la recherche opérationnelle de l'armée américaine en appui au système de combat de l'avenir, Janus Users' Fair, White Sands, Nouveau-Mexique, mars 2002.
46. Voir *Arabs at War*, p. 246, 247 et 266.
47. Voir l'article de Anthony Davis intitulé « How the Afghan War was Won », *Jane's Intelligence Review*, février 2002, p. 6-13.
48. L'expérience des forces de défense australiennes constitue un exemple de modification d'une politique fondamentale. Pendant plus de 20 ans, la politique était régie par la défense de l'Australie. Actuellement, le Gouvernement australien a besoin de déployer des forces expéditionnaires. Voir l'article de Ian Bostock, « Expeditionary Objectives », *Jane's International Defense Review*, février 2003, pp. 28-34.
49. *L'Armée de terre du Canada : Nous protégeons nos foyers et nos droits*, p. 113.
50. Voir le Rapport *BRONZE ZIZKA*, p. 35, 37, 50, 63, 74, 84 et 97.
51. Dans son article intitulé « Le Leopard au Kosovo : véhicule blindé de combat idéal? », *Le Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre*, vol. 3, no 1, printemps 2000, le Capitaine Senft donne une description très détaillée et intéressante de l'utilité de véhicules tels que le Leopard C1 durant les missions OAG. Cela devrait donner à réfléchir à ceux qui prétendent que de tels véhicules ne peuvent jouer aucun rôle dans ce type de mission.
52. Voir le Rapport *IRON NOBLE*, p. 12, 13, 90-95 et 97.
53. Pour une discussion du même ordre sur ce sujet, voir le Rapport *BRONZE ZIZKA*, p. 95, et le Rapport de projet ORD (ébauche à venir) PR 2003/?? du Major M. Lavallée et de M. J. Offiong, *Evaluation of Options for the Land Force Battalion Level Indirect Fire System (BLIFS) (IRON ESTOC)*, Ottawa : Publications du gouvernement du Canada, 2003.
54. À propos de l'importance du renseignement des transmissions durant la guerre des Malouines en 1982, Anthony Cordesman affirme « qu'il ne vaut guère la peine d'intercepter des communications dans un pays dont les dirigeants et les commandants sont tellement politisés qu'ils ne peuvent communiquer honnêtement et objectivement. La grande partie de l'information transmise par les officiers argentins était de la désinformation ou purement et simplement des mensonges. » Anthony H. Cordesman et Abraham R. Wagner, *The Lessons of Modern War Volume III: The Afghan and Falklands Conflicts*, Boulder and San Francisco: Westview Press, 1990, p. 272 et 274.
55. Pour une discussion sur les conséquences des pertes subies par un nombre relativement restreint de systèmes *ISTAR* très performants, voir le Rapport *BRONZE ZIZKA*, p. 35 et 36.
56. Voir le Rapport ORD PR 2001/16 *IRON XINETE: Land Force Battle Group Mobility Support Study* de M. M.K. Ormrod, de M. P.R.S. Bender et du Major P. Hewitt, Ottawa : Publications du gouvernement du Canada, 2001.
57. Voir le Rapport *BRONZE ZIZKA*, p. 69.
58. Voir *La stratégie de l'Armée de terre*, p. 11.

CRITIQUES DE LIVRES

Les problèmes posés par la culture militaire

The Mission: Waging War and Keeping Peace with America's Military [La mission : l'Armée américaine peut-elle à la fois faire la guerre et maintenir la paix?]

par Dana Priest (New York: W.W. Norton & Company, 2003), 429 pages.

Critique du Colonel Mike Capstick

Ce récit journalistique, décrivant de récentes opérations militaires américaines, est un incontournable pour celui qui désire comprendre les principes fondamentaux régissant les croyances, les attitudes et la culture de l'Armée américaine d'aujourd'hui. Dana Priest, journaliste chevronnée du *Washington Post*, a tenté de saisir la véritable nature de la « guerre à l'américaine, nouvelle version » en décrivant les objectifs stratégiques des commandants de combat régionaux (jusqu'à récemment, on les appelait les « C en C ») et en montrant comment les fantassins poursuivent ces objectifs sur le terrain. Tout au long de son récit, elle s'évertue à montrer que les commandants se sont arrogés des pouvoirs et que l'influence de ceux-ci sur les politiques liées aux affaires extérieures et à la sécurité pose une grave menace aux principes mêmes du contrôle civil sur la force militaire.

Bien que tous à la retraite, ses protagonistes seront familiers à la plupart des lecteurs : le Général Zinni, Commandement central, le Général Clark, SACEUR et l'Amiral Blair, Commandement du Pacifique. L'auteure pose un regard extrêmement critique sur la politique d'engagement prônée par ces personnes dans les années 1990; elle est convaincue que, dans bien des cas, celle-ci était immorale et a servi de prétexte pour appuyer certaines forces militaires étrangères, parfois contre les intérêts des États Unis. La meilleure preuve de ce qu'elle avance est sans doute le cas de l'Amiral Blair qui désirait à tout prix maintenir le contact entre les Forces armées américaines et les Forces armées indonésiennes malgré de graves violations des droits de la personne au Timor Oriental.

Malheureusement, comme la plupart des journalistes, l'auteure a un faible pour le sensationnalisme. À voir comment elle décrit la façon de voyager, l'entourage, les moyens de communication et les arrangements de sécurité des généraux et des amiraux, on pourrait, pour ce qui est du pouvoir et de l'influence, plus facilement assimiler ces personnes à des proconsuls de la Rome ancienne qu'à des commandants militaires traditionnels d'une démocratie moderne. Ses descriptions, aussi colorées soient-elles, ont un ton « mordant » convenant mieux au journalisme de style tabloïd qu'au sérieux d'une analyse. En d'autres termes, elle tente de produire une critique stratégique sérieuse, mais le résultat est plutôt superficiel.

En revanche, les descriptions de l'auteur sur les opérations tactiques en appui aux objectifs stratégiques d'un commandant pourraient intéresser les soldats canadiens qui ont servi dans des coalitions avec les Américains et qui auront probablement la chance de répéter l'expérience encore plus souvent dans l'avenir. C'est d'ailleurs dans ces descriptions que se manifeste le talent journalistique de Dana Priest. Elle fournit au lecteur un tableau très intéressant des défis auxquels les soldats doivent faire face chaque jour dans des endroits comme le Kosovo, l'Afghanistan et l'Amérique latine. Son argumentation se fonde sur l'idée qui suit : on ne devrait pas faire appel aux soldats pour la reconstruction de sociétés brisées, tout simplement parce que la culture du combattant et celle du constructeur de pays sont incompatibles. Encore une fois, sur ce point, son analyse est simpliste, superficielle et contestée par les faits historiques. Mais malgré tout, les conclusions auxquelles elle arrive reflètent clairement l'identité professionnelle prédominante dans l'Armée américaine. Au nom de cette même identité, plusieurs déclarations ont été faites, comme celle, devenue célèbre, de la conseillère nationale pour la sécurité, Condoleezza Rice : « ... les membres de la 82^e Division aéroportée ne devraient pas accompagner les enfants à la maternelle au Kosovo. » C'est également un peu au nom de cette identité professionnelle que l'on a jugé que la protection de la force était plus importante que l'accomplissement de la mission sur des théâtres comme la Bosnie et le Kosovo. Il est essentiel, pour les commandants et les leaders qui doivent travailler avec les Forces armées américaines dans le cadre d'opérations, de comprendre ce concept d'identité et ce qu'il implique : au bout du compte, le succès de l'interopérabilité tient plus, en général, à des facteurs culturels qu'à des facteurs techniques ou tactiques.

Notre journaliste, maniant mieux le reportage que l'analyse, s'est surpassée lorsqu'elle a écrit les chapitres sur l'expérience au Kosovo du 3^e Bataillon, 504th Parachute Infantry Regiment, 82nd Airborne Division. Le climat et l'efficacité du commandement dans l'unité ont fait l'objet d'un examen minutieux après qu'un des soldats a été arrêté pour avoir violé et assassiné un enfant de la région. L'auteure base son récit sur de longues interviews et une enquête officielle. Le tableau brossé est celui d'une unité qui a régulièrement bafoué les politiques liées au commandement et maltraité les détenus et qui n'a pas cru

bon de contrôler ses éléments dispersés. Elle conclut que l'unité « s'était attirée des ennuis » car les combattants n'étaient pas à leur place dans le rôle qu'on leur avait attribué; pourtant, cette conclusion n'est pas entièrement prouvée par son argumentation. En dépit de cette dernière faiblesse, le talent narrateur de la journaliste prend le dessus : l'étude de cas présenté dans cette partie du livre, portant sur les défis liés au leadership et à l'éthique posés à tous les leaders sur le champ de bataille moderne, est enrichissante. En fait, les chapitres de cette partie sont ceux qui donnent de la valeur à ce livre et ils devraient être lus par tous les leaders de l'Armée.

Bien qu'imparfait, *The Mission* est un ouvrage important pour plusieurs raisons. Premièrement, l'auteure est une grande journaliste, et son livre ne peut que renforcer les préjugés de ceux qui croient que l'éthique militaire est

incompatible avec les missions de paix. Même si, à mon avis, il s'agit d'un point de vue complètement erroné, il est important que les leaders de l'Armée canadienne le comprennent et sachent qu'il a un effet sur l'Armée américaine ainsi qu'un impact sur le déroulement des opérations de coalition. Plus important encore, les chapitres décrivant le vrai travail des soldats sur le terrain sont riches en leçons de leadership et font bien ressortir les dangers de laisser la culture militaire (ce qui se passe vraiment) s'éloigner de l'éthique militaire (ce qui devrait se passer). Les soldats canadiens pourront s'identifier aux soldats américains qui expriment de nombreux mécontentements et pourront parfois même être d'accord avec eux. Bon nombre de soldats canadiens pourront faire un parallèle avec l'expérience canadienne en Somalie ou dans les Balkans. Le défi du leadership, surtout au niveau de l'unité, est de s'assurer que ce

mécontentement ne mette pas en péril l'accomplissement de la mission ou, pire encore, qu'il n'entraîne pas de manquements à l'éthique mettant les soldats, les MR et les officiers en mauvaise posture. Pour cette raison, il vaut la peine de lire *The Mission*. J'irais même plus loin : cet ouvrage devrait se trouver dans les rayons des bibliothèques militaires, être accessible dans les salles de lecture d'unité et utilisé comme référence pour des études de cas sur le leadership et l'éthique militaires.

Le Colonel Mike Capstick est le Directeur — Personnel de la Force terrestre de l'état major de l'Armée de terre au Commandement de la Force terrestre d'Ottawa.



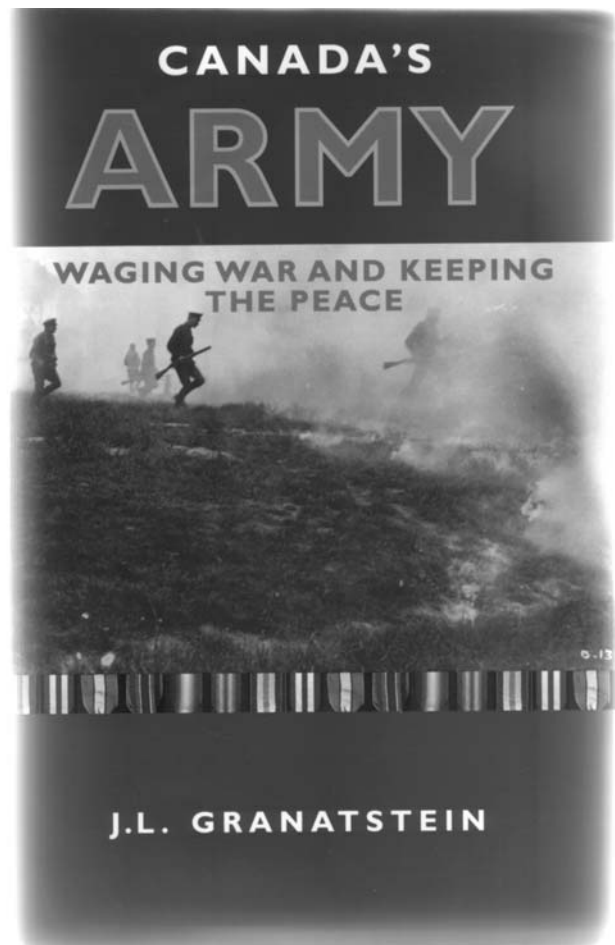
Canada's Army: Waging War and Keeping the Peace

par J.L. Granatstein (Toronto, University of Toronto Press, 2002), 519 pages, cartes, illustrations, index, 59,95 \$.

Critique du livre par Donald E. Graves

Écrit par un des historiens militaires canadiens parmi les plus respectés, cet ouvrage intitulé *Canada's Army*, est censé, selon la mention figurant sur sa jaquette, décrire l'histoire " complète " de l'armée canadienne, de son origine en Nouvelle-France jusqu'à son incarnation contemporaine de « force de maintien et de rétablissement de la paix ». Ce livre est précédé d'un concert d'éloges. Selon l'ancien commandant de la Force mobile, *Canada's Army* « devrait se retrouver sur les rayons de tout citoyen avisé ». L'historien militaire David Bercuson est convaincu que ce livre « deviendra pour de nombreuses années l'aune à la mesure de laquelle seront évalués les autres ouvrages historiques sur l'armée canadienne. » Un sentiment qui anime également l'historien de la marine Marc Milner, qui ajoute que c'est un ouvrage « que doivent lire tous les Canadiens qui se sont déjà demandé quel est notre rôle dans le monde ». C'est un point de vue que je ne partage malheureusement pas.

L'auteur nous informe (p. xi) qu'il compte présenter « un plaidoyer bien étayé en faveur de la profession militaire » dans un pays où les gouvernements ont trop souvent « sous-financé l'armée de métier et plutôt compté sur les miliciens, ces citoyens ordinaires armés ». M. Granatstein croit, comme on peut le lire à la première phrase (p. 3) de *Canada's Army*, que le « mythe fondateur de l'histoire de l'armée canadienne repose et a toujours reposé sur l'idée que les colons et citoyens assurent leur propre défense », ce qui fait que l'on



préfèrera avoir recours à des soldats citoyens peu entraînés plutôt qu'à des militaires de carrière. Au Canada anglais, l'auteur fait remonter ce mythe au Dr John Strachan, évêque du Haut-Canada (Ontario) au début du XIX^e siècle, qui avait fait l'éloge de la milice provinciale qui avait réussi à repousser l'invasion américaine au cours de la guerre de 1812. Pour ce qui est du Canada français, l'auteur n'attribue pas une origine aussi précise au mythe en question, mais il soutient (p. 5) que la « notion selon laquelle la défense du Canada a été assurée en majeure partie par des milices locales a été tenue pour acquise tant par les Canadiens anglophones que francophones ». M. Granatstein avance donc ainsi que sa thèse centrale a pris naissance avant la Confédération, bien qu'il nous signale (p. xi) que son étude de l'armée canadienne « survole rapidement les dix-septième, dix-huitième et dix-neuvième siècles », dans la mesure où l'armée « était quasi inexistante avant le début du vingtième siècle ».

À mon avis, l'auteur se fourvoie quand il affirme que la préférence accordée aux miliciens par rapport aux militaires de la force régulière a toujours constitué le « mythe central de l'histoire des forces armées canadiennes, » surtout au cours de la période qui a précédé la Confédération. C'est une affirmation qui semble mieux s'appliquer à la période comprise entre 1867 et 1939, et je crois que le préjugé favorable à l'égard des milices, au détriment d'une armée permanente, était avant tout issu de préoccupations d'ordre financier — les miliciens coûtent moins cher que les militaires de métier, et s'il y a un thème qui traverse toute l'histoire de la politique de défense du Canada depuis la Confédération, c'est bien la réticence des gouvernements successifs en temps de paix à dégager pour les forces armées le moindre sou qui ne serait pas absolument indispensable, surtout s'ils peuvent se réfugier sous l'aile de la Grande-Bretagne ou des États-Unis, comme cela a été le cas la plupart du temps en ce pays.

À l'opposé de ce que soutient M. Granatstein, ce sont des troupes de la force régulière, mobilisées en Europe

ou en Amérique du Nord, qui ont été le fer de lance de la structure de défense des colonies anglaises et françaises de l'Amérique du Nord préconfédérative. Les premiers militaires de carrière à faire leur apparition dans ce qui allait devenir le Canada étaient des mercenaires à la solde de sociétés commerciales françaises à qui le Roi de France avait octroyé d'immenses territoires en Amérique du Nord. Peu nombreux et passablement inefficaces, ils ont été remplacés en 1665 par le régiment de Carignan-Salières, une unité de l'armée active française. En 1683, les premières compagnies franches de la Marine débarquaient, et jusqu'en 1755, ces troupes de la marine, dont les simples soldats avaient été recrutés en Europe, mais dont les officiers étaient canadiens, ont constitué les principaux effectifs militaires de la Nouvelle-France. Il est fâcheux de constater que les troupes de la marine, décrites avec justesse comme « le creuset des forces armées régulières canadiennes, » ne sont pas mentionnées une seule fois dans *Canada's Army*.¹ Confrontés à la menace que posait la population beaucoup plus vaste des colonies anglaises du littoral atlantique, les chefs militaires de la Nouvelle-France ont défendu la colonie en adoptant, comme le souligne M. Granatstein, des tactiques guerrières autochtones, et ils ont réussi à déstabiliser leurs adversaires en attaquant les établissements frontaliers anglais avec de petits détachements de troupes de la marine capables de se déplacer rapidement, formés de jeunes volontaires de la milice active et de guerriers autochtones alliés. L'apport de la milice à ces forces a été important, mais on ne saurait trop insister sur le fait que ce sont des officiers des troupes de la marine de la force régulière canadienne qui étaient à leur tête.

Plutôt qu'une milice composée d'« habitants, des adolescents aux vieillards, » qui « se regroupaient autour de leurs capitaines désignés pour repousser les pillards amérindiens comme les incursions des Américains et des Anglais honnis, » comme le déclare l'auteur (p. 3), ce sont des effectifs militaires bien rodés qui ont défendu avec efficacité la Nouvelle-France jusqu'en 1755, issus de trois groupes

distincts : militaires de métier, miliciens et alliés autochtones. Si l'Amérique du Nord française a réussi à survivre, ce n'est qu'en raison de la présence de ces forces armées, dont l'importance au plan social et économique était si grande que l'un des grands érudits de l'histoire coloniale a conclu que la Nouvelle-France était imprégnée d'éthique militaire.²

Il arrive toutefois que l'on accorde trop d'importance à l'adoption de tactiques autochtones par les armées européennes en campagne en Amérique du Nord. Les principales opérations menées pendant les guerres coloniales qui ont opposé la France et la Grande-Bretagne entre la fin du XVII^e siècle et le milieu du XVIII^e siècle étaient conformes aux modèles européens, comme le démontrent les attaques de Québec en 1690 et 1711 et le siège de Louisbourg en 1745. Quand la guerre de Sept ans a commencé en 1755 et que sont arrivés de nombreux militaires de carrière anglais et plusieurs troupes de terre françaises (unités appartenant à l'armée de terre française et non au ministère de la Marine), l'art de la guerre s'est transformé en Amérique du Nord. Les premières victoires françaises de ce conflit, comme celle de Monongahela, ont été remportées au moyen de manoeuvres traditionnelles de raid et de guet-apens, mais déjà en 1758, comme le fait remarquer M. Granatstein, la façon de mener la guerre avait définitivement changé en Amérique du Nord.³ L'auteur indique que lors de la bataille des Plaines d'Abraham, en 1759, la milice canadienne-française ne s'est pas très bien comportée quand elle a été déployée comme infanterie. Cela est juste, mais, après avoir suivi un entraînement rigoureux et sous la houlette d'un chef aguerri, les mêmes miliciens ont bien combattu, le printemps suivant, des militaires de la force régulière anglaise dans une bataille rangée, alors que sur à peu près le même terrain, Lévis infligeait une défaite à la garnison britannique de Québec lors de l'inopportunistement nommée bataille de Ste-Foy, livrée le 28 avril 1760.⁴

Ce qui importe toutefois ici, ce n'est pas de savoir si la milice canadienne-

française s'est plus ou moins bien battu lors de l'une et l'autre batailles, mais bien de se rendre compte que pas plus ses chefs que le peuple ne considéraient la milice de Nouvelle-France comme la principale force de défense de la colonie. La milice faisait partie intégrante de la structure militaire de la Nouvelle-France, et en était un élément important, mais seulement à titre d'unité auxiliaire des forces régulières, tant européennes que locales. Quelque peu modifiée, une organisation similaire a été maintenue au cours de la période britannique, et, de 1763 à 1812, les effectifs militaires de la plupart des colonies anglaises de l'Amérique du Nord étaient constitués de troupes de l'armée active anglaise, d'unités régulières coloniales et, en dernier lieu, de la milice. Ces unités régulières coloniales ont été mises sur pied, sous un éventail bigarré de titres, à partir de 1764 et jusqu'au déclenchement de la guerre de 1812, habituellement au cours des périodes de tension internationale avec la France ou les États-Unis.⁵ La milice a toujours été vue comme une force complémentaire, dont les effectifs étaient nombreux, il est vrai, mais comme une simple force auxiliaire tout de même.

Cela nous mène en 1812 et au D^r John Strachan, l'homme à qui, selon M. Granatstein, il faut imputer en tout premier lieu l'émergence du mythe selon lequel la milice a constitué le fer de lance de la défense du Canada. M. Granatstein est fasciné par ce clerc de l'Église anglicane, qu'il cite à plusieurs reprises, comme si le D^r Strachan avait été l'exégète militaire canadien le plus éminent de son temps et un homme qui avait accès aux conseils militaires supérieurs. De fait, la plupart des documents de John Strachan dans lesquels puise l'auteur sont des communications privées, qui ont été rédigées à l'intention d'autres civils, et qui n'expriment que l'opinion d'une personne, une personne influente certes, mais dont l'influence n'était pas aussi grande que ce que l'auteur semble croire. Une lecture attentive des documents sur lesquels M. Granatstein fonde son hypothèse révèle que les commentaires du D^r Strachan n'avaient que peu de portée en termes de durée et d'objet.⁶ Les récriminations du

D^r Strachan à propos de la défense apparemment déficiente du Haut-Canada par les commandants militaires britanniques en 1812 et 1813 ont trouvé un écho chez d'autres personnes au sein de la province, mais elles ne peuvent être posées, comme le fait l'auteur, comme une preuve que John Strachan est le « principal créateur » (p. 4) du « mythe central de l'armée canadienne ».

Cela est certainement vrai du fameux sermon qu'a prononcé John Strachan le 22 novembre 1812, et dans lequel l'homme d'église déclarait que « la province du Haut-Canada, sans aide de l'armée, hormis quelques militaires de carrière, a repoussé les envahisseurs, en les éliminant ou les capturant tous, et a saisi aux mains de ses ennemis la plupart des armes ayant assuré sa défense ».⁷ Il faut resituer cette affirmation dans son contexte. On a imprimé ce sermon en annexe du *Report of the Loyal and Patriotic Society of Upper Canada*, qui avait été publié en 1817. La *Loyal and Patriotic Society* était un organisme caritatif fondé par le D^r Strachan et d'autres notabilités dans le but d'amasser des fonds et d'offrir une aide financière et autre aux veuves et aux familles des miliciens tués en service actif ou aux civils ayant subi de lourdes pertes matérielles en raison de la guerre. Il n'est pas étonnant de constater, compte tenu des objectifs de la société, que le sermon de John Strachan à la gloire des miliciens du Haut-Canada au siège de Detroit, en août 1812, et à la bataille de Queenston Heights, au mois d'octobre de la même année, ait été intégré au rapport. Il faut souligner que ce sermon, prononcé seulement cinq mois après le début de la guerre, avait une portée limitée — il n'exaltait pas les miliciens au détriment des militaires de carrière, et il ne chantait les louanges de la milice canadienne que pour les premières campagnes de la guerre.

Au XIX^e siècle, d'autres historiens du Haut-Canada ont toutefois utilisé le sermon du D^r Strachan à leurs propres fins, en magnifiant l'héroïsme de la population de la province et sa loyauté, qu'ils percevaient comme une vertu spécifiquement anglo-saxonne, tout en passant sous silence les aspects moins

glorieux de l'histoire du Haut-Canada au cours de la guerre de 1812. Quand on veut montrer la face sombre de cette histoire, il faut penser aux trois députés ou anciens membres de la législature provinciale qui ont pris la tête d'une unité de Canadiens intégrée à l'armée d'invasion américaine, au segment notable de la population civile qui logeait à l'enseigne de la neutralité ou du pro-américanisme, et aux miliciens du Haut-Canada qui, en quelques occasions (surtout au cours de la période qui a immédiatement suivi l'occupation de York, la capitale provinciale, au printemps 1813), ont manifesté une certaine réticence à servir leur pays. En bout de piste, que le sermon de John Strachan ou ses autres commentaires sur la guerre aient été, comme l'affirme M. Granatstein (p. 5), à l'origine du mythe national canadien est une chose, mais quand il dit « si le pays pouvait compter sur des miliciens dont le courage avait été démontré, on pouvait alors se passer d'une armée permanente, commandée par des officiers issus de la caste supérieure, excessivement coûteuse à maintenir et potentiellement dangereuse pour l'État » c'est là une toute autre affaire. Quoi qu'il en soit, à fin du XIX^e siècle et au début du XX^e, l'historien Ernest A. Cruickshank avait démontré sans l'ombre d'un doute que la défense victorieuse du Haut-Canada de 1812 à 1814 était en grande partie attribuable aux efforts des militaires de métier, tant britanniques que canadiens; il a toutefois fallu attendre les années 1950 avant que C.P. Stacey ne renverse irrémédiablement dans un article fondamental⁸ ce qu'il qualifiait de « légende de la milice de 1812 ». M. Stacey, un intellectuel rigoureux, a pris la juste mesure de cette légende, en confinant le mythe aux événements qui ont marqué le Haut-Canada de 1812 à 1814, et il n'a pas prétendu, comme le fait M. Granatstein, que son influence s'est étendue au-delà de ce qui s'est produit dans les faits.⁹

Avant de délaissier la fascinante période de la guerre de 1812, il vaudrait la peine de définir avec plus de précision le mot « milice », tel qu'il était perçu et employé avant la Confédération. C'est un terme qui peut prêter à confusion, dans la mesure où il revêt diverses

significations pour différentes personnes et selon les époques. Pour l'auteur, du moins dans la portion de *Canada's Army* portant sur la période préconfédérative, la milice, ce sont des « citoyens armés, » tels que les a immortalisés l'artiste C.W. Jefferies dans ses dessins folkloriques du rassemblement annuel des miliciens dans un quelconque village du XIX^e siècle, où tous les clichés sont réunis : le fermier dégingandé avec la fourche à la main, le boutiquier grassouillet et gauche brandissant un parapluie, sous l'œil indifférent d'un sergent octogénaire engoncé dans un uniforme trop petit, vieux d'une quarantaine d'années. Au cours de la guerre de 1812, c'est une image qui correspond bien à ce que M. Granatstein (et je ne peux être que d'accord avec lui) qualifie de « délicieuse expression » — la milice sédentaire — qui était essentiellement une mobilisation féodale de tous les citoyens mâles en âge de prendre les armes. D'autres genres de « milice » ont cependant été réunies de 1812 à 1814; des milices qui étaient loin d'être aussi pittoresques et inefficaces que celle dépeinte par C. W. Jefferies, et il est tout aussi dommage qu'illogique que leurs titres comprennent le terme « milice », puisque ces unités — armées, équipées, habillées, entraînées et commandées par des officiers de carrières anglais et canadiens, en service durant des périodes prolongées, voire pendant toute la durée de la guerre — ressemblaient bien plus à des troupes de la force régulière qu'à la milice sédentaire « classique » (et ridicule) que C.W. Jefferies a croqué pour la postérité.

La défense de l'Amérique du Nord britannique, entre 1812 et 1814, a été assurée par six catégories distinctes d'unités militaires : les unités régulières de l'armée britannique (dont le 104^e Régiment de Fantassins, majoritairement canadiens), les unités territoriales ou unités britanniques régulières mobilisées en Amérique du Nord pour y servir en exclusivité, les unités de la « force régulière provinciale » (notamment, les Voltigeurs canadiens et l'*Incorporated Battalion of Upper Canada*, au titre plutôt malheureux), actives du début à la fin de la guerre¹⁰, les unités de

miliciens en uniforme et entraînés, notamment les régiments de la milice d'élite du Bas-Canada (Québec) en service pour des périodes de six mois ou plus, les unités de miliciens volontaires en service pour de brèves périodes, et enfin, la milice « classique » ou sédentaire qui ne demeurait en service que pour de très courtes périodes. Il est important de souligner que toutes ces unités, hormis les unités britanniques régulières, étaient entièrement formées de Canadiens (ou de Canadiens), qui à cette époque étaient des sujets britanniques nés dans les colonies nord-américaines de l'Angleterre.¹¹ La milice sédentaire n'était par conséquent qu'un élément des forces qui défendaient la province française du Bas-Canada et la province anglaise du Haut-Canada pendant la guerre de 1812. M. Granatstein ne semble pas saisir l'ampleur de cette structure manifestement complexe, autrement il n'aurait pu écrire (p. 11) que, lors de la bataille de Châteauguay en 1813, le Lieutenant-colonel Charles de Salaberry « avait sous ses ordres le ramassis habituel de miliciens dépenaillés », aux côtés des Voltigeurs canadiens. De fait, parmi les 1 700 militaires canadiens-français présents sur le champ de bataille, environ 1 200 faisaient partie des unités territoriales, des Voltigeurs ou de la milice d'élite, et étaient par conséquent des militaires de carrière ou presque, et ils ont repoussé une division américaine deux fois plus puissante — pas trop mal pour un « ramassis de miliciens, » dont la plupart en étaient à leur baptême du feu.¹²

Quand on sait cela, il est consternant de voir que l'auteur a ancré son principal thème (« que les colons et citoyens assurent leur propre défense ») dans la période préconfédérative. Je crois que peu importe ce que de fières familles canadiennes ont ultérieurement raconté sur les hauts faits d'*Uncle John* ou de « mon oncle » Jean au cours de la guerre de 1812, le préjugé favorable des assemblées législatives coloniales, et après la Confédération, du nouveau gouvernement fédéral canadien, à l'égard de la milice, au détriment des militaires réguliers, résultait bien plus de soucis d'ordre financier que de toute autre chose. En juin 1862, en plein

cœur de la crise de l'affaire Trent, dans le *Toronto Globe*, on rejetait l'idée même que les Canadiens puissent assumer une plus grande partie du fardeau financier imposé pour la défense de leur territoire : « Nous ne pouvons accepter ce dogme selon lequel le Canada devrait entièrement assurer sa défense, alors que le pays n'est pas responsable des différends à l'origine des conflits contre lesquels il devrait être contraint de se défendre. »¹³ La même année, un dignitaire britannique, le lieutenant-gouverneur de l'Île-du-Prince-Édouard, déclarait qu'une telle attitude était « gênante », car « c'est une chanson dont l'air se fait entendre un peu partout en Amérique du Nord, » et on comprend que les habitants du Canada « se disent en général prêts à offrir leurs bras, mais ne veulent pas que l'on dégage des fonds locaux, que les capitaux proviennent des secteurs privé ou public ». ¹⁴ En 1864, le commandant supérieur britannique de l'Amérique du Nord résumait ainsi l'attitude de la plupart des Canadiens quant à leur propre défense : « ils semblent envisager les menaces qui planent sur eux avec les yeux d'un enfant, qui s'attend à ce que son parent bienveillant se porte à sa défense, pendant qu'ils poursuivent leur vie comme si de rien n'était, ou qu'ils s'agitent à des jeux de politique partisane stériles et se perdent dans le dédale de la controverse parlementaire. »¹⁵ Ce genre de commentaire nous est désespérément familier, surtout à la lumière des récents événements du printemps 2003.

La lecture de *Canada's Army* devient beaucoup plus agréable lorsqu'on atteint la période postconfédérative, car il est évident que l'auteur se retrouve désormais en pays connu. L'examen que fait l'auteur des opérations militaires qui ont eu lieu au cours de cette période est dans ses grandes lignes solide, et M. Granatstein expose habilement les origines des politiques de défense canadiennes et analyse soigneusement leur incidence sur les militaires canadiens au combat. Ce faisant, il prouve avec éclat la notion selon laquelle des décisions gouvernementales naïves ou carrément stupides se sont trop souvent traduites par des pertes inutiles sur le terrain (ou,

pour paraphraser Clémenceau, « la guerre est une chose trop importante pour qu'on la laisse aux mains des politiciens, » surtout les politiciens canadiens). Je ne suis pas toujours d'accord avec l'auteur quand il analyse les opérations en tant que telles, en interprète les résultats ou évalue les chefs militaires (plus particulièrement le Lgén Simonds), mais ce ne sont là que des questions de point de vue. Son enquête historique est bien étayée, et, dans les chapitres consacrés à cette période, il est absolument fascinant de constater la différence prodigieuse, tant sur le plan de l'envergure que de la capacité, entre le Corps expéditionnaire canadien de 1918 et l'armée canadienne au moment de la Deuxième Guerre mondiale, mais M. Granatstein offre une explication pénétrante de cet écart. Le chapitre qui porte sur l'armée de métier de 1945 à 1968, à laquelle l'auteur appartenait, est particulièrement intéressant et instructif.

À la lumière de cette démonstration, il est encore plus déprimant de lire la triste histoire des trois dernières décennies, au cours desquelles on a assisté à l'effondrement de cette remarquable organisation (car, comme l'a déjà dit son historien officiel, C.P. Stacey, « les rats ont gagné »). M. Granatstein présente cette période désolante de l'histoire de l'armée canadienne (pardon aux gens de la Force mobile) de façon succincte et équilibrée, en s'appuyant sur le rôle de conseiller qu'il a joué dans le cadre de certains des événements qu'il décrit et sur le fait qu'il connaît personnellement bon nombre des personnages les plus importants de cette saga. Quand il aborde les politiques de défense des gouvernements successifs, qui ont souvent été, au mieux, ridicules, au pire, tragiques, l'auteur fait preuve d'une sobriété admirable, bien qu'il n'hésite pas à jeter le blâme quand il juge que cela est justifié. Pour ma part, si je devais procéder à un examen de ces politiques, je ne crois pas que je serais capable de la même retenue, surtout dans le cas des politiques promulguées par les divers gouvernements libéraux depuis 1968. En parcourant cette série quasi ininterrompue de malheurs, on ne peut s'empêcher de remarquer que

la période comprise entre les années 1968 et 2003 pourrait être baptisée à juste titre l'« âge du jargon, des abréviations et des acronymes », car ils sont tous là dans le texte, au garde-à-vous et prêt à agresser l'œil : CANBAT, CCMCA, CTAM, GBMC, COTC, CREW, ULF, FLQ, GPS, PSI, FOI-2, VBL, RRFT, MBA, CRM, MRE, ONUCA, OHG, OSP, SSPT, RAM, SABRE, CSRR, SFOR, CPHR, BIRFA, SWINTER, TAT, STCCC, DMOPNU, FUNU, UNFICYP, GOMNUII, MONUIK, UNITAF, MINUEE, ONUSOM, FORPRONU et ainsi de suite [NduT : Ces sigles ont été traduits, dans la mesure où l'abréviation ou l'acronyme existe en français, mais ils figurent bien sûr en anglais dans le livre faisant l'objet de la présente critique]. C'est un phénomène très récent, pour ne pas dire contemporain, que les lecteurs de ce périodique ne connaissent que trop bien. Je n'ai donc pas l'intention de m'étendre sur le sujet; je me contenterai de dire que la façon dont M. Granatstein traite de cette période trouble est éclairée et fiable, d'où la très grande pertinence de ce chapitre.

Ce livre pose cependant certains problèmes. *Canada's Army*, pour une grande part, n'a pas été rédigé à partir des sources originales mais à partir de documents publiés par la suite pour commenter et analyser ces sources. À mon avis, la dépendance de l'auteur envers ces ouvrages subsidiaires explique plusieurs maladroites et omissions, car ce livre contient de (trop) nombreuses erreurs, tant au plan des faits que de l'interprétation, surtout dans les passages qui portent sur les aspects opérationnels et tactiques de la guerre. Bien que bon nombre de ces erreurs puissent être considérées comme mineures, voire insignifiantes, quand on écrit sur la guerre et ses combattants, surtout aux niveaux opérationnel et tactique, il est important de connaître avec précision les détails, puisqu'à ces niveaux, les détails sont absolument cruciaux. Les erreurs que j'ai relevées, et dont j'ai dressé la liste à la note 16¹⁶, ne concernent que les sujets que je connais assez bien (histoire militaire du Canada au XIX^e siècle et opérations terrestres canadiennes au cours des dernières

années de la Deuxième Guerre mondiale), mais leur nombre nous permet de supposer que l'analyse que l'auteur fait d'autres périodes et sujets n'est pas exempte d'erreurs non plus.

Un autre problème, et je suis ici parfaitement conscient que la faute peut être imputable à l'éditeur et non à l'auteur, c'est l'absence de cartes adéquates. On a parfois de la difficulté à suivre les descriptions parfois très élaborées des opérations militaires (notamment celles concernant la rébellion de 1885, la bataille de Paardeberg en 1900 et les opérations de 1943 en Sicile et à Ortona) qui émaillent le texte, au moyen des cartes fournies dans *Canada's Army*, qui paraissent être des reproductions plutôt médiocres d'originaux extraits d'ouvrages historiques officiels. Pour bien comprendre l'exposé de M. Granatstein relativement à ces opérations, le lecteur se voit contraint de consulter d'autres livres, ce qui est, pour être franc, passablement agaçant. Il est essentiel d'intégrer de bonnes cartes dans tout ouvrage où sont analysées des opérations militaires, et quand on pense que *University of Toronto Press* demande 59,95 \$ pour *Canada's Army*, on peut dire que c'est un éditeur qui sert mal tant son auteur que les lecteurs.

En dépit de ses faiblesses, *Canada's Army* constitue un apport intéressant au corpus grandissant de livres portant sur les forces militaires de ce pays, mais je ne peux être d'accord avec cet autre lecteur qui déclare que cet ouvrage « deviendra pour de nombreuses années l'aune à la mesure de laquelle seront évalués les autres ouvrages historiques sur l'armée canadienne ». Comme je l'ai dit et redit, le principal défaut du livre réside dans l'analyse que fait l'auteur de l'époque préconfédérative, et le lecteur curieux sera plus avisé de consulter à cet égard l'enquête historique plus ancienne de G.F.G. Stanley, *Canada's Soldiers*, ainsi que le volume plus récent de René Chartrand, *Le patrimoine militaire canadien : d'hier à aujourd'hui*, sans oublier certains des livres mentionnés dans les notes qui accompagnent la présente critique. Ce défaut est toutefois compensé par la plus grande

qualité de *Canada's Army* : la solide analyse des politiques de défense canadiennes et des opérations terrestres du Canada après 1867. Cette analyse en fait un ouvrage utile, tant pour les spécialistes que pour les lecteurs que le sujet intéresse.

Donald E. Graves est un expert-conseil en patrimoine qui travaille à Ottawa. Il a voué sa vie à l'étude de l'armée canadienne, et il est l'auteur, le coauteur

ou l'éditeur intellectuel de nombreux ouvrages sur l'histoire militaire des XIX^e et XX^e siècles, dont A Glossary of French-English Military Terminology, 1675-1815, The Rockets' Red Glare: Sir William Congreve and his weapon system, Soldiers of 1814: American Enlisted Men's Memoirs of the Niagara Campaign, 1885! The Halifax Volunteer Battalion in the Northwest Rebellion et, en collaboration avec W.J. McAndrew et M.J. Whitby, Normandie

1944 : l'été canadien. *Un des projets de recherche dans lequel il est actuellement engagé porte sur les chansons des soldats canadiens de 1600 à 1945.*



NOTES

1 René Chartrand, *Le patrimoine militaire canadien : d'hier à aujourd'hui*, vol. I : 1000-1754 (Montréal, Art Global, 1993-2000) p. 83 [NduT : p. 83 dans la version anglaise]. Cet important ouvrage brille par son absence dans la bibliographie de *Canada's Army*.

2. Voir William J. Eccles, « Social, Economic and Political Significance of the Military Establishment of New France, » *Canadian Historical Review*, 60 (1971). Cette analyse de premier plan, et d'autres documents du même auteur, brillent également par leur absence dans la bibliographie de *Canada's Army*.

3. La question de savoir si la meilleure tactique pour le Général Montcalm à Québec, comme l'affirme l'auteur, aurait dû consister à « garder ses hommes à l'intérieur des murs de la ville, à éviter une bataille rangée, à exploiter pleinement le potentiel de ses alliés indiens, à privilégier les attaques surprises et à triompher de Wolfe à l'usure tout simplement » (p. 9) reste éminemment discutable, compte tenu que le commandant britannique pouvait complètement couper la ville de son réseau de ravitaillement, alors que les habitants de la ville et les membres de sa garnison étaient déjà au bord de la famine. Montcalm pouvait soit abandonner Québec, soit sortir en rase campagne pour tenter de la défendre (les fortifications à la périphérie occidentale de la ville n'étaient pas assez solides pour résister à un siège en bonne et due forme). Il a décidé de tenter une sortie et de se lancer à l'attaque, mais il n'en reste pas moins qu'il aurait pu mieux s'y prendre.

Quand ils discutent du siège de Québec en 1759, les historiens accordent parfois trop d'importance à l'armée du Général Wolfe et à la bataille du 13 septembre 1759. En réalité, la Nouvelle-France, qui ne comptait que 63 000 habitants, a été écrasée sous le poids des troupes assaillantes britanniques qui, selon mes calculs, comprenaient 49 bâtiments de guerre (le quart de la Marine royale), 140 navires marchands et 24 759 soldats, marins, fusiliers marins et matelots marchands. Les troupes assaillantes pouvaient compter sur 1 871 canons à bord de leurs navires de combat et avaient apporté 163 pièces d'artillerie. Les troupes de défense de Québec n'étaient composées que de 21 000 militaires de métiers, miliciens, marins et alliés autochtones, qui disposaient d'environ 300 pièces d'artillerie. La force de défense comprenait au moins 12 000 miliciens, ce qui devait représenter à peu tous les hommes en âge de servir en Nouvelle-France. Un historien militaire canadien m'a assez pertinemment fait remarquer, alors que nous discutons de ces chiffres, que la Nouvelle-France avait en 1759 autant de chance de gagner la guerre que l'Irak en 1991.

Pour ce qui concerne les forces d'opposition à Québec, veuillez vous reporter à l'ouvrage de C. P. Stacey, *Quebec 1759: The Siege and the Battle*, sous la direction de Donald E. Graves, qui contient des documents inédits (Toronto, 2002).

4. L'article de Martin Nicolai, « A Different Kind of Courage: The French Military and the Canadian Irregular Soldiers during the Seven Years' War, » *Canadian Historical Review*, 70, (mars 1989), pp. 53 à 75, offre l'examen le plus méticuleux de l'entraînement et du déploiement des miliciens de la Nouvelle-France relativement à la campagne de 1760. Cette excellente étude ne figure pas dans la bibliographie de *Canada's Army*.

5. Ces unités comprennent le bataillon de volontaires canadiens, mobilisé à Québec en 1764, pour réprimer la rébellion de Pontiac, ainsi que les Royal Highland Emigrants, les Royal Fencible Americans et les Loyal Nova Scotian Volunteers, mobilisés en 1776. De 1793 à 1802, on a mobilisé les Queen's Rangers, le Royal Nova Scotia Regiment, le King's New Brunswick Regiment, les Volunteers of the Island of St. John et les Royal Canadian Volunteers, mais on a dissous toutes ces formations à la suite de la ratification du Traité d'Amiens. De 1802 à 1812, six régiments territoriaux (unités régulières de l'armée britannique, qui ne sont appelées à servir qu'en Amérique du Nord toutefois) ont été mobilisés : les Territoriaux royaux de Terre-Neuve, de la Nouvelle-Écosse, du Nouveau-Brunswick et du Canada sont apparus de 1802 à 1809. En 1809, les Territoriaux du Nouveau-Brunswick se sont portés volontaires pour le service général (le service à l'extérieur de l'Amérique du Nord), et ils servirent sous le nom 104e Régiment de Fantassins. Cette unité a été remplacée par un régiment récemment mobilisé de Territoriaux au Nouveau-Brunswick. Enfin, à l'approche de la guerre de 1812, on a mobilisé les Territoriaux d'infanterie légère de Glengarry.

6. Dans la mesure où le D' Strachan est un élément essentiel de l'argumentation au fondement de la thèse de M. Granatstein selon laquelle le « mythe fondateur de l'histoire de l'armée canadienne repose et a toujours reposé sur l'idée que les colons et citoyens assurent leur propre défense, » il est important d'examiner comment l'auteur utilise les documents associés à ce personnage, un homme qui, selon lui, est le « principal créateur » de la légende de la milice. M. Granatstein présente des citations (pp. 4-5) extraites de cinq documents rédigés par John Strachan de 1812 à 1814; des documents qui selon l'auteur ont été repris dans l'ouvrage de Carl Benn, *Historic Fort York, 1793-1993* (Toronto, 1993), pages 93 et 115, ou dans celui de J. L. Henderson, *John Strachan: Documents and Opinions* (Toronto, 1969), pages 32 et suivantes. Je n'ai retrouvé aucune des citations du D' Strachan parmi les pages indiquées dans *Historic Fort York*, mais j'ai bel et bien retracé quatre des citations utilisées par M. Granatstein dans l'ouvrage de M. Henderson, alors que la cinquième citation provenait d'un autre document, bien que cela puisse être dû à ma vue défaillante plutôt qu'à une erreur de la part de l'auteur. Quoi qu'il en soit, il aurait été avisé de situer ces citations dans leur contexte.

La première citation (Henderson, p. 38) concerne l'opinion du D' Strachan à l'égard du commandant britannique de l'Amérique du Nord, le Lieutenant-général Sir George Prevost, qui selon John Strachan « a abandonné les Loyalistes [du Haut-Canada] en les laissant pieds et poings liés face à leur destin ». L'auteur semble attribuer ce ton critique au fait que le D' Strachan habitait York (l'ancienne Toronto), une ville qui avait été « envahie à deux reprises » au cours de la guerre de 1812. Cette citation provient de fait d'une lettre que John Strachan avait envoyée à l'homme d'affaires montréalais James McGill, en novembre 1812, cinq mois donc avant que York ne succombe une première fois, et bien qu'il y remette en question les politiques du Lieutenant-général Prevost pendant les premiers mois de la guerre, il est également évident que John Strachan admirait le Major-général Isaac Brock, qui venait de mourir, avec lequel le Lgén Prevost ne pouvait soutenir la comparaison à ses yeux. Le D' Strachan suppose que le Lgén Prevost

peut avoir « agi conformément à des ordres explicites reçus de Londres ». Dans les faits, le Lgén Prevost suivait la directive du gouvernement britannique de ne pas s'engager dans des opérations offensives, dans la mesure où Londres espérait mettre rapidement fin à la guerre par la voie diplomatique. C'est pourquoi on peut affirmer que les critiques du D' Strachan à l'endroit du Lgén Prevost étaient pour la plupart sans fondement, dans la mesure où le prélat ignorait tout simplement trop de choses pour être un critique crédible du commandant britannique et de la politique du gouvernement anglais.

Avec la deuxième citation, le D' Strachan indique qu'il considère que le Lgén Prevost a mené les opérations de cette guerre sous le signe de la « stupidité ». M. Granatstein ne renvoie pas clairement au document dans lequel cet adjectif aurait été employé, mais je l'ai repéré dans une lettre de John Strachan à James Brown, datée du 30 octobre 1813 (Henderson, p. 47); missive dans laquelle le D' Strachan, en se reportant explicitement à l'attaque britannique de Sacket's Harbor, dans l'État de New-York, le 29 mai 1813, déclare que l'attaque a échoué « en raison de la stupidité du commandant des forces [Lgén Prevost] ». Bien qu'il soit évident que John Strachan n'était pas un fervent admirateur de Sir George Prevost, il évoque en l'occurrence un événement précis, l'attaque ratée de Sacket's Harbor, et non la conduite générale du Lgén Prevost tout au long de la guerre, comme le prétend M. Granatstein. Le comportement du Lgén Prevost au cours de cette opération avortée (qui, à mon avis, s'est déroulée dans l'hésitation plutôt que la stupidité) a fait l'objet de nombreux débats, mais n'importe quel historien qui a lu la correspondance officielle de l'homme d'église ne peut qualifier le commandant britannique d'imbécile. Et au risque de me répéter, c'est son opinion qu'exprime John Strachan, et ce, encore une fois, dans une lettre personnelle envoyée à un autre civil.

La troisième citation, qui selon M. Granatstein expose l'opinion du D' Strachan à l'égard du Lieutenant-général Gordon Drummond, le commandant du Haut-Canada de décembre 1813 à janvier 1815, provient d'une lettre (Henderson, p. 50) datée du 1er janvier 1814, que John Strachan avait rédigée à l'intention de Sir Francis Gore, le lieutenant-gouverneur du Haut-Canada avant la guerre. Dans cette lettre, le Dr Strachan affirme que notre « général-en-chef est dénué de la passion et de l'esprit de décision que le principal commandant de ce pays doit posséder pour pouvoir le protéger à tout prix raisonnable ». Une lecture attentive de cette lettre montre que dans un passage précédent, John Strachan fait la distinction entre l'attitude agressive du Lgén Drummond, qui venait tout juste de conduire à la capture de Fort Niagara, et celle du « général en chef » qui a maintenu un « système d'abstention ». Dans le contexte, il est évident que le D' Strachan pense au Lgén Prevost quand il parle d'un officier « dénué de la passion et de l'esprit de décision, » pas du Lgén Drummond, que l'évêque admirait. Il faut toutefois rappeler une fois encore que c'est l'opinion d'un seul homme.

La quatrième citation, extraite d'une « lettre ouverte » envoyée selon l'auteur par John Strachan et ses partisans, exhorte semble-t-il à résoudre la situation en se dotant d'un « nouveau commandant et de troupes plus nombreuses ». Je n'ai pas réussi à retrouver cette citation dans l'ouvrage de M. Henderson, où elle devrait figurer selon M. Granatstein, mais j'ai trouvé une phrase très similaire dans une lettre écrite le 8 mai 1813 par trois officiers de la milice de York et une quatrième personne à l'intention d'un destinataire inconnu, qui a été publiée dans l'ouvrage d'E. A. Cruickshank, *Documentary History of the Campaign on the Niagara Frontier in the Year 1813. Part I (1813)* (Welland, 1902), pages 192 à 202. Le nom de Strachan, en compagnie de celui de deux autres hommes, apparaît à la fin de la lettre, mais à l'endroit habituellement réservé aux destinataires dans la correspondance du début du XIX^e siècle. Un examen attentif de l'original (qui est probablement conservé dans les Archives publiques de l'Ontario ou les Archives nationales du Canada) pourrait sans doute permettre de trancher la question de savoir si John Strachan était le signataire ou le destinataire de cette missive. Je crois pour ma part que le D' Strachan a participé à sa rédaction, dans la mesure où l'on y retrouve des phrases qui ponctuent d'autres pièces de sa correspondance des années de guerre. Quoi qu'il en soit, la lettre est

un compte rendu de la capture de York par les Américains en avril 1813 et une litanie de reproches à l'endroit du Major-général Sir Roger Hale Sheaffe et de sa conduite avant et pendant cette opération. On y exprime le sentiment que « sans un nouveau commandant et plus de soldats, la province subira bientôt la défaite; toute la puissance de l'ennemi est canalisée en ce sens, et à moins que des efforts immenses ne soient déployés, il réussira, » et je crois que c'est à ce document que se rapporte M. Granatstein. Le problème, c'est que ce document n'est en rien une « lettre ouverte », comme l'affirme M. Granatstein, mais bien un échange privé avec une seule personne (je soupçonne que le destinataire était Sir Francis Gore, qui était à l'époque en Grande-Bretagne), relativement à un commandant britannique bien précis, le Mgén Sheaffe, et ce, pour une période bien définie, comprise entre les mois d'octobre 1812 et d'avril 1813.

La cinquième citation, selon laquelle la province du Haut-Canada n'a été sauvée que grâce à « la lutte acharnée des miliciens », qui selon M. Granatstein a marqué les campagnes de 1814, figure dans l'ouvrage de M. Henderson (p. 51), dans une lettre que John Strachan a fait parvenir à Dugald Stewart au cours de « l'hiver 1814 ». En lisant attentivement cette lettre, toutefois, on se rend compte que le Dr Strachan parle en réalité des premières campagnes de la guerre, alors qu'il écrit : « Peu après la déclaration de guerre des États-Unis, les Américains ont concentré toute leur puissance militaire sur la province, qu'ils prévoyaient conquérir facilement et rapidement. Ils pouvaient à juste titre s'attendre à une telle victoire, compte tenu que le Haut-Canada comptait à peine plus d'un régiment, et si ce n'avait été de la lutte acharnée des miliciens, la défaite semblait certaine ». Il est évident que c'est à 1812 que s'applique cette déclaration, et, si cela n'est pas une preuve suffisante, on n'a qu'à lire la phrase suivante : « Leurs [les miliciens] services ont été retenus pour les deux dernières campagnes [c.-à-d., années] à un degré bien supérieur que ce à quoi l'on aurait pu s'attendre ». Cette missive constitue elle aussi un échange privé avec un autre civil, et sa portée est limitée dans temps, plus précisément, la première année de la guerre. Il vaut également la peine de souligner que John Strachan se plaint du manque de soldats de la force régulière dans la province à l'ouverture des hostilités, il ne se contente donc pas de chanter les louanges de la milice.

Dans l'ensemble, les cinq éléments de preuve à partir desquels M. Granatstein élabore sa théorie faisant de John Strachan le créateur et le thuriféraire du mythe de la milice, ainsi que le sermon de l'homme d'église dont il a déjà été question dans le corps du texte de la présente critique, révèlent, après une lecture attentive, que le D' Strachan ne faisait pas tant l'éloge de la milice qu'il condamnait la façon dont Sir George Prevost menait la guerre. Un reproche important concernait d'ailleurs le fait que la milice avait été appelée à combattre dès la première année de la guerre en raison du manque d'unités régulières dans la province, un déploiement pour lequel John Strachan n'hésite pas à jeter le blâme sur Sir Prevost. Il vaut la peine de souligner de nouveau que ces cinq documents étaient tous des communications privées, rédigés par un civil (ou des civils) à l'intention d'autres civils. On ne peut prétendre que ces documents constituent la preuve irréfutable que John Strachan est le père du mythe de la milice.

7. Cette apologie a suivi le sermon... York, 22 novembre 1812, dans l'annexe au *Report of the Loyal and Patriotic Society of Upper Canada* (Montréal, 1817).

8. C. P. Stacey, « The War of 1812 in Canadian History », *Ontario History*, 50 (1958), pp. 153 à 159.

9. En ce qui concerne John Strachan et l'origine du mythe de la milice, l'auteur reconnaît la qualité du remarquable livre de J. M. Hitsman, *The Incredible War of 1812*, mais il aurait été avisé de consulter l'édition revue et corrigée parue en 1999, dans la mesure où, dans mon introduction, la question de l'origine et de l'évolution du « mythe de la milice » dans le Canada anglais du XIX^e siècle est abordée.

10. Comme ces unités ont été mobilisées sous les auspices des législatures du Haut-Canada et du Bas-Canada, j'ai toujours utilisé l'expression « militaires des forces régulières provinciales » pour les désigner et les distinguer des unités territoriales, qui sont des unités

régulières de l'armée britannique mobilisées au Canada.

11. Le mot « Canadiens » désignait les Canadiens-français à cette époque.

12. Se reporter à l'annexe C de *Field of Glory, The Battle of Chrysler's Farm, 1813* (Toronto, 1999). Il vaut la peine de souligner que l'une des compagnies de la milice sédentaire ou « classique » qui a combattu au cours de cette opération s'est dispersée la première fois qu'elle a essuyé des tirs, pour ensuite se reformer et charger à la baïonnette une brigade américaine, aux côtés d'une compagnie de la milice d'élite. Ils ont été battus, mais la brigade américaine a fui dans le désordre peu après.

13. Extrait du livre de J. M. Hitsman, *Safeguarding Canada, 1763-1871* (Toronto, 1968), p. 176.

14. Extrait du livre de J. M. Hitsman, *Safeguarding Canada*, p. 177.

15. Extrait du livre de J. M. Hitsman, *Safeguarding Canada*, p. 187.

16. L'auteur parle (pp. 8 et 10) de l'utilisation de fusils par les militaires au cours de la période française et de la guerre de 1812, alors qu'il devrait, pour être précis, parler de mousquets à canon lisse. Les deux armes sont très différentes. On utilisait des fusils militaires au XVII^e siècle et au début du XIX^e siècle, mais de façon limitée et certainement pas en grand nombre sur les champs de bataille nord-américains.

Quand il se penche sur la bataille de Châteauguay, qui a pris place le 26 octobre 1813, l'auteur parle (p. 11) « des effectifs de la milice qui s'élevaient à environ 300 hommes, et qui ont livré le plus gros de la bataille ». De fait, les troupes qui ont participé le plus intensément à cette bataille comprenaient, selon mes calculs, 408 hommes, et la plupart d'entre eux n'étaient pas des miliciens comme le veut le cliché, c'est-à-dire des civils rassemblés en toute hâte, mais bien des militaires d'unités régulières ou semi-régulières. La majorité, 182 soldats, provenait des Territoriaux canadiens, une unité de l'armée britannique, ou des Voltigeurs Canadiens, une unité régulière provinciale. On comptait deux compagnies, regroupant au total 129 hommes, de la milice d'élite, mais ces troupes — habillées, armées, équipées et entraînées comme des militaires de la force régulière — étaient loin de ressembler à la milice « classique ». On retrouvait à dire vrai 75 membres de la milice locale sédentaire ou « classique », et ils ont bien combattu, mais il y avait aussi 22 guerriers autochtones abénaquis et du peuple Nipissing. En effet, plus des trois quarts des soldats qui ont connu les combats les plus intenses à Châteauguay peuvent être considérés comme appartenant d'une façon ou d'une autre à la force régulière. Pour prendre connaissance de la composition des troupes de Salaberry à Châteauguay, reportez-vous à l'annexe C de mon livre *Field of Glory: The Battle of Chrysler's Farm, 1813* (Toronto, 1999).

Dans une veine similaire, l'auteur affirme à la même page (p. 4) qu'à Châteauguay, la victoire « a été remportée parce que le commandant américain n'a pas manifesté l'autorité nécessaire, et ses miliciens partaient au combat à contrecœur ». L'officier en question, le Major-général Wade Hampton de l'armée des États-Unis, a mené au combat des troupes qui, selon ce que j'ai pu évaluer, comptaient 3 764 hommes, dont la plupart étaient des militaires de métier, quoique bon nombre d'entre eux avaient joint les rangs de l'armée américaine depuis moins longtemps que les prétendus miliciens qui leur faisaient face sur le champ de bataille. Le Mgén Hampton avait sous ses ordres deux régiments de volontaires réunis dans l'armée fédérale, mais dans leur cas également, on ne peut parler de « milice classique », puisqu'ils étaient l'équivalent à peu près parfait des membres de la milice d'élite du Bas-Canada. Tout porte à croire que l'on ne retrouvait que 25 hommes issus de la milice de l'État de New York au sein des troupes du Mgén Hampton (« milice classique »), mais il est difficile de savoir s'ils ont bel et bien traversé la frontière entre les deux pays. Consultez à cet égard l'annexe B à mon livre intitulé *Field of Glory*.

Lors de la bataille de Ridgeway, en 1867, les deux forces en présence ont combattu avec des mousquets à chargement par la bouche — les Fenians étaient équipés de fusils Springfield et les miliciens canadiens de fusils Enfield. L'auteur semble avoir de la difficulté à faire la distinction entre un mousquet se chargeant par la bouche et un fusil se chargeant par la culasse, et il fait erreur en affirmant (p. 23) que les Fenians étaient armés de fusils, puisque leur

arme était semblable à celle de la milice canadienne. Dans les faits, les Fenians, pour la plupart des vétérans de l'armée de l'Union, étaient capables de tirer plus de coups à la minute que les miliciens canadiens peu aguerris, qui utilisaient à peu près la même arme.

Quand l'auteur déclare (p. 26) que le fusil Snider-Enfield, distribué aux miliciens canadiens dans les années 1870, n'était pas un fusil de premier ordre mais « un fusil à chargement par la bouche de trois pieds de long, modifié en fusil à chargement par la culasse à un coup, qui tirait une énorme munition de calibre .57 », on se rend compte qu'il ne connaît pas très bien les armes militaires du XIX^e siècle et leur évolution. Le Snider-Enfield était à dire vrai une très bonne arme pour l'époque, et seul le premier modèle de ce type d'arme résultait d'une modification, les modèles subséquents (et ils furent nombreux) ont été fabriqués dès le départ sous la forme d'armes à chargement par la culasse. Le Snider était une arme d'une grande précision (son ancêtre à chargement par la bouche ayant été l'une des armes d'infanterie réglementaires des deux opposants lors de la guerre de Sécession, et ce, avec des conséquences meurtrières pour l'un et l'autre protagonistes). Bien que le Snider dût être rechargé après chaque coup, il fallait faire de même avec l'arme qui lui a succédé, le fusil Martini-Henry, ainsi qu'avec la plupart des principaux fusils d'infanterie, avant l'arrivée des chargeurs. L'auteur pense que le calibre .57 (au risque de me répéter, le calibre standard utilisé par l'infanterie au cours de la guerre de Sécession) est « énorme, » alors que c'est un calibre plutôt moyen pour les armes d'épaule de l'époque et un calibre certainement beaucoup plus petit que le calibre .75 des armes plus anciennes du XIX^e siècle.

Thomas Bland Strange n'habitait pas la ville de Québec lorsqu'a pris naissance la rébellion de 1885, comme le dit l'auteur (p. 29). Il élevait du bétail sur les berges de la rivière Bow, à environ 40 milles au sud-ouest de Calgary.

À la bataille de Cut Knife Hill, livrée en 1885, l'artillerie canadienne n'a pas été rendue impuissante parce que, comme l'avance l'auteur (p. 30), « ses plate-formes de pièce pourries tombaient en morceaux ». Ce ne sont pas les plate-formes de pièce qui posaient problème mais les affûts — deux choses bien différentes — des deux pièces de 7 livres de la Police à cheval du Nord-Ouest. La flèche d'un canon s'est désintégrée, et les sus-bandes (les charnières de métal qui maintiennent le tube de canon à l'affût) de l'autre canon ont cédé, et il fallait le réinstaller sur son affût après chaque coup. Et la frustration était encore accrue chez les artilleurs du fait qu'ils devaient utiliser les armes de la police à cheval parce qu'on leur avait ordonné de laisser leurs propres canons à âme rayée à chargement par la bouche (CRCB) derrière avec le Lcol Otter, quand celui-ci est parti, et ils ont par conséquent dû se contenter de pièces d'artillerie de moindre qualité.

En ce qui concerne la guerre des Boers, les compagnies mobilisées pour former le 2^e Bataillon (service spécial) du Régiment royal du Canada à l'automne 1899 avaient des effectifs autorisés de 125 hommes, et non 250 hommes comme l'indique l'auteur (p. 37). La marche vers Magersfontein a commencé le 12 février 1900, et non le 12 janvier, comme l'écrit l'auteur (p. 40), et le Régiment royal du Canada n'a pas fait office d'arrière-garde. Les pertes canadiennes à Paardeberg, le 18 février 1900, s'élevaient à 21 morts, et non 18 (même page), et le 27 février, 13 soldats ont été tués, pas huit comme il est indiqué à la page 42. Les membres du bataillon canadien de fusiliers à cheval ont été recrutés au sein de la milice ainsi que de la Police à cheval du Nord-Ouest, l'armée permanente et le grand public, comme on peut le lire à la page 42. À Leliefontein, les Boers ne sont pas sortis « de nulle part », comme il est dit à la page 44, on a pu observer leur approche, et il y a eu engagement avec le détachement d'artillerie de Morrison. Le sergent de Turner, Edward Holland, n'avait pas été surnommé « Gat », c'était plutôt le surnom de l'officier à la mitrailleuse, Arthur L. Howard, et le Sergeant Holland n'a jamais saisi le canon brûlant de la mitrailleuse. Pour prendre connaissance des faits précis en ce qui concerne l'organisation des unités canadiennes en Afrique du Sud et leur participation aux batailles de Paardeberg et Leliefontein, on peut consulter l'ouvrage de Brian Reid, *Our Little Army in the Field: The Canadians in South Africa 1899-1902* (St. Catharines, 1996).

À partir de la page 60 et jusqu'à la fin du livre, l'auteur utilise

l'expression « Webb equipment » pour parler du « web equipment » (équipement à sangles).

Quand il parle du matériel de la 1^{re} Division du Canada en Grande-Bretagne, au cours de l'été 1940, l'auteur indique (p. 186) qu'en termes d'armes antiaériennes, cette formation ne possédait que des « pièces désuètes d'artillerie antiaérienne légères de 20 mm ». C'est une affirmation intrigante, car les seules armes antiaériennes de ce calibre à faire partie des stocks des pays du Commonwealth au cours de la Deuxième Guerre mondiale étaient les canons Oerlikon de 20 mm ou Polsten-Oerlikon, que les forces armées n'ont pas adoptés à grande échelle avant 1941, et c'était des armes très efficaces. Le problème au niveau de la défense antiaérienne de la 1^{re} Division du Canada au cours de l'été 1940 ne tenait pas au fait que la formation aurait eu des armes désuètes, mais au fait qu'elle n'avait tout simplement pas d'armes antiaériennes, hormis des mitrailleuses légères. Reportez-vous au livre de C.P. Stacey, *Six Years of War. The Army in Canada, Britain and the Pacific* (Ottawa, 1955), p. 290.

L'auteur nous apprend (p. 225) que le Sherman n'a pas tenu la comparaison avec son principal rival, le char allemand MK IV, son profil étant plus élevé. Pour être précis (même si cela pourrait sembler assez pointilleux, j'en conviens), le MK IV était un pouce plus haut que le Sherman, et le char allemand était aussi pourvu d'une coupole qui en rehaussait le profil.

L'auteur déclare (p. 248) que les troupes canadiennes à Ortona ont essuyé le tir de « Nebelwerfers lance-fusées à 5 tubes (...) ». Compte tenu de l'époque et de l'importance des opérations, on peut penser que l'on a plutôt affaire ici au Nebelwerfer 41 à 6 tubes de 150 mm, l'arme la plus courante de ce genre, et que l'on retrouvait dans les stocks de la division de parachutistes allemande qui a combattu à Ortona en 1943.

L'auteur semble dire (p. 273) que l'opération *TOTALIZE* avait été annulée le 8 ou, au plus tard, le 9 août 1944. Elle a de fait été annulée le 10 août.

L'auteur affirme (p. 274), en ce qui concerne le Brigadier E.L. Booth, le commandant de la 4^e Brigade blindée canadienne durant l'opération *TRACTABLE*, tombé au champ d'honneur, que parce que « sa mort n'a pas été déclarée ou son corps immédiatement découvert dans le fracas du combat, il a fallu attendre le 19 août avant que le Lieutenant-Colonel Robert Moncel soit promu commandant de la brigade ». À dire vrai, on savait dès le 14 août en fin d'après-midi, que le Brig Booth avait été tué, et il a d'abord été remplacé à la tête de la brigade par le Lieutenant-Colonel M.J. Scott, qui provenait des Governor-General's Foot Guards, pour être ensuite suivi par le Lieutenant-Colonel W. W. Halpenny, qui lui appartenait aux Canadian Grenadier Guards (22^e Régiment blindé canadien). S'il a fallu

attendre cinq jours avant que le Lcol Moncel n'assume le commandement de la 4^e Brigade blindée canadienne, c'est parce que le Lieutenant-général Simonds a refusé que le Lcol Moncel, qui occupait un poste important dans son état-major, ne quitte son quartier-général avant le 19 août pour aller remplir ses nouvelles fonctions. On peut comprendre que l'auteur se soit emmêlé dans ses pinceaux à ce sujet, s'il s'est fié à la note en bas de page assez nébuleuse à ce propos, qui figure à la page 240 de l'histoire officielle de C.P. Stacey, *The Victory Campaign* (Ottawa, 1960). Quoi qu'il en soit, les problèmes de succession au Brig Booth à la tête de la 4^e Brigade blindée canadienne et le délai qui s'ensuivit sont examinés à la page 132 de mon livre *South Albertas: A Canadian Regiment at War* (Toronto, 1998), auquel l'auteur renvoie (pp. 457 et 458) dans ses notes.

Pour éviter toute confusion, le Général George Kitching, le commandant de la 4^e Division blindée canadienne, m'a dit peu avant sa mort en 1999, lors d'une entrevue que j'ai réalisée avec lui, que, bien qu'il respectait le Lcol Moncel, il n'était pas très chaud à l'idée de le voir prendre le commandement de la 4^e Brigade blindée canadienne, car celui-ci n'avait pas d'expérience du commandement d'une unité de blindés au combat, encore moins d'une brigade de blindés. Le Gén Kitching aurait grandement préféré que le Lieutenant-Colonel G.D.S. Wotherspoon, du South Alberta Regiment, soit nommé à ce poste, mais le Brigadier James Jefferson, le supérieur immédiat de Wotherspoon au sein de la 10^e Brigade d'infanterie canadienne, était loin d'être prêt à renoncer à ses services. En bout de piste, le Lcol Moncel a obtenu le commandement de la 4^e Brigade blindée canadienne parce que le Lgén Simonds avait insisté pour que ce soit le cas.

L'auteur déclare également (pp. 273-274), ou du moins laisse entendre, que le 8 août, le secteur de la Poche de Falaise, « un passage étroit entre les Américains au sud et les Canadiens au nord, était encore accessible mais soumis à des attaques aériennes et des bombardements constants ». Cela est faux. Ce jour-là, cette « poche » représentait une superficie de près de 1 200 milles carrés, et seules les zones situées à proximité des troupes alliées essuyaient des tirs d'artillerie, et les attaques aériennes demeuraient intermittentes.

L'utilisation que fait l'auteur des termes « défenses avancées » et « positions principales » quand il décrit le déploiement défensif des Allemands au sud de Caen (p. 270) est trompeuse. La doctrine défensive allemande consistait à déployer les forces en trois lignes ou ceintures défensives : les postes avancés avaient été placés à l'avant pour empêcher la force assaillante de disposer de bonnes positions d'observation et pour l'obliger à se déployer précipitamment; derrière se trouvait une ligne d'« avant-postes de combat », positionnés pour tromper

l'ennemi quant à la position de la principale ceinture défensive; et enfin, la principale ceinture défensive à proprement parler, qui était pour une grande part défendue par des tirs, et dont tout segment évacué sous la pression, devait être récupéré en contre-attaquant immédiatement. Le problème du Lgén Simonds, comme pour la plupart des commandants alliés en Normandie, était de déterminer où se trouvait au juste la principale ceinture défensive.

Seule la 2^e Brigade blindée canadienne a utilisé pour l'opération *TOTALIZE* la disposition des colonnes d'assaut qui est décrite dans la note en bas de page de la page 271 — l'autre formation d'assaut, la 33 British Armoured Brigade, a suivi une autre disposition. Dans les deux brigades, cependant, les colonnes d'assaut ne comprenaient pas de troupes d'armes antiaériennes; on y retrouvait deux troupes de canons antichar, car on considérait, à juste titre, que l'aviation allemande ne constituait pas une menace grave pour le moment.

Dans le cadre de l'opération *TOTALIZE*, le bombardement allié a commencé à 23 h 15 le 7 août, et non à 23 h, comme l'indique l'auteur à la page 272, qui semble avoir été trompé par une phrase de C.P. Stacey, dans son livre *The Victory Campaign*, où il dit que le « grondement » des avions s'est fait entendre à partir de 23 h. Aucun officier supérieur canadien n'a été tué au cours de la deuxième phase du bombardement de l'opération *TOTALIZE*, comme il est dit à la page 273 — le militaire le plus haut gradé à avoir été touché au combat était le Major-général Rod Keller, commandant de la 3^e Division de l'infanterie canadienne, et il n'a été que blessé (bien qu'il soit plus tard mort des suites de ses blessures).

À la page 273, l'auteur a confondu la Force commandée par Halpenny (Canadian Grenadier Guards et Régiment du Lac Supérieur) avec la Force commandée par Worthington (Algonquin Regiment et British Columbia Regiment).

L'opération *TRACTABLE* n'avait pas pour but, comme l'auteur le prétend (p. 274), de bloquer la percée de Falaise mais bien de capturer Falaise pour en faire une base en vue d'opérations ultérieures.

Les deux divisions allemandes auxquelles faisait face la Première armée canadienne lors de l'opération *TRACTABLE* n'étaient pas « à peine revenues de leur mission d'occupation en Norvège », comme l'écrit l'auteur (p. 274). La 89^e Division, qui ne faisait pas partie du dispositif de défense contre l'opération *TRACTABLE*, avait servi en Norvège et été sérieusement décimée lors de l'opération *TOTALIZE*. La 85^e Division d'infanterie, que les Canadiens avaient combattu lors de l'opération *TRACTABLE*, avait auparavant été stationnée dans le sud de la France, alors que la 12^e Division Panzer SS, qui avait aussi joué un rôle défensif lors de l'opération *TRACTABLE*, n'avait jamais servi en Norvège.

The Soul of Battle:

From Ancient Times to the Present Day, How Three Great Liberators Vanquished Tyranny

par Victor Davis Hanson (The Free Press, 1999), 480 pages.

Compte rendu de lecture par le Sergent Arthur Majoor

Une armée a une âme, au même titre que chacun des soldats qui la composent, et aucun général ne peut vraiment mener sa mission à bien s'il ne contrôle pas l'âme de ses hommes, de la même manière qu'il contrôle leur corps et leurs jambes.¹

C'est ainsi que commence un ouvrage remarquable de Victor Davis Hanson, un expert de la période classique également connu pour ses études sur l'art de la guerre chez les anciens hoplites² et sur l'influence de la civilisation agraire et de la pensée de la Grèce antique sur la civilisation occidentale.³ Dans *The Soul of Battle*, Hanson traverse les époques, de l'ère classique jusqu'au XX^e siècle, pour nous montrer comment il peut arriver, parfois, que les préceptes de la moralité amènent un être singulier à s'affirmer et à prendre le commandement d'une « armée de la raison » pour aller détruire promptement et totalement un régime tyrannique. Les leçons de ce livre sont profondément pertinentes non seulement quant à la manière d'aborder la guerre au terrorisme d'aujourd'hui et d'envisager les actions potentielles contre « l'axe du mal », mais également quant à la manière dont le Canada, en sa qualité d'État démocratique, devrait s'affirmer, organiser son infrastructure militaire et former ses chefs.

L'hypothèse de Hanson est simplement que le « droit fait loi ». Lorsque les sociétés démocratiques sont confrontées au mal, elles ont la capacité remarquable de lever rapidement une armée vengeresse pour aller détruire les scélérats dans leur repaire. Dans notre propre histoire, on constate que le Canada est parvenu à créer une infrastructure militaire, à partir de presque rien, et à lever des vastes armées, marines et forces aériennes modernes à l'occasion des deux guerres mondiales. Là où Hanson se démarque de la pensée conventionnelle, c'est lorsqu'il insiste pour dire que si elles sont menées par des chefs inspirés, ces puissantes armées peuvent être composées en grande partie de milices et accomplir leurs tâches dans un temps limité et ce, sans causer des pertes horribles ou s'engager dans des combats conventionnels contre l'État représenté par les membres de la ou des classes qui appuient le régime diabolique.

Voilà un point de vue inusité sur l'histoire militaire. Les démocraties sont capables de lever de vastes armées (le Canada avait plus d'un million de soldats en armes durant la Seconde Guerre mondiale), mais elles les fracassent souvent dans des collisions frontales avec l'ennemi. Les dictateurs mégalomanes peuvent aussi lever d'immenses armées et les mener dans des marches de conquête et de pillage à travers les continents, mais Alexandre le Grand, Napoléon et Hitler ont détruit leurs armées par abus de leurs soldats et de leurs ressources.

À titre d'illustration de sa thèse, Hanson se penche sur trois grandes marches menées par des démocraties : la descente d'Épaminondas dans le Péloponnèse pour détruire la puissance de Sparte durant l'hiver de 370 Av. J.-C., la marche de Sherman jusqu'à la mer à l'automne de 1864 et la course

de Patton vers l'Allemagne d'août 1944 à mai 1945.

Les hoplites thébains, les troupes de l'Union et les GI américains étaient avant tout des armées idéologiques composées de citoyens-soldats qui se sont lancés au cœur du territoire ennemi parce qu'ils étaient convaincus du bien-fondé et de l'extrême nécessité de leur action. Les commandants qui menaient ces armées encourageaient ce zèle éthique, les amenaient à croire qu'il existait une réelle différence morale entre la démocratie thébaine et l'ilotisme spartiate, entre une Union libre et un Sud esclavagiste, et entre l'Europe démocratique et un continent cauchemardesque sous la férule Nazi.⁴

Dans chacun de ces trois exemples, Hanson expose les fondements des sociétés opposées au bénéfice du lecteur. Ce dernier appréciera particulièrement l'habileté de Hanson à décrire clairement les sociétés de ces trois époques à grands traits, en particulier le lecteur qui n'a pas une grande connaissance de l'une ou l'autre des trois périodes à l'étude. La décision d'Épaminondas d'envahir la Laconie avec une armée d'environ 70 000 hoplites et les objectifs qu'il visait s'éclairent lorsque le lecteur comprend les divisions complexes de la société ségrégationniste spartiate et l'histoire de la fédération béotienne. De même, la décision de Sherman de marcher d'Atlanta à la côte Atlantique et l'objectif impératif de Patton de déborder et d'envelopper les armées allemandes grâce à la manœuvre sont présentés dans le contexte du conflit supérieur entre les démocraties que ces hommes représentaient et les sociétés esclavagistes qu'ils voulaient abolir.

Le lecteur apprend aussi la mécanique des armées à diverses époques et note l'observation faite constamment par l'auteur que les armées vengeresses des démocraties en question étaient vastes, de manière relative et absolue. En effet, l'armée de 70 000 hoplites qui s'est élancée dans le Péloponnèse était la plus grande force assemblée en Grèce depuis les guerres avec la Perse et était plus que suffisante pour anéantir toute force que les spartiates auraient théoriquement pu lever. La seule taille de l'armée béotienne a impressionné les spartiates et leurs alliés au point de les amener à se regrouper au centre de la ville de Sparte et à refuser le combat avec l'envahisseur, ce qui a laissé libre court à ce dernier pour détruire les grands domaines spartiates, enlever à Sparte sa main-d'œuvre esclave et établir des sanctuaires dans le Péloponnèse où les Hilotes pouvaient créer de nouvelles villes-états. Sherman a quitté Atlanta avec 62 000 soldats unionistes, une armée d'une taille plus que suffisante pour affronter la force potentielle de 40 000 soldats confédérés susceptible de se trouver sur son chemin. Ces forces confédérées ont choisi de se réfugier derrière leurs fortifications et de permettre la mise à feu des plantations et le pillage des récoltes plutôt que d'affronter l'Armée de l'Ouest (*Army of the West*). Patton était à la tête d'une armée de presque 250 000 soldats; ses manœuvres agiles et rapides avec la troisième armée ont amené de nombreux officiers allemands à croire qu'ils faisaient face à un groupe

d'armées. Les résultats de Patton ont certainement été à la mesure d'un groupe d'armées; en effet, il a fait plus de prisonniers et s'est avancé plus rapidement et plus loin en territoire allemand que toute autre armée alliée au cours de la même période.

Le lecteur contemporain doit cependant noter que le nombre de soldats au front a encore son importance, même à l'ère des bombes intelligentes et des armes de haute technologie. Lors de la récente guerre de libération de l'Irak, la seule taille des forces américaines et la vitesse de leur progression ont suffi à faire s'effondrer toute résistance organisée et à réduire l'opposition des troupes irrégulières à une poignée de piqûres d'épingle. Le Canada a fait une contribution très précieuse en Afghanistan avec un effectif d'à peine 1000 soldats. Imaginez combien le travail aurait été facilité si nous avions pu déployer 10 000 soldats pour couvrir les voies d'approche au Pakistan ou ratisser les cavernes des montagnes Tora Bora et d'autres redoutes potentielles des Talibans et d'Al Qaeda. En Irak, l'infusion de 1000 soldats canadiens aurait pu faire une différence dans la campagne au plan global, mais le déploiement de 10 000 soldats canadiens ou plus pourchassant les Fedayins de Saddam et les bombes humaines tout en protégeant les lignes d'approvisionnement aurait pu accroître la vitesse et la puissance de la poussée principale vers Bagdad. Une milice canadienne restructurée pourrait être une force en mesure de mobiliser des effectifs en grand nombre pour ce genre de mission. Un vaste corps de troupes est moins à risque à l'action (particulièrement au sein d'une alliance encore plus imposante) grâce à sa capacité d'impressionner fortement l'opposant potentiel par son seul nombre; en axant ses efforts sur ceux qui soutiennent les régimes diaboliques ce genre de force peut compter sur l'appui (actif ou passif) de la population locale.

Le lecteur de cet ouvrage apprend également à connaître les remarquables commandants de ces armées démocratiques. Chacun des ces hommes-Épaminondas, Sherman et Patton-était la force motrice de ces grandes marches. Non seulement possédaient-ils la vision nécessaire pour concevoir ces grands projets,

mais ils avaient en outre l'habileté organisationnelle pour lever et diriger de vastes armées, la rhétorique pour inspirer les troupes et le courage moral pour mener leur marche à terme face à l'opposition presque universelle de leurs propres supérieurs. À cause de leur zèle obstiné dans la réalisation de leur projet, ils ont fini par être la cible de soupçons quant à leurs motifs. Épaminondas a été accusé de trahison pour avoir conservé son armée après l'échéance de son mandat à titre de commandant. Sherman a été accusé de racisme et de brutalité malgré le fait qu'il a libéré des milliers d'esclaves et en a employé des milliers d'autres comme sapeurs et pionniers au sein de l'Armée de l'Ouest, et malgré le fait qu'il a infligé moins de pertes au Confédérés que Grant en un seul engagement frontal. Patton était constamment en conflit avec ses supérieurs quant à la forme de la campagne contre les Allemands et quant au soutien logistique dont il avait besoin pour sa poussée vers l'Allemagne, aussi bien qu'en ce qui concerne la rhétorique enflammée qu'il utilisait pour motiver ses soldats contre les Allemands.

L'étude des trois commandants par Hanson inclut une discussion biographique passablement détaillée pour établir où ils avaient développé leurs habiletés de commandant.

Épaminondas est le personnage le plus difficile à cerner à cause des grands trous dans les documents historiques. Il n'existe en effet aucune source primaire à son sujet et on ne parle de lui qu'indirectement dans les autres documents historiques (il n'est d'ailleurs fait aucune mention de lui dans *l'Histoire de mon époque* de Xénophon, parce qu'il avait renversé le pouvoir dans son état d'adoption). Du peu qu'on sait de lui, il semble que la plus forte influence sur lui fut celle des philosophies pythagoriques, qui tentaient de découvrir les principes mathématiques et de les appliquer non seulement à la géométrie, mais à tous les aspects de la vie. Sherman avait eu une carrière diversifiée dans l'armée et dans divers projets commerciaux et éducatifs hors de l'armée avant de reprendre du service au début de la guerre civile. Il avait connu le succès à divers degrés dans ces entreprises, mais avait également essuyé des échecs. Patton, même s'il était officier de carrière, avait également eu un large

éventail d'affectations dans l'armée tout en cultivant une diversité d'intérêts et de projets à l'extérieur, notamment une participation aux olympiques de 1912, la voile, le pilotage d'aéronef et la lecture sur toutes sortes de sujets. Malgré la diversité de son expérience et de ses accomplissements (Patton a conçu le sabre de la cavalerie américaine et a perfectionné l'instruction de la cavalerie durant les années 1920 et 1930), il était encore à un grade intermédiaire dans les années précédant la Seconde Guerre mondiale et risquait d'être oublié et mis à la retraite.

Le dénominateur commun de ces trois hommes semble être leurs intérêts et expériences vastes et diversifiés conditionnés par le goût de la défaite. Cette richesse d'expérience est certes un facteur dans leur habileté à reconnaître et surmonter les problèmes associés à l'organisation de grandes armées, et dans leur capacité de manipuler les facteurs stratégiques, opérationnels et (parfois) politiques en jeu dans la direction d'une grande marche. S'étant relevés après une défaite, ils savaient qu'ils n'avaient rien à perdre en s'embarquant dans ces ambitieux projets et, conséquemment, avaient le courage de persister en dépit de toute l'opposition rencontrée.

Ayant beaucoup lu et fait de bonnes études, ils étaient également en mesure de communiquer leur vision à leurs soldats par des paroles et des actions qui les inspiraient. Tous les trois menaient leurs hommes de l'avant, littéralement et au figuré. Épaminondas menait ses troupes du rang avant de la phalange; il a éventuellement été tué par la lance d'un Spartiate à la bataille de Mantinée; Sherman a vu la monture qu'il enfourchait abattue d'un coup à la bataille de Shiloh; Patton flirtait continuellement avec le danger en visitant le front à bord d'une voiture d'état-major ouverte.

Seuls des hommes possédant une éducation et une expérience aussi diversifiées semblent capables de la vision et du courage moral nécessaires pour mener de telles opérations, ce qui constitue un argument révélateur pour les Canadiens contemporains qui s'inquiètent de la valeur de l'éducation pour les officiers et les chefs en général. Les plus grands généraux canadiens sont ceux qui

dirigeaient le Corps canadien durant la Première Guerre mondiale, des hommes comme Arthur Currie, Raymond Brutinel et Victor Odlum qui ont transformé l'armée du Canada d'une milice mal dégrossie équipée de fusils et de chevaux en une formation de combat efficace capable d'intégrer l'infanterie, les mitrailleuses, l'artillerie, les armes chimiques, les chars et la puissance aérienne. À l'instar de la plupart des autres chefs du Corps canadien, ces hommes étaient des hommes d'affaires avant la guerre et la diversité de l'expérience acquise dans leur vie civile leur avait conféré la souplesse et la profondeur d'expérience voulus pour essayer des choses, changer et adapter le Corps canadien à l'environnement militaire prévalant. Aujourd'hui, la milice compte dans ses rangs des soldats qui possèdent un vaste éventail d'intérêts, d'études et d'expérience. Elle constitue sans aucun doute un bassin de talent qu'il serait grandement risqué d'ignorer, compte tenu de la complexité de l'environnement de sécurité et de la vaste gamme d'opérations potentielles auxquelles nous pourrions être appelés à participer dans les prochaines années.

La récente guerre en Irak est un puissant test des arguments de Hanson. Donald Rumsfeld, le secrétaire de la Défense des États-Unis, possèdent certainement la diversité d'expérience, l'éducation et le courage moral que Hanson estime importants de retrouver chez les chefs des grandes marches

démocratiques. L'intégration des forces terrestres, maritimes et aérospatiales à l'ère moderne va bien au-delà du concept traditionnel de ce qu'est une armée, ce qui explique peut-être pourquoi le chef qui a organisé et dirigé la marche de libération de l'Irak était le secrétaire de la Défense et non pas un général. La présence de l'alliance dans le Golfe Persique est importante, peu importe la norme de référence, nonobstant les critiques des commentateurs qui jugeaient les effectifs insuffisants pour remporter la victoire. Les moyens de guerre ont changé et la présence de plus de 1000 aéronefs américains et alliés a remplacé les divisions au sol. Les bombardements de précision ciblant des objectifs choisis comme les formations de la Garde républicaine et des positions connues ou présumées des chefs irakiens ont puni les coupables au même titre que la mise à feu des plantations et domaines l'avaient fait dans le passé dans le cas des Spartiates et des Confédérés. Les forces alliées ont sans contredit atteint leur but avec

une rapidité époustouflante en parvenant à Baghdad et en renversant le régime de Saddam Hussein en à peine trois semaines.

L'avenir aura toujours de la place pour les commandants et les armées qui incarnent les principes répertoriés dans le livre de Victor Davis Hanson. La technologie peut toujours changer les circonstances et les façons de faire la guerre aux scélérats, mais les démocraties sont capables de lever de puissantes « armées de la raison », de les lancer contre un objectif défini avec des buts clairement définis et de sortir vainqueur de la confrontation.

Le Sergent Arthur Majoor est un Réserviste en cours de formation au sein de la rotation 13 de Op PALLADIUM. Il contribue fréquemment au journal.



NOTES

1. William Tecumseh Sherman, *Memoirs, II*, g. 387, cité au début de *The Soul of Battle*.
2. Victor Davis Hanson, *The Western Way of War* (Alfred A Knopf, 1989). Voir aussi, Victor Davis Hanson, éditeur, *Hoplites: The Ancient Greek Battle Experience* (Routledge, Chapman & Hall, 1993).
3. Victor Davis Hanson, *The Other Greeks, The Agrarian Roots of Western Civilization*, (The Free Press, 1994) et *Who Killed Homer? The Demise of Classical Education and the Recovery of Greek Wisdom* (Simon & Schuster, 1998).
4. Victor Davis Hanson, *The Soul of Battle* (The Free Press, 1999), p.13.

Les Italiens (et un Canadien) sur les Canadiens en Italie...

The Gothic Line: The Canadian Breaching at Tavullia Key of the Italian Campaign

par Amedeo Montemaggi et Bill McAndrew (Commune di Tavulla, 1997). Texte en italien et en anglais, 117 pages illustrées de nombreuses cartes et images couleur, disponible au Mess des officiers de Fort Frontenac, Kingston, Ontario, no de téléphone (613) 541-5010, poste 5846.

1943: The Road to Ortona

par Saverio Di Tullio (Toronto: Legas, 1998), ISBN 0-921252-78-1, 109 pages, tout en couleur.

Compte rendu du Major John R. Grodzinski, CD

À ce jour, le récit épique des Canadiens qui ont combattu dans la campagne d'Italie de juillet 1943 à février 1945 ne le cède qu'au récit des batailles engagées dans le nord-ouest de l'Europe. Depuis Pachino jusqu'à Senio, les efforts des Canadiens sur le théâtre méditerranéen ont été impressionnants. Dans la seule Italie, 92 757 membres du personnel de l'Armée de terre canadienne ont participé à quatre grandes offensives et à une série de batailles et d'actions de moindre envergure,

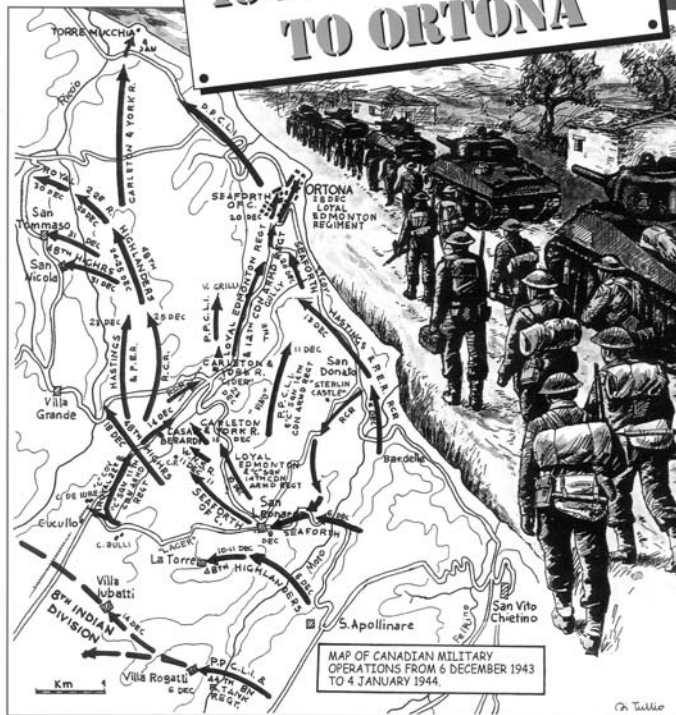
tout en servant dans le Premier corps d'armée canadien ou dans la Première Force d'opérations spéciale; parmi ceux-ci, 26 254 personnes devaient finalement figurer au nombre des pertes¹

La littérature qui existe sur la campagne d'Italie n'est pas aussi volumineuse que celle qui relate les batailles ayant fait rage dans le nord-ouest de l'Europe, mais elle est excellente. Le meilleur document historique publié jusqu'à maintenant est l'oeuvre de Daniel G. Dancocks et s'intitule *The D-Day Dodgers* (Toronto : McClelland

The illustrated history of the battle for Ortona as reconstructed from original documents and unpublished eyewitness accounts.

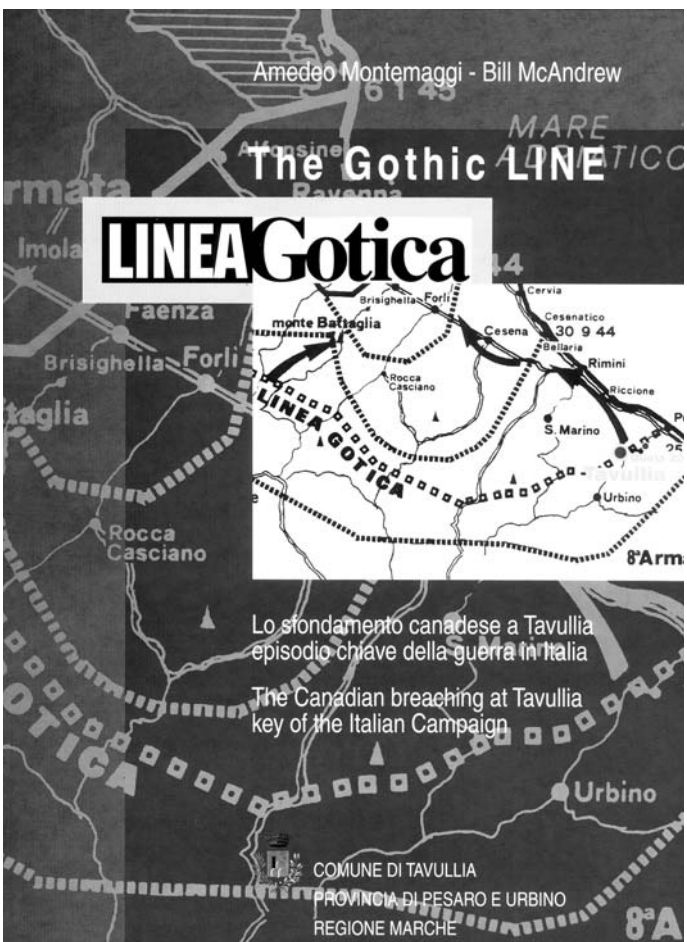
Saverio Di Tullio

1943: THE ROAD TO ORTONA



MAP OF CANADIAN MILITARY OPERATIONS FROM 6 DECEMBER 1943 TO 4 JANUARY 1944.

Translated by: Angela Arnone and Alex MacQuarrie



The Gothic LINE

LINEA Gotica

Lo sfondamento canadese a Tavullia episodio chiave della guerra in Italia
The Canadian breaching at Tavullia key of the Italian Campaign

COMUNE DI TAVULLIA
PROVINCIA DI PESARO E URBINO
REGIONE MARCHE

et Stewart, 1981), et l'on peut trouver plusieurs autres excellents ouvrages. Les lecteurs du présent journal seraient peut-être surpris d'apprendre que plusieurs Italiens ont également écrit sur ce sujet et que deux études signées de leurs mains font l'objet du présent compte rendu. Les deux ouvrages que nous passerons en revue portent sur le rôle du Canada dans deux grandes offensives alliées menées en décembre 1943 et à la fin de l'été 1944. Malheureusement, dans les deux cas, les grands objectifs à la base des opérations n'ont pas été atteints.

À la fin de 1943, au moment d'un transfert, de l'Italie à l'Angleterre, de troupes, d'avions et de navires proportionnels aux besoins prévus pour l'invasion de la Normandie, les commandants alliés stationnés en Italie ont lancé ce qu'ils espéraient être un coup stratégique. Leur but était de prendre Rome et de détruire l'armée allemande en Italie grâce à des percées anglo-américaines

soigneusement coordonnées le long de la côte Adriatique et dans la vallée de la Liri. La Première Division du Canada a connu plusieurs batailles difficiles qu'elle a néanmoins gagnées; il s'agit des batailles de la Sangro, de la Moro, du Ravin, de San Leonardo, de Cider Crossroads, de Sterlin Castle, de Vino Ridge, de Casa Berardi et d'Ortona. Finalement, c'est la Deuxième Brigade du Canada qui a libéré Ortona, pendant que les deux autres brigades canadiennes prenaient des objectifs plus au nord. Malgré plusieurs succès remarquables, l'offensive s'est enlisée et ce n'est qu'au début de janvier 1944 qu'elle a pris fin.

Je pense que l'événement le plus célèbre de l'époque a été le banquet tenu à l'église de Santa Maria di Constantinopoli, à Ortona, le Jour de Noël de 1943, alors qu'on a retiré les troupes de la ligne de front pour leur permettre de prendre quelques minutes de paix et un bon repas chaud avant de replonger dans

la bataille. Pour la grande majorité des soldats, c'était leur cinquième année outre-mer et leur premier grand combat dans une zone bâtie. Nombreux sont ceux qui n'y auront pas survécu.

The Road to Ortona raconte toutes ces histoires et bien d'autres. Ce n'est pas un ouvrage historique typique. L'auteur, Saverio Di Tullio, raconte l'histoire dans le style de la bande dessinée et le résultat est un livre remarquable. Di Tullio a fouillé le sujet de manière approfondie, interrogeant d'anciens combattants canadiens et allemands ainsi que des civils italiens en faisant grand usage de sources primaires et secondaires. Ainsi muni d'une connaissance intime de la bataille, il a dessiné des centaines de bandes — dont plusieurs sont illustrées d'après des photographies des événements de cette période. Le résultat est un récit très lisible et fascinant d'une opération divisionnaire canadienne d'envergure pendant la Deuxième Guerre mondiale. Nous n'y voyons

pas seulement des images des actions menées par les divers commandants et soldats, mais aussi les effets tragiques de la guerre sur la population civile, qu'il est souvent difficile de transmettre dans un récit. En effet, les histoires d'atrocités subies par les citoyens d'Ortona et les opérations menées par les forces partisans sont quasiment absentes des études en langue anglaise. Les lecteurs de tous âges prendront plaisir à lire l'ouvrage de Saverio Di Tullio et sauront l'apprécier.

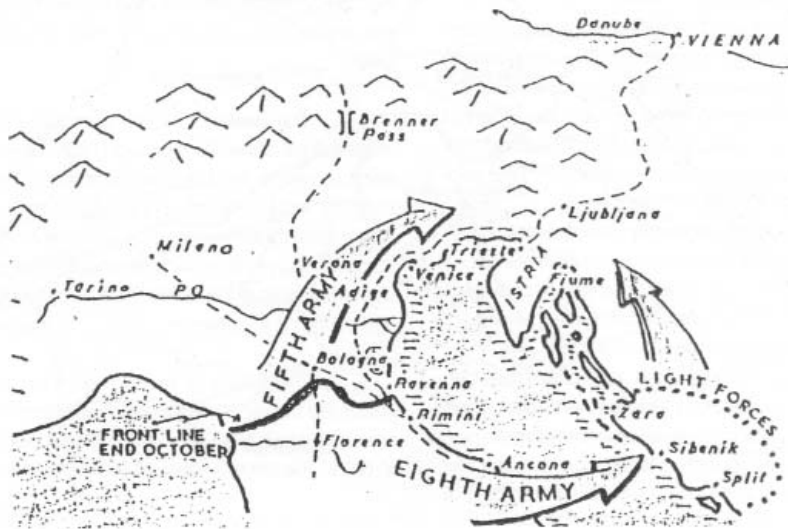
Dans l'autre ouvrage du présent compte rendu, l'historien canadien Bill McAndrew a fait équipe avec Amadeo Montemaggi pour produire *The Gothic Line*. McAndrew est bien connu tant comme auteur que comme guide de champs de bataille; pendant des années, il a servi d'accompagnateur dans les voyages organisés en Normandie et en Italie par le Collège de commandement et d'état-major de la Force terrestre du Canada (CCEFTC) dans le cadre de son programme d'études des champs de bataille. Il a entretenu l'étude de la campagne d'Italie, non seulement au Canada, mais également dans d'autres pays. Les batailles de la Ligne gothique ont fasciné Amadeo Montemaggi pendant quelque 35 ans. Auteur de nombreux livres et articles sur ce sujet et sur d'autres, il possède, dans sa maison près de Rimini, en Italie, des archives très

abondantes sur les documents et journaux de guerre, ainsi que sur la correspondance entretenue avec d'anciens combattants canadiens,

britanniques, allemands, italiens et alliés de la campagne d'Italie.

The Gothic Line renferme deux parties. La première donne un aperçu de la campagne de la Ligne gothique du 25 août au 22 septembre 1944, période au cours de laquelle les alliés ont quitté les montagnes et progressé jusque dans la plaine lombarde. La deuxième partie relate des actions précises menées par des unités du Premier corps d'armée canadien, du Cinquième corps d'armée britannique, du Deuxième corps d'armée polonais et des unités italiennes.

Pour un ouvrage court, les auteurs ont beaucoup à dire. Sur l'offensive de la Ligne gothique, ils écrivent ceci : « la Ligne gothique est une bataille qui fait date dans l'histoire et qui a duré 135 jours. Cette



bataille a donné au sud-est de l'Europe un ordre qu'il a conservé jusqu'en 1989, date de la chute du mur de Berlin » (p. 17). C'est du solide, va au cœur des débats fondamentaux militaires et historiques de la campagne d'Italie. Entre 1943 et 1945, les leaders politiques britanniques et américains, leurs chefs d'état-major respectifs, les quartiers généraux du commandement suprême du théâtre d'opérations largement composé d'Américains, les quartiers généraux du groupe d'armées dominés par les Britanniques ainsi que les deux armées de campagne, soit l'américaine et la britannique, n'ont pas cessé d'argumenter sur la stratégie à suivre en Italie. Selon les clichés répandus, les Américains auraient considéré l'Italie comme une diversion aux efforts de guerre alliés et les tentatives des Britanniques pour élargir le théâtre auraient été pour des raisons égoïstes. Pour les Britanniques, selon les partisans de Churchill et de Montemaggio, l'équilibre du pouvoir d'après-guerre en Europe, et pas seulement la défaite des Nazis, était la véritable question. C'est ici qu'entre en jeu la Ligne gothique et que les auteurs — du moins Montemaggio — font valoir leur argument. Winston Churchill croyait que « le contrôle de la Méditerranée signifiait le contrôle du monde occidental » et que « c'est en Italie que l'avenir des Balkans et de l'Europe allait se jouer » (p. 19). Craignant la domination soviétique de l'Europe centrale, le premier ministre britannique voulait « retourner et briser la Ligne gothique, s'introduire de force dans la vallée du Po et, finalement, avancer sur Vienne par Trieste et le col de Ljubljana » (p. 20; voir la carte jointe au présent compte rendu), bloquant ainsi la progression soviétique en Europe centrale. Churchill croyait si fort en sa vision des choses que si les Américains avaient refusé d'entrer dans le jeu, il aurait fait en sorte que cette « frappe stratégique » soit une opération entièrement britannique (p. 20). Voilà un point historique dont allaient faire fi ou, au moins, se

moquer vertement de nombreux auteurs, en particulier aux États-Unis.

Dans le confort de son fauteuil, on peut se demander si les énormes obstacles militaires (dont le terrain et la résistance ennemie ne sont qu'une partie) inhérents à la stratégie n'auraient pu provoquer un désastre. Les cartes étudiées par le premier ministre britannique à Londres ont pu ne pas avoir révélé si facilement les difficultés réelles. Néanmoins, c'est un argument intéressant, surtout que la stratégie alliée en Méditerranée manquait généralement de buts politiques ou militaires concrets. En effet, Churchill avait déjà fait observer qu'« il n'est pas suffisant pour le Gouvernement de dire : nous avons remis la guerre aux mains des militaires... Je ne suis absolument pas d'accord avec cette opinion... rien ne peut libérer le Gouvernement de sa responsabilité ». C'est là la difficulté de la campagne d'Italie, présentée avec force dans *The Gothic Line*.

Si l'on passe au niveau tactique, la deuxième partie du livre renferme des comptes rendus et des extraits d'histoires régimentaires et autres sur des actions précises, qui ajoutent de la couleur et des détails à l'exposé d'ouverture et qui sont bien étayés par de nombreuses photos et cartes inédites. Ils mettent également en lumière l'impressionnante habileté au combat du Premier corps d'armée canadien. S'éloignant une fois de plus de la version traditionnelle, cette partie du livre attribue l'effondrement de la Ligne gothique aux British Columbia Dragoons et à l'opération qu'ils ont menée au Point 204, le 31 août 1944; en prenant de flanc plusieurs unités allemandes, les British Columbia Dragoons ont forcé l'ennemi à retraiter et à abandonner la ligne

défensive (p. 48, 49). Davantage que ne le font plusieurs études récentes sur la question, le livre fait l'éloge de ce régiment.

Compte tenu de la brièveté des discussions stratégiques et tactiques, on peut espérer que Montemaggio présentera ses idées un de ces jours dans un cadre plus approfondi. *The Gothic Line* demeurera une étude importante et le seul ouvrage sur cette campagne.

Dans l'ensemble, les deux ouvrages analysés ci-dessus sont des additions importantes à la littérature sur la campagne d'Italie et se révéleront utiles dans la compréhension du rôle majeur tenu par les formations canadiennes lors de deux campagnes, de la dimension civile et des liens entre les stratégies militaire et politique.

Le Major Grodzinski est l'ex-rédacteur en chef du Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre. Il a visité les champs de bataille d'Ortona et de la Ligne gothique à titre d'historien accompagnateur dans le cadre d'excursions guidées sur des champs de bataille à l'intention des unités. Il suit présentement un cours de français d'une durée de un an, à Kingston, en Ontario.

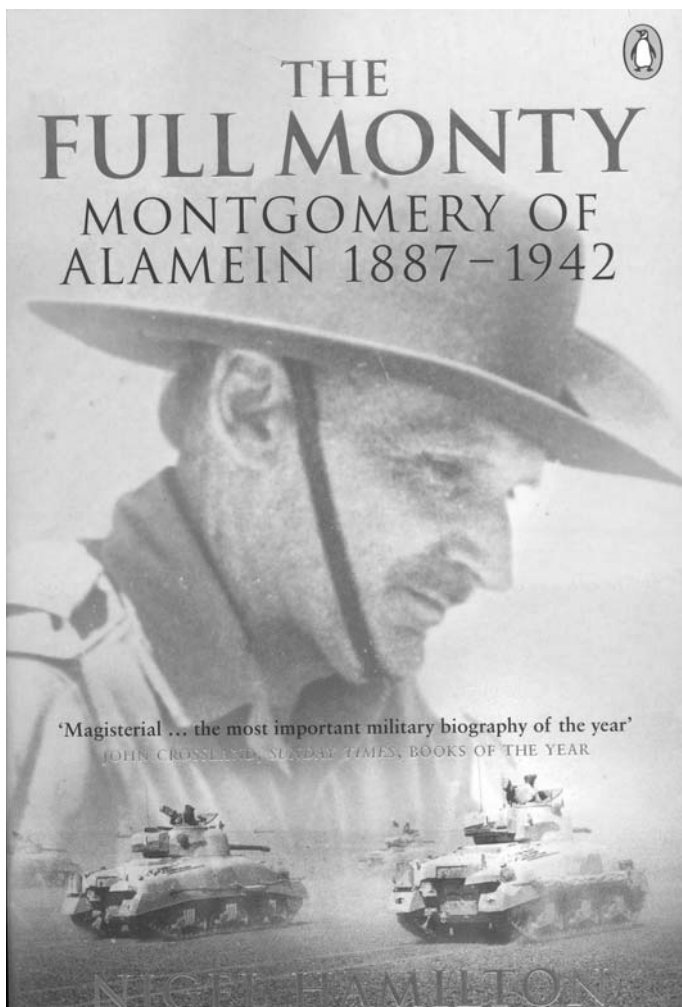


NOTE

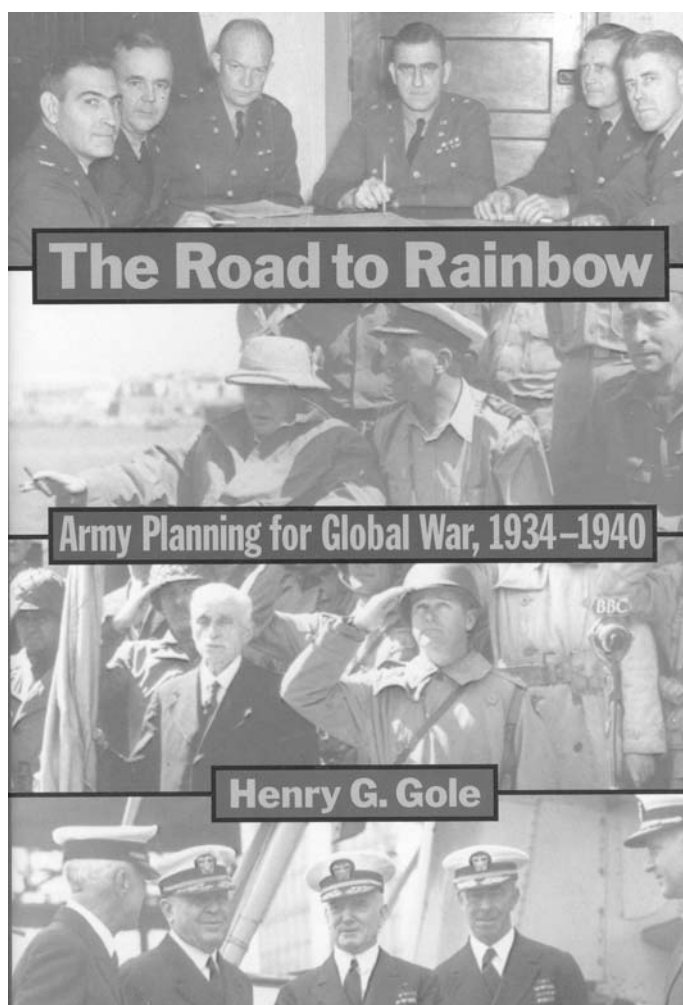
1. Lieutenant-Colonel G.W.L. Nicholson. *Official History of the Canadian Army in the Second World War, Volume II : The Canadians in Italy*. Ottawa, 1956, p. 681.

Lectures recommandées :

Une sélection de livres nouveaux et récents pour nos lecteurs



Nigel Hamilton. *The Full Monty. Volume 1: Montgomery of Alamein, 1887-1942.* Penguin, 2002. ISBN 0-140-28375-7. Une biographie très controversée écrite par l'auteur de l'imposante biographie officielle du Maréchal Montgomery. Bien que les critiques aient surtout retenu les commentaires de l'auteur sur l'apparente homosexualité de Montgomery, ce livre offre une nouvelle interprétation captivante de ce grand personnage, tout en abordant les débats doctrinaux des années 1930, la tactique canadienne en 1942 et le raid de Dieppe.



Henry G. Gole. *The Road to Rainbow. Army Planning for Global War, 1934-1940.* Naval Institute Press, 2003. ISBN 1-55750-409-1. Un ouvrage qui remet en question avec force la vision historique convenue du moment où l'armée américaine a commencé à planifier une guerre de coalition et une guerre sur deux océans. Comprend une analyse détaillée du rôle vital qu'a joué l'Army Staff College et de la coordination de ses efforts avec l'Army General Staff.

Tribune libre

Commentaires, opinions et contestations

L'importance de la lecture dans l'Armée de terre postmoderne

La Liste des ouvrages recommandés de l'Armée de terre du Canada...

Major Andrew B. Godefroy, de l'Équipe de soutien du projet spatial interarmées des Forces canadiennes, écrit ce qui suit...

J'aimerais répondre aux opinions exprimées par le Major Farrell, au sujet de l'importance de la lecture au sein de l'Armée de terre postmoderne (*Bulletin de la doctrine et de l'instruction de l'Armée de terre* vol. 5, no 4, hiver 2002-2003), à la suite de la publication de mes commentaires dans le *Bulletin de la doctrine et de l'instruction de l'Armée de terre* (vol. 5, no 3, automne 2002).

Je souhaite d'emblée présenter mes excuses au Major Farrell s'il a interprété les propos de ma dernière lettre comme une attaque personnelle. Je tiens à souligner que je souhaitais alors critiquer son point de vue et non pas sa personne. Cela dit, *Le Bulletin de la doctrine et de l'instruction de l'Armée de terre* est conçu pour susciter les débats, et je suggère à ceux qui y publient une lettre de bien distinguer leur ego de leurs propos et de se préparer à faire face à la musique (moi y compris).

Par ailleurs, l'objet du débat entre le Major Farrell et moi est essentiellement notre désaccord quant à la pertinence de dresser une liste officielle d'ouvrages recommandés à l'intention des soldats, qui sont censés posséder une connaissance générale approfondie de la profession qu'ils ont choisie. Il semble également y avoir divergence entre nous au sujet de qui au sein de l'Armée de terre, s'il y en a un, possède les connaissances nécessaires à l'élaboration d'une liste de ce genre.

Tandis que l'on doit aborder la première question plus sérieusement ci-dessous, la seconde est, quant à elle, simple à régler. Dans sa dernière lettre, outre avoir clairement défini son statut d'officier n'ayant pas besoin qu'on lui dise quoi lire (statut à ne pas confondre avec celui de l'officier pouvant choisir ses lectures que j'ai identifié, apparemment avec mépris), le Major Farrell a défendu sa position en déclarant que « l'opinion d'une personne [qu'il] ne connaît pas, du moins de réputation, n'a aucun intérêt ». À cela, je répondrai qu'il serait probablement sage d'apprendre à connaître davantage le Chef d'état-major de l'Armée de terre (CEMAT), étant donné qu'il est le patron et qu'il a endossé officiellement la liste des ouvrages recommandés. J'admets que son état-major a probablement effectué la plus grande partie du travail de compilation des ouvrages, mais

je ne crois pas que la liste en perde pour autant toute sa crédibilité. Il ne s'agit pas ici d'une liste dressée n'importe comment, par n'importe qui. Les ouvrages composant la *Liste des ouvrages recommandés de l'Armée de terre du Canada* (LOR) ont été soigneusement choisis et se retrouvent également, pour la plupart, dans les listes d'ouvrages recommandés de plusieurs autres armées professionnelles, alliées ou autres. Cependant, la présence d'un ouvrage sur la liste ne fait pas nécessairement de celui-ci un ouvrage « officiellement » bon. Il incombe au lecteur d'en juger. Je soupçonne d'ailleurs le Major Farrell d'être un bon lecteur, d'avoir cru que la LOR pourrait le guider un peu plus avant dans son parcours et d'avoir été déçu de n'y retrouver que des ouvrages de base. Je crois donc avoir compris ce qu'il cherchait à exprimer, mais, comme je l'ai mentionné précédemment, le Major Farrell ne semble pas avoir compris le rôle exact de la LOR.

Quelle est donc la pertinence de cette LOR, et, question peut-être plus importante encore, pourquoi les armées se donnent-elles la peine de dresser pareille liste? La tendance à encourager les soldats à lire des ouvrages portant sur leur profession remonte à quelques siècles. En effet, il est bien connu que Napoléon lui-même était un lecteur curieux, et qu'en dépit de « son emploi du temps chargé de conquérant, d'administrateur et d'empereur, [il] trouvait le temps de lire une grande variété d'ouvrages¹ » [Traduction]. Par exemple, en 1796, quelques jours avant d'aller prendre le commandement de l'Armée française d'Italie, Napoléon se serait rendu à la Bibliothèque nationale de France, selon son biographe, Vincent Cronin, pour se familiariser avec la géographie, la politique et l'histoire militaire du pays qu'il allait conquérir.² Plus précisément, Napoléon aurait lu *Les mémoires du Maréchal de Catinat*, une biographie du prince Eugène de Savoie ainsi que trois ouvrages sur ses batailles, *La Guerre des Alpes de Saint-Simon* et un volume sur les campagnes italiennes de Jean-Baptiste François de Maillebois.³ Lorsqu'il s'est rendu en Égypte, en 1798, Napoléon aurait procédé de la même façon et ajouté à la bibliothèque de son navire *L'Orient*, comprenant déjà quelque 300 ouvrages, le Coran, des ouvrages de Plutarque, de Tite-Live et de Virgile, ainsi que des récits sur Alexandre le Grand. Bien que personne ne l'ait forcé à lire ces ouvrages, Napoléon a rapidement fait le lien entre la connaissance et le pouvoir, et saisi la valeur du professionnalisme découlant de la lecture et de la pensée autonome.

Napoléon aurait également déclaré que le problème avec les livres c'est qu'il faut bien souvent lire un bon nombre de mauvais ouvrages avant de trouver une œuvre qui vaille la peine. Si c'était vrai au temps de Napoléon, ce l'est encore plus aujourd'hui où le volume d'ouvrages publiés augmente à un rythme exponentiel, soutenu par les documents

disponibles dans Internet et dans d'autres sources ouvertes d'information et médiatiques. Le pauvre soldat de l'Armée de terre du Canada se trouve donc rapidement noyé dans la mer des lectures qui s'offrent à lui. Le Major Farrell s'appuie sur cette situation pour s'opposer à la LOR, mais je ne suis pas d'accord avec lui. À mon avis, c'est justement à cause de cette situation et du fait que la plupart, si ce n'est tous, des militaires de l'Armée de terre du Canada ne peuvent consacrer que très peu de temps à la lecture, après avoir effectué leur lourde charge de travail, qu'il est essentiel de dresser une liste d'ouvrages recommandés. Le Major Tom Bradley a d'ailleurs présenté un argument semblable dans le dernier numéro, en citant une lettre parue précédemment pour commenter la rigueur intellectuelle du corps des officiers. Afin d'expliquer le peu d'articles de fond ou d'études poussées rédigés par le corps des officiers, le Major Tom Bradley a écrit : « À tous les niveaux de l'Armée de terre du Canada, nous sommes submergés de travail, la majorité de ce travail ne servant qu'à surtaxer les membres des états-majors concernés⁴ ». [Traduction] Cette surcharge de travail ne laisse que peu de temps pour lire, et encore moins pour écrire.

En plus de leur faire gagner du temps, la LOR est également conçue pour guider et peut-être même diriger les soldats dans leur choix de lectures. Le Major Farrell possédait peut-être déjà, à son arrivée à l'Armée de terre, de bonnes habitudes de lecture et une bonne motivation, mais je ne crois pas me tromper en disant qu'il n'en est pas ainsi pour la majorité de ses collègues. Il ne faut pas les en blâmer : la lecture critique et professionnelle est une habileté à développer au même titre que les autres. Peu de gens sont enclins à lire pour leur profit personnel, et l'on mentionne souvent le manque de temps comme excuse pour ne pas lire plus souvent. En effet, on n'a qu'à dispenser un ou deux cours d'histoire militaire aux étudiants en génie du Collège militaire royal du Canada (CMR) pour s'apercevoir rapidement de leur manque d'intérêt pour les ouvrages non techniques portant sur

leur profession et de leur très faible motivation ne serait-ce qu'à envisager la lecture d'ouvrages qui ne figurent pas au programme du cours. Ceux qui souhaitent sortir des sentiers battus se plaignent souvent de ne pas savoir où commencer. Je n'ai moi-même pas été en mesure de trouver de guide de lecture officiel destiné aux étudiants du CMR, mis à part les guides conçus pour des cours en particulier. Du reste, ni la Marine canadienne, ni la Force aérienne, ni la Garde côtière, ni les unités interarmées n'ont publié de listes officielles d'ouvrages recommandés à l'intention de leurs militaires du rang et de leurs officiers. Ceux qui recherchent des directives faisant autorité sur les ouvrages notables ou les plus dignes d'être lus sont donc malheureusement dans l'embarras. Ils peuvent, bien entendu, chercher conseil auprès de leurs amis et collègues, mais quel type de conseils peuvent-ils espérer obtenir si ces derniers n'en savent pas plus qu'eux sur le sujet?

Le *United States Military Academy Officer's Professional Reading Guide*, publié par l'armée américaine, fait contraste avec les directives des Forces canadiennes en matière de lecture. Comprenant un peu moins de 89 pages, la bibliographie annotée de nos voisins constitue la référence complète et idéale pour guider le jeune officier dans ses lectures. L'introduction de ce guide est très brève et indique clairement l'intention des auteurs d'aider le jeune soldat à entreprendre un programme de lecture dès le tout début de sa carrière militaire. On peut y lire : « Les premières années de service de l'officier nouvellement commissionné sont, bien sûr, très chargées. Néanmoins, vous devriez être en mesure de trouver le temps de lire au moins un bon livre par mois » [Traduction]. Tout comme dans l'introduction de la LOR, on indique que « les ouvrages listés ne sont essentiellement que des suggestions » [Traduction]. Par ailleurs, la *U.S. Army Chief of Staff's Professional Reading List* est divisée en quatre sous-sections, chacune s'adressant aux membres d'un échelon de commandement en particulier. Par exemple, la deuxième

sous-section est destinée aux officiers et aux sous-officiers de compagnie, aux adjudants et aux adjudants-chefs. Sans égard à l'échelon de commandement, le message général des auteurs de la liste demeure le même pour tous : « De tout temps, l'une des caractéristiques les plus importantes distinguant les soldats exceptionnels des autres est le respect d'un programme personnel et audacieux de perfectionnement professionnel largement fondé sur la lecture » [Traduction]. Aux États-Unis, mis à part l'Armée de terre, chacune des principales branches et chacun des principaux services bénéficie de sa propre liste officielle d'ouvrages recommandés et ce, jusqu'au Chef de l'état-major interarmes inclusivement. À l'inverse, si l'on ne tient pas compte des listes personnelles d'ouvrages dressées par les commandants locaux, l'Armée de terre du Canada est la seule organisation des Forces canadiennes dont j'ai pu trouver une liste officielle d'ouvrages recommandés.

Au-delà du léger conflit séparant le Major Farrell et moi-même, d'autres aspects des listes d'ouvrages recommandés sur les professions militaires sont à considérer. Une armée qui publie une liste d'ouvrages recommandés présente, peut-être implicitement, les connaissances que ses membres devraient acquérir. Que l'Armée de terre du Canada ait une liste officielle d'ouvrages recommandés, alors que les autres organisations des FC n'en ont pas, est un signe de prévoyance ou même de vision et non de snobisme, ni d'ignorance, comme on l'a suggéré. Bien qu'elle ne soit pas parfaite, la LOR constitue un point de départ et démontre qu'au moins une personne, au sein de l'Armée de terre (peut-être le CEMAT, je ne le connais que de réputation aussi devrais-je peut-être me montrer sceptique?), se soucie suffisamment de la culture générale des militaires pour tenter d'étoffer un peu leurs connaissances de leur profession. De même, les autres armées prêteront certainement attention à notre LOR. Tout comme je viens de décrire quelques caractéristiques des listes américaines, certains militaires s'emploieront à

analyser notre liste. D'autres encore percevront le contenu de notre LOR comme un témoignage de notre identité en tant qu'institution.

En définitive, je soupçonne que la principale rancune que nourrit le Major Farrell à l'égard de la LOR est double. D'abord, ses commentaires antérieurs suggèrent qu'il ne tient pas en haute estime les personnes chargées de la publication de la liste et deuxièmement, il a l'impression que la liste est inadéquate. Je ne peux m'avancer plus loin en ce qui concerne la première question, mais la seconde mérite toutefois discussion. La LOR a paru, pour la première fois, en septembre 2001, est donc périmée depuis presque deux ans. Plusieurs ouvrages importants ont été publiés récemment, et la liste aurait besoin d'être mise à jour pour en rendre compte. De plus, les recommandations suivantes pourraient être prises en considération. L'introduction de la liste devrait présenter de manière plus détaillée les objectifs visés (y compris bon nombre des éléments discutés ici) ainsi qu'une référence à quelques listes similaires offertes par d'autres organisations. De même, l'on gagnerait également à améliorer sa structure. Les principales catégories demeurent valables, mais je suis d'avis que la liste serait plus conséquente si l'on y ajoutait des sous-catégories pour mieux l'organiser, plutôt que de se contenter de présenter les ouvrages en ordre alphabétique de nom d'auteur. Par exemple, le premier ouvrage listé dans la section de la Théorie militaire

est *Clausewitz in English*, de Christopher Bassford. Toutefois, ce n'est que plus loin dans la page que l'on retrouve *On War*, l'ouvrage de Clausewitz en question. Bien entendu, la critique du principal ouvrage du théoricien ne s'avèrera pas très éclairante si l'on en prend connaissance avant d'avoir lu l'ouvrage lui-même. Aussi la LOR aiderait-elle un peu plus les lecteurs novices à se situer si elle était dressée dans un souci d'ordre chronologique des lectures⁵. En outre, au lieu de consacrer une section au patrimoine militaire du Canada, pourquoi ne pas ajouter une sous-catégorie sur la littérature canadienne à chacune des principales sections de la liste? Finalement, la LOR devrait comprendre une liste des journaux et des sites Web pertinents où le lecteur peut poursuivre ses recherches.

La publication de la *Liste des ouvrages recommandés de l'Armée de terre du Canada* rend compte

de la nécessité, pour les soldats de l'ère postmoderne, de faire la meilleure utilisation possible du peu de temps qu'il leur reste après l'accomplissement de leurs tâches. Une telle liste vise à favoriser les initiatives personnelles de perfectionnement professionnel parmi les soldats de l'Armée de terre. Elle n'a pas la prétention d'être exhaustive et cherche à encourager plutôt qu'à décourager les soldats à se consacrer à la lecture. Bien sûr, il faudra la mettre à jour dans un avenir rapproché, mais j'ose espérer qu'elle demeure tout de même une incitation, pour les autres éléments des Forces canadiennes, à publier leur propre liste officielle d'ouvrages.



NOTES

1. Grossman, Ira. « Napoleon the Reader: The Imperial Years », à l'adresse électronique http://www.napoleon-series.org/research/napoleon/c_read2.html.
2. Ibid.
3. Ibid.
4. Commentaire du Major Tom Bradley. « Tribune libre. Commentaires, opinions et contestations », dans *Bulletin de la doctrine et de l'instruction de l'Armée de terre*, vol. 5, no 4 (hiver 2002-2003), pp. 88-89.
5. Je tiens à remercier le Major Ian Rutherford pour avoir soulevé cette question. Je me suis aperçu de sa pertinence lorsque j'ai vu des militaires effectuer les lectures recommandées en suivant simplement la liste et en cochant à mesure les ouvrages lus.

Autre réaction à l'éditorial « Pas le temps de réfléchir : les officiers et le milieu académique », BDIAT, vol 5, no 3, Automne 2002.

En réponse au commentaire du Major Tom Bradley sur cet éditorial (BDIAT, vol 5, no 4 Hiver 2002-2003), le Sergent Arthur Majoer, actuellement en entraînement en vue de la Roto 13 de l'OP PALLADIUM, écrit...

En tant que collaborateur régulier au Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre, je me dois de réagir aux propos du Major Bradley. Son opinion sur le flot d'idées, de visions et de propositions qui émanent de discussions au mess est intéressante, mais ces idées, visions et propositions ne sont en réalité que de vaines spéculations. Il suffit de se rendre dans un bar d'amateurs de sports un vendredi soir pour réaliser que là aussi fusent les idées, les visions et les

propositions pour faire des Canadiens de Montréal ou des Maple Leafs de Toronto les prochains prétendants à la Coupe Stanley, si seulement...

Une discussion au mess, ou autour d'un café, a une portée limitée car la plupart des personnes présentes, sinon toutes, appartiennent à un petit groupe homogène. Si on se donnait la peine de noter, pendant un certain temps, ce qui se dit, on s'apercevrait rapidement que ce sont presque toujours les mêmes idées qui sont rabâchées. En société, la plupart des gens adoptent une attitude sûre : ils ne disent et ne font rien qui pourrait provoquer des remous. Rédiger un texte à l'intention d'un auditoire plus large amène le rédacteur en terrain inconnu et l'oblige à étayer ses propos et à les présenter de façon logique et convaincante. Bref, les auteurs ne peuvent se laisser aller à de vaines spéculations lorsqu'ils

rédigent des articles pour le BDIAT ou d'autres publications semblables; ils doivent être en mesure de présenter des arguments convaincants et de défendre leur point de vue.

Pour ce qui est du manque de temps pour écrire des articles, je compatie totalement. Mes tâches de G6 Gestionnaire RL de la 31^e Brigade prenaient tout mon temps : interagir avec les utilisateurs d'ordinateurs, autant novices qu'experts, répondre aux besoins en matière de TI de l'unité et de la brigade et anticiper les besoins à venir, rechercher des informations et rédiger des rapports et des comptes rendus à l'intention de mes supérieurs, en plus de tenter, comme tâche secondaire, de respecter des plans d'instruction tactique ambitieux au moyen d'équipements de communication très imparfaits. Après ma journée de travail, je devais m'occuper de mes deux jeunes enfants, les amener à leurs activités parascolaires et y participer. Généralement, une fois les enfants couchés et les tâches ménagères accomplies, l'horloge indiquait 22 h. Mon emploi du temps à titre de commandant de section dans le cadre de la Roto 13 sera vraisemblablement aussi chargé et stimulant, et je ne m'attends pas à ce que les choses changent dans un avenir prévisible.

Pourtant, malgré cet emploi du temps chargé, je prends le temps, à 22 h, de m'asseoir et de faire des recherches ou d'écrire car je crois avoir des choses intéressantes à partager avec un lectorat bien plus large que les quelques personnes qui se donnent la peine de se présenter au mess et que je connais bien. Je crois également qu'écrire pour un vaste auditoire met mes idées à l'épreuve, me permet d'améliorer mon habileté à argumenter et me fait découvrir de nouveaux points de vue. J'admets toutefois qu'on n'évolue que si nos écrits suscitent des réfutations, des débats ou des objections. Le caporal-chef qui a rédigé l'article « Une analyse du leadership stratégique »¹ a dû être ravi de voir son article repris par un comité de rédaction si important². Songez à quel point il aurait pu polir ses arguments s'il avait eu l'occasion de répondre à des critiques réfléchies ou aux nouvelles avenues qu'il aurait pu explorer en réponse à des contre-arguments bien choisis. Au contraire, son article n'a suscité aucune réaction, et voilà peut-être la raison pour laquelle nous n'avons pas eu le plaisir de lire d'autres articles de cet auteur.

Même si je sais être animé d'un besoin de m'exprimer inhabituel, pour ne pas dire extrême, j'encourage tout de même tous les lecteurs du Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre à soumettre des articles. Interpeller les auteurs des articles du Bulletin par le biais de la « Tribune libre », de lettres au rédacteur en chef ou d'articles exposant des points de vue divergents permettrait aux deux parties de raffiner leurs arguments pour et contre le sujet traité et de faire naître de nouvelles idées et réflexions (ce qui est également un effet secondaire des études supérieures). Peut-être les idées, les visions et les propositions qui surgissent dans les discussions au mess ont-elles une certaine valeur; il revient maintenant aux gens qui les avancent de nous prouver leur bien-fondé.



NOTES

1. Cplc Richard P. Thorne, « Une analyse du leadership stratégique », *Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre*, vol 3, no 3 (Automne 2000), p. 8 à 15.
2. Major J.R., Grodzinski, « Pas le temps de réfléchir : les officiers et le milieu académique », *Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre*, vol 5, no 3 (Automne 2002), p. 6 à 9.

« L'appréciation administrative dans le processus de planification opérationnelle », par le Lieutenant colonel R. Préfontaine, dans *Le Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre*, vol. 5 no 4 (hiver 2002 2003).

Commentaire du Lieutenant colonel A.F. Markewicz, Commandant du 8^e Régiment du génie...

En lisant cet article, l'expression « *implicit tasks* » m'a préoccupé et m'a laissé perplexe. À l'Étape 3, Analyse de la mission, l'auteur décrit les « *implicit tasks* » comme « les tâches que le commandant identifiera comme devant être obligatoirement exécutées pour rencontrer sa mission. Pour qu'une tâche soit implicite, il faut qu'elle soit une tâche qui exigera une attention particulière dans le temps et l'espace pour le succès de l'opération. »

L'utilisation du terme « *implicit* », ainsi que sa définition, m'ont laissé perplexe. J'ai consulté le Lieutenant colonel Casarsa, membre des directeurs de groupes d'étude du Collège de commandement et d'état major de la Force terrestre canadienne, qui a confirmé auprès de l'auteur qu'il s'agissait d'une erreur de traduction en anglais. L'expression anglaise correcte est « *implied tasks* ». Il n'existe pas en anglais des « *implicit tasks* ». Pour ce qui est des définitions, les « *implied tasks* » sont « ... les autres activités qui doivent être exécutées afin que la mission soit accomplie, y compris l'appui qu'il faut apporter à l'effort principal du commandant supérieur. » (B-GL-300-003, *Le commandement*, chap 6, Anx A, p. 137).

Selon les explications qu'on m'a données, l'interprétation de la définition par l'auteur peut

avoir une certaine validité puisqu'elle concerne le temps, l'espace et les articulations — c'est à dire des facteurs concrets qui permettent de s'éloigner des principes incontestables, des IPO ou des activités qui excèdent la portée de la mission de la formation. Elle permet de donner aux stagiaires un objectif tangible.

Au cours de mon aparté avec le DGE, nous avons convenu qu'une « implied task » ne peut pas être vitale pour le commandant supérieur, sinon elle serait assignée. Une « implied task » est importante pour le commandant tactique afin qu'il puisse réaliser l'intention du commandant supérieur. Cependant, le commandant subordonné ne peut ignorer la totalité ou un grand nombre des « implied tasks » sans risquer de faire échouer sa mission globale. Il semble que l'emphase soit différente dans le texte français.

Selon moi, une « implied task » est habituellement une tâche nécessaire à l'accomplissement de la mission assignée. Dans certains cas, il peut s'agir d'une tâche qui est déterminée par le commandant subordonné d'après sa connaissance de la situation. Une « implied task » doit contribuer à la mission ou découler de l'intention du commandant. Par exemple, « dominer le carrefour XYZ » pourrait constituer une « implied task » durant une mission de défense de zone. Cette déduction entraîne des besoins particuliers en ressources et l'exécution d'une tâche particulière. « Le retranchement » peut certainement être une « implied task » durant une opération défensive, mais il s'agit d'un truisme qui ne contribue pas à l'affectation des ressources et des tâches aux subordonnés. Dans les termes les plus simples, peut être qu'une « implied task » découlant des ordres et de

l'intention d'un commandant supérieur devrait se traduire par l'affectation d'une tâche particulière à un subordonné.

Je propose que cette correction ainsi que les explications sur le caractère vital ou non d'une « implied task » soient diffusées dans le prochain numéro.



Commentaire sur « Canada and UN Peacekeeping—Cold War by Other Means, 1945–1970 », compte rendu de livre préparé par Mark Gaillard, *Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre*, vol. 5, n° 4, hiver 2002-2003, pp. 91-93.

D'après l'auteur de l'ouvrage, Sean M. Maloney, Ph.D.,

Il est fréquent, pour les doreurs d'image, c'est-à-dire ceux qui pratiquent la manipulation des perceptions à des fins politiques, de négliger des éléments désavantageux et de ne s'attarder qu'à l'information qui appuie leur cause. C'est le comportement attendu des diplomates agissant au nom de leur pays contre des étrangers que nous souhaitons manipuler dans l'intérêt du Canada. Ces outils, par contre, ne devraient pas servir contre des citoyens et des historiens qui s'efforcent de broser le tableau réel de l'histoire du Canada et de la culture politique, afin de prendre des décisions informées. Dans son compte rendu de l'ouvrage intitulé « Canada and UN Peacekeeping—Cold War by Other Means, 1945–1970 », Mark Gaillard, agent du ministère

des Affaires étrangères et du Commerce international, choisit de cibler des questions secondaires plutôt que d'examiner la thèse principale de l'ouvrage. Puisqu'il s'en tient à la périphérie au lieu de souligner d'autres points importants qui influent sur les décideurs politiques et les soldats du Canada, c'est sur cette base que j'orienterai mon approche.

Il incontestable que le Canadien Lester B. « Mike » Pearson est considéré, au Canada, comme l'inventeur du maintien de la paix des Nations Unies. Cette perception, qui s'étend au-delà de nos frontières, est perpétuée par les médias et la culture populaire. Les Canadiens ne font pas la distinction entre l'invention du maintien de la paix de l'ONU et celle de la FUNU.

Inventer : « Créer, découvrir, imaginer. »¹

Mike Pearson n'a pas inventé le maintien de la paix de l'ONU.

L'utilisation de forces militaires à des fins de maintien de la paix a été imaginée au Canada, par

un certain nombre d'officiers d'état-major obscurs, siégeant au Comité mixte de planification, en 1948, pour le chef d'état-major général de l'époque, le Lieutenant-général Charles Foulkes, huit ans avant les événements de Suez en 1956.

Le Brigadier canadien H. H. Angle et ses subordonnés pratiquaient le maintien de la paix de l'ONU au Cachemire dès 1949, sept ans avant la crise de Suez de 1956. Ils ont été appelés à établir une force et à définir son fonctionnement. Les origines de l'opération de l'ONU au Cachemire remontent à des échanges entre le Général (canadien) A.G.L. McNaughton et le Pakistanais Zaffrullah Khan.

Le Lieutenant-général canadien E.L.M. « Tommy » Burns et ses subordonnés pratiquaient déjà le maintien de la paix de l'ONU au Moyen-Orient en 1954, près de deux ans avant les événements de Suez de 1956. L'opération de l'ONU au Moyen Orient découle en partie des concepts définis en 1948 par le comte Folke Bernadotte, qui souhaitait obtenir une force armée de maintien de la paix de l'ONU pour Jérusalem.

Mike Pearson n'a pas inventé la FUNU.

Le Lieutenant-général Burns croyait que la force multinationale de l'ONU au Moyen-Orient ne répondait pas aux besoins et nécessitait une plus grande puissance de feu. Il souhaitait que cette force soit en mesure d'intervenir, ce qu'il proposait dans le cadre de discussions diplomatiques en novembre 1955, sans se demander qui écoutait à Ottawa. Burns avait déjà discuté de la question auprès du secrétaire

général de l'ONU, Dag Hammarskjöld et de son adjoint, Andrew Cordier, avant sa rencontre avec le secrétaire britannique des affaires étrangères. Sa conception de la force en question n'était pas radicalement différente de celle déployée en 1956, qui comprenait des troupes de l'ONU insérées entre les forces armées des opposants. Hammarskjöld et Cordier ont joué un rôle capital en mettant de l'avant l'idée d'une force de paix de l'ONU à l'occasion de forums de l'ONU, à divers moments de la crise de Suez de 1956. C'est ce qu'admet M. Gaillard dans son compte rendu. Ces concepts étaient donc loin de leur être étrangers et ce, bien avant que Pearson ne leur présente « son » idée, en novembre 1956.

Inventer : « Créer, découvrir, imaginer. »

La réunion du Cabinet du 1er novembre 1956, largement citée par M. Gaillard (et qui constitue l'ensemble de son « compte rendu »), n'entre pas en contradiction, comme il l'affirme faussement, avec les événements de novembre 1955 que je décris au chapitre trois. Pearson proposait la formation d'une force de paix internationale pour le Moyen-Orient en 1956, et Burns faisait la même proposition en 1955. Lequel est venu en premier?

Inventer : « Créer, découvrir, imaginer. »

Par ailleurs, il existe un vaste fossé entre le fait de mener des activités diplomatiques dans l'environnement confortable de New-York (c'est-à-dire complimenter, manœuvrer, manipuler, négocier, bref,

parler) et celui de planifier, rassembler et déployer physiquement une force multinationale, pour ensuite la commander, particulièrement dans les climats de violence et de dangers du Cachemire et du Moyen-Orient. Inventer ou mettre en œuvre; lequel de ces processus serait le plus reconnu? À vous de décider. Sans l'imagination, l'adroite diplomatie et le pouvoir de persuasion de Burns, la FUNU aurait peut-être vu le jour, mais sans réussir sa mission. Au fil des années, Burns avait établi des liens avec les chefs belligérants impliqués dans la crise du Moyen-Orient. Le très occupé secrétaire d'état aux Affaires extérieures, M. Pearson, ne pouvait que rêver posséder de telles relations, puisqu'il n'avait rencontré ces chefs qu'à de rares occasions.

Comme je le mentionnais dans la conclusion du livre :

Enfin, il y a lieu de réévaluer attentivement l'importance relative de Lester B. Pearson dans le développement de la politique du maintien de la paix de l'ONU au Canada. Il est évident que le Canada a uni ses efforts à ceux de ses alliés dans de nombreuses crises gérées par les Nations Unies dans le cadre des manœuvres diplomatiques subséquentes. Il est également clair que Paul Martin a joué un rôle tout aussi capital dans l'évitement de la guerre de Chypre que Pearson pendant la crise de Suez de 1956. Il est essentiel de reconnaître une égale contribution au personnel militaire supérieur, particulièrement au Général E.L.M. Burns et au Général Foulkes, ainsi qu'à de nombreux autres officiers d'état-major qui les ont aidés à élaborer et à

mettre en place les opérations de maintien de la paix du Canada.

Je maintiens cette conclusion, qui est corroborée par les faits. Par « importance relative », il faut comprendre qu'une reconnaissance insuffisante a été accordée à Foulkes, à Burns, à Angle, à McNaughton et à leurs états-majors. Que l'on me nomme un seul Canadien qui connaît ces noms et leurs liens avec le maintien de la paix de l'ONU. À ma connaissance, on ne mentionne leur contribution dans aucune école secondaire ou université. Personne ne consacre de films ou de documentaires télévisuels à leurs exploits; il n'existe pas, pour eux, de

biographies, de statues, de timbres, de congés ou autre forme de reconnaissance culturelle. Ces hommes sont morts dans l'ombre, pendant qu'un autre était élevé au statut d'icône nationale par les machinations de ceux qui ont choisi d'interpréter faussement ses motifs. Ceux qui succèdent à l'ancien ministère des Affaires extérieures devraient cesser de surprotéger « leur » personnage et de s'approprier le crédit des événements de cette époque sombre des années 50, événements qui sont survenus bien avant leur naissance. Ces gens doivent se montrer plus magnanimes, surtout à l'égard des chefs militaires du Canada,

de leurs soldats et de leurs accomplissements au chapitre du maintien de la paix.

Les lecteurs du Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre sont invités à partager leur opinion...



NOTE

1. *Le Petit Robert 1, Dictionnaire alphabétique et analogique de la langue française*, Les Dictionnaires ROBERT-CANADA, S.C.C, 1992.